

INFLEXIONS

civils et militaires : pouvoir dire



Valeurs et vertus

L'éthique du guerrier

Chine. Des valeurs au service du Parti

«Valeurs et vertus» dans le djihad armé

La morale militaire : une question de regards ?

L'idéal du citoyen-soldat

dans la poésie élégiaque grecque

L'armée romaine, en quête d'honneur

Les Français, les valeurs

et les vertus militaires : le grand malentendu

Union européenne :

retrouver le courage de la solidarité

Combattre pour des valeurs,

combattre par des vertus

Valeurs, vertus et vainqueurs

Cas de conscience : les inventaires

Opération Serval

Trois armées, trois milieux,

trois expériences

Formation du chef militaire :

exigence de valeurs et devoir de vertus

Nec Pluribus Impar

De Gaulle : penser pour agir

Nietzsche ou l'épreuve de la guerre

À l'épreuve de la dictature.

Le naufrage moral de la Wehrmacht en guerre

Un impératif d'équilibre

Jean Baechler

Antoine Bondaz

Wassim Nasr

Michaël Fœssel

Sophie Cotard

Benoît Rossignol

Bénédicte Chéron

Joséphine Staron

François Lecointre

Michel Goya

Xavier Boniface

Frédéric Gout

Romain Desjars de Keranrouë,

Matthieu Graff et Pierre-François Mitton

Franck Chatelus et Patrick Collet

Marc Vigié

Hervé Gaymard

Alexandre Martin

Jean-Luc Leleu

Thierry Marchand

POUR NOURRIR LE DÉBAT

La recherche historique « augmentée »

par les humanités numériques

L'univers sonore des combattants de la Grande Guerre

Thomas Fressin

Benoît Tahon



INFLEXIONS

civils et militaires : pouvoir dire

La revue Inflexions

est éditée par l'armée de terre.

École militaire – 1 place Joffre – Case 09 – 75700 Paris SP 07

Rédaction : 01 44 42 42 86 – e-mail : redaction@inflexions.net

Ventes et abonnements : www.pollen-difpop.com

Ventes numériques : www.cairn.info

www.inflexions.net

Facebook : [inflexions](https://www.facebook.com/inflexions) (officiel)

Twitter : [@Inflexions10](https://twitter.com/Inflexions10)

Membres fondateurs :

M. le général de corps d'armée (2S) Jérôme Millet ■ Mme Line Sourbier-Pinter

■ M. le général d'armée (2S) Bernard Thorette

Directeur de la publication :

M. le général de corps d'armée Thierry Marchand

Directeur adjoint :

M. le colonel Hervé Pierre

Directrice de la rédaction et rédactrice en chef :

Mme Emmanuelle Rioux

Chargé de mission relations publiques :

M. le colonel @ Jean-Luc Cotard

Comité de rédaction :

M. le médecin en chef Yann Andruétan ■ M. le commissaire principal Jean Assier-Andrieu

■ M. John Christopher Barry ■ M. le lieutenant-colonel Marc-Antoine Brillant ■ Mme

Bénédicte Chéron ■ M. le médecin chef des services (er) Patrick Clervoy ■ M. le colonel (er)

Jean-Luc Cotard ■ Mme le professeur Catherine Durandin ■ M. le général de corps d'armée

Benoît Durieux ■ M. le lieutenant-colonel Brice Erbland ■ M. le lieutenant-colonel (er)

Hugues Esquerre ■ Mme Isabelle Gougenheim ■ M. le général de brigade Frédéric Gout

■ M. le colonel (er) Michel Goya ■ M. le lieutenant-colonel Rémy Hémez ■ M. le professeur

Armel Huet ■ M. le grand rabbin Haïm Korsia ■ M. le général d'armée (2S) François

Lecointre ■ M. Éric Letonturier ■ M. le général de corps d'armée Thierry Marchand

■ M. le général d'armée (2S) Jean-Philippe Margueron ■ M. le lieutenant-colonel Jean

Michelin ■ M. le colonel Hervé Pierre ■ M. l'ambassadeur de France François Scheer

■ M. le professeur Didier Sicard ■ M. Philippe Vial ■ M. le médecin en chef Julien Viant

Membres d'honneur :

M. le général d'armée (2S) Jean-René Bachelet ■ Mme le professeur Monique Castillo †

■ M. le général de corps d'armée (2S) Pierre Garrigou-Grandchamp

Secrétaire de rédaction : Mme l'adjudant-chef Séverine Renau

Les manuscrits soumis au comité de lecture ne sont pas retournés.

Les opinions émises dans les articles n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Les titres des articles sont de la responsabilité de la rédaction.

INFLEXIONS

civils et militaires : pouvoir dire



Valeurs et vertus

NUMÉRO 48

VALEURS ET VERTUS

┐ ÉDITORIAL ┐

┐ THIERRY MARCHAND

┐ 7

┐ DOSSIER ┐

L'ÉTHIQUE DU GUERRIER

┐ JEAN BAECHLER

┐ 13

L'éthique porte sur les devoirs et les vertus afférents à chaque état humain. Celle propre à l'état de guerrier est fixée par ce qui le définit, à savoir le risque d'être tué et le droit de donner la mort. Mais existe-t-il des vertus spécifiques à cet état ?

CHINE. DES VALEURS AU SERVICE DU PARTI

┐ ANTOINE BONDAZ

┐ 19

Dénoncées par Mao Zedong, qui considérait avec mépris la « vieille société », les valeurs traditionnelles sont désormais instrumentalisées par le régime chinois pour se légitimer auprès de la population, combattre toute influence étrangère, mais aussi rassurer à l'étranger sur ses intentions.

« VALEURS ET VERTUS » DANS LE DJIHAD ARMÉ

┐ WASSIM NASR

┐ 27

Le djihad armé moderne est une quête du « salut de l'humanité » à travers et pour l'islam. À cette fin, il met en œuvre des vertus au service de valeurs souvent universelles, qu'il rend exclusives à une communauté de croyants ou d'adeptes. Cela même dans son mode opératoire qualifié de terroriste.

LA MORALE MILITAIRE : UNE QUESTION DE REGARDS ?

┐ MICHAËL FÆSSEL

┐ 35

Il existe un lien entre la guerre et la vertu : se conduire moralement, c'est mener une lutte contre ses pulsions qui réclame du courage. Le soldat n'agit pourtant pas sous son seul regard. Celui de ses frères d'armes et, parfois, celui de ses ennemis, lui rappellent que la guerre n'est pas seulement un combat à mort, mais aussi un partage d'humanité.

L'IDÉAL DU CITOYEN-SOLDAT

DANS LA POÉSIE ÉLÉGIAQUE GRECQUE

┐ SOPHIE COTARD

┐ 41

Plus que célébrer des héros et narrer des combats du passé, les poètes élégiaques de la fin du VIII^e et du milieu du VII^e siècle av. J.-C. invitent les soldats à l'action. Et ne louent jamais les vertus, comme par exemple le courage, pour elles-mêmes, mais seulement dans la mesure où elles sont au service de l'intérêt public.

L'ARMÉE ROMAINE, EN QUÊTE D'HONNEUR

┐ BENOÎT ROSSIGNOL

┐ 45

Les valeurs et les vertus de l'armée romaine sont d'abord celles d'une armée issue d'une cité guerrière, censitaire et aristocratique. La vaillance militaire (*virtus*) et la victoire permettent le prestige (*honos*) dans la cité.

LES FRANÇAIS, LES VALEURS ET LES VERTUS MILITAIRES : LE GRAND MALENTENDU

┐ BÉNÉDICTE CHÉRON

┐ 53

Le mot et la notion de « valeurs » occupent aujourd'hui une place importante dans les discours comme dans les conversations privées. Un phénomène qui n'épargne pas les armées : les fameuses « valeurs militaires » remportent un succès croissant au

point d'envahir le débat public. Or ce succès repose sur un malentendu tenace, dont le corollaire est l'absence dans ces mêmes débats du mot « vertu ».

UNION EUROPÉENNE : RETROUVER LE COURAGE DE LA SOLIDARITÉ

- ┃ JOSÉPHINE STARON L 61
L'Union européenne se trouve à la croisée des chemins : face à la crise sanitaire, sociale et économique, elle peut soit se renforcer, soit se déliter et disparaître. Cet article identifie la solidarité comme valeur et principe fondateur de l'UE, et le courage comme vertu originelle de la construction européenne, qu'il devient urgent de remobiliser.

COMBATTRE POUR DES VALEURS, COMBATTRE PAR DES VERTUS

- ┃ FRANÇOIS LECOINTRE L 69
Les valeurs portées par la République sont inscrites au fronton des édifices publics : liberté, égalité, fraternité. Fondamentalement, elles consacrent la dignité de l'homme. Et par leur portée universelle, elles dépassent le seul cadre de l'histoire de France. Pour leur défense, les militaires cultivent des vertus, garantes de leur efficacité opérationnelle.

VALEURS, VERTUS ET VAINQUEURS

- ┃ MICHEL GOYA L 79
On ne s'engage au combat qu'avec un cadre mental prédéfini, qui indique comment les choses doivent se passer et le rôle que l'on doit y jouer. Un cadre en tension permanente entre les nécessités terribles du champ de bataille et les obligations socio-culturelles de l'« arrière ».

CAS DE CONSCIENCE : LES INVENTAIRES

- ┃ XAVIER BONIFACE L 87
En 1906, alléguant leur conscience, leur honneur et leur foi, certains militaires refusèrent d'exécuter les ordres visant à assurer le bon déroulement des inventaires des églises prescrits par la loi de séparation des Églises et de l'État ; d'autres, la majorité, ont obéi, invoquant le respect de la discipline et le devoir.

OPÉRATION SERVAL

- ┃ FRÉDÉRIC GOUT L 95
En janvier 2013, le Mali fait face à une attaque djihadiste et demande son aide à la France. Mais qui sont ces hommes ? Au nom de quelles valeurs combattent-ils ? Avec quelles vertus ? En quoi sont-elles différentes de celles qui animent et de celles qui sont mises en œuvre par les soldats français ? Témoignage.

TROIS ARMÉES, TROIS MILIEUX, TROIS EXPÉRIENCES

- ┃ ROMAIN DESJARS DE KERANROUË, MATTHIEU GRAFF, PIERRE-FRANÇOIS MITTON L 101
Trois officiers de l'École de guerre, un pilote de chasse et de drones, un spécialiste en lutte anti sous-marine et un fantassin, tirent de leurs expériences le socle de valeurs et de vertus qui les guident ou sur lesquelles ils s'appuient. Trois visions de ce qu'il faut avoir en soi pour agir dans un milieu donné. Tout y étant ordonné à l'accomplissement d'une action.

FORMATION DU CHEF MILITAIRE : EXIGENCE DE VALEURS ET DEVOIR DE VERTUS

- ┃ FRANCK CHATELUS ET PATRICK COLLET L 111
Au-delà des aspects techniques du métier, la formation initiale des chefs militaires en pose les bases déontologiques. Laissons la parole à l'École nationale des sous-officiers d'active de Saint-Maixent et à l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan pour dévoiler comment l'armée de terre intègre cette dimension dans ses *cursus* de formation.

NEC PLURIBUS IMPAR

- ┃ MARC VIGIÉ L 123
Avec cette devise, Louis XIV énonce une philosophie politique : un système de vertus et de valeurs cohérent attaché à la science de régner. Il proclame sa volonté de s'obliger autant devant l'État que devant Dieu, et conforte le processus de sécularisation du politique. Il est ainsi l'un des modernisateurs les plus décisifs de notre histoire.

DE GAULLE : PENSER POUR AGIR

- ┃ HERVÉ GAYMARD L 131
Dès l'entre-deux-guerres, de Gaulle a théorisé la question du lien entre la pensée et l'action, avant de la mettre en pratique, du sursaut fondateur de 1940 au crépuscule de 1969, et d'en tirer les leçons sous forme d'un véritable testament politique parmi les plus marquants qui soient.

NIETZSCHE OU L'ÉPREUVE DE LA GUERRE

- ┃ ALEXANDRE MARTIN L 137
Nietzsche interroge la guerre du point de vue des pulsions qu'elle mobilise. En ce sens, elle met à l'épreuve le type d'homme qui la pratique. Une lecture rigoureuse de son œuvre, par-delà son dévoiement nazi, amène à réfléchir à la manière dont la guerre, si on sait la choisir, est créatrice de valeurs, et suppose l'exercice et l'appropriation de certaines vertus.

À L'ÉPREUVE DE LA DICTATURE.

LE NAUFRAGE MORAL DE LA WEHRMACHT EN GUERRE

- ┃ JEAN-LUC LELEU L 143
Les idées reçues sont tenaces. Celle d'une Wehrmacht qui aurait su garder les mains propres dans la guerre hitlérienne en est une. Elle a fini par s'effondrer. Mais qu'une institution militaire soit devenue aussi aisément l'instrument docile de la guerre d'anéantissement questionne sur les fondements de ses « valeurs » et de ses « vertus ».

UN IMPÉRATIF D'ÉQUILIBRE

- ┃ THIERRY MARCHAND L 151
La vertu est force d'alignement entre l'âme et l'action. La valeur, elle, est puissance d'entraînement entre l'esprit et l'action. Le malheur vient de la disproportion de ces deux polarités. Apparaissent alors les plus grandes folies. L'équilibre est un impératif.

┃ POUR NOURRIR LE DÉBAT

LA RECHERCHE HISTORIQUE « AUGMENTÉE » PAR LES HUMANITÉS NUMÉRIQUES

- ┃ THOMAS FRESSIN L 155
Les possibilités offertes par les humanités numériques révolutionnent les usages et les pratiques des historiens. Cet article s'intéresse à cette mutation, en présentant plusieurs cas concrets de constitution, d'exploitation, de valorisation et de partage de jeux de données liées à l'histoire militaire.

L'UNIVERS SONORE DES COMBATTANTS DE LA GRANDE GUERRE

- ┃ BENOÎT TAHON L 165
Placer l'ouïe au centre des sens mobilisés dans le combat moderne, c'est affirmer que le champ de bataille est d'abord un champ sonore qui influe sur le corps des combattants. Il convient alors de s'interroger sur l'importance des perceptions sonores dans la « physicalité » du fait guerrier.

┃ TRANSLATION IN ENGLISH ┃

VALUES TO FIGHT FOR, VIRTUES TO FIGHT WITH

- ┃ FRANÇOIS LECOINTRE L 179

DE GAULLE: THINK IN ORDER TO ACT

- ┃ HERVÉ GAYMARD L 187

- ┃ COMPTES RENDUS DE LECTURE ┃ L 193

- ┃ SYNTHÈSES DES ARTICLES ┃ L 205

- ┃ TRANSLATION OF THE SUMMARY IN ENGLISH ┃ L 209

- ┃ BIOGRAPHIES ┃ L 213

THIERRY MARCHAND

ÉDITORIAL

À la différence de nombreux numéros d'*Inflexions* qui traitent d'un objet unique, celui-ci est d'abord une réflexion sur l'état d'une relation, d'un écart et d'un équilibre entre deux notions, deux concepts « lourds », dont les périmètres et les fondations semblent profondément intriqués. Plutôt que de creuser un thème, il s'agit donc cette fois-ci d'approfondir la nature et la qualité du lien et des interactions qui unissent deux termes.

De quoi s'agit-il ? La sociologie offre un balcon utile pour entrer pratiquement dans le débat. Elle décrit d'un côté le champ des valeurs, compris comme une collection d'idéaux et de références fondamentales permettant à l'individu et aux sociétés humaines de se donner des repères et des objectifs partagés. L'article d'Antoine Bondaz sur la Chine et celui de Wassim Nasr sur les combattants du djihad armé illustrent bien, par un détour extérieur, les contours de ce terme très générique. À l'autre bord, l'espace des vertus, entendu comme un recueil de qualités humaines fondamentales, se fonde sur une base éthique permettant à chacun de poser ses actes avec droiture. C'est ce que met en lumière l'article de Michaël Foessel sur la morale militaire. Pour le dire autrement, il s'agit de deux repères essentiels pour l'action, de quelque nature qu'elle soit, relevant l'un du registre des finalités et l'autre de celui des modalités.

Profanes ou religieuses, on trouve trace de ces notions dans toute l'histoire humaine. Les articles de Sophie Cotard et de Benoît Rossignol, qui traitent respectivement du monde grec et de l'armée romaine, en témoignent. Entre elles existe un champ sémantique assez poreux, fondé sur une racine latine commune (*vir*) exprimant la force, la solidité, c'est-à-dire à la fois l'énergie vitale qui permet de conduire l'action et la boussole intérieure qui en garantit la bonne exécution. Cette proximité, créatrice de mélanges et de confusions, a permis au cours des âges un emploi différent des termes, tantôt en les distinguant nettement, tantôt en les rapprochant dans un même espace de sens. Aujourd'hui, pour peu que l'on écoute la sphère médiatique ou nos conversations courantes, le champ des valeurs apparaît comme prédominant et englobant, que ce soit dans les motivations individuelles, l'espace public et politique voire la réflexion philosophique. Le terme de vertu, plus discret car probablement plus connoté moralement, sert plutôt de synonyme utile. Prenons pour exemple de

cette ambiguïté de sens la dénomination de « valeur militaire » pour la décoration décernée aux soldats pour des faits relevant essentiellement de leur vertu au combat !

Si l'on en juge par l'omniprésence du terme dans l'espace public, la période actuelle semble particulièrement propice à ce débat sur les valeurs et sur les vertus. L'article de Bénédicte Chéron est illustratif de ce point lorsqu'elle indique que le recours aux valeurs est probablement « l'indice d'une situation dans laquelle toutes les figures de la transcendance sont brouillées », ce qui correspond objectivement à notre temps. Universelles pour les uns, civilisationnelles pour les autres, personnelles et relatives également pour bon nombre de nos contemporains, les « valeurs » qui nous définissent apparaissent désormais en compétition là où les vertus, plus discrètes, semblent plutôt consensuelles. Joséphine Staron décrit d'ailleurs l'enjeu de cette opposition dans les institutions européennes, confrontées aujourd'hui à un questionnement profond sur le sens du projet politique. N'aurait-on pas là également un point d'entrée utile dans ce débat qui interroge autant le soldat que le citoyen ?

Penser le lien entre ces deux notions nous fera principalement voyager dans la sphère de la guerre et du monde de la force armée. Pour ouvrir le débat, François Lecointre précise l'articulation principale entre ces deux notions pour le soldat engagé dans l'action « pour des valeurs et par des vertus ». L'article de Michel Goya apporte quant à lui une profondeur historique sur le sujet en mettant en exergue la relativité des valeurs et des vertus militaires confrontées à la réalité et à l'interactivité du combat. Autre exemple historique intéressant, l'approche de Xavier Boniface sur l'affaire des Inventaires en 1906, qui met en relief les cas de conscience pouvant apparaître lorsque les convictions personnelles sont en contradiction avec les orientations politiques et les ordres reçus. Dans un registre plus récent, Frédéric Gout dépeint avec précision le questionnement des combattants de l'opération Serval au Mali en 2013 sur les motivations profondes de l'adversaire qu'ils affrontent, comme si cette question devenait une donnée d'entrée essentielle de l'équation opérationnelle. Autre angle d'approche : la perception différenciée que peuvent avoir des officiers des trois armées sur le sujet. Loin d'être un objet commun, on constate que le milieu opérationnel forge des approches très distinctes dans cette perception et dans la déclinaison de ces notions. Dans le même ordre d'idée, il est intéressant de voir comment ces sujets sont enseignés dans les écoles de formation initiales des cadres de l'armée de terre. Loin de faire l'objet d'un enseignement académique, elles servent en réalité de support à une *praxis* du quotidien.

Au-delà du fait militaire, une réflexion sur cette relation entre valeurs et vertus intéresse l'ensemble de la société et les individus qui la composent, dès lors qu'il s'agit de penser dans le champ éthique le substrat de l'action. Je parle là de ses motivations, de ses contours et de ses garde-fous. Pour ouvrir une large parenthèse historique, je mettrais en regard les articles de Marc Vigié sur l'exercice du pouvoir par le Roi Soleil et d'Hervé Gaymard sur la pensée du général de Gaulle. L'un et l'autre décrivent le lien étroit qui s'établit entre la pensée et l'action dans l'exercice politique, et l'importance du tempérament comme élément de régulation des tensions qui apparaissent nécessairement à l'épreuve des faits.

L'approche philosophique apporte également des angles intéressants pour cerner les interactions entre les termes du sujet. Dans son article intitulé « Nietzsche ou l'épreuve de la guerre », Alexandre Martin montre en quoi cette dernière constitue pour le philosophe un révélateur et un mécanisme essentiels au processus de destruction créatrice des valeurs par la vertu.

Dans les plis de chaque drapeau et étendard de l'armée de terre figurent les mots « honneur » et « patrie ». Ils se font face et renvoient, je le pense, à notre débat du jour. D'un côté, la référence à la Nation, celle qui nous confie ses armes et qui définit les valeurs pour lesquelles le soldat devra s'engager au combat. De l'autre, un rappel à ce qui fait le cœur de la déontologie militaire, l'honneur, comme résumé des vertus guerrières. Les opposer, les comparer ou les mettre en compétition dans un mécanisme dialectique viendrait nécessairement affaiblir la cohésion du corps social militaire, et donc son efficacité.

En réalité, ce que nous dit le drapeau flottant au cœur de la bataille, c'est que le soldat ne peut vaincre que s'il parvient à fonder son action à la fois dans un référentiel de valeurs, qui lui donne une légitimité dans l'exercice de la violence collective, et dans un *corpus* vertueux qui subordonne toujours la fin aux moyens. Quels que soient son niveau, son grade ou sa conviction personnelle, chaque soldat doit veiller à ne pas choisir entre ces deux horizons. Sans quoi il sera emporté par le vide qu'il aura lui-même créé. Tel est probablement l'enseignement que nous apporte l'article de Jean-Luc Leleu sur la Wehrmacht.

Sens de l'équilibre : là se situe peut-être l'essentiel du lien intime qui unit les notions de valeur et de vertu, au-delà du sens relatif que chaque situation leur donne. Là se trouve peut-être aussi le point d'application principal de la force d'âme de celui qui doit, en toutes circonstances, maîtriser la tension qui s'exerce sur son fil d'Ariane. ■

L DOSSIER



JEAN BAECHLER

L'ÉTHIQUE DU GUERRIER

L'éthique, en son sens classique précis, désigne les devoirs et les vertus qui incombent à chaque état de la condition humaine. On isolera, en conséquence, l'éthique du père ou de la mère, de l'entrepreneur, du professeur, du prêtre... et celle du guerrier. À qui s'interroge sur cette dernière, des réponses viennent spontanément à l'esprit. Le guerrier devant affronter un danger de mort, le courage doit être sa vertu première, car il a pour devoir de confronter le danger sans reculer. On précise encore que le courage n'est pas le contradictoire de la peur, mais son contrôle. Le guerrier a peur du danger comme tout humain, mais il sait maîtriser cette peur pour accomplir son devoir. Un aristotélicien ajouterait que le courage vrai n'est pas aveugle au danger et ne se confond pas avec la témérité inconsciente. Sans doute. Mais, à la réflexion, l'affirmation, vraie à coup sûr, n'est pas une exclusivité guerrière. On peut plaider que, l'existence humaine étant toujours traversée d'embûches de toute nature, chacun, dans tous les états, doit affronter des dangers et la peur, qui appellent du courage pour persévérer. Autrement dit, le courage n'est pas une qualité guerrière en tant que telle, même si l'état de guerrier pourrait en exiger une présence supérieure à ce qu'elle est ailleurs.

Se pourrait-il qu'une autre vertu, la discipline, couramment exigée du guerrier, lui soit plus spécifique ? Elle consiste à obéir aux ordres. L'obéissance connaît trois ressorts susceptibles de plier une volonté libre à une autre : la peur, le respect ou le calcul. Incliner à la discipline militaire par peur d'une sanction pénible en cas de désobéissance correspondrait difficilement à une vertu éthique, qui s'applique à des êtres libres non à des esclaves. Le respect des supérieurs pourrait mieux convenir, mais leurs ordres sont-ils toujours judicieux ? Il est clair que le guerrier en tant qu'être libre se plie à la discipline militaire et obéit par délibération et en connaissance de cause, convaincu que la discipline est effectivement la force principale des armées. En effet, l'armée est un acteur collectif, dont la réussite des entreprises est strictement dépendante de l'application de chacun de ses membres à remplir les tâches que lui assigne la rationalité de l'ensemble. Sans doute, à nouveau, peut-on objecter que la même exigence de discipline est imposée par tout acteur collectif ou organisation. Une entreprise ne peut prospérer sur le marché économique si ses employés agissent à leur fantaisie. De même un monastère, une université, une administration, une équipe

sportive... Il se peut qu'une armée exige, en raison des contraintes de la guerre, une dose exceptionnelle de discipline, mais il n'en demeure pas moins que celle-ci n'est pas une exclusivité guerrière.

Une dernière tentative pourrait-elle être plus heureuse, qui assignerait à l'éthique du guerrier l'honneur comme illustration de cet état ? L'honneur se définit comme l'application pleine et entière d'un acteur humain à remplir au mieux de ses capacités les devoirs de l'état qu'il occupe. Dont il peut résulter pour lui que des honneurs lui soient reconnus et accordés au vu de ses mérites. Il peut se faire que la distribution des honneurs ne favorise pas également tous les états, et que varient selon les contextes culturels ceux qui en bénéficient principalement. De fait, les honneurs vont, historiquement, de préférence aux accomplissements politiques et militaires. Il est donc plaudable que le guerrier jouit d'une certaine prééminence dans leur distribution et que, en conséquence, le sentiment de l'honneur est pour lui une vertu précieuse. Mais la même objection se dresse encore. Tous les états de la condition humaine peuvent être assumés avec honneur, essuyer des déshonneurs ou être vécus dans l'indifférence, et ce n'est que par des facteurs culturels, arbitraires aux yeux de l'éthique, que certains états sont placés au-dessus des autres.

La conclusion s'impose. Pour isoler une éthique proprement guerrière, il faut s'attacher à une définition précise de l'état concerné, et en tirer des devoirs et des vertus exclusifs. La suite vient d'elle-même. Par nature et par définition, le guerrier a pour état de faire la guerre. Or la guerre est un conflit violent entre *polities*. Elle signifie concrètement la mobilisation de moyens à même d'infliger la mort à la partie adverse et, par réciprocité, à la subir soi-même. Donc le propre exclusif du guerrier est double. D'un côté, il accepte d'affronter les risques d'être tué. Il est le seul membre ou citoyen d'une *politie* à suspendre volontairement son instinct de conservation. Ce dévouement délibéré s'appelle un sacrifice. De l'autre, il est disposé à tuer son semblable, en contradiction flagrante avec une règle du vivant en général et de la grégarité humaine en particulier, qui prohibe le meurtre entre congénères de la même espèce. C'est encore une exclusivité guerrière : il est légitime de tuer dans la guerre. Comment justifier cette transgression éthique inouïe ? La réponse doit être : en l'accompagnant d'un sentiment d'humanité. Le sacrifice et l'humanité pourraient être les deux fondations de l'éthique du guerrier.

Le sacrifice du guerrier consiste dans la disposition consentie à mettre en danger sa vie ou son intégrité physique. Cette disposition est dépourvue de sens, tant qu'il n'est pas précisé « à quoi » le soldat est prêt à donner sa vie. Comme ce don a toutes les apparences d'être le plus grand qu'un être humain puisse faire, il faut que la destination

du sacrifice soit quelque chose d'essentiel. Pour repérer et préciser le ou les bénéficiaires du sacrifice guerrier, il faut s'attacher au concept de guerre, qui est défini comme un conflit violent entre deux ou plusieurs *polities*. Une *politie* est le groupement social pouvant recourir à des dispositifs et à des procédures permettant de régler les conflits internes sans recourir à la violence, mais à la justice comme loi, droit et équité. Dont on déduit que la fin du politique est la paix par la justice. La conclusion est limpide : le sacrifice du guerrier a pour bénéficiaire la fin de la guerre au service de la fin du politique. Or la fin de la guerre est double. D'un côté, elle vise la victoire sur l'ennemi et, de l'autre, la paix externe recherchée par la *politie* en guerre. On en déduit directement une éthique proprement guerrière.

La victoire comme fin assignée au guerrier l'appelle à cultiver plusieurs vertus. L'une part du courage, en le poussant jusqu'à l'extrême de l'héroïsme. Alors que le courage doit être commun à toutes les entreprises humaines dans tous les domaines, l'héroïsme est à peu près exclusivement guerrier, du fait que c'est la seule occasion, ou presque, de mettre sa vie en jeu au service d'une cause dépassant les intérêts personnels de l'individu. La récompense de l'héroïsme est l'honneur comme sentiment du devoir accompli par un don suprême et les honneurs accordés par la *politie* à qui se sacrifie pour elle. Ces honneurs s'appellent la gloire. Le fait qu'elle aille principalement au guerrier se trouve ainsi justifié.

Une deuxième vertu est l'esprit de corps, le sentiment de la solidarité entre guerriers, surtout au niveau de l'unité combattante. L'esprit de corps a deux sources principales. L'une résulte de la conviction raisonnée que la contribution à la victoire a pour condition de possibilité la cohésion et la coopération. L'autre, plus décisive, repose sur la confiance que chacun a dans le dévouement et la disposition de chacun au sacrifice suprême. La première source est commune à toutes les organisations, alors que la seconde prend chez le guerrier une importance vitale au sens propre : la vie de chacun est suspendue à la disposition de chacun à sacrifier la sienne.

Retenons une troisième et dernière vertu en rapport avec la discipline. La discipline militaire est rigide, mais son efficience tient à la réunion de deux conditions. L'une est la confiance inspirée aux subordonnés par les donneurs d'ordres, et ce à tous les niveaux de la hiérarchie militaire. Elle repose sur le sentiment de la compétence des supérieurs. Ce n'est pas une vertu du subordonné, mais un pari, alors que le chef a le devoir de développer effectivement les compétences pertinentes. Une vertu est attachée à la seconde condition, à savoir que l'esprit d'initiative doit être présent à tous les niveaux. Cet esprit d'initiative est imposé par la contrainte pesant sur l'agir, qui doit

affronter l'incertitude des circonstances et des conséquences. Or, un ordre donné est hors d'état d'en tenir un compte exhaustif. Il revient donc à qui l'exécute d'improviser dans le feu de l'action. Le coup d'œil, le flair, la prudence, l'audace, l'esprit de décision, l'expérience sont autant de qualités à développer par le guerrier.

La fin politique de la guerre est la paix assurant la sécurité de la *politie*. La victoire lui est subordonnée, comme le moyen de l'atteindre. C'est pourquoi la guerre est une expression essentielle du politique, qui impose au guerrier deux devoirs capitaux à accomplir. L'un est le civisme, au sens où le guerrier est originellement un citoyen, qui se trouve assumer une fonction spécialisée au service du corps politique. En tant que citoyen, le soldat est, comme tous les autres, le siège de la souveraineté et la source de toute délégation de pouvoir, dont celle qui va à ceux chargés d'assurer le bien commun et la sécurité extérieure de la *politie*. En tant que membre d'un organe au service du bien commun, il assure un service public, au même titre que le système judiciaire ou l'administration. Il en résulte que le civisme guerrier consiste dans la subordination pleine et entière aux autorités civiles et aux choix politiques effectués par elles. Ce devoir peut devenir exigeant, car, en tant que citoyen, le guerrier jouit de la liberté d'opinion sur la définition du bien commun, mais il se voit privé de la liberté d'exprimer ses opinions. Cette contrainte fait du mutisme une vertu proprement guerrière. La seconde vertu est une conséquence directe des exigences de la première. Le civisme du guerrier lui impose la neutralité politique. Il est, en effet, au service du bien commun et non à celui d'une interprétation de celui-ci. Il sert la *politie* et aucun parti politique en particulier. Il se plie au choix des citoyens, dont il fait partie. Il participe donc aux délégations à ce titre, mais il sert loyalement les délégués qui n'ont pas sa faveur.

L'humanité du guerrier a trait à l'inverse de ce qui justifie et ennoblit son sacrifice, le risque d'être tué, à savoir la nécessité où il est de tuer. Elle aussi est placée sous la double finalité de la guerre, la victoire militaire et la paix politique. Il en a été tiré universellement un droit de la guerre. La formule classique en Europe distingue le *jus ad bellum*, qui décide le droit d'entrer en guerre et donc de tuer, et le *jus in bello*, qui porte sur les usages légitimes du droit de tuer. L'éthique du guerrier permet de donner un fondement rationnel à celui-ci. Elle repose sur une distinction fondatrice entre celui que le guerrier a le droit de tuer et le sens donné à l'exercice de ce droit.

Sur le premier point, l'argumentaire coule de source. Le droit de tuer étant la réciproque du risque d'être tué, la permission de tuer ne s'applique qu'aux guerriers ennemis, c'est-à-dire aux membres d'une organisation militaire au service d'une *politie*. Par implication,

le droit de tuer ne s'applique pas aux non-guerriers peuplant la *politie*, d'autant moins que, du point de vue de la victoire, cette mise à mort serait inutile et gratuite. Qui plus est, du point de vue de la paix, les non-combattants ou civils ont le statut d'acteurs avec qui il pourra être noué des liens de toute nature, une fois la paix rétablie. Il en résulte que le guerrier se garde non seulement de tuer les civils, mais encore de les voler, violer, piller, violenter, réduire en esclavage... En un mot, les non-combattants ont droit au même traitement que celui réservé aux concitoyens du guerrier. Sans doute, les exigences de la victoire comme objectif pourraient perturber cette idylle. En effet, les civils, outre qu'ils risquent de subir des « dommages collatéraux », peuvent être considérés comme contribuant à la résistance et à la résilience de l'ennemi. Par exemple, en cas de siège ou de blocus, la population entière est touchée, comme il peut se faire qu'un mouvement de résistance ou une guerre de libération brouille la distinction entre guerriers et civils. Seul le droit permet de trancher entre ce qui est permis et ce qui est interdit. Il reste l'éthique du guerrier, qui ne saurait justifier d'aucune manière les exactions infligées à la population, car elles ne peuvent pas être considérées au service de la victoire, mais doivent être tenues pour des expressions de passions humaines directement contraires à l'éthique et à la justice.

L'exigence d'humanité s'applique non seulement aux non-combattants, mais également aux guerriers ennemis. L'ennemi combattant est défini par une nature double. D'un côté, il incarne la *politie* en guerre, ce qui l'habilite à tuer celui d'en face et lui fait courir le risque d'être tué. De l'autre, il est un être humain. Or, pour l'éthique, l'espèce humaine est une, en dépit de sa distribution en cercles sociaux et culturels particuliers d'une diversité infinie. En tant que représentant de la même espèce, tout être humain a droit au même traitement que tout autre humain. Selon la conception classique de l'éthique, la vertu cardinale applicable à autrui est la justice, qui consiste à « donner à chacun le sien ». Comme chacun est propriétaire de sa vie, le meurtre est universellement condamné. Sans doute, les particularisations culturelles font que l'interdit est presque toujours confiné dans la population d'un même cercle culturel, mais cette restriction est arbitraire et sans fondement principiel. La double nature du combattant conduit à une contradiction, puisqu'il est interdit de se tuer entre humains et permis de le faire entre ennemis. L'aporie peut être surmontée d'une seule manière. L'éthique impose aux guerriers ennemis de s'affronter sans haine, en se respectant mutuellement et dans l'attente de relations humaines normales, la paix revenue. La mise en œuvre de cette issue se traduit par le refus de recourir à des expressions de la violence, que ne justifierait pas leur

efficacité en termes strictement militaires. Autrement dit, l'éthique exige le domptage de la sauvagerie de la guerre et sa civilisation. Pour le guerrier, ce devoir éthique signifie le contrôle étroit des émotions, des sentiments, des passions qui accompagnent spontanément toute manifestation de la violence. Il lui est demandé de réussir l'impossible, l'ennoblissement de la mise à mort d'autrui par la médiation de la reconnaissance de leur humanité commune. C'est l'autre face de l'honneur du soldat, avec sa disposition au sacrifice de sa vie.

Une mise en garde s'impose, en conclusion. L'éthique ne prétend pas décrire des conduites humaines. Son ambition et sa fin sont de préciser ce qu'elles seraient dans un état de perfection inaccessible aux humains. L'éthique du guerrier ne fait pas exception. ┘



ANTOINE BONDZ

CHINE. DES VALEURS AU SERVICE DU PARTI

« Les valeurs socialistes fondamentales et la culture traditionnelle chinoise sont vivantes dans le cœur du peuple. [...] Les valeurs socialistes fondamentales représentent l'esprit chinois contemporain et sont la cristallisation des valeurs partagées par tous les Chinois »
Rapport de Xi Jinping au 19^e Congrès, 2017¹

« Nous devons prôner la paix, le développement, l'équité, la justice, la démocratie et la liberté, qui sont des valeurs communes à l'humanité »
Discours de Xi Jinping au Forum Boao, 2021²

Depuis son arrivée au pouvoir en 2013, le secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC) Xi Jinping mentionne régulièrement l'importance des valeurs dans ses prises de parole publiques, en Chine comme à l'étranger. Des « valeurs socialistes fondamentales » (社会主义核心价值观), dont le patriotisme, le dévouement et l'intégrité ont été promues lors du 18^e Congrès national du parti en 2012, et la Constitution de la République populaire de Chine, amendée en 2018, inclut dans son article 24 le fait que « l'État doit défendre les valeurs fondamentales du socialisme, prôner les vertus civiques que sont l'amour de la patrie, du peuple, du travail, de la science et du socialisme », avant d'ajouter qu'il convient de « combattre les pensées capitalistes, féodales et autres formes de décadence »³.

Depuis les années 1990, on note un retour aux valeurs traditionnelles avec la mise en avant par Pékin des valeurs confucéennes, comme la notion d'« harmonie » (和谐), à tel point que certains évoquent une « restauration traditionaliste »⁴. Depuis 2000, « gouverner par le droit et par la vertu » (依法治国/以德治国) est également régulièrement mentionné dans les discours des dirigeants du Parti⁵. Ce phénomène peut sembler paradoxal, à juste titre. Dans les années 1930, les nationalistes avaient initié le Mouvement de la nouvelle vie (新生活运动) en mettant en avant des valeurs traditionnelles, dont « quatre

1. « Full text of Xi Jinping's Report at 19th CPC National Congress », *Xinhua*, October 18, 2017.

2. « Full text: Xi Jinping's Speech via video link at Boao Forum for Asia (BFA) Annual Conference 2021 », *CGTN*, April 20, 2021.

3. *Amendment to the Constitution of the People's Republic of China* adopted at the First Session of the Thirteenth National People's Congress on March 11, 2018.

4. Y. Zi, « Xi Jinping and China's Traditionalist Restoration », *China Brief*, vol. 17, n° 9, 2017.

5. « Le concept de gouverner le pays par la vertu a été proposé » (提出“以德治国”的理念), *News of the Communist Party of China*, 25 juillet 2016.

principes cardinaux » de moralité⁶ (四維), pour faire contrepoids aux idées révolutionnaires des communistes. Et contrairement à Mao Zedong, qui considérait avec mépris la « vieille société » (旧社会), ou à la période de la Révolution culturelle qui entendait détruire les « quatre vieilleries » (四旧) (vieilles idées, vieille culture, vieilles coutumes et vieilles habitudes), Xi Jinping présente désormais la pensée et la culture traditionnelles comme l'« âme » (灵魂) de la nation. Parmi ces valeurs culturelles traditionnelles, « l'harmonie, la bienveillance, la droiture, la courtoisie, la sagesse, l'honnêteté, la loyauté et la piété filiale » influenceraient la psyché du peuple chinois⁷.

Ce paradoxe s'explique par l'instrumentalisation des valeurs traditionnelles par le Parti, hier pour critiquer et renverser les autorités établies, aujourd'hui pour renforcer et conserver son autorité. Ces valeurs sont également mobilisées par les dirigeants chinois en Chine pour se protéger contre ce qui est perçu comme une influence étrangère et pour dénoncer toute opposition dans le pays. Enfin, elles sont utilisées à l'étranger pour rassurer sur l'émergence et les intentions de la Chine, ainsi que pour discréditer certains pays, dont les États-Unis. En cela, Pékin ne met pas en œuvre une stratégie fondée sur des valeurs, contrairement à ce qui est affirmé, mais met en avant des valeurs en fonction de sa stratégie.

Légitimer le *leadership* du Parti

L'instrumentalisation des valeurs à des fins de politique intérieure n'est ni nouvelle ni propre à la Chine. On note depuis les années 1990, suite aux événements de Tiananmen, l'émergence d'un « nationalisme de substitution »⁸ se fondant, entre autres, sur des valeurs traditionnelles confucéennes. Alors que le lancement des réformes économiques nécessitait de minimiser délibérément le poids de l'idéologie marxiste, le PCC devait de toute urgence réinventer les sources de sa légitimité. Le sentiment nationaliste, alimenté en particulier par la nostalgie culturelle et un retour à un ordre moral, est devenu un moyen de renforcer cette légitimité⁹. Dès mars 2006, une

6. Les quatre principes cardinaux et les huit vertus sont un ensemble de principes fondateurs confucéens de la moralité. Les quatre principes cardinaux sont la bienséance ou les rites (禮), la droiture (義), l'intégrité (廉) et la honte (恥). Les huit vertus sont la loyauté (忠), la piété filiale (孝), la bienveillance (仁) l'amour (愛), l'honnêteté (信) la justice (義), l'harmonie (和) et la paix (平).

7. L. Zhang, « China's Traditional Cultural Values and National Identity », *Carnegie-Tsinghua Center for Global Policy*, November 21, 2013.

8. J.-P. Cabestan, « The Many Facets of Chinese Nationalism », *China Perspectives* n° 59, 2005.

9. A. Kubat, « Morality as Legitimacy under Xi Jinping: The Political Functionality of Traditional Culture for the Chinese Communist Party », *Journal of Current Chinese Affairs*, vol. 47, n° 3, 2018.

campagne de moralisation à grande échelle est lancée par le secrétaire général, Hu Jintao, sous le nom des « huit honneurs et huit disgrâces » (八荣八耻)¹⁰.

Cette campagne est associée à la promotion du concept d'« harmonie sociale » (社会和谐) et de « société harmonieuse » (和谐社会) afin, officiellement, de « poser une base idéologique et morale solide pour l'unité et la lutte de tout le Parti et du peuple »¹¹. Le concept d'harmonie n'est pas anodin et fait directement référence au confucianisme. Anne Cheng, qui occupe la chaire « Histoire intellectuelle de la Chine » au Collège de France, rappelle que « Confucius a souvent été instrumentalisé, tour à tour combattu et encensé ». Si c'est désormais une lecture conservatrice de ses *Entretiens* qui est privilégiée par le pouvoir à Pékin¹², la situation était en effet tout autre pendant la Révolution culturelle. Mao Zedong avait par exemple utilisé l'allégation d'une proximité idéologique de Lin Biao avec le confucianisme pour l'écarter du pouvoir en 1973.

À l'inverse, l'enseignement de Confucius est désormais « transformé en message politique autoritaire pour supplanter une idéologie défaillante, en conformisme social et moral pour tenter d'assurer la stabilité de la société, et en nationalisme culturel pour garantir sa place à la Chine dans le jeu de la globalisation »¹³. Par ailleurs, lors du 18^e Congrès, en 2012, des « valeurs socialistes fondamentales » (社会主义核心价值观) sont promues par le PCC. Au nombre de douze, elles se divisent en trois catégories : étatique – prospérité (富强), démocratie (民主), civilité (文明) et harmonie (和谐) –, sociétale – liberté (自由), égalité (平等), justice (公正), État de droit (法治) – et individuelle – patriotisme (爱国), dévouement (敬业), intégrité (诚信), amitié (友善). Et elles deviennent omniprésentes dans la propagande du régime, y compris dans le système éducatif. Selon le Comité central du PCC, ces valeurs, qui constituent l'« âme du *soft power* culturel » selon Xi Jinping¹⁴, doivent « couvrir toutes les écoles et tous les bénéficiaires de l'éducation »¹⁵.

En visite dans la ville de naissance de Confucius en 2013, Xi Jinping appelle à « promouvoir la moralité au sein de la population, en cultivant le jugement moral et en renforçant les capacités à pratiquer

10. « CPC Promotes “core Value System” to lay Moral Foundation for Social Harmony », *China View*, October 18, 2006.

11. « Poser une base idéologique et morale solide pour l'harmonie sociale », (打牢社会和谐的思想道德基础), *Xinhua*, 19 octobre 2006.

12. A. Cheng, « Confucius ou l'éternel retour », *Le Monde diplomatique*, septembre 2012.

13. J. Thoraval, « L'instrument de l'Empire », *Philosophie*, 27 juillet 2006.

14. « Core socialist Values », *China Daily*, October 12, 2017.

15. « China Promotes core socialist Values », *Xinhua*, December 24, 2013.

la moralité »¹⁶. Un très proche, Wang Huning, membre du comité restreint du bureau politique, est par ailleurs nommé à la tête du Groupe dirigeant pour la propagande et le travail de la pensée (中央宣传思想工作小组) ainsi que de la Commission centrale d'orientation sur l'édification d'une civilisation spirituelle (中央精神文明建设指导委员会), deux organes clés dans cette instrumentalisation des valeurs. L'association du droit et de la morale devient même une partie intégrante de la construction du système juridique, un amalgame réalisé par l'intégration d'un code moral utilisant les « valeurs fondamentales socialistes » dans tous les processus juridiques et judiciaires¹⁷. Il est également attendu des cadres du Parti qu'ils fassent preuve de vertu afin d'être légitimes auprès de la population¹⁸. Cependant, nos valeurs ne sont pas explicitement définies, tout comme le terme de « vertus du PCC » qui apparaît pourtant régulièrement dans les médias¹⁹.

■ Se protéger des influences « occidentales »

En parallèle, le PCC utilise les valeurs pour s'opposer aux pays occidentaux. En 2012, Hu Jintao affirme que « les domaines idéologiques et culturels sont les zones focales de leur infiltration à long terme »²⁰. L'argument officiel est qu'une « infiltration idéologique » (意识形态渗透) par des « forces hostiles » (敌对势力) viserait à provoquer un changement de régime, le PCC faisant un lien avec les « révolutions de couleurs » (色彩革命) des années 2000, puis les Printemps arabes. En 2013, la campagne dite des « Sept sujets de discussions interdits » (七不讲) est également lancée afin de contrer l'influence des « valeurs occidentales » (西方价值观)²¹. Selon le PCC, les concepts de « démocratie constitutionnelle occidentale », de « liberté de la presse » ou encore de « société civile » seraient utilisés par les diplomates, ONG et médias occidentaux opérant en Chine pour cultiver les « forces antigouvernementales »²². Un rapport officiel rédigé par le ministre

16. « Chinese President Xi underlines morality during Confucius site Visits », *Xinhua*, November 29, 2013.

17. D. Lin, « Morality Politics under Xi Jinping », *East Asia Forum*, August 1, 2019.

18. M. Rudolf, « Xi Jinping thought on the Rule of Law : New Substance in the Conflict of Systems with China », *SWP, Comment n° 28*, April 2021.

19. W. Xu, « Young Officials Urged to carry on CPC Virtues », *China Daily*, March 2, 2021.

20. « China's President pushed back against Western culture », *New York Times*, January 4, 2012.

21. J. Doyon, « Xi Jinping Thought and China's Youth », *China Analysis*, European Council on Foreign Relations, December 2017.

22. « Document 9 : How Much Is a Hardline Party Directive Shaping China's Current Political Climate ? », *China File*, November 8, 2013 ; E. Fish, « Why's Beijing So Worried About Western Values Infecting China's Youth ? », *China File*, February 4, 2017.

de l'Éducation demande aux universités de ne « jamais laisser des manuels promouvant les valeurs occidentales apparaître dans nos classes »²³. Dans le cadre de la réforme de l'appareil de sécurité chinois, le nouveau concept de « sécurité nationale aux caractéristiques chinoises » (中国特色国家安全) intègre justement la sécurité politique, la sécurité sociétale et même la sécurité culturelle dans une définition maximaliste de la sécurité²⁴.

Cette critique d'un Occident souvent fantasmé est indissociable de la recherche constante de la légitimité par le Parti. La mise en avant de ces valeurs permet de mettre l'accent sur le caractère unique du système chinois et sur une forme d'exceptionnalisme chinois, afin de balayer les critiques étrangères. L'affirmation selon laquelle la Chine ne doit pas être évaluée selon les normes occidentales mais selon ses propres termes constitue un axe central de l'argumentation du PCC²⁵. En cela, on peut établir un parallèle avec la promotion de « valeurs asiatiques » dans les années 1990 par de nombreux dirigeants du Sud-Est asiatique, qui opposaient les défauts de la démocratie et de l'individualisme occidentaux aux vertus du communautarisme et de la bonne gouvernance asiatiques²⁶. Des idéologies politiques conservatrices et autoritaires étaient alors présentées par leurs partisans comme culturellement associées aux sociétés asiatiques²⁷. De plus, le régime chinois instrumentalise des événements, comme la crise des réfugiés en Europe, le Brexit, les manifestations des gilets jaunes ou plus récemment la gestion sanitaire de la pandémie de la Covid-19 afin de présenter les prétendues « valeurs occidentales », et *in fine* les systèmes de gouvernance occidentaux, comme inefficaces et décadents, alimentant ainsi une rivalité systémique²⁸.

Rassurer la communauté internationale

Le vocabulaire confucéen et, plus largement, les « valeurs chinoises » sont également utilisés sur la scène internationale pour présenter la Chine comme pacifique par culture et par tradition, afin de rassurer sur son émergence et ses ambitions, mais aussi faire taire les critiques. Dès les années 2000, le régime chinois va utiliser le concept

23. « "No Room for Western Values" in University Education », *China Digital Times*, January 30, 2015.

24. J. Sun, « Suivre de façon inébranlable la voie de la sécurité nationale aux caractéristiques chinoises » (坚定不移走中国特色国家安全道路), *Qiushi* n° 5, 2015.

25. K. Shi-Kupfer, M. Ohlberg, S. Lang, B. Lang, « Ideas and Ideologies competing for China's Political Future », *MERICs* n° 5, October 2017.

26. M. R. Thompson, « Whatever happened to "Asian Values"? », *Journal of Democracy*, vol. 12, n° 4, 2001.

27. R. Robison, « The Politics of 'Asian Values' », *The Pacific Review*, vol. 9, n° 3, 1996.

28. A. Bondaz, « Coronavirus. Le modèle de gouvernance chinois n'est pas un modèle à suivre », *Le Monde*, 16 mars 2020.

d'harmonie dans sa rhétorique diplomatique. Selon le Premier ministre de l'époque, Wen Jiabao, qui s'exprime en 2003 à l'université Harvard, « l'harmonie sans l'uniformité est une grande idée proposée par les anciens penseurs chinois »²⁹ et le secrétaire général du PCC évoque le concept de « monde harmonieux » (和谐世界) selon lequel différents régimes politiques coexistent et doivent se respecter, rejetant le caractère universel de certaines valeurs. À la même époque, le concept d'« ascension pacifique » (和平崛起), remplacé ensuite par celui de « développement pacifique » (和平发展), fait son apparition³⁰ et vise à différencier l'émergence actuelle de la Chine de celle des États-Unis au XIX^e siècle, présentée comme étant une « expansion violente »³¹ (暴力扩张), mais aussi de celle de l'Allemagne nazie ou de l'Union soviétique.

Les universitaires chinois, notamment ceux de l'université Tsinghua, dont Xi Jinping est diplômé, s'efforcent d'appuyer les efforts des autorités politiques. La professeure Zhang Lihua affirme par exemple que Pékin a toujours cherché le « gouvernement par la vertu »³², un concept issu de la culture confucéenne, et que les valeurs traditionnelles chinoises se différencieraient des valeurs occidentales en ce que les premières considèrent la nature humaine comme intrinsèquement bonne contrairement aux secondes. Ces valeurs expliqueraient la promotion par la Chine, à partir des années 1950, des fameux « cinq principes de la coexistence pacifique » (和平共处五项原则), dont la non-ingérence dans les affaires intérieures.

Dans le cadre de ses travaux, qui portent sur l'application de valeurs et vertus propres à la culture chinoise pour expliquer la politique étrangère du pays³³, le professeur Yan Xuetong, souvent présenté comme proche de Xi Jinping, va plus loin et promeut le concept de « réalisme moral » (道义现实主义). Il rejoint en cela les penseurs du réalisme classique, tel Hans Morgenthau³⁴, qui incluait également la moralité dans leurs analyses. L'universitaire chinois considère que l'« autorité humaine » (王权) est la forme la plus élevée de *leadership* selon les philosophes classiques chinois, car elle se concentre sur la moralité et les valeurs dans l'exercice du pouvoir, et apporte la légitimité du

29. L. Zhang, « China's Traditional Cultural Values and National Identity », *Carnegie-Tsinghua Center for Global Policy*, November 21, 2013.

30. B. Zheng, *China's Peaceful Rise: Speeches of Zheng Bijian, 1997–2005*, Brookings Institution Press, 2005.

31. A. Bondaz, « Explaining China's Foreign Policy Reset », *China Analysis*, European Council on Foreign Relations, April 2015.

32. L. Zhang, « Beijing Focuses on Soft Power », *Carnegie-Tsinghua Center for Global Policy*, April 28, 2014.

33. X. Yan, *Ancient Chinese Thought, Modern Chinese Power*, Princeton University Press, 2013.

34. H. Morgenthau, *Politics Among Nations: The Struggle For Power and Peace*, Alfred A. Knopf, 1948.

recours à la force³⁵. Par ailleurs, cette « autorité humaine » devrait accroître la « réputation internationale stratégique »³⁶ (国际战略信誉) d'un État, lui permettant de devenir la puissance dominante du système international³⁷. En effet, un comportement international vertueux permettrait à un pays de rassembler largement autour de lui, en multipliant et renforçant des alliances. L'objectif est d'expliquer les modalités selon lesquelles une puissance émergente comme la Chine pourrait devenir la puissance dominante en discréditant et en affaiblissant les États-Unis, notamment en les privant d'alliés, et ainsi déjouer le « dilemme de l'ascension »³⁸ (崛起困境) qui rendrait un conflit sino-américain inévitable.

Un échec relatif et un contre-modèle gênant

Si la propagande autour de ses valeurs soigneusement sélectionnées et réinterprétées peut rencontrer un certain succès en interne, force est de constater que la Chine ne parvient toujours pas à les diffuser et à exporter son modèle³⁹. Or les efforts sont nombreux, avec par exemple la création du média CGTN destiné à diffuser des contenus à l'étranger, notamment par le biais des plateformes de streaming comme YouTube, ou encore la création de cinq cent quarante-huit Instituts Confucius dans cent cinquante-quatre pays⁴⁰. Conscient de ces difficultés, le régime chinois semble s'adapter et cherche désormais à dénaturer certains concepts en les redéfinissant. Ainsi, au sein des organisations internationales, il cherche à présenter les droits de l'homme avant tout comme un « droit au développement » bien plus que comme des droits politiques⁴¹.

L'un des obstacles que rencontre Pékin est l'existence d'un contre-modèle invalidant ses arguments. En effet, de l'autre côté du détroit de Taïwan, une société plurielle et de culture chinoise a démontré que les valeurs traditionnelles mises en avant par le PCC ne se traduisent pas forcément par le soutien à un régime autoritaire, bien au contraire.

35. X. Yan, « Chinese Values vs Liberalism: What Ideology Will Shape the International Normative Order? », *The Chinese Journal of International Politics*, vol. 1, n° 2, 2018.

36. « Yan Xuetong. Les menaces externes ne suffisent pas pour empêcher l'ascension de la Chine » (阎学通：外部威胁尚不足以颠覆中国崛起), *Global Times* (环球时报), 23 février 2017.

37. X. Yan, *Leadership and the Rise of Great Powers*, Princeton University Press, 2018.

38. X. Yan, « Le dilemme de l'ascension et les nouvelles caractéristiques de la politique étrangère de la Chine » (阎学通：“崛起困境”与中国外交新特征), *People's Forum Online* (人民论坛网), 10 décembre 2014.

39. J. Wang, « Un glissement de terrain simultané dans les relations sino-américaines et sino-japonaises n'est clairement pas une situation favorable » (中美与中日关系同时滑坡并非有利局面), *Caixin* (财新网), 10 septembre 2014.

40. Z. Huang, « 10 New Confucius Institutes lift global total to 548, boosting Ties », *China Daily*, December 5, 2018.

41. T. Piccone, « China's Long Game on Human Rights at the United Nations », *Brookings Institution*, September 2018.

La démocratisation de Taïwan initiée dans les années 1980 est venue de la société civile et non d'une quelconque intervention extérieure. En cela, le contre-modèle taïwanais montre que le régime chinois instrumentalise des valeurs dans le cadre d'une stratégie de maintien au pouvoir, bien plus qu'il ne met en œuvre une stratégie fondée sur des valeurs. ┘

WASSIM NASR

« VALEURS ET VERTUS » DANS LE DJIHAD ARMÉ

Dans un engagement politique, nul ne revendique combattre dans le « camp du mal ». Les atrocités qui jalonnent et dessinent les contours de l'histoire humaine depuis la nuit des temps, qu'elles soient commises au nom de croyances et de religions ou, plus récemment, d'idéologies, l'ont été au nom du bien – les notions de « bien » et de « mal » étant toujours subjectives et très réductrices des dynamiques de l'Histoire. Il en est de même pour le djihad armé moderne, et cela même dans son mode opératoire dit terroriste, une qualification dont les djihadistes se vantent et qui est en adéquation avec leur « devoir de terroriser les ennemis d'Allah ». Le djihad armé se construit ainsi au service de valeurs (défense de la foi et de la Oumma tout entière, un djihad qui se veut global et absolu...) et à travers des vertus (engagement, abnégation, dévouement, obéissance à Allah, sacrifice suprême) qui lui ont permis de devenir un enjeu de ce début de XXI^e siècle¹.

Préambule

Durant tout le XX^e siècle, l'appel au djihad armé « pour la défense de la foi et de la Oumma² » a été utilisé par différents groupes et États. Il est même arrivé qu'il soit prôné par des forces qui s'opposaient. L'Empire ottoman, dernier représentant du Califat islamique, a ainsi dû faire face à une insurrection arabe qui prêchait le djihad « pour restituer le califat aux descendants du Prophète » : deux djihads au nom d'une même communauté et les alliances antagonistes qui en découlent. Les Arabes, trahis par leurs alliés français et britanniques, verront leur projet d'un royaume unifié réduit à néant par les accords de Sykes-Picot puis par la défaite de Mayssaloun en Syrie (23 juillet 1920) face à l'armée française du Levant. « Réveille-toi, Saladin, nous sommes de retour. Ma présence ici consacre la victoire de la croix sur le croissant », s'écriera le général Gouraud, haut-commissaire de la République française, lors de sa visite du tombeau de Salaheddine (Saladin) à Damas. Une phrase rapportée dès 1926 par Pierre La Mazière et qui est citée aujourd'hui de façon récurrente dans les productions djihadistes.

1. W. Nasr, *État islamique. Le fait accompli*, Paris, Plon, 2016.

2. Nation de l'islam.

Au cours de l'après-Seconde Guerre mondiale, un « djihad nationaliste », dans le respect paradoxal des frontières coloniales, existe en filigrane des guerres de décolonisation au sein des pays arabes et musulmans. Mais c'est avec les affrontements israélo-arabes que l'on peut déceler les prémices du djihad moderne, c'est-à-dire un djihad global et absolu, ne reconnaissant ni frontière ni nationalité ni instance internationale. La défaite des armées arabes face à l'armée israélienne en 1967 – la deuxième après celle de 1949 et avant celle de 1973 – acte la perte de la Cisjordanie et de Jérusalem, ville trois fois sainte et troisième lieu saint de l'islam. Les conditions pour l'« accomplissement de la prophétie », qui stipule que la « libération de Jérusalem se fera à partir des rives du Jourdain », se mettent en place.

Les premières briques du djihad moderne sont posées par Abdallah Azzam³, un Palestinien de Cisjordanie. Tête pensante et cheville ouvrière de ce qui va devenir Al-Qaïda, il a fait partie de la confrérie des Frères musulmans, née comme une réponse aux défaillances des monarchies arabes et dans le but de restaurer le califat aboli le 3 mars 1924 par la grande assemblée nationale de Turquie⁴. Azzam est du combat contre Israël en Cisjordanie et sera à l'origine des premiers textes qui justifieront le délaissement momentané de la guerre « pour libérer la Palestine » au profit de celle « contre l'occupant russe athée de l'Afghanistan » dans les années 1980.

Alors que le conflit afghan s'inscrivait dans la dynamique de la guerre froide, Abdallah Azzam et Oussama Ben Laden suivaient leur propre plan pour un djihad qui « réveille la Oumma de son sommeil, [...] lève une armée puissante en Afghanistan pour libérer la Palestine ». Une décennie plus tard, dans un contexte totalement différent, Saddam Hussein inscrit *Allah Akbar* sur le drapeau irakien. Ironie de l'histoire, les premiers djihadistes étrangers traversent dès 2002 la Syrie du Baath (parti laïque socialiste fondé par un chrétien syrien, Michel Aflak, mort exilé à Paris) pour s'enrôler sous le drapeau du Baath irakien, son frère ennemi, au nom d'une guerre sainte. Parmi eux, un Français, Boubaker el-Hakim, qui, quatorze ans plus tard, devenu *High-Value Target*, le plus haut gradé français de l'État islamique, sera tué par un drone à Raqqa, le bastion syrien du groupe⁵.

3. T. Hegghammer, *The Caravan. Abdallah Azzam and the Rise of Global Jihad*, Cambridge University Press, 2020.

4. Sur proposition de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la République turque.

5. Boubaker el-Hakim, né à Paris, de nationalité franco-tunisienne, peut représenter d'une certaine manière la maturation de l'engagement individuel dans le djihad des années 2000 : de l'implication dans une guerre sans réelle conscience politique au djihad qui ne connaît pas de frontière. De l'Irak de Saddam Hussein à la filière parisienne des Buttes-Chaumont (celle des frères Kouachi), à la bataille de Falloujah, à la case prison en France, à la Tunisie de Ben Ali et aux assassinats de Chokri Belaid et de Mohamed Brahmi, puis à la Syrie sous l'État islamique, il a commandité des attentats à travers l'Europe et le Maghreb.

Sauver la Oumma à travers le djihad

Après un siècle de défaites, l'idée de califat retrouve un écho favorable, facilité par le retour progressif du religieux dans la politique. Pour ses adeptes, il s'agit de reconstituer un cadre temporel qui permettrait à la Oumma de « retrouver sa gloire en la libérant des chaînes de l'oppression des dirigeants impies et corrompus soutenus par les puissances croisées ». Il ne s'agit pas de théorie, mais bien d'une offre politique répondant à des attentes au sein des sociétés concernées.

Les théoriciens du djihad moderne font un parallèle entre les divisions du monde arabo-musulman et le morcellement puis la perte d'Al-Andalus (711-1492), l'actuelle péninsule Ibérique, en raison de l'« éloignement des musulmans de leur vraie religion. [...] En conséquence, ce n'est qu'à travers le retour du califat et l'application stricte de la Charia islamique que l'âge d'or des conquêtes de l'islam reviendra et, avec lui, l'unité, la sécurité et la prospérité pour les musulmans ». Selon le dogme djihadiste, cet « âge d'or » devrait se limiter aux trente années qui ont suivi la mort du Prophète, mais les théoriciens et pamphlétaires du djihad n'hésitent pas à s'appuyer sur des figures qui n'appartiennent pas à cette période de l'histoire islamique : Salaheddine (Saladin) est l'un des plus cités en sa qualité d'« unificateur du Levant musulman et libérateur de Jérusalem », mais également parce que ce natif de Tikrīt était Kurde, ce qui fait de lui le symbole d'un islam qui transcende les conflits ethniques⁶. Plus encore, Al-Qaïda n'hésite pas à citer dans ses productions des extraits choisis sortis de leur contexte de Malcolm X dans le but d'utiliser les problèmes de discrimination ethnique aux États-Unis pour gagner des partisans.

La propagande de l'État islamique (EI) a également œuvré à mettre en avant une vie quotidienne « en toute sécurité » (al-Amn wal Aman). Une phrase revient souvent dans les productions et les discours : « Les sujets de l'État islamique peuvent conduire d'Alep jusqu'à Mossoul sans qu'ils ne soient arrêtés par une frontière ou pillés par des coupeurs de routes. » Ce récit utopique « d'une nation unie, prospère et combattante à l'œuvre pour restaurer une gloire perdue et laver un déshonneur passé » n'est évidemment pas propre à l'EI.

6. C'est pour cette raison que le commandant de la bataille de Kobané du côté de l'État islamique était un Kurde.

Abnégation jusqu'au sacrifice ultime

Mais « avant de sauver la Oumma, il faut commencer par se sauver soi-même, sa propre famille et son propre entourage ». Tel est l'appel qui a motivé plusieurs centaines d'Occidentaux à prendre le chemin des terres brûlées du djihad et du califat, comme des milliers d'autres hommes et femmes de nationalités diverses. Pour eux, « leur Salut et celui de leurs descendants⁷ étaient impossibles en terre de mécréance [judéo-chrétienne] ou d'apostasie [pays musulman où la Charia n'est pas appliquée] ». De la France au Royaume-Uni en passant par la Tunisie et l'Arabie saoudite, rares sont les pays qui n'ont pas été touchés, et cela malgré les différences, parfois profondes, entre leurs systèmes de gouvernance respectifs. Leurs citoyens djihadistes en devenir exprimaient des griefs et des rejets variables, mais leur quête était identique : assurer leur Salut et sauver la Oumma.

Comme dans d'autres idéologies transnationales, il y a les adeptes qui migrent pour mettre leurs idées en application et ceux qui participent aux fondations là où le projet prend pied. La démarche qui consiste à quitter un pays prospère et en paix pour une terre de combat et de guerre n'est pas identique à celle effectuée par ceux qui sont les enfants de cette terre.

Pour les recrues locales, qui peuvent être des populations entières, l'idéologisation se forge avec les années, au gré des conquêtes territoriales et au fil des combats subis ou infligés. Les raisons premières sont souvent des sentiments primaires comme la survie, la vengeance ou l'appartenance. Le dogme vient tailler, forger l'individu, afin de donner un sens supérieur à son engagement. Cela vaut aussi pour des personnages notoires de la mouvance djihadiste, tels, par exemple, l'Algérien Abdelhamid Abou Zeïd d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ou le Malien Touareg Iyad Ag Ghali, aujourd'hui à la tête de Jamaat Nusra't al-Islam wal Muslimin (JNIM). Ces deux hommes ont des débuts de parcours opposés, l'un dans la contrebande, l'autre dans l'engagement nationaliste, mais tous deux vont se battre sous la bannière d'Al-Qaïda, fondée par un multimillionnaire saoudien, Oussama Ben Laden, « pour que la parole d'Allah prévale ».

Pour comprendre les visées et les trajectoires des mouvements jihadistes, il est indispensable de ne pas dévaluer ou sous-estimer l'engagement et la conviction de leurs adeptes, même si les causes premières de l'engagement semblent souvent primaires. Il faut éviter le prisme réducteur du « djihadiste occidental en marge de la société » : l'EI et Al-Qaïda avant lui ont su et pu recruter dans toutes les couches sociales des pays touchés par le

7. W. Nasr, « À l'école de l'État islamique: les "lionceaux du califat" », *Inflections* n° 37 « Les enfants et la guerre », 2018.

phénomène. Le djihad armé est une transcendance, une idéologie révolutionnaire postmoderne particulièrement adaptée à notre temps, évoluant dans les mêmes zones géographiques et se nourrissant des mêmes viviers de recrutement que les mouvances révolutionnaires du siècle dernier. Avec une différence de taille pourtant : le combat se fait pour la Oumma tout entière, sans frontières et avec la promesse de l'accès assuré au Paradis.

Brique par brique, du camarade à la cellule familiale, au quartier, au village, au clan, à la tribu, à la région puis enfin à la Oumma. Un cheminement qui a été largement théorisé dans différents écrits djihadistes et qui n'a rien d'une percée conceptuelle en comparaison avec d'autres formes d'organisations politiques. C'est même assez banal. Pourtant, ce qu'a réussi à accomplir l'EI, et dans une moindre mesure Al-Qaïda, c'est de mettre ce cheminement en images et de le rendre accessible au plus grand nombre, au-delà de son public habituel.

Dans cet effort de propagande, ont été diffusées des images de combats montrant des djihadistes faire la courte échelle à leurs camarades sous le feu ennemi, se battre pieds nus, s'attaquer à un char Abrams avec comme seule arme une grenade envoyée dans la tourelle, ou des kamikazes⁸ se ruer contre les colonnes ennemies sourire aux lèvres. L'abnégation et le sacrifice de soi au nom de la cause sont ainsi mis en exergue, avec un focus particulier sur les opérations suicides (le tirage au sort des kamikazes, le grand nombre des volontaires au martyre, la déception de ceux qui ne sont pas choisis ou de ceux qui reviennent en pleurs après avoir raté leur mission).

L'épreuve du champ de bataille

Abnégation et dévouement du combattant ou du chef font partie d'une vérité mise en avant par une propagande bien ficelée. Ce n'est pas la vérité, mais une vérité du combat djihadiste. En guise d'exemple, le prêche d'un commandant de l'EI avant une confrontation avec l'armée égyptienne au Sinaï (janvier-février 2021) : « Allah nous a commandé de combattre, il ne nous a pas commandé de vaincre⁹. [...] Ne te crois pas tenu d'accomplir quelque chose qu'Allah ne t'a pas demandé. Combattez et tuez. [...] La victoire est promise ; lequel d'entre vous y contribuera, quand et comment ? Cela revient à Allah d'en décider. Quand il obtient les âmes et les biens des croyants en offrande, il ne leur promet pas la victoire en retour, mais le Paradis.

8. B. Schnoebelen, *La Balistique du martyr : comprendre le terrorisme suicide*, Paris, Éditions de l'École de guerre, 2020.

9. W. Nasr, « Des échecs comme autant de victoires », *Inflexions* n° 45 « L'échec », 2020.

[...] C'est ce qui est réservé au moudjahid sur le sentier d'Allah. Cela ne s'applique pas à n'importe quelle personne qui porte une arme et tire. [...] L'homme peut combattre pour qu'on se rappelle de lui, par vanité ou par esprit d'appartenance ou pour se distinguer. Seul moudjahid sur les sentiers d'Allah est celui qui combat exclusivement pour que la parole d'Allah prévale. »

Dans le même registre, un commandant des Chebab, branche somalienne d'Al-Qaïda, explique que « tout ce que le moudjahid rencontre sur son chemin, la faim, la soif, la boue et les traversées des vallées, [...] sera dans la balance de ses bienfaits le jour du Jugement venu. [...] Ce n'est pas n'importe quelle personne portant les armes qui peut être qualifiée de moudjahid, ni n'importe quelle personne tuée dans nos rangs qui peut être considérée comme martyr ».

Cette préparation pragmatique à l'épreuve du réel, dans une confrontation souvent du faible au fort, se reflète aussi dans les écrits. « Une même *ghazoua* [attaque] peut contenir des motivations différentes pour ceux qui y participent. Il y a celui qui cherche à retrouver le visage d'Allah, obéit à l'imam, investit ses moyens, reste bienveillant avec son partenaire et évite la corruption. [...] Celui-ci, même son sommeil et son simple éveil seront récompensés [aux yeux d'Allah en tant que djihad]. Puis il y a celui qui participe à une *ghazoua* par vanité, mensonge, ou pour sa réputation, qui désobéit à l'imam et corrompt la terre [par ses agissements], [...] celui-ci ne reviendra pas du combat avec ce qui est suffisant [aux yeux d'Allah en tant que djihad]. [...] Le moudjahid est celui qui se bat contre lui-même dans l'obéissance à Allah et le mouhajir [le djihadiste étranger] est celui qui immigre loin des péchés et des fautes. [...] Il y a cent catégories qu'Allah a préparées pour les moudjahidin, et entre chaque grade il y a l'équivalent de la distance entre le Ciel et la Terre. [...] Les fronts et les champs de bataille sont les meilleurs des révélateurs [des hommes]. »

Ces directives, non exhaustives, à l'adresse des combattants et des commandants opérationnels démontrent un ancrage dans la réalité du terrain et une appréhension des faiblesses des hommes. À mettre en parallèle avec la multitude de raisons qui poussent un individu à rejoindre le djihad, et qui seront confrontées à la dureté du combat et de la vie sur un théâtre de guerre. La religion, le dogme et la littérature djihadiste façonnent l'esprit des recrues au fil du temps et des combats. L'erreur de certains observateurs est de confondre motifs premiers et évolution, croissante ou décroissante, de l'engagement dans la cause djihadiste.

À travers les quelques mots d'un *nashid* d'Abou Hajir al-Hadrami d'Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA), on peut deceler ce qui réunit dogmatiquement les différentes branches d'Al-Qaïda et de

l'EI à travers le monde : « Des groupes arrachés à leurs appartenances [familiales, nationales...], venant de la terre entière, réunis par une religion et une pensée. [...] Ce n'est ni une tribu ni un quartier ni une région qui les réunit, mais ce sont les fronts de la gloire [du djihad] qui les ont appelés. » Cela nous ramène aux débuts de l'islam, quand les premiers disciples du Prophète sont décrits comme « les séparatistes des tribus ».

La jurisprudence du réel


L'individu s'adapte à la dureté du djihad et le groupe s'adapte à son environnement. La « jurisprudence du réel » (*Fikh al-Wak'aa*) consiste à faire en fonction des impératifs, c'est le dogme confronté à la réalité. Pas de percée conceptuelle à l'horizon : toutes les idéologies se sont heurtées à cette problématique. Cette « jurisprudence du réel », c'est ce que l'EI met en application au service de son expansion au-delà du Levant jusqu'aux confins de la République démocratique du Congo et du Mozambique, tout comme le font les branches d'Al-Qaïda qui s'imbriquent de plus en plus dans les dynamiques locales tout en apprenant des échecs des expériences des gouvernances passées. Le premier de ces échecs est celui des tribunaux islamiques des Chebab en Somalie, le dernier fait suite à la perte de l'« atout syrien » avec la scission d'Abou Mohamad al-Joulani aujourd'hui à la tête de Hayat Tahrir al-Sham (HTS). Une scission qui découle elle-même d'une « jurisprudence du réel » justifiant le reniement du djihad global, ses tentatives d'ouverture sur les puissances occidentales et son accommodation du rôle de l'armée turque dans le nord syrien. Au Sahel, AQMI et JNIM adaptent leurs discours et leurs actions aux problématiques locales¹⁰. Une dynamique qui a de fortes chances de se poursuivre sous le commandement d'Abou Oubaïda Youssef al-Annabi¹¹. Il est à noter que le JNIM est l'unique branche d'Al-Qaïda à annoncer d'une manière inédite que le conflit avec la France n'inclut pas le territoire national français et, en même temps, à détenir un otage français. Cette annonce, due en partie à la pression militaire française, est particulièrement politique ; elle s'adresse aux opinions locales, mais aussi aux opinions française et européenne.

10. Écouter « Abdelmalek Droukdel, AQMI et l'État islamique. Panorama de la galaxie djihadiste au Sahel », Le Collimateur, podcast de l'IRSEM, 16 juin 2020.

11. *Implications of Al Qaeda in the Islamic Maghreb's New Leadership*, New Lines Institute, 8 février 2021.

Conclusion

L'idée du djihad comme outil pour un projet politico-religieux est arrivée à maturation au point de devenir l'idéologie révolutionnaire la plus attractive sur le marché des idées de notre siècle. Mais aussi au point de se scinder, comme d'autres mouvances idéologiques ou religieuses avant elle. À la faveur de la guerre syrienne puis, petit à petit, sur tous les théâtres de conflits, les hommes d'Al-Qaïda et de l'EI se livrent une guerre sans merci, progressivement depuis le Levant jusqu'à la zone des trois frontières¹² et la fin de l'exception sahélienne¹³. Avec la restauration du califat, l'État islamique, qui n'opérait qu'en territoire irakien, a réalisé une expansion globale et acquis une grande célébrité. Il porte désormais le flambeau d'une guerre épique « contre les mécréants, pour préparer le monde à la fin des temps et au retour d'Issa fils de Mariam [Jésus-Christ fils de Marie] ». Al-Qaïda, qui se veut tout autant globale, maintient le dogme et de l'objectif califal, qu'elle renie à l'EI, mais doit redéfinir des objectifs politiques atteignables qui l'éloignent de la « guerre épique » sans pour autant renier le terrorisme international devenu la « spécialité » de ses branches somalienne et yéménite¹⁴.

Al-Qaïda et l'État islamique ont une activité globalisée, défendent un système de valeurs transnational et transethnique, en faisant appel à des vertus humaines comme l'altruisme, la patience, le sacrifice, la justice... quand il s'agit « des frères » tout en les gommant quand il s'agit de l'autre, « mécréant ou apostat », au service d'un dogme. Les djihadistes sont loin d'être de simples « brigands en claquettes »¹⁵ ; ils le prouvent depuis déjà un demi-siècle. 

12. Entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

13. *ISIS in Africa: The End of the « Sahel Exception »*, New Lines Institute, 2 juin 2020.

14. Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA) est responsable de l'attentat de *Charlie Hebdo* le 7 janvier 2015 et de l'attentat de Pensacola aux États-Unis le 6 décembre 2019.

15. W. Nasr, « Les djihadistes ne sont pas des mecs en claquettes, ils réfléchissent », *Bruxelles2Pro*, 12 janvier 2021.



MICHAËL FÆSSEL

LA MORALE MILITAIRE : UNE QUESTION DE REGARDS ?

L'obéissance au devoir est souvent décrite en usant du vocabulaire de la guerre. On dit d'une action morale qu'elle implique du courage, une volonté allant jusqu'au sens du sacrifice et la mobilisation intégrale des forces disponibles. Kant assimile ainsi la vertu à « l'intention morale en lutte »¹ : loin d'être une habitude acquise une fois pour toutes, elle suppose une énergie de tous les instants. À la différence de la sainteté, un idéal que Kant juge inaccessible aux hommes, la vertu ne se réalise pas spontanément et sans effort. Au contraire, l'action bonne se conquiert dans un combat permanent contre l'amour-propre. En ce sens, la vie morale n'est pas une vie pacifique : le vertueux ressemble davantage au héros sacrifiant ses plaisirs à son devoir qu'au sage exempt de tentations et de troubles. Pour un être sensible, donc soumis aux passions, la liberté est moins un état qu'une conquête. Le sujet ne naît pas autonome, il le devient par une lutte obstinée contre tout ce qui tend à faire passer son bonheur personnel avant le respect du devoir.

L'exemple de Kant est intéressant, car ce philosophe, qui adopte un style martial dans le domaine moral, est aussi l'auteur de *Vers la paix perpétuelle* (1795). Selon lui, la guerre réelle est au mieux un moyen auquel un État peut recourir en dernière extrémité pour régler un différend. Il faut en toute circonstance lui préférer un règlement pacifique des conflits par le droit. On peut donc être « pacifiste » sur le plan des relations interétatiques tout en valorisant la métaphore du combat dans la vie morale. La guerre que tout homme doit mener, pour ainsi dire au jour le jour, est une guerre intérieure dont les seules victimes sont l'égoïsme et les tendances à s'exempter de la loi du devoir. Kant déplace ainsi le site de la bataille : espérant que les guerres de conquête finiront par disparaître de l'histoire, il met en valeur un autre combat, intérieur à la conscience, où la liberté morale se fraye avec difficulté un chemin au milieu des embûches.

Cette représentation de l'action morale comme un combat intérieur est profondément ancrée dans les sociétés modernes. La première des guerres que le sujet, civil ou militaire, doit mener est une lutte contre ses pulsions, ce qui suppose qu'il se regarde agir et pratique un contrôle permanent de soi. Mais, sur un champ de bataille, lorsque

1. E. Kant, *Critique de la raison pratique* [1788], Paris, Garnier Flammarion, 2003.

l'action devient un enjeu de vie ou de mort, le soldat peut compter sur d'autres regards que celui de sa conscience pour guider son action. Ceux de ses frères d'armes, d'abord, qui le rappellent au droit et aux devoirs de la guerre. Ceux de ses ennemis, ensuite, avec lesquels il ne partage pas seulement une relation d'hostilité, mais aussi une condition d'humanité.

D'une guerre à l'autre

Le sociologue Norbert Elias a proposé une hypothèse aussi célèbre que paradoxale sur la genèse de l'individualisme moderne : la valorisation de l'individu maître de lui-même et pacifique dans ses relations avec les autres ne naît pas tant d'une rupture avec l'univers violent du Moyen Âge que de l'intériorisation de règles autrefois applicables sur les champs de bataille. Le XV^e siècle se caractérise ainsi par la « curialisation des nobles », c'est-à-dire le passage d'une noblesse guerrière, surtout occupée de conquêtes militaires, à une noblesse de cour beaucoup plus pacifique dans ses habitudes et ses modes de vie. Aux codes qui régissaient le corps à corps entre les combattants se substituent des codes de bonnes conduites dans le domaine de l'alimentation, de la parole, de l'hygiène...

En abandonnant partiellement les champs de bataille, les nobles se consacrent à une vie de cour où le paraître l'emporte sur la témérité et l'élégance sur la force. Elias nomme « civilisation des mœurs » ce processus par lequel l'aristocratie, bientôt suivie par les autres classes privilégiées, puis par l'ensemble de la société, valorise le refoulement des énergies pulsionnelles et assimile la vertu au contrôle de soi. Les nobles cessent de vivre sous le regard de leurs ennemis : ils se jaugent et se jugent désormais à partir de critères qui relèvent de la « bienséance ».

Est-ce à dire que, lorsque « l'individu n'a plus le droit de se livrer au plaisir de l'attaque directe »², le combat cesse purement et simplement ? La civilisation des mœurs est-elle le fait d'une vie de civils qui aurait perdu tout lien avec l'*ethos* militaire ? Il serait plus juste de dire que le combat que les hommes ne mènent plus contre les autres sur le champ de bataille, ils le mènent contre eux-mêmes, pour maîtriser leurs instincts. Le modèle de la morale comme guerre intérieure évoqué plus haut trouve ici sa source. Dans une société « civilisée », la paix n'est pas tant l'absence de guerre que la guerre déplacée de l'extérieur vers l'intérieur. Retenir son agressivité,

2. N. Elias, *La Dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975, p. 200.

recourir au tribunal plutôt qu'à la vengeance, renoncer à obtenir justice par la force : ces attitudes éthiques garantissent la paix sociale, mais au prix d'un combat intime qui réclame, lui aussi, du courage.

La pacification de la vie ordinaire s'accompagne de la montée en puissance d'un nouvel impératif : la maîtrise de soi. On aurait tort d'assimiler ce contrôle intérieur à un long fleuve tranquille d'où aurait disparu toute forme d'adversité. Simplement, l'ennemi ne prend plus la figure d'un adversaire extérieur, repérable par son uniforme, et qu'il faut combattre en suivant les règles de la chevalerie. Il prend la forme beaucoup plus confuse des instincts et des pulsions que chaque individu doit vaincre pour lui-même, mais sous le regard des autres. Dans la vie sociale ordinaire, le courage qu'il faut pour tenir à distance ses pulsions n'a rien de spectaculaire ; il se manifeste plutôt sous la forme discrète du scrupule. Mais cette attention constante à ses gestes et à ses paroles, dans la mesure où elle est requise pour ne pas blesser autrui, demande une énergie qu'il ne faut pas sous-estimer. La paix à l'œuvre dans nos interactions avec autrui est faite de ces guerres invisibles menées contre nos pulsions égoïstes.

Entre discipline et fraternité

« Un homme, écrit Camus, ça s'empêche³. » Ces empêchements sont divers : ne pas répondre à l'injure par l'injure ou au coup par le coup, ignorer l'offense, reporter la satisfaction de ses désirs quand celle-ci implique le recours à la violence ou au mensonge... Ces manières d'introduire de la mesure dans ses réactions entretiennent toutes un lien étroit avec les vertus militaires. Car où est-il à la fois le plus difficile et le plus noble de « s'empêcher » que sur un champ de bataille, c'est-à-dire là où donner la mort devient licite ?

Issu de l'intériorisation des codes guerriers du passé, l'idéal du contrôle de soi représente aussi une norme pour le soldat moderne. D'abord au sens où ce dernier a acquis le droit d'être considéré comme une personne morale à part entière et non comme un simple exécutant. La discipline fait incontestablement partie des vertus militaires. Mais il serait abusif de la confondre avec l'obéissance aveugle aux ordres. Ce premier sens du mot « discipline » est balancé par la discipline intérieure, selon laquelle tout un chacun est tenu de s'interdire de céder à ses pulsions les plus agressives. L'impératif du contrôle de soi ne disparaît pas sur le champ de bataille. Bien au contraire, il y acquiert toute son intensité : l'usage proportionné de

3. A. Camus, *Le Premier Homme*, Paris, Gallimard, 1994, p. 66.

son corps devient un enjeu fondamental lorsque ce corps est muni d'une arme.

Ne pas « blesser » inutilement autrui est un devoir particulièrement exigeant lorsque la blessure en question cesse d'être une métaphore et devient une action physique pouvant entraîner la mort. Nombre d'études sur les crimes de guerre perpétrés au XX^e siècle ont mis au jour le mélange de décharge pulsionnelle, d'oubli de soi et d'absence de conscience dans l'exaction des violences extrêmes. Le sociologue Wolfgang Sofsky a insisté sur la déshumanisation dont les victimes, en particulier les civils, font l'objet dans les crimes de guerre : ne plus voir l'autre comme un être humain est un moyen de l'éliminer sans mauvaise conscience⁴. Inversement, le contrôle de ses pulsions est d'autant plus efficace qu'il est encouragé par les autres, qui deviennent comme autant de limites vivantes à nos actions.

Si un homme se définit comme un être qui « s'empêche », ses seules forces ne suffisent jamais à ce qu'il renonce à la violence, il lui faut l'appui des autres. Platon imagine qu'un personnage dénommé Gygès possède un anneau capable de le rendre invisible⁵. Dès qu'il entre en possession de ce pouvoir, Gygès se livre à des exactions qui iront jusqu'au crime. Cette allégorie montre qu'agir avec la certitude de n'être vu par personne est un moyen infaillible de céder à une violence démesurée, car elle n'est plus mesurée par personne. Devenu inaccessible au jugement des autres, l'individu finit par ne plus se regarder agir lui-même.

Ce lien entre morale et réflexivité (se voir dans le regard des autres) est plus sensible encore dans un contexte de guerre où l'on ne rencontre pas toujours le visage de l'ennemi. D'où l'importance d'établir entre le combattant et ses compagnons d'armes (les autres soldats, mais aussi sa hiérarchie) un lien qui l'encourage à faire un usage proportionné de la force. Si la fraternité est souvent citée au rang des vertus militaires, c'est parce qu'elle désigne une union de cœur fondée sur un engagement moral commun. Les soldats d'une même armée combattent ensemble, s'encouragent dans la lutte et s'obligent à être loyaux les uns à l'égard des autres. Mais ce faisant, ils agissent les uns sous le regard des autres, dans une relation où leurs « frères » sont juges de la violence à laquelle il est légitime de recourir et de celle qui est arbitraire.

La fraternité vient en renfort de la discipline : grâce à elle, l'obéissance ne devient pas aveugle. Ce qui distingue la guerre du simple affrontement, c'est que les combattants ne sont jamais seuls à se faire face. Le soldat appartient à une armée qui dispose d'un code

4. W. Sofsky, *Traité de la violence*, Paris, Gallimard, 1996.

5. Platon, *République*, livre II.

d'honneur auquel il peut se rapporter pour savoir comment agir et quelles limites il doit s'imposer. La morale militaire suppose de ne jamais rompre ce lien de fraternité qui sépare le soldat du mercenaire.

L'échange des regards

On trouve dans l'*Illiade*, le plus beau récit jamais écrit sur la morale de la guerre, une scène extraordinaire où cette bienveillance entre frères d'armes se retrouve entre ennemis. Priam, le roi affligé de Troie, franchit les lignes ennemies pour réclamer à Achille la dépouille de son fils Hector. Achille a tué Hector pour venger la mort de Patrocle, mais cette vengeance ne résout rien : depuis plusieurs jours, il outrage le corps de sa victime, s'acharnant en quelque sorte à détruire un cadavre coupable de lui avoir enlevé son ami. À la stupeur de tous, Priam s'approche de lui, lui baise les mains et lui adresse une supplique : « J'ai osé ce que jamais encore un autre homme sur cette terre n'avait osé : porter à mes lèvres la main de l'homme qui a tué mes fils⁶. »

La supplication de Priam est la seule, dans l'*Illiade*, à connaître une issue favorable. « Tous les deux se souvinrent : Priam pleurait longuement sur Hector meurtrier, lové aux pieds d'Achille ; Achille, quant à lui, pleurait sur son père, sur Patrocle aussi à d'autres moments. » Peu après, Achille retrouve la pitié (*eleos*) pour les hommes et le respect (*aidôs*) pour les dieux : il décide de rendre aux Troyens le corps d'Hector afin qu'il soit inhumé.

De quoi, au juste, les deux guerriers se souvinrent-ils ? Non pas seulement de leurs deuils respectifs, car ceux-ci les séparent plutôt qu'ils ne les rapprochent. Loin d'y mettre un terme, le seul souvenir des morts relance le cycle de la violence. Il est permis de penser que les deux combattants, le jeune et le vieux, se remémorent ce qu'ils ont en commun. Malgré la séparation que la guerre a mise entre les Grecs et les Troyens, Achille essuie ses larmes et regarde Priam. Au moment où leurs yeux se croisent, les deux soldats cessent d'être seulement des ennemis ; ils partagent des peines semblables, donc ils appartiennent à une commune humanité. Cette fraternité d'au-delà les générations et les armées a sans doute quelque chose d'exceptionnel, mais sa signification n'en est que plus profonde. Grâce à cet échange de regards, la guerre cesse de n'être qu'une opposition irréductible : elle devient une relation morale où pitié et respect se frayent une place au milieu des hostilités.

6. *Illiade*, XXIX, 460 sq.

La rencontre inattendue entre Achille et Priam est une trêve. Les combats reprendront dès le lendemain : aucun des protagonistes ne doute qu'il ne s'agit ici que d'une parenthèse temporelle. Seule la victoire de l'un ou l'autre camp mettra un terme définitif au conflit. Mais, même au mi-temps de la bataille, ces soldats de deux armées en guerre font l'expérience sensible de ce que leur ennemi est détenteur d'une dignité qui force le respect et invite à la clémence.

Il faut reconnaître que cette scène de l'*Illiade* est difficilement reproductible dans les conditions de la guerre moderne. Cette dernière se caractérise par un raffinement technique tel qu'il est possible de mener le combat sans jamais rencontrer le regard de son ennemi. Entre les soldats s'immisce désormais une infinité de machines, de radars, d'outils dits de « reconnaissance » qui permettent certes le localiser l'adversaire, mais ne lui donnent pas pour autant figure humaine. Ici encore, on ne gagnerait rien à exagérer la différence entre morale civile et morale militaire. Dans l'ordinaire de la vie contemporaine, quantité de machines et d'écrans font que l'on ne rencontre plus autrui que comme un point abstrait ou comme une image. L'effort qu'il faut déployer alors est un effort d'imagination et de mémoire : il faut se souvenir que j'ai affaire à des êtres humains et non à des variables comportementales.

Sur un terrain de guerre, cet effort ressemble à celui par lequel Priam et Achille se souviennent qu'ils partagent la condition de semblables. Au moment où l'on imagine le « soldat augmenté », capable d'améliorer ses performances par des moyens techniques empruntés à l'intelligence artificielle, il est utile de réfléchir aux moyens de réintroduire, entre le combattant et la machine, des regards sensibles. Regard de la conscience par lequel la force se limite, regard des frères d'armes qui rappelle au code d'honneur militaire, regard de l'ennemi qui est aussi, et d'abord, un semblable. Ce sont là autant de bornes à l'exercice de la violence et de moyens de restituer à la guerre sa dimension humaine. ─

SOPHIE COTARD

L'IDÉAL DU CITOYEN-SOLDAT DANS LA POÉSIE ÉLÉGIAQUE GRECQUE

« Maintenant, que chaque guerrier s'efforce
d'atteindre le sommet de cette vertu
Avec cœur, sans abandonner le combat ! »
Tyrnée (fragment 12, vers 43-44)

Une poésie éthique

La guerre de Troie, l'ardeur des combats entre Grecs et Troyens, le duel du divin Achille aux pieds légers et d'Hector au casque étincelant... Tels sont les souvenirs qui reviennent en mémoire à qui l'on évoque guerre et poésie grecque, souvenirs d'une œuvre homérique qui chante les exploits des héros et les fait accéder à une gloire impérissable, le κλέος ἀφθιτον¹.

Pourtant l'épopée n'a pas le monopole de l'évocation guerrière dans la poésie grecque antique, puisque certains poètes élégiaques de la fin du VIII^e et du milieu du VII^e siècle avant notre ère ont également fait des « travaux d'Arès² qui fait verser d'abondantes larmes »³ le cœur de leur chant. Les poètes Callinos et Tyrnée, principaux représentants de ce genre⁴, dont il ne nous reste que des fragments, n'y célèbrent pas des héros du passé, mais convoquent et s'adressent à leurs contemporains. En effet, dans cette poésie, il ne s'agit pas tant de narrer des combats que d'inviter les soldats à l'action. Les fragments s'apparentent tous à des exhortations : « Eh bien ! Que chacun s'élance droit, en levant sa javeline et après avoir pelotonné son cœur vaillant sous son bouclier, au moment où commence la mêlée⁵ ! » Et certains de Tyrnée sont même des chants de guerre entonnés par les soldats quand ils montaient à l'assaut. Or cette exhortation est indissociable d'une éthique du guerrier : son action est intrinsèquement morale.

1. Homère, *Iliade*, IX, vers 410 à 416. Dans ces vers, le guerrier Achille révèle qu'il préfère une vie brève mais remplie de gloire à une vie longue mais privée de la noble gloire.

2. Dans la mythologie grecque, Arès est le dieu de la guerre offensive et de la destruction, quand Athéna est la déesse de la stratégie guerrière.

3. Tyrnée, fragment 11, vers 7, édition de M. L. West, *Iambi et Elegi Graeci Ante Alexandrum Cantati*, vol. II, Oxford, 1992 (2^e édition).

4. Dans notre texte, l'expression « poésie élégiaque » renverra principalement aux poèmes de Callinos (poète éphésien de la première moitié du VIII^e siècle av. J.-C.) et de Tyrnée (poète spartiate du VII^e siècle av. J.-C.).

5. Callinos, fragment 1, vers 9-11, édition de M. L. West, *op. cit.*

Nombre des fragments s'ouvrent par un vocabulaire axiologique⁶ : « C'est un splendide honneur pour un homme de combattre pour sa terre, ses enfants et son épouse légitime »⁷, « car mourir est une belle chose, à qui tombe parmi les combattants des premières lignes »⁸. Pour l'encourager, le poète présente au soldat la finalité et les moyens de sa mission, ce pourquoi il doit se battre et les qualités dont il doit faire preuve.

La valeur suprême : l'intérêt commun

À l'individu qui doit tenir « la vie pour méprisable et pour aussi aimables que les rayons du soleil les noirs génies de la mort »⁹, qui doit se faire « un cœur grand et fort dans la poitrine »¹⁰, le poète rappelle la destination, le sens de son sacrifice. En effet, le *corpus* élégiaque ne loue jamais ces vertus (courage, sens du sacrifice...) pour elles-mêmes. Elles n'ont de valeur que dans la mesure où elles sont au service de l'intérêt public. Cette subordination des vertus à la recherche de l'intérêt commun est particulièrement sensible dans le fragment 12 de Tyrtée : « Je ne ferais mémoire ni ne prendrais en compte un homme pour ses prouesses à la course ou à la lutte, pas même s'il avait la taille et la force des Cyclopes, qu'il battait à la course le Borée thrace, pas même s'il surpassait en beauté Tithon, qu'il était de beaucoup plus riche que Midas et Cinyras, pas même s'il était plus royal que Pélops, fils de Tantale, et qu'il avait la voix plus douce à la persuasion qu'Adraste, pas même s'il avait toutes les gloires, sauf celle du courage impétueux. [...] Voilà le mérite, voilà la récompense humaine la meilleure et la plus belle à remporter pour un homme jeune. C'est un bien commun pour la cité et pour le peuple tout entier. »

Par le biais d'un priamel¹¹, le poète établit une hiérarchie de vertus en opposant celles qui ne valent pas qu'on les honore et celle qui est vraiment importante. Toutes les vertus d'ordinaire louées et recherchées (habileté, taille, prestance, richesse, puissance, éloquence, gloire...) sont ici rejetées parce qu'elles ne servent qu'un intérêt personnel et non collectif. De fait, si la seule qui importe à Tyrtée est le courage à la guerre, si elle est reconnue comme un « bien », c'est

6. L'axiologie (du grec *ἀξία*, « le prix », « la valeur ») est une branche de la philosophie s'intéressant aux valeurs.

7. Callinos, fragment 1, vers 6-7, *ibid.*

8. Tyrtée, fragment 10, vers 1-2, *op. cit.*

9. Tyrtée, fragment 11, vers 5-6, *op. cit.*

10. Tyrtée, fragment 10, vers 17-18, *op. cit.*

11. « Figure de rhétorique fréquente de la poésie grecque qui consiste à énumérer d'abord tout ce qui n'est pas l'objet que l'on souhaite mettre en valeur » (E. Bowie, « L'éloge dans le symposium », *Pallas* n° 61 « Banquet et représentations en Grèce et à Rome », 2003).

parce qu'elle est mise au service du peuple, de la communauté. C'est donc l'intérêt commun qui prime sur toutes les autres considérations : « Le guerrier le plus méritant n'est pas, comme chez Homère, celui qui accomplit les exploits personnels les plus brillants : c'est celui qui, se dévouant à l'intérêt collectif de la cité, constitue pour elle un "bien commun", ξυνὸν δ'ἔσθλόν¹². » Ainsi donc, pour les poètes élégiaques, peu importe qui accomplit l'action, seule compte sa destination. En cela, il y a dans cette poésie une réelle transformation de l'éthique guerrière : le guerrier n'est plus un simple soldat ; il devient citoyen-soldat dans la mesure où il combat non pour sa gloire propre, mais pour la communauté à laquelle il appartient.

La force du collectif

Le citoyen-soldat présenté dans les élégies guerrières se bat donc pour la communauté, pour sa cité, au sein d'un groupe plus petit, la troupe, présentée comme une cité miniature. Non seulement valeur à défendre, la communauté est donc aussi une vertu intimement liée à l'organisation des combats. De fait, les poèmes de Tyrtée et de Callinos évoquent une nouvelle façon de faire la guerre qui se développe à partir du VIII^e siècle av. J.-C. : la phalange hoplitique. Les hoplites, fantassins qui tirent leur nom du bouclier rond qui les protège, combattent en formation serrée : « Les hoplites étant au coude à coude en rang, sur plusieurs lignes de profondeur. Le bouclier protège le côté gauche de l'hoplite, son flanc droit est protégé par le bouclier de son voisin de rang¹³. »

Dans la mesure où les soldats sont interdépendants, où la vie et l'action de chacun sont intimement liées à celles des autres au sein de la phalange, ce mode de combat appelle deux vertus complémentaires que met en exergue l'élégie guerrière : le fait de garder son rang dans la phalange et la nécessaire solidarité entre les combattants. Ainsi peut-on lire chez Tyrtée : « Eh bien, jeunes hommes ! Combattez en tenant bon les uns auprès des autres, et ne donnez pas l'exemple de la fuite honteuse ni de la panique¹⁴. » Cette exhortation au combat présente en effet l'action de résistance commune comme la condition nécessaire de la victoire : en dehors de la phalange, point de salut !


12. N. Le Meur, « La poésie lyrique », in A. Macé (sd), *Choses privées et chose publique en Grèce ancienne. Genèse et structure d'un système de classification*, Grenoble, Éditions Jérôme Million, 2012, p. 123.

13. C. Orrieux et P. Schmitt Pantel, « Le monde archaïque », *Histoire grecque*, Presses universitaires de France, « Quadrige », 2005. Pour approfondir l'étude de la bataille rangée d'infanterie dans la Grèce classique, nous renvoyons à l'ouvrage de V. D. Hanson, *Le Modèle occidental de la guerre. La bataille d'infanterie dans la Grèce classique* [1989], Paris, Les Belles Lettres, 2001.

14. Tyrtée, fragment 10, vers 15-16, *op. cit.*

Dans une telle configuration, la lâcheté est en effet criminelle puisqu'elle entraîne la dislocation de la phalange. L'hoplite fait donc partie d'un tout uni par et pour lequel il se bat : « Le groupe n'est plus une collection d'individus plus ou moins liés les uns aux autres, mais une entité qui les transcende¹⁵. » Le collectif apparaît donc dans la poésie élégiaque comme le but et le moyen même de la victoire.

Idéal du soldat, idéal du citoyen

L'élégie guerrière, en se faisant l'écho des mutations militaires qui se produisirent à partir du VIII^e siècle av. J.-C., participe de l'instauration d'une nouvelle échelle de valeurs où l'intérêt commun prime sur la gloire personnelle. Tyrtée et Callinos dessinent dans leurs poèmes les contours du bon soldat, présenté comme « cellule agissante d'un tout »¹⁶. Or, en présentant ce modèle de « l'homme bon à la guerre »¹⁷, les élégiaques esquissent en même temps le portrait de tout bon citoyen, dans la mesure où « dans le modèle de la cité hoplitique, l'armée ne forme pas plus un corps spécialisé avec ses techniques particulières, des formes propres d'organisation et de commandement, que la guerre ne constitue un domaine à part qui exigerait d'autres compétences, d'autres règles d'action que la vie publique. [...] L'organisation militaire s'inscrit sans coupure dans l'exact prolongement de l'organisation civique »¹⁸. Est bon citoyen qui, comme le soldat, place l'intérêt de la communauté au-dessus du sien propre, ou plutôt, place son intérêt personnel dans celui de la communauté. 

¹⁵. D. Arnould, *Guerre et Paix dans la poésie grecque*, Arno Press Inc, 1981, p. 148.

¹⁶. D. Arnould, *ibid.*, p. 150.

¹⁷. Tyrtée, fragment 12, vers 20, *op. cit.*

¹⁸. J.-P. Vernant, *Problèmes de la guerre en Grèce ancienne*, Paris-La Haye, Mouton, 1968, p. 17.



BENOÎT ROSSIGNOL

L'ARMÉE ROMAINE, EN QUÊTE D'HONNEUR

La lutte contre le trafic d'antiquités a très récemment attiré l'attention des médias espagnols sur un fragment d'inscription romaine exceptionnel apparu en Andalousie. Daté des premiers jours du règne de Tibère, en 14 de notre ère, juste après la mort d'Auguste, il garde trace d'une décision prise par les autorités dans le moment critique de la succession du premier empereur, à l'instant même où, sur le Rhin et sur le Danube, les armées, apprenant la mort du Prince, se mutinent, exaspérées par des conditions de service éprouvantes. Le texte est très lacunaire et son interprétation exacte encore à établir, pourtant, dans le court passage qui nous en a été conservé, on retrouve les mentions d'Auguste et de Tibère, et on peut lire distinctement le mot *obsequium* : l'obéissance soumise. Si, en ce moment politiquement délicat, les soldats sont rappelés à leur déférence, ce n'est sans doute pas seulement parce que le pouvoir impérial a besoin de contrôler étroitement l'outil du monopole de la force, mais aussi parce que cette obéissance est partie prenante alors de l'identité militaire romaine et constitue l'une des vertus des armées.

Cette injonction à ce que nous pourrions appeler la discipline ne peut se comprendre qu'à la lumière d'un triple contexte, social, politique et culturel, déterminant les valeurs de l'armée romaine. Or, précisément, le long règne d'Auguste a bouleversé ces contextes. Même si elle ne s'avoue pas en tant que telle, une monarchie s'est imposée à la *res publica* et dirige désormais la cité, tandis que l'armée est profondément transformée par un processus de professionnalisation. Pour autant, le système de valeurs reste fondamentalement organisé par l'attachement au passé, au *mos maiorum*, les usages des ancêtres, normes et exemples qui doivent guider les actions. Le pouvoir impérial s'emploie donc à célébrer les formes et les valeurs républicaines : même s'ils n'ont plus de pouvoir décisif, ce sont les consuls qui apparaissent toujours en tête du document espagnol. Considérer les valeurs de l'armée romaine, c'est donc explorer la réinterprétation constante d'héritages multiples.

Il est difficile de saisir les valeurs de l'armée romaine aux époques les plus hautes. Comme l'a montré Mathieu Engerbeaud¹, les premières

1. M. Engerbeaud, *Rome devant la défaite (753-264 av. J.-C.)*, Paris, Les Belles Lettres/ministère des Armées, 2017, et *Les Premières Guerres de Rome (753-290 av. J.-C.)*, Paris, Les Belles Lettres, 2020.

guerres de Rome n'ont cessé d'être réécrites et reformulées. Leurs récits tardifs visent souvent moins à dire la vérité d'un passé mal connu qu'à énoncer un enseignement moral et politique. Les valeurs mises en avant sont souvent celles de l'époque du rédacteur de ces histoires édifiantes. Pour autant, les périodes les plus anciennes n'ont pas été sans legs. Rituels et mythes ont sans doute conservé des conceptions très anciennes du monde, de la société et du combat, définissant implicitement un cadre de valeurs – on peut ainsi songer aux trois péchés du guerrier dégagés par le comparatisme dumézilien (offense religieuse ou morale, lâcheté, faute sexuelle).

La Rome archaïque, de la royauté aux premiers siècles de la république, s'est choisi la guerre comme valeur. Les Romains sont fils de Mars : le combat est valorisé et valorisant. Le cadre conceptuel de la guerre est alors celui d'une aristocratie de l'âge du fer méditerranéen précocement connectée à l'imaginaire de la guerre grec : au VI^e siècle av. J.-C., la tombe des taureaux de Tarquinia montre Achille tendant une embuscade à Troïlos. La guerre est affaire d'homme libre ; on ne peut la mener que face à quelqu'un avec qui on entretient une position de réciprocité ; les meilleurs s'y révèlent et laissent la trace de leur mémoire. La mise en place d'institutions capables d'intégrer un groupe social et démographique important sert ces aristocraties en leur donnant des troupes plus nombreuses, en même temps qu'elle change inévitablement le cadre du jeu politique en l'élargissant. L'exploit individuel cède devant les exigences de la discipline collective.

La paix impose aussi ses propres valeurs. Le temps de la cité se construit dans l'alternance des deux périodes et de leurs exigences. Le retour du guerrier est craint dans la Ville ; il importe de le dépandre et de le purifier de la *furor* des combats, quand bien même cette dernière sert à protéger la cité. Tel est le sens des rituels imposés à Horace au retour de son combat contre les Curiaces, après qu'il a tué sa sœur. Dès lors, il faut passer de valeurs guerrières à des valeurs militaires : le soldat (*miles*) est un citoyen (*cives*) et inversement.

Avec la constitution de la cité censitaire, quelle que soit la date où l'on place ce processus, entre Servius Tullius (VI^e siècle av. J.-C.) et Appius Claudius Caecus (IV^e siècle av. J.-C.), les structures politiques et les structures militaires se répondent. L'armée romaine naissante ne peut alors avoir de valeurs et de vertus qui lui soient propres. Celles-ci sont celles de la cité, ou plus exactement de la part de la cité, les citoyens les plus aisés, appelée à la fois à servir le plus souvent au combat et à se voir reconnaître un pouvoir de décision supérieur. La guerre, récurrente et ordinaire, est le lieu où se défendent les droits des citoyens et l'existence collective de la cité, *res publica*. Elle construit la *libertas* de Rome ; les citoyens chefs de famille, *pater familias*,

y défendent leurs biens communs et privés, la *patria*. Pour ces citoyens les plus riches, le temps passé aux armées est alors le cadre où illustrer leur valeur, démontrer la *virtus*, le courage et la vaillance virile qui font leur mérite.

L'aristocratie romaine du III^e siècle av. J.-C. est profondément marquée par ces valeurs masculines – la *mollitia* des femmes est un repoussoir – et martiales. Ses actions méritoires trouvent leur rétribution dans la notoriété qui en résulte, qui peut entraîner réussite politique et autorité dans la cité. Ce prestige, c'est l'*honos*, étudié par Mathieu Jacotot² et qui ne se laisse pas réduire à notre catégorie d'honneur. Si l'*honos* ne naît pas nécessairement du service à l'armée, il trouve dans le succès militaire une « source privilégiée » en ce qu'il démontre la possession de la *virtus*. L'excellence au métier militaire devient un élément fondamental dans la définition d'une aristocratie romaine animée par une puissante concurrence interne, rythmée par des campagnes militaires et électorales annuelles, dont la plèbe aisée est l'instrument des premières et l'arbitre des secondes. *Honos*, l'honneur, n'est donc pas tant une valeur militaire que la rétribution de capacités martiales employées au profit de la cité, la conséquence des vertus de l'armée et de ses membres.

Honos est un dieu à Rome, une « force puissante » divine, qui donne naissance au prestige et reçoit son principal temple en 233 av. J.-C., avant que Marcellus, le conquérant de Syracuse, ne le complète, en 208 av. J.-C., en lui adjoignant un sanctuaire à *Virtus*. Dès lors *Honos* et *Virtus* sont fortement associés aux armées. Leur culte se retrouve plus tard au sein de colonies de vétérans installées à l'époque césarienne : Arles et Narbonne ont un collège dédié à *Honos* et *Virtus*. Dans les camps légionnaires de l'époque impériale, on retrouve le culte de *Virtus* et celui de l'*Honos Aquilae*, l'honneur de l'aigle de la légion.

Comme ces cultes en témoignent, l'armée romaine, comme la cité dont elle est l'émanation, ne peut donc concevoir son action qu'en accord étroit avec un panthéon complexe habitant lui aussi la cité. La *pietas* est ainsi aussi une valeur fondamentale de l'armée romaine. La constitution de l'armée ne saurait se faire sans le rituel de la *lustratio* et son triple sacrifice, d'un bovin, d'un ovin et d'un porc. Comme toute action publique et politique à Rome, le domaine des armes ne peut se passer d'un ritualisme religieux destiné à gagner la bienveillance divine, la *pax deorum*. Pour avoir le consentement divin, la guerre engagée doit aussi s'inscrire dans le respect scrupuleux des formes du droit ; elle doit être une guerre juste, un *bellum iustum*.

2. M. Jacotot, *Question d'honneur. Les notions d'honos, honestum et honestas dans la République romaine antique*, École française de Rome, 2013.

Il faut veiller toutefois à ne pas projeter notre propre système de valeurs sur ces notions romaines. Malgré la proximité étymologique, l'écart est grand entre la *pietas* romaine et notre piété. La *pietas* est le respect des devoirs sociaux, et ne concerne pas que la sphère des dieux et du religieux ; elle s'exerce dans la famille entre un père et ses enfants, entre un maître et ses affranchis, entre un citoyen et les magistrats. La *pietas* des armées célèbre aussi leur discipline et leur loyauté. En outre, Rome ne se bat pas pour ses dieux, mais avec eux, et aussi avec ceux de l'ennemi qu'elle peut inviter dans sa cité. La religion romaine n'est pas affaire de croyance ou de conviction, elle est une orthopraxie où la seule obligation est celle du rituel. De même la guerre juste ne l'est pas au sens moral, mais parce que les formes du *ius*, du droit, ont été suivies à la lettre.

Cette *pietas* attache bien sûr fortement l'armée à la figure de Mars, guerrier et protecteur, mais surtout à celle de Jupiter, le dieu souverain, celui vers qui s'achemine la procession du triomphe, celui à qui on peut offrir les dépouilles prises à l'ennemi. Par la figure de Jupiter, c'est la souveraineté majestueuse du peuple romain qui s'impose comme valeur première de l'armée. La victoire en est à la fois l'instrument et le signe. Rome se bat pour la *Victoria* et a écrit son histoire militaire de ce point de vue : la défaite ne peut être qu'une étape formatrice avant l'issue nécessairement positive du conflit et Rome s'acharne à « maintenir la posture de victoire par-delà la défaite »³.

Lorsqu'en 101 av. J.-C., Marius, vainqueur des Cimbres et des Teutons, reproduit le geste de Marcellus en élevant un temple à *Honos* et à *Virtus*, la continuité apparente ne doit pas masquer les profondes ruptures qui commencent à apparaître. Les valeurs et les vertus de l'armée étaient celles d'une aristocratie soudée et d'une cité unie, or la première a perdu sa cohésion et la seconde est au bord de la guerre civile. D'une part, l'extension de l'empire et les conquêtes ont modifié la distribution de l'*honor* : de plus en plus le prestige guerrier se concentre dans les mains de quelques grands chefs de guerre, les *imperatores*. La concurrence aristocratique n'est plus l'émulation d'un groupe de pairs, mais un jeu d'ambitions déréglées. D'autre part, le cadre de la cité censitaire est remis en cause : l'égalité géométrique, qui conférait plus de droits aux plus riches en échange de leur investissement militaire plus important, se heurte à des limites marquées. Face à des campagnes longues, lointaines et parfois sans perspective de butins, comme en Hispanie, les recrutements deviennent plus difficiles. Saisissant la situation, une partie de l'aristocratie prend

3. M. Engerbeaud, *Rome devant la défaite*, op. cit., p. 203.

partie pour la plèbe. En 107 av. J.-C., Marius a abandonné la procédure de recrutement censitaire, ouvrant son armée à tous les citoyens volontaires.

L'historiographie, antique et plus encore moderne, a souvent insisté sur cette décision qui aurait transformé les armées romaines, et avec elles leurs valeurs et leurs vertus. Composées de prolétaires avides de butins, elles auraient perdu de vue les valeurs civiques pour ne suivre que leurs chefs. Avec François Cadiou, il faut faire justice de cette « armée imaginaire ». D'une part, le recrutement censitaire continue à être attesté jusqu'à la fin de la république, d'autre part, la société romaine ne semble pas se démilitariser au profit d'une partie de la population qui se professionnaliserait dans le domaine des armes. A cette époque encore, « être un soldat, pour un Romain, c'est être un citoyen »⁴ et, pour les Romains ordinaires, l'armée est le lieu de l'affirmation d'une masculinité civique, l'accès à un prestige et à une identité reconnue.

Les guerres civiles de la fin de la république n'effacent pas les valeurs civiques dans l'armée romaine, et les *imperatores* harangent leurs troupes en ayant soin de défendre la légitimité politique de leur cause. Cassius s'adressant à ses soldats les décrit comme ceux de Rome, ajoutant : « Et nous, les généraux romains, nous sommes vos camarades⁵. » Le dernier siècle de la république et les guerres civiles n'en ont pas moins vu s'imposer de nouvelles valeurs et de nouvelles vertus : un *imperator* comme Sylla met en avant sa *felicitas*, César sa *clementia*, tandis que la *concordia* s'impose comme idéal pour une partie croissante de la classe dirigeante.

Dernier vainqueur des guerres civiles et seul maître des armées après Actium, Octave, devenu Auguste en 27 av. J.-C., sut placer ses actions militaires dans le cadre des valeurs et des vertus militaires romaines traditionnelles. En les faisant graver sur un bouclier d'or, le Sénat en sanctionna la reconnaissance : *virtus*, *clementia*, *iustitia* et *pietas* caractérisaient le nouveau maître de Rome, dont l'*auctoritas* était sans égale.

L'époque augustéenne propose une récapitulation du passé romain, tant dans les statues du temple de Mars Ultor que dans les écrits de Tite-Live, exaltant ses vertus militaires au moment où elle opère une profonde transformation de l'armée. Désormais, les soldats sont des professionnels qui s'engagent pour une longue durée en théorie déterminée à l'avance. Leurs unités sont pérennes et se fixent aux frontières de l'empire. Un lien personnel très fort existe dorénavant

4. Cf. Nicolet, *Le Métier de citoyen dans la Rome républicaine*, Paris, Gallimard, 1988, p. 128, cité par F. Cadiou, *L'Armée imaginaire. Les soldats prolétaires dans les légions romaines au dernier siècle de la République*, Paris, Les Belles Lettres, 2018, p. 409.

5. Appien, *Ciu.* 4, 98 cité par F. Cadiou, *op. cit.*, p. 264.

entre le prince et les soldats, « *milites mei* », dit Auguste. Pour autant les conceptions antérieures ne sont pas abolies. Si le soldat fait le serment de rester fidèle à la maison d'Auguste, c'est pour assurer le salut de l'empire. Même professionnelle, l'armée reste civique, et le soldat sert et meurt pour la *res publica*, elle aussi présente dans son serment.

Le maintien de cet attachement des soldats à un imaginaire civique doit être souligné. Jean-Michel Carrié a bien mis en lumière comment les représentations des soldats sur leurs pierres tombales montrent sous l'empire le maintien de l'idéal citoyen et civil chez ceux-ci. Au début de l'empire, ils se font représenter en armes – ils défendent activement Rome dans des contrées barbares, leur *virtus* fonde leur dignité. Avec le temps, la stabilisation des garnisons et la romani-sation croissante des régions frontalières, ils figurent en toge, dans le cadre du banquet familial. Les particularités de leur métier ne les ont pas exclus du monde de la cité. Face à cela, les sources littéraires présentent surtout les convictions des élites et de la plus haute aristocratie. Bien des éléments manquent pour retracer la culture de guerre des soldats. Toutefois, la période du haut-empire est un peu plus riche en informations, et permet d'observer le dialogue entre les valeurs et les vertus promues par le commandement et par l'aristocratie et celles choisies et pratiquées par les soldats. La question existait déjà auparavant, mais elle est plus difficile à cerner : César nous dit qu'il a honoré des officiers allobroges en raison de leur *virtus* qui les rendait aussi chers à l'armée⁶.

À partir d'Auguste, l'empereur est donc le principal prescripteur des valeurs de l'armée. Il est dorénavant le seul arbitre de l'*honos* pour les aristocrates qui continuent à occuper les postes d'officiers supérieurs et généraux. Il décide des promotions, attribue les décorations et les rétributions. Dès lors, il doit être l'incarnation de la *virtus*. Les vertus des officiers ne peuvent être qu'à son service et les formes suprêmes de l'honneur sont monopolisées par lui : seuls l'empereur et ses héritiers peuvent triompher.

Une telle situation interroge profondément les valeurs du groupe aristocratique. Face à un empereur jugé tyrannique ou incompétent, les sénateurs peuvent revendiquer les valeurs et les vertus militaires passées, et déplorer le mauvais prince qui limite la grandeur romaine en bridant des généraux dont il peut craindre la valeur supérieure à la sienne. Tacite célèbre ainsi la mémoire de son beau-père Agricola pour conspuer celle de l'empereur Domitien qui, par crainte d'être éclipsé par la réussite de celui-là, l'aurait fait rappeler de Bretagne à Rome, mettant fin à sa possible conquête totale de l'île.

6. César, *Guerre civile*, III 59, 2-3.

Pour ces aristocrates, le récit de l'impossibilité de la vertu militaire individuelle est en fait le constat de la perte collective du pouvoir politique. L'exaltation de la figure militaire et de leur excellence, à l'instar d'Agricola ou de Corbulon, devient alors l'élément d'une affirmation voire d'une protestation aristocratique face au lien de l'empereur à son armée, toujours susceptible de menacer leur position. Il est donc important de toujours rappeler au soldat sa nécessaire obéissance (*obsequium*) et d'en exiger les signes visibles, notamment par le travail (*labor*) et la sueur (*sudor*). Le soldat ne saurait être inactif, et on célèbre l'*industria*, le zèle, du bon soldat et du bon officier. Par ce rappel au devoir, il s'agit surtout de dénier aux troupes toute autonomie politique, en particulier après le retour des guerres civiles lors de l'année des quatre empereurs (juin 68-décembre 69), lorsque certaines armées ont choisi les empereurs : l'œuvre de Tacite est traversée par cette image du soldat sans chef et donc, à ses yeux, sans valeur ni vertu.

Pour un empereur, il importe de ce fait au plus haut point de garder le lien avec ses armées, et de promouvoir les valeurs et les vertus garantissant leur loyauté, permettant de se prémunir contre une usurpation appuyée par une armée provinciale. Discours, lettres, mesures juridiques, représentations plastiques, frappes monétaires sont autant de moyens par lesquels il peut communiquer à ses armées les valeurs et les vertus qui assurent ce lien. On attend des armées, en particulier dans les périodes tendues, la *fides*, loyauté fidèle, mais aussi crédit sur lequel on peut compter, et la *concordia*. On célèbre la *pietas* des troupes : les rituels militaires entretiennent un patriotisme romain ainsi qu'un attachement à la fonction et à la famille impériale, objets de nombreuses célébrations religieuses, manière aussi de rappeler le soldat aux devoirs de son serment. Il importe aussi au prince de mettre en lumière la *victoria*, qui démontre ses capacités et le soutien accordé par les dieux et la Fortune.

Pour vaincre, il s'agit donc aussi de conserver les capacités militaires des troupes. À ce titre, il faut insister sur la polysémie de la *disciplina* romaine et sur son importance comme valeur et comme vertu : elle n'est pas que discipline au sens d'obéissance, elle est aussi discipline au sens des disciplines scolaires, une connaissance qu'il faut acquérir. Cette acquisition se fait par l'exercice, *exercitatio*, sur lequel le prince doit veiller, parfois avec zèle comme dans le cas d'Hadrien. Ses discours à l'armée d'Afrique, au II^e siècle de notre ère, célèbrent l'efficacité et l'énergie des troupes, vertus que l'on retrouve dans des inscriptions des soldats, comme lorsqu'un centurion commémore, un siècle plus tard, la construction d'une porte dans son camp, à Bu Njem.

En retour de leur engagement et de leur loyauté, les soldats attendent la reconnaissance de leur mérite et de leur dignité, et c'est aussi le sens des primes ou des privilèges juridiques qui leur sont accordés. Aussi ne doit-on pas s'étonner que les empereurs aient fait figurer sur bien des monnaies destinées à payer cette armée professionnelle profondément hiérarchisée, aux statuts nombreux et divers, la figure d'*aequitas*, cette juste équité qui organisait la cité censitaire des temps de la république.

Une partie de ces valeurs et de ces vertus se sont transmises aux époques médiévales et modernes. À la fin de l'Antiquité, les chrétiens se sont volontiers représentés en *miles christi*, soldats du Christ, exaltant les valeurs de dévouement, de piété et de sacrifice. Avec la Renaissance et l'humanisme, c'est plus la lecture aristocratique des vertus de l'armée romaine qui est mise au service des armées modernes. Ainsi, en se saisissant des multiples réécritures que les Romains avaient faites de leur passé, les lettrés européens se créèrent un imaginaire antique, en particulier à travers les lectures de Plutarque, de César et de Tacite, constituant un fond d'exemples de vertus et de valeurs pour leur propre expérience militaire, exaltant peut-être plus la république que l'empire. Machiavel relit Tite-Live et veut y retrouver un idéal militaire, Don Sancho de Londoño veut restaurer la discipline antique et Juste Lipse imagine des soldats professionnels véritables stoïciens en armes, des idées qui se retrouvent chez Nassau, Gustave-Adolphe ou Turenne. Le modèle romain accompagne ce que l'on a pu appeler l'entrée dans les sociétés de discipline.

Mais si la bibliothèque de Brienne était remplie de classiques où puisèrent nombre de futurs officiers, dont le jeune Napoléon, entre Romains et modernes l'écart s'était creusé : l'horizon chrétien s'était imposé et le cadre civique s'était effacé. Les soldats citoyens étaient le cœur des armées antiques, les officiers celui des armées modernes. Le sens des mots avait changé : l'honneur de la Légion d'honneur de l'Empire napoléonien hérite plus des sentiments des aristocraties médiévales et modernes qu'il ne recouvre le domaine d'*honos*. ─

 BÉNÉDICTE CHÉRON

LES FRANÇAIS, LES VALEURS ET LES VERTUS MILITAIRES : LE GRAND MALENTENDU

Ce n'est pas qu'une impression. Les spécialistes du langage politique l'affirment : « Depuis une vingtaine d'années, le mot et la notion de "valeurs" ont acquis en France une place remarquable tant dans les discours publics que dans les conversations privées. Se référer à des "valeurs" semble constituer pour beaucoup un moyen commode de se situer (et d'identifier les autres) en tant qu'individu et en tant que membre de divers collectifs (nation, culture, parti, religion...). Il y a là une ressource discursive dont se sont emparés les politiques, mais aussi les juristes, les sociologues, les psychologues, les pédagogues, les praticiens de l'action sociale et du soin, des journalistes, bref, tous ceux qui sont amenés à justifier publiquement leurs décisions et leurs prises de position ou à rendre compte des comportements et des opinions de leurs contemporains¹. »

Cet enthousiasme pour le mot n'épargne pas les armées. Au fil des décennies, les fameuses « valeurs militaires » ont remporté un succès croissant au point d'envahir le débat public bien au-delà des seuls cercles et milieux proches des armées. Brandie comme un étendard ou comme une solution à tous les dysfonctionnements de la société, l'expression appelle pourtant un examen critique : alors que la société française se perçoit comme une société en crise aiguë de cohésion et que les armées occupent une place renouvelée en son sein, il semble bien que ce succès repose sur un malentendu tenace dont le corollaire est l'absence, dans ces mêmes débats, du mot « vertu ».

Crise de cohésion et débat sur les valeurs

Dire que la société française traverse une crise de cohésion est devenue une banalité. *L'Archipel français* de Jérôme Fourquet, publié au Seuil en 2019, a connu un tel succès que son titre et son dérivé (l'« archipellisation ») sont devenus des expressions ordinaires du débat public. Tout récemment encore, analysant le baromètre de la confiance politique du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), Luc Rouban a quant à lui évoqué une « république

1. « Valeurs » in Société d'étude des langages du politique, *Lexique*, <https://selp.eu/lexique/valeurs/>

désintégrée »² et un scénario « pire » que celui de l'archipellisation : « L'archipel a toujours existé : la société s'organise en groupes différents, avec des pratiques et des valeurs différentes. [...] Ce que nous décelons est plus grave : c'est l'anomie, l'absence de normes ou de valeurs communes. La République va mal, mais les communautés aussi. Près de la moitié des Français enquêtés (45 %) ne se sentent pas appartenir à la communauté nationale, ni à aucune autre communauté de langue, de religion, de valeurs... La France n'est plus un archipel, c'est un pays de naufragés³. »

Ces constats s'inscrivent dans une tendance longue. Dès les années 1990, la question de la cohésion sociale surgit avant de se muer en une large préoccupation pour la cohésion nationale dans un pays où la nation constitue, selon les mots de Caroline Guibert-Lafaye et Annick Kieffer⁴, « l'espace social privilégié de définition de l'identité, de la culture et des droits ». Les émeutes urbaines de 2005 contribuent à cette mutation : elles ouvrent une période d'interrogation explicite sur ce qui constitue le lien commun entre les Français.

Après les attentats de novembre 2015, l'hypothèse de la refondation d'un consensus autour de valeurs communes face à l'adversité a brièvement été envisagée. La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques du ministère des Solidarités et de la Santé (DREES) conduisait une enquête sur la cohésion sociale lorsque sont survenues les attaques terroristes. Elle a ainsi pu mesurer que la culture et les valeurs comme vecteurs d'intégration étaient davantage citées après le 13 novembre⁵. Les mois et les années qui ont suivi ont eu cependant plutôt tendance à donner raison aux *Disasters Studies* qui « inclinent à penser qu'un attentat, au même titre qu'une catastrophe naturelle, est de nature à affaiblir la collectivité qui en est victime et à révéler ses failles »⁶.

Le mot même de valeur est devenu objet de débat. Le 19 novembre 2015, les philosophes Pascal Engel et Claudine Tiercelin signaient une tribune dans *Le Monde* intitulée « Non, les valeurs de la démocratie ne sont pas vides », s'insurgeant contre l'idée que « la liberté, l'égalité et la fraternité » seraient des « formules creuses, abstraites, formelles »

2. L. Rouban, *La France : une république désintégrée*, note de recherche, le Baromètre de la confiance politique/vague 12, CEVIPOF, février 2021.

3. Interview de L. Rouban par I. Trippenbach, « La France n'est plus un archipel, c'est un pays de naufragés », *L'Opinion*, 24 février 2021, lopinion.fr.

4. C. Guibert-Lafaye, A. Kieffer, « Interprétations de la cohésion sociale et perceptions du rôle des institutions de l'État social », *L'Année sociologique*, vol. 62, n° 1, 2012, pp. 195-241.

5. « Les attentats nous terrorisent-ils ? L'impact des attentats du 13 novembre 2015 sur l'opinion publique », DREES, janvier 2018.

6. G. Truc, « Ce que les attentats font aux sociétés : enquêtes de terrain et études de cas », *Ethnologie française*, vol. 173, n° 1, 2019, p. 5.

dont le décalage avec « les aspirations individuelles et concrètes d'une partie de la jeunesse serait la source même de sa révolte, voire la cause indirecte du terrorisme ». Quelques mois plus tard, le 14 janvier 2016, Michaël Foessel (auteur d'un article dans ce numéro) publiait quant à lui un texte au titre évocateur : « Oublier les valeurs. » Il y concluait : « La République n'est [...] pas faite de valeurs mais de normes. Le débat philosophique ancien sur l'opposition entre le bien et le juste retrouve ici son actualité : les valeurs désignent l'ordre du bien, mais comme (en démocratie) celui-ci est relatif à chaque évaluation subjective, mieux vaut s'en remettre à des règles générales de justice. Les normes ont justement pour fonction de réguler les valeurs que les vivants humains portent inévitablement avec eux. [...] Il est vrai que l'on "s'égare au nom des grandes valeurs". Le meilleur moyen de retourner au bercail républicain est de s'en tenir à des normes qui valent pour tous. »

Cette difficulté à trouver ce qui unit les Français semble finalement donner raison aux conclusions de la Société d'étude des langages du politique, appuyées sur les travaux de Claude Lefort : « « Le concept de valeur, pris dans son acception philosophique, relève d'un mode de pensée moderne. On en chercherait en vain la trace dans la philosophie avant le siècle dernier. Elle implique la référence à un sujet qui, en l'absence d'un garant extrinsèque, tire de lui-même le principe de la discrimination entre le désirable et l'indésirable, le bon et le mauvais, le juste et l'injuste, le beau et le laid. [...] Le mot valeur est l'indice d'une impossibilité à s'en remettre désormais à un garant connu de tous : la nature, la raison, Dieu, l'Histoire. Il est l'indice d'une situation dans laquelle toutes les figures de la transcendance sont brouillées⁷. » Les valeurs peuvent donc être considérées comme des garants précaires du jugement dans un monde privé de la certitude de l'absolu, ce qui n'empêche pas certains de croire en l'absolu des valeurs, d'exiger le retour aux « vraies valeurs », d'affirmer l'objectivité des valeurs. En confondant la légitimité et la permanence de certaines valeurs avec leur « vérité », on croit pouvoir échapper au vertige de la responsabilité et du choix⁸. »

Dans cette quête douloureuse des « garants précaires » de l'unité, les enquêtes d'opinion se succèdent pour tenter de dessiner ce que les Français considèrent comme étant le fondement de leurs liens communs. Les questions des sondeurs, comme souvent, en disent autant voire plus que les réponses fluctuantes et conjoncturelles des sondés. Beaucoup de leurs résultats, cependant, ne sont pas

7. Cl. Lefort, *Écrire. À l'épreuve du politique*, Paris, Calmann-Lévy, 1992, pp. 227-230.

8. « Valeurs » in Société d'étude des langages du politique, *Lexique*, <https://selp.eu/lexique/valeurs/>

fondamentalement contradictoires avec ce que montrent les travaux au long cours des sociologues qui se penchent sur la question. Les enquêtes European Values Studies (EVS), menées en France par le programme de l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (ARVAL), confirment en effet qu'a émergé progressivement à partir des années 1960 une société du choix et de la combinaison personnelle des systèmes de références permettant à Pierre Bréchon et Jean-François Tchernia⁹ d'évoquer sans guère d'hésitation un long processus d'individualisation des valeurs.

■ Demande d'autorité et mise au centre du jeu des « valeurs militaires »

Pourtant, les mêmes travaux du groupe ARVAL mettent en lumière que le sentiment de fierté nationale ne cesse de se renforcer : en 1981, 35 % des sondés se disaient « très fiers » d'être français et 47 % « assez fiers », pour un total de 82 % ; en 2018, les premiers sont 51 % et les seconds 41 %, pour un total de 92 %¹⁰. Pour ceux-là, être un bon Français, c'est respecter la loi et les institutions françaises (97 %), être capable de parler français (96 %), partager la culture française (90 %), être né en France (47 %), avoir des origines françaises (41 %). Enfin, ces enquêtes¹¹ confirment une tendance déjà perceptible au début des années 2000 : sans remise en cause du long mouvement d'individualisation, l'appel à la présence de l'État et à sa manifestation se renforce. Les Français ne basculent pas dans une quête d'autoritarisme (car les résultats demeurent situés pour l'essentiel dans une zone médiane), mais ils sont de plus en plus nombreux à réclamer ordre et autorité parce que ceux d'entre eux dont les mœurs sont les plus libéralisées n'ont cessé, depuis 1981, de s'éloigner du rejet de ces deux notions.

Dans ce contexte apparemment paradoxal où coexistent individualisation des valeurs, fierté nationale et demande d'autorité, la manière dont les armées ont peu à peu acquis une réputation positive dans la société mérite alors un examen attentif. En matière de bonne image des armées, la France ne fait pas exception en Europe occidentale. Bernard Boëne le souligne¹² : « La période écoulée depuis le milieu des années 1980 est marquée par un fort soutien des populations à

9. P. Bréchon et J.-F. Tchernia, *La France à travers ses valeurs*, Paris, Armand Colin, 2009.

10. C. Belot, « Toujours plus fiers d'être français ! Un sentiment partagé mais différencié », in P. Bréchon, F. Gonthier, S. Astor (dir.), *La France des valeurs, quarante ans d'évolution*, Presses universitaires de Grenoble, 2019, pp. 54-59.

11. O. Galland, « Autorité et ordre social », *ibid.*, pp. 124-130.

12. B. Boëne, « Les sociétés occidentales contemporaines face à la guerre et aux armées », *Les Armées*, Paris, Hermann, 2018, pp. 161-187.

leurs armées. Toutes les enquêtes les montrent dans le peloton de tête des institutions suscitant de bonnes opinions, respect ou confiance, où elles rivalisent avec les professions axées sur le soin (*care*) et la protection : seuls font mieux les pompiers avec, partout, des scores supérieurs à 90 %.

Il est cependant possible d'envisager dans cette vaste aire géographique des dynamiques aux ressorts différenciés. En France, une histoire particulière explique cette bonne image construite d'abord sur un effacement net de la finalité combattante de l'engagement militaire à partir des années 1960 et des souvenirs de la fin de la guerre d'Algérie. Le militaire français devient ensuite progressivement, au fil des années 1980, une figure lisse, compétente et porteuse d'un idéal d'engagement humanitaire et de paix. L'idée qu'il doive combattre au nom de ses concitoyens ne surgit que fugacement et dans des processus de médiatisation qui ne lui permettent pas de s'installer de manière cohérente dans les représentations collectives.

À partir de la seconde partie de l'engagement en Afghanistan, entre 2008 et 2012, l'hypothèse du combat redevient plus visible et assumée, d'abord par les chefs militaires puis, par tâtonnements successifs, par les autorités politiques. À l'image lisse et sympathique qui avait précédé s'ajoute alors une strate nouvelle de représentations : dans une époque bavarde et marquée par une forte défiance envers les responsables politiques, l'écho donné au sacrifice consenti par ceux qui ont perdu la vie sur ces théâtres d'opérations ou qui en sont revenus blessés dans leur chair ou dans leur esprit met en lumière la cohérence en actes de ce qui vivent les militaires. Les armées sont en outre capables de faire face à des circonstances qui apparaissent comme hors normes aux yeux d'une société démilitarisée et heureusement épargnée depuis plusieurs décennies par les tragédies de la guerre.

Pour le politique, la figure militaire peut alors revêtir une dimension nouvelle, différente de celle des décennies précédentes. Alors que les « valeurs » divisent en même temps que les Français réclament de l'ordre et de l'autorité, déployer et afficher le militaire comme une réponse déterminante à des crises variées, c'est affirmer l'existence de la nation et la force régalienne de l'État. La solution apparaît comme d'autant plus efficace que les militaires ne discutent pas les ordres reçus et agissent aussi efficacement qu'ils le peuvent. Au débat permanent sur les « valeurs » répondent ainsi des actes dont la portée visuelle pèse dans la médiatisation de la décision politique.

Peu importe que les crises successives qui justifient le recours aux armées sur le territoire national ne soient pas de nature militaire. Elles apparaissent comme suffisamment déstabilisantes pour que les autorités politiques et la plupart des Français trouvent un réconfort

dans ces déploiements. L'opération Sentinelle comme réponse pérenne à la menace du terrorisme islamiste ou la communication abondante autour de l'opération Résilience au printemps 2020 dans le contexte de la crise sanitaire peuvent entrer dans ce registre. Mais ce sont sans doute les propositions variées de rétablissement d'une forme de service national obligatoire à coloration militaire mais n'ayant pas pour finalité l'apprentissage du métier des armes qui sont les plus emblématiques : l'invocation d'un rôle social des armées totalement détaché de la finalité combattante et qui, par la transmission de « valeurs », pourrait résoudre les causes profondes de la crise de cohésion que la société française traverse est un symptôme manifeste du malentendu sur le lien entre vie militaire et « valeurs ».

Valeurs et vertus : le grand malentendu

Par une sorte d'écrasement de la hiérarchie entre les fins recherchées et les moyens mis en œuvre pour les atteindre, s'est en effet installée l'idée que des « valeurs militaires » pouvaient permettre de réparer ce qui, dans la société, apparaîtrait comme cassé ou dysfonctionnant. Cette expression de « valeurs militaires » s'est déployée dans le débat public comme un niveleur sémantique aux effets redoutables : elle a fait oublier que si, plus qu'ailleurs, certaines règles de vie sont cultivées au sein des armées, c'est parce qu'elles demeurent les garantes de l'efficacité lorsque la mort est l'« hypothèse de travail », selon les mots de Michel Goya¹³. Elle a contribué à brouiller voire à effacer les articulations entre les finalités politiques communément admises que se donne la nation, la mission qui est celle des armées et qui consiste à porter les armes au nom de cette nation sur ordre du politique, et les moyens que se donnent les armées pour remplir efficacement leur rôle.

La communication militaire elle-même a sans doute contribué par le passé à faire émerger ce grand malentendu. L'effacement de la finalité combattante, qui a longtemps présidé aux destinées de cette communication, a pu laisser penser aux Français que les armées étaient devenues une sorte de conservatoire de valeurs. Dans cette acception presque uniquement communicationnelle, le mot de « valeurs » est venu gommer la nature ontologiquement clivante de la vocation des armées au sein de la société : le déploiement de la force armée, parce qu'il implique la possibilité d'une action violente, ne peut être absolument consensuel. En des temps où ce clivage

¹³. M. Goya, *Sous le feu. La mort comme hypothèse de travail*, Paris, Tallandier, 2014.

apparaissait comme impossible à assumer, les « valeurs » ont été, pour les armées, un moyen commode de se raconter.

À partir de la fin des années 2000, la réaffirmation progressive de la spécificité militaire comprise comme « le fait de devoir, si l'ordre en est donné, combattre collectivement et violemment au nom de la communauté souveraine »¹⁴ a clarifié les usages sémantiques parfois aléatoires des « valeurs militaires ». Cette évolution nette de la communication des armées a permis de souligner, comme le faisait Monique Castillo dans les pages de cette revue en 2015, que « les valeurs militaires ne sont pas des intentions mais des actions ; elles ne sont pas simplement des idéaux mais des vertus »¹⁵. Dans un opuscule traitant des « valeurs de l'armée de terre » en 2018, celui qui était alors chef d'état-major de l'armée de terre, le général Jean-Pierre Bosser, rappelait également que « l'armée ne revendique pas l'exclusivité de valeurs qui lui soient propres, mais cultive et pratique au quotidien les valeurs qu'elle a fonction de défendre, c'est-à-dire celles qui fondent la communauté nationale ». Il précisait : « Elles représentent ce qui n'a pas de prix, ou plutôt ce pour quoi on est prêt à payer le prix le plus élevé, c'est-à-dire le prix du sang. S'interroger sur les valeurs, c'est donc se demander ce pour quoi nous sommes prêts à mourir, et c'est sans doute pour cela que l'armée est parfois regardée lorsqu'on aborde ce thème¹⁶. »

Si l'armée « pratique au quotidien les valeurs qu'elle a fonction de défendre », elle ne peut être la source de la définition de ces valeurs, ne serait-ce que parce que, sous peine de ne plus pouvoir combattre efficacement, elle n'est pas le lieu où peut s'épanouir l'échange d'où émergerait le consensus national. À la question de savoir ce pour quoi il est prêt à mourir, chaque militaire répond en son for intérieur avec plus ou moins de certitude, mais en revêtant l'uniforme il accepte de taire ce débat intime et de mettre en œuvre des vertus destinées à rendre possible son action au service d'une fin collectivement admise dans l'institution qu'il rejoint : servir les Français par les armes.


Il n'est pas illégitime que les Français regardent vers leurs armées lorsqu'ils réfléchissent à ce qui les unit, parce qu'en leur sein s'engagent des concitoyens qui acceptent l'éventualité du sacrifice suprême au nom des finalités supérieures que la nation se donne. Il est vain en revanche de penser que l'armée, en tant qu'institution, peut répondre au défi politique de la définition de ces finalités supérieures. Plus qu'une solution, les espoirs que certains placent

14. L. Bardies, « Du concept de la spécificité militaire », *L'Année sociologique* vol. 61, 2011/2, pp. 273-295.

15. M. Castillo, « Existe-t-il des valeurs propres aux militaires ? », *Inflexions* n° 30, 2015, pp. 151-158.

16. J.-P. Bosser, *Les Valeurs de l'armée de terre*, octobre 2018, p. 4.

dans des militaires qui n'en demandent pas tant apparaissent comme le symptôme d'un contexte paradoxal et critique où se conjuguent une individualisation forte des « garants précaires du jugement » et une demande d'ordre et d'autorité.

Les Français et leurs élus le savent plus ou moins confusément. Et pourtant, par une sorte d'effet de panique, alors que la crise apparaît permanente et multiforme, ils semblent peiner à ne pas regarder ces fameuses « valeurs militaires » comme un roc auquel se raccrocher pour construire du commun dans une course à l'issue incertaine. 



JOSÉPHINE STARON

UNION EUROPÉENNE : RETROUVER LE COURAGE DE LA SOLIDARITÉ

La question des valeurs européennes suscite trois réactions différentes. La première est celle de leur négation : les Européens du Sud et du Nord, de l'Est et de l'Ouest, ne partageraient pas les mêmes et auraient des desseins tout à fait opposés et irréconciliables. C'est, peu ou prou, l'argument préféré des farouches eurosceptiques. La deuxième est leur affirmation radicale : l'Europe serait fondée sur des valeurs communes, elles-mêmes ancrées dans une histoire et une culture partagées, l'héritage judéo-chrétien. Ici, l'argument vise une conception encore aujourd'hui taboue de l'Europe, celle de l'unité des Européens autour de valeurs communes, en opposition à des courants encore minoritaires. Enfin, la troisième est celle que l'on pourrait qualifier de relativiste ou d'universaliste : l'Europe serait, certes, fondée sur des valeurs communes telles que l'attachement à la paix, les libertés fondamentales, les droits de l'homme, une certaine conception de la justice..., mais les Européens n'en détiendraient pas pour autant le monopole puisqu'il s'agirait de valeurs universelles. Dès lors, elles ne seraient pas nécessairement de nature à mobiliser les peuples d'Europe autour d'un projet commun et à les convaincre des atouts d'une intégration plus poussée. Or l'enjeu, aujourd'hui plus que jamais, est bien là.

La multiplicité des réactions autour de la question de l'existence de valeurs européennes reflète finalement la devise même de l'Union européenne, « Unis dans la diversité » : le propre de la construction européenne serait de ne jamais trancher entre des valeurs, ni même de les hiérarchiser, afin que les peuples puissent conserver leurs spécificités dans toute leur diversité. Mais la neutralité de l'UE vis-à-vis des systèmes de valeurs des États membres a néanmoins ses lignes rouges. Diversité, certes, mais pas si celle-ci s'inscrit en porte-à-faux des valeurs ou principes fondamentaux qui figurent dans les traités européens, notamment à l'article 2 du Traité sur l'UE : « L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité, et l'égalité entre les femmes et les hommes. »

C'est sur cet article que se fonde, par exemple, les récriminations à l'encontre de la Hongrie et de la Pologne, accusées depuis quelques années de contrevenir aux principes fondamentaux de l'État de droit (séparation des pouvoirs, indépendance des médias, pluralisme politique) et donc, par conséquent, de bafouer les valeurs fondamentales de l'Union européenne auxquelles elles ont pourtant consenti au moment de leur adhésion.

Nous pourrions revenir longuement sur la question des valeurs européennes, de leur pertinence, de leur existence même. Il serait néanmoins plus judicieux, dans le cadre de cette revue, de l'aborder sous un angle un peu différent : non plus identifier les valeurs communes, celles qui font que nous nous ressemblons entre Européens ou que nous sommes différents, mais identifier les raisons, les justifications légitimes, les finalités du projet européen lui-même.

En d'autres termes, la question des valeurs et des vertus européennes ne doit pas se poser pour tenter de les définir et d'en dresser une liste exhaustive. Elle doit avant tout permettre de comprendre et de justifier la construction européenne dans le cadre d'un avenir de plus en plus incertain et menaçant. En effet, affaiblie par une succession de crises non ou mal résolues, fatiguée d'être perçue comme un monstre bureaucratique sans cœur et sans vision, accusée d'être à l'origine de l'impuissance des pays européens face aux mastodontes chinois, américain ou russe, l'Union européenne est en panne et sa construction marque le pas.

Pourtant, elle constitue le dernier rempart dont nous disposons pour sauvegarder nos modèles politiques, économiques et sociaux face au renforcement sur la scène internationale de modèles concurrents qui ne partagent pas nos valeurs et nos idéaux. Dans un monde où les Européens représentent aujourd'hui à peine 8 % de la population mondiale (6 % en 2100)¹, et où moins de 50 % de celle-ci vit sous un régime démocratique², comment garantir la préservation de nos acquis politiques, sociaux, économiques et culturels ?

Pour relever ce défi que la crise sanitaire a amplifié, l'Europe a une carte à jouer : celle de la solidarité au service d'un projet courageux de souveraineté. C'est donc de la solidarité comme valeur et principe fondateur de l'UE, et du courage comme vertu originelle de la construction européenne, qu'il sera question dans cet article. Comme l'écrit la philosophe Monique Castillo, le courage est « un principe d'union et de solidarité »³. Aujourd'hui, nous devons trouver les

1. Selon l'Institut national d'études démographiques, 2019.

2. Selon l'Indice de démocratie 2019, The Economist Group.

3. M. Castillo, « Le courage qui vient », *Inflexions* n° 22 « Courage ! », 2013, pp. 35-42.

moyens de réactiver cette vertu indispensable au projet européen et ouvrir la voie à une « nouvelle culture du courage »⁴.

Au commencement était le courage...

Depuis la Grèce antique, la philosophie nous apprend que le courage est une vertu à part. Dans son *Traité des vertus*, Vladimir Jankélévitch le résume parfaitement avec cette formule : « Il faut commencer par le commencement. Et le commencement de tout est le courage »⁵. » Il est ainsi le point de départ radical de toute action et de toute décision face à une situation périlleuse, un danger, une incertitude, qui impose de réagir, de faire des choix. Loin d'être une vertu innée, le courage s'apprend, se pratique, et découle d'une décision consciente et volontaire.

La construction européenne est l'une des entreprises les plus courageuses de l'histoire. Car il en a fallu du courage aux premiers bâtisseurs de la Communauté qui, après les ravages de la Seconde Guerre mondiale, ont quand même défendu un projet de solidarité inédit, entre des peuples qui venaient tout juste de se combattre de la manière la plus violente possible. Il en a fallu du courage aux chefs d'État qui, alors que leurs nations retrouvaient à peine leur souveraineté, ont accepté de se lier les uns aux autres et de sacrifier une partie de cette souveraineté tout juste retrouvée au profit d'un projet commun de solidarité. Enfin, il en a fallu du courage aux peuples européens qui, à défaut de l'avoir formellement accepté par voie démocratique, n'ont pas rejeté le projet et sont parvenus, dans une certaine mesure, à dépasser les ressentiments nourris par un demi-siècle de conflits.

Aujourd'hui, lorsqu'il est question de l'Union européenne, il est commun de faire référence à la lourdeur de ses longs processus de négociation, à ses nombreux compromis, aux caprices de certains États auxquels d'autres cèdent... Certes, elle n'est pas parfaite. Mais il est cruel d'oublier si vite à quel point elle a été et reste un projet qui nécessite courage, ténacité et audace. Finalement, c'est bien l'ensemble des vertus aristotéliciennes qu'il a fallu mobiliser pour permettre à la solidarité européenne de passer du statut d'idée ou de concept à une réalité tangible : le courage d'abord, nous l'avons dit, mais aussi la tempérance et la modération, deux vertus nécessaires dans un contexte d'après-guerre, qui se devait de prendre en compte la subjectivité de

4. *Ibid.*

5. V. Jankélévitch, *Traité des vertus II*, vol. 1 « Les vertus et l'amour » [1970], Paris, Flammarion, 1986, p. 89.

chaque État et de chaque peuple ; la prudence ensuite ou la sagesse, matérialisée dans la méthode réaliste dite des « petits pas », qui a permis une construction progressive, une solidarisation par étapes ; la justice ou l'équité, enfin, concrétisée dans le principe d'égalité entre les États membres, qu'ils aient été du côté des vainqueurs de la guerre comme de celui des vaincus.

Bref, le projet européen constitue un équilibre entre ces quatre vertus cardinales que sont le courage, la tempérance, la sagesse et l'équité. S'il est aujourd'hui en panne, c'est à cause d'un déséquilibre des vertus qui s'est progressivement mais solidement installé : la tempérance et la prudence ont pris le dessus sur le courage, se transformant très vite en peur du changement et de l'avenir, paralysant ainsi le processus de solidarisation.

Puis vint le temps de l'excessive prudence...

Comment ce déséquilibre s'est-il produit ? Plusieurs facteurs sont à prendre en compte. L'Histoire d'abord, avec l'évolution du contexte : la mémoire de la guerre s'est peu à peu dissipée, faisant de l'objectif de paix une réalité certes, mais une réalité « molle », incapable de mobiliser les États et les peuples européens autour d'un projet d'intégration plus avancé ; la chute de l'Union soviétique et la libération des anciens pays communistes de l'est de l'Europe ont ouvert la voie des élargissements (en moins de vingt ans, le nombre d'États membres de l'UE a presque doublé) et, avec eux celle d'un accroissement de la diversité interne (politique, sociale, économique, voire même culturelle).

Du fait, d'une part, de l'augmentation du nombre de ses membres et, d'autre part, de l'éloignement du spectre de la guerre et des menaces vitales immédiates, il était inévitable que les processus de décision s'allongent, et que les compromis autour du plus petit dénominateur commun deviennent la règle et non plus l'exception. La solidarité, à la fois valeur fondamentale et instrument nécessaire à la réalisation des objectifs du projet européen, est progressivement devenue la finalité à part entière de la construction européenne, se traduisant par la formule désormais célèbre du « processus créant une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe »⁶. D'un moyen, le processus de solidarisation est devenu une fin en soi, un objectif à réaliser à tout prix.

Ce qui nous amène au second facteur en cause dans le déséquilibre des vertus : la méthode de construction attribuée à l'un de ses pères

⁶. Traité sur l'Union européenne, article 1.

fondateurs, Jean Monnet. Celle-ci s'inspire à la fois du fonctionnalisme de David Mitrany et du courant néofonctionnaliste représenté par Ernst Haas⁷. Il s'agit de commencer le processus de solidarisation des États dans des domaines d'intérêt commun, importants, mais peu sensibles politiquement pour ne pas se heurter à des tensions et des refus de poursuivre l'intégration. C'est pourquoi Jean Monnet propose de commencer par le secteur du charbon et de l'acier, pour étendre ensuite la solidarisation à d'autres secteurs économiques, juridiques et enfin politiques, afin d'aboutir, à termes à une véritable fédération d'États. La méthode est ainsi celle de l'engrenage progressif mais continu des solidarités : plus le nombre de secteurs investis par l'intégration européenne est important, plus les États ressentiront le besoin et l'envie d'aller encore plus loin.

Si l'objectif ou la finalité de la méthode Monnet était claire pour son créateur, qui souhaitait une union fédérale, elle le fut beaucoup moins pour ses successeurs et les représentants des États membres qui, petit à petit, s'en sont écartés. D'ailleurs, le passage d'une Communauté à une Union européenne à l'occasion du traité de Maastricht (1992) ne constitue pas qu'un simple glissement sémantique : il acte la fin du rêve fédéral en proposant un modèle moins inclusif et plus intergouvernemental que communautaire, sans toutefois proposer un rêve alternatif, une autre finalité pour la nouvelle Union⁸.

Le dilemme philosophique de la construction européenne se révèle alors. Comme l'explique le philosophe Jean-Marc Ferry, celle-ci est tiraillée entre, d'un côté, un scientisme instrumental, qui adopte le point de vue de la technique et de la raison instrumentale et perçoit la réalité comme un « ensemble de faits structurés selon des lois mathématiques », et, de l'autre côté, un décisionnisme existentiel ou « scepticisme pratique » pour lequel la rationalité se montre impuissante à « fonder la préférence d'une valeur sur une autre »⁹. La méthode fonctionnaliste est directement issue du scientisme instrumental et perçoit la construction de solidarités entre les États

7. Pour en savoir plus sur ces deux courants, voir S. Saurugger, *La Science politique et l'enseignement de l'intégration européenne : normalisation par le haut et par le bas*, Paris, L'Harmattan, « Politiques européennes », 2004, pp. 105-125, et O. Dabène, « Approches théoriques, intégration régionale », *Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes*, Sciences po, 2009, disponible en ligne sur <https://www.sciencespo.fr> : « Concernant le processus, l'idée du néofonctionnalisme est simple : comme pour le fonctionnalisme, il s'agit de commencer par un secteur modeste et un engrenage (*spillover*) s'enclenchera. Ernst Haas accorde une importance plus grande que Mitrany aux institutions centrales. Sa théorie de l'intégration fonctionnelle, à l'origine, envisage l'action volontariste d'une institution centrale qui donne l'impulsion décisive à l'engrenage. L'intégration est d'abord économique puis progresse de façon incrémentale et automatique vers l'intégration politique. L'aboutissement peut être une fédération. »

8. Pour une analyse détaillée de ce « mouvement » d'une Communauté à une Union, voir J. Staron, « La solidarité intra-européenne. Questions de principe et stratégie d'application pour une refondation du projet européen », thèse soutenue le 22 juin 2020, Sorbonne Université, pp. 134-148.

9. J.-M. Ferry, « Une philosophie de l'Europe. Considérations sur une approche normative du projet politique européen », *Transversalité* n° 133, Institut catholique de Paris, 2015, pp. 149-151.

européens comme une entreprise technique. Mais l'aspect politique – le fait de fonder l'action politique sur des choix non scientifiques fondés eux-mêmes sur des préférences, des jugements, des valeurs ou des normes qui dépendent d'appréciations subjectives – conserve une place primordiale dans le processus de construction de solidarités à l'échelle européenne et doit se positionner comme un frein (ou un garde-fou ?) à l'engrenage fonctionnaliste.

Pour reprendre l'analyse de l'anthropologue Marc Abélès, le projet européen s'inscrit ainsi dans une « dialectique des relances et des reculs », contribuant à en faire un « chantier permanent » dans lequel « aucune architecture d'ensemble » ne se dégage clairement, d'où une inquiétude de l'avenir devenue chronique, paralysante¹⁰.

Au courage du commencement se substitue donc, peu à peu, une excessive prudence : la solidarité européenne ne découle plus d'un choix courageux, mais se réduit à une méthode réaliste et rationnelle pour poursuivre une intégration *a minima*, sans prise de risque, bien loin du rêve.

Dans l'attente d'un nouveau commencement...

La solidarité n'est pas un mécanisme. L'erreur fondamentale de la méthode Monnet a été de croire que l'engrenage des solidarités ne rencontrerait pas d'obstacles majeurs ou suffisamment importants pour mettre un frein d'arrêt au processus. Mais la solidarité n'est pas un mouvement que l'on enclenche pour une durée indéterminée ou infinie. Comme le courage, elle résulte d'un choix conscient et volontaire. Elle ne se décrète pas. Toute solidarité exige un consentement : la solidarité politique qui lie les États européens est rendue possible uniquement par la signature volontaire des traités et par le renouvellement du consentement des États à chaque décision politique prise au plan européen.

Ainsi, le défi historique que pose aujourd'hui encore la construction européenne est d'obtenir des États et des citoyens qu'ils consentent librement, et nous pourrions même dire courageusement, à la solidarité et aux sacrifices qu'elle implique. Mais pas n'importe quelle solidarité, ou plutôt pas sans finalités précises. Pour que l'UE soit à la hauteur des défis du XXI^e siècle et, *a fortiori*, des attentes des peuples, la solidarité européenne doit être réorientée vers de nouveaux objectifs. Dans un premier temps, celui du recommencement. La

10. M. Abélès, « Construction européenne, démocratie, historicité », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 117, n° 1, 2013, p. 60.

question ne doit pas être « comment » mais « pourquoi » : pourquoi faire l'Europe ? Pourquoi consentir à des sacrifices en termes de souveraineté nationale ? Pourquoi accroître l'interdépendance de nos économies ? Pourquoi décider ensemble au lieu de décider seul ?

À travers ces questions, c'est la raison d'être du projet européen qu'il faut redéfinir : au nom de quoi, de quels défis, de quelles valeurs, de quelle vision commune de l'avenir consentons-nous à la solidarité européenne ? Il faudra sans aucun doute beaucoup de courage à la génération qui aura la charge de ce grand chantier existentiel, dont nous pouvons entrevoir deux issues possibles : soit le renforcement de la solidarité européenne autour d'un projet orienté vers des objectifs de moyens et longs termes, soit sa désagrégation au profit d'un retour des individualismes et des égoïsmes nationaux, fatalement porteurs de tragédies à venir.

Le risque est grand. Mais c'est bien face à un tel défi que le courage nécessaire à tout commencement ou recommencement peut se manifester puisque, comme le dit Vladimir Jankélévitch, « le courage est la patiente continuation du commencement »¹¹. ┐

11. V. Jankélévitch, *op. cit.*

FRANÇOIS LECOINTRE

COMBATTRE POUR DES VALEURS, COMBATTRE PAR DES VERTUS

Dans *Les Arts et les Dieux*, Alain écrit : « Valeur. Au sens plein, signifie courage, c'est-à-dire ce qui est le plus admirable pour un homme. Et en effet, que sont les autres vertus sans le courage ? [...] Toutes les vertus sont des valeurs. » Pour Monique Castillo¹, « les valeurs militaires ne sont pas simplement des intentions, mais des actions ; elles ne sont pas simplement des idéaux, mais des vertus ». La valeur serait donc une vertu, quand toutes les vertus sont des valeurs ? On voit ici poindre une certaine forme d'inconfort, voire de confusion, au moment de se risquer à établir une distinction entre ces deux notions.

L'étymologie ne nous est pas ici d'une grande aide. Le latin *valor*, devenu *valur* en vieux français, apparaît pour sa part dans les chansons de geste au XI^e siècle pour désigner la bravoure et la vaillance de l'homme noble qui combat. Vertu vient pour sa part du latin *virtus* qui, à l'origine, désigne le courage physique dont doit faire preuve le soldat sur le champ de bataille...

Les valeurs, crible à travers lequel le militaire passe la mission reçue

Démontre ainsi sa valeur celui qui est courageux dans les épreuves. Dans la littérature du Moyen Âge, c'est la figure de l'aristocrate. Ce n'est qu'à partir du XIII^e siècle que le mot désigne le caractère mesurable d'une chose ou d'un bien, à la base de l'échange. Les deux sens fusionnent au XIX^e siècle pour évoquer ce que l'on estime vrai, beau et bien, ce qui va devenir les valeurs morales. C'est bien cette acception qui retient ici notre attention.

Les valeurs renvoient à un ensemble de croyances et de normes intériorisées, qui permettent à la fois d'encadrer les comportements individuels et collectifs et de créer du lien entre les personnes qui les partagent. En ce sens, elles sont l'expression de la société dans laquelle on vit.

En France, nos valeurs sont portées par l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : « Les

1. M. Castillo, « Existe-t-il des valeurs propres aux militaires ? », *Inflexions* n° 30, 2015, pp. 151-158.

hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. » L'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 les complète : « Tous les êtres humains [...] sont doués de raison et de conscience, et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. » Liberté, égalité, fraternité : ces valeurs forment la devise de la République, inscrite au fronton des édifices publics depuis 1880.

Fondamentalement, ces valeurs, qui trouvent leur origine dans l'héritage chrétien de la France, consacrent la dignité de l'homme. Surtout, elles dépassent par leur portée universelle le seul cadre de l'histoire de France. Les rédacteurs de la déclaration de 1948, en puisant aussi largement dans celle de 1789, étaient bien conscients du fait que la Révolution française avait exprimé là quelque chose d'universel, constitutif de l'esprit français. C'est au nom de l'universalisme de cet esprit que nous nous engageons partout en faveur de la paix et contre l'injustice. La France et ses armées se trahiraient si elles cessaient de porter ces valeurs, si la guerre n'était plus pour elles que la défense d'intérêts particuliers. N'en déplaise à certains, l'engagement français au Sahel est ainsi profondément altruiste : nuls bénéfices politiques et encore moins économiques, immédiats ou simplement rapides, ne viennent le récompenser. Il n'y a là en fait que des risques à prendre, mais nous le faisons pour la stabilité des nations-partenaires et la sécurité de l'Europe.

En tant qu'expression de la société, les valeurs tiennent de la responsabilité et de l'intérêt de chaque citoyen, et non d'un groupe ou d'une communauté particulière. Tout militaire y adhère ainsi à la mesure de ses convictions, mais il le fait à titre personnel et non dans le cadre de l'accomplissement de sa vocation de service des armes de la France. Aujourd'hui encore, les militaires distinguent la valeur dans son sens originel, celui de la bravoure au combat, mais ils n'identifient pas de « valeurs militaires ». La Croix de la valeur militaire, décoration qui prend place juste après les ordres nationaux et les Croix de guerre dans l'ordre de préséance, récompense justement cette bravoure.

Une autre remarque que l'on peut formuler ici tient à la difficulté que tout un chacun éprouve au moment de réaliser ces valeurs. Il est peu évident d'établir un lien direct entre son attitude au quotidien et la poursuite d'un idéal de liberté ou d'égalité par exemple. La multitude d'actes que l'on est amené à accomplir au fil d'une journée ou d'une activité ne repose que rarement, et en tout cas pas directement sur des valeurs aussi abstraites. Finalement, les valeurs revêtent une dimension essentielle pour le militaire en ce qu'elles constituent le crible à travers lequel il passe la mission qu'il a reçue. Dans quelle mesure la mission confiée est-elle en accord avec les valeurs

de la société que l'on s'est engagé à défendre ? Dans quelle mesure contribue-t-elle à les défendre, à les renforcer ou à les promouvoir ?

Il y a là pour tout militaire, et plus encore pour ceux qui exercent un commandement et ont charge d'âmes, une obligation fondamentale. Car sans cette cohérence, il ne saurait y avoir de mission acceptable, à tout le moins d'un point de vue éthique. Comme l'écrit le général Bachelet², « le sens de l'action militaire est l'expression de valeurs de civilisation intransgressibles ». Dès lors que l'on pose ce double principe de valeurs qui tiennent de l'idéal et qui sont difficiles à décliner en action, la réflexion se porte naturellement vers la notion de vertu.

Le militaire revendique les vertus qui fondent son efficacité

Après avoir désigné le courage au combat, la vertu, nous dit l'Académie française, est cette disposition ferme, constante de l'âme, qui porte à faire le bien et à fuir le mal. Cet état d'esprit nous renvoie à la notion de force morale. En acquérant la force du nombre, la vertu devient progressivement les vertus ; la disposition se décline sous la forme de qualités, avec les vertus cardinales de l'Antiquité (prudence, justice, force, tempérance), complétées plus tard par les vertus théologales (foi, espérance, charité). Les vertus sont autant de références qui permettent de bien se comporter : c'est le caractère public de leur pratique qui entraîne l'obligation d'être droit.

Les vertus apparaissent donc comme quelque chose de concret, de pratique, et chacun sait d'ailleurs intuitivement le moment exact où il manque à l'une d'elles. En outre, elles forment un tout impossible à fragmenter. L'homme vertueux, celui auquel on fait confiance, ne saurait être découpé : plus prudent que juste, un peu moins tempérant que fort, il est un tout. Le médiocre, lui, l'est dans tous les domaines, à moins d'un sursaut ultime, d'une révélation au feu de l'épreuve. Le bon sens le comprend : la vertu est un monolithe. On pratique l'exercice de ces vertus à titre personnel, et cet exercice ne se limite aucunement à la vie militaire. Ce qui fonde l'exceptionnalité de celle-ci tient finalement plus aux contraintes qu'elle engendre : contraintes légales, physiques et morales. Il serait erroné d'envisager ces vertus comme l'apanage des militaires. Toutefois, les exigences propres à ce métier particulier confèrent une dimension absolument essentielle à leur pratique et à leur respect.

2. J.-R. Bachelet, « L'action militaire : sens et contresens », *Inflexions* n° 1, 2005, pp. 47-65.

C'est la raison pour laquelle, spontanément, le militaire se montrera plus disert sur les vertus que sur les valeurs. Dans *L'Alliance du sens et de la force*, texte fondateur dans l'armée de terre, on peut lire que « les valeurs fixent un objectif, les vertus font la force d'une armée » et que « l'armée de terre défend les valeurs qui fondent la communauté nationale ».

La mission des armées consiste à défendre la nation, les Français et le territoire national contre toute menace existentielle en mettant en œuvre la force, jusqu'à tuer si nécessaire. Cette mission est exorbitante pour deux raisons. D'une part, l'enjeu est proprement existentiel dans la mesure où tout échec remettrait en cause la survie de la nation. D'autre part, tuer, même lorsqu'on le fait par délégation de la société et donc au nom de tous les Français, constitue l'acte le plus extrême qui soit. Pour remplir ce rôle et exécuter les missions qui leur sont confiées, les armées doivent être efficaces. En effet, leur raison d'être est l'engagement opérationnel, au cours duquel on ne pourra triompher de l'adversaire qu'à cette condition. L'efficacité repose sur des principes, qui constituent la singularité militaire. Parmi eux, on trouve une éthique et une culture, déclinées en vertus soigneusement cultivées et qui encadrent la mise en œuvre de la force : on ne saurait tout sacrifier au nom du résultat opérationnel.

Ces vertus constituent le cadre psychologique et moral à l'intérieur duquel s'établissent les relations entre les individus au sein de l'institution militaire, dans la forme et dans le fond. Certaines d'entre elles sont, de fait, l'objet d'une revendication spécifiquement militaire, motivée par une forme d'appropriation issue d'une longue pratique. Il semble utile de rappeler que ces vertus ne sont en aucun cas l'exclusivité des militaires. On les retrouve ainsi chez tous ceux qui s'engagent au service des autres au péril de leur vie, policiers, pompiers... En outre, les militaires ne cultivent pas ces vertus pour la beauté du geste ou par désintéressement : tout est conditionné par l'impératif d'efficacité.

Les vertus « militaires » sur lesquelles une armée fonde sa force trouvent leur origine dans un élément auquel les militaires accordent depuis toujours une très grande attention : l'expérience. On pourrait même formuler ici l'hypothèse selon laquelle les vertus que les militaires valorisent sont issues d'un processus somme toute assez darwinien d'élimination successive, au fil de l'Histoire, et plus souvent même au fil des défaites. Les moins pertinentes sont délaissées : ainsi des chevaliers français pendant la guerre de Cent Ans, régulièrement décimés par les archers gallois parce que ne pas charger aurait été contraire à l'honneur, qui vont finalement se résigner à faire évoluer leur système de références.

Aujourd'hui, après plusieurs millénaires d'affrontements, on distingue assez aisément les principales vertus militaires, qui constituent une sorte de fond commun à la plupart des armées dans le monde : discipline, rigueur, courage, confiance mutuelle (dépendance), fraternité d'armes, sens du collectif, endurance... Durant la Première Guerre mondiale, les poilus endurèrent les terribles épreuves du front et trouvèrent la force morale nécessaire pour continuer à monter au combat. Les épisodes, réels mais somme toute assez minoritaires, de mutinerie de 1917 ne doivent pas occulter les magnifiques vertus dont ils firent preuve. En 2013, lors de l'intervention au Mali, les unités françaises accompagnées par des unités tchadiennes s'engagèrent dans l'Adrar des Ifoghas pour neutraliser les groupes armés terroristes qui s'y étaient retranchés. Cette phase de Serval se déroula dans des conditions dantesques : chaleur extrême – les températures dépassent régulièrement les cinquante degrés –, progression sur un terrain très hostile – le relief montagneux réduisait les possibilités de progression et favorisait l'ennemi, le soutien logistique était rendu difficile par les distances. En outre, dès le début des combats, l'ennemi se montra déterminé à lutter jusqu'à la mort. Tout cela n'eut pourtant aucune conséquence sur le moral et la capacité opérationnelle des unités françaises. Certains combats furent livrés à quelques mètres de distance, parfois au corps à corps, les soldats étant contraints d'ôter leur gilet pare-balles pour pouvoir se glisser dans les anfractuosités abritant l'ennemi. Les opérations successives se déroulèrent sur une dizaine de jours, sans interruption. Les groupements tactiques prirent finalement le contrôle de la totalité de la zone. Au-delà des compétences et des capacités techniques indispensables, ce succès trouve son origine dans l'excellence des vertus militaires, précisément cultivée en vue de ces situations. C'est parce qu'elle était animée des plus belles d'entre elles que la brigade Serval triompha de l'adversité et de l'ennemi.

Les vertus militaires, entre fantasme et inspiration

Le monde militaire exerce une certaine forme de fascination sur le reste de la société, et en particulier sur ses élites politiques. Confrontées à la difficulté de mettre en œuvre l'action publique, celles-ci se tournent volontiers vers ce qu'elles considèrent comme le modèle de l'action. Il est intéressant que cette tendance croisse à mesure que ledit personnel politique appartient à une génération qui n'aura connu de l'armée au mieux que la Journée défense et citoyenneté (JDC). La gestion de l'épidémie de Covid-19 est venue

confirmer cette appétence collective pour l'efficacité militaire, qui selon certains aurait dû conduire les armées à assumer le pilotage de la campagne de vaccination. Comme si les compétences requises n'existaient pas au sein des ministères ou si les expertises indispensables ne pouvaient être obtenues auprès des professionnels de santé et de la logistique.

Cette fascination trouve probablement son origine dans cette pratique militaire qui est de penser l'action à travers le respect des valeurs de la société et de réaliser l'action dans le respect de vertus qui conditionnent l'efficacité opérationnelle. La dureté, réelle ou fantasmée, des formations et des entraînements militaires joue également un rôle. Mais là encore, on ne doit pas négliger l'approche pragmatique de l'institution : la dureté, réelle même si tout est relatif, n'est jamais gratuite ; elle vise à favoriser l'apprentissage de ces vertus militaires. Elle est ainsi avant tout liée à la répétition *ad nauseam* des gestes élémentaires et des procédures opérationnelles – le fameux *drill* anglo-saxon –, et à la maîtrise de la force.

Au XI^e siècle, le chevalier s'entraînait dès l'enfance pour savoir chevaucher en tenant la lourde lance, encaisser le choc puis frapper de l'épée. Au début du XVI^e siècle, l'arquebuse se répandit dans les armées européennes ; pour assurer un feu roulant efficace il fallut imposer un *drill* épuisant aux tireurs, briser leur corps pour les adapter geste après geste à la mise à feu et à la recharge.

La dureté n'est pas le fantasme d'un adolescent porté vers la virilité, mais une exigence opérationnelle. Aujourd'hui, tel jeune élève-officier à Coëtquidan, tel jeune élève-sous-officier à Saint-Maixent ou tel jeune engagé dans n'importe quel Centre de formation initiale des militaires du rang éprouveront la difficulté des longues marches de nuit, avec arme et sac de combat, celle des stages commando ou des parcours d'obstacles. En touchant leurs limites, physiques ou psychologiques, ils saisiront intimement l'importance de la rigueur, qui conduit à entretenir son arme avant de prendre soin de soi, l'importance de la discipline, qui permet d'exécuter exactement l'ordre reçu au risque sinon de remettre en cause la manœuvre de l'unité, l'importance de la confiance, quand on s'en remet à ses camarades pour être appuyé face à l'ennemi. Les vertus militaires ne sauraient être un modèle passe-partout pour des institutions en quête de réformes, car leur finalité les distingue au plus haut point : l'endurance, la patience, la force d'âme sont toutes orientées vers l'hypothèse tragique de donner la mort, voire de la recevoir.

Les armées françaises combattent pour des valeurs, elles combattent par des vertus. L'une des manifestations les plus éclatantes de ce principe est la capacité à maîtriser la violence. Fortes de vertus

profondément enracinées et cultivées au quotidien, à l'entraînement et en opération, elles font preuve en permanence de cette maîtrise. En 1993 à Mogadiscio, le colonel de Saqui de Sannes commandait un détachement de l'opération Oryx. Engagé au secours de Casques bleus marocains, il choisit durant les combats qui vont durer plusieurs heures de ne pas tirer à l'arme lourde sur les combattants ennemis qui s'abritaient derrière des civils. Privilégiant le recours à des tirs de précision, il maîtrisa la violence et évita ainsi les dommages collatéraux et l'escalade, que devaient connaître quelques mois plus tard les forces américaines dans des conditions à peu près analogues.

À rebours de cette fascination pour les armées considérées à travers le prisme de l'action, on retrouve également chez le politique un soupçon récurrent, alimenté par une supposée tentation de s'ériger en conservatoire de valeurs ou de vertus désuètes. Il n'est pas faux de dire que les vertus que les armées cultivent – et souvent revendiquent – sont régulièrement bousculées par les évolutions rapides d'une société civile plus prompte à contester. Une brève réflexion autour de la fidélité peut apporter quelques éléments de réponse face à ce soupçon.

Le respect de cette vertu est fondamental pour l'exercice du métier des armes : fidélité à la parole donnée, à ses camarades, à ses chefs et à ses subordonnés. Une exigence qui ne s'arrête pas aux portes du quartier ou à celles de la base. Sur certains théâtres d'opérations, la situation tactique permet aux soldats de bénéficier d'occasions de se détendre et de se ressourcer, parfois dans le cadre de sorties. Des tentations peuvent alors se présenter, qui mettent à l'épreuve l'engagement personnel de certains, contracté, formellement ou non, envers une personne généralement restée en métropole. Le besoin de séduction, d'intimité ou tout simplement d'échange peut alors s'engouffrer dans les brèches de la résolution ; certains franchissent le pas, en dépit de la parole donnée. Or, l'exigence de fidélité est totale et ne se négocie pas : comment penser que celui qui rompt son engagement personnel va respecter celui qui le lie à ses frères d'armes et à son unité ? Il ne s'agit donc pas de porter un jugement sur la conduite de l'un ou de l'autre, mais d'exiger une cohérence totale de la part de ceux à qui nous remettons notre vie et le succès de la mission. En ce sens, la promotion des vertus tient nettement plus du souci d'efficacité opérationnelle que de la conformité à un modèle moral.

Pour autant, il est essentiel pour les armées de rester connectées à la société et à ses évolutions. C'est le cas dans les faits, puisque leurs forces vives sont formées par une jeunesse qui, lorsqu'elle rejoint les rangs, apporte avec elle sa fraîcheur et son dynamisme. Il s'agit donc de veiller soigneusement sur ce lien armée/nation, fondamental, sans rien céder sur le « socle », au risque de perdre en efficacité

opérationnelle. Sans rien céder, car cela serait ouvrir la porte à la banalisation des armées et du métier militaire, à travers notamment la remise en cause du statut militaire.

L'honneur, vertu en action et valeur militaire par excellence

Il existe toutefois une exception, qui confirmerait la règle proposée de valeurs pour lesquelles on combattrait et de vertus par lesquelles on combattrait. L'honneur pourrait en effet être considéré à la fois comme une valeur et comme une vertu. Les drapeaux et étendards des unités des armées françaises portent tous l'inscription « Honneur et Patrie ». Si Monique Castillo écrit que l'honneur est une vertu en action³, force est de constater qu'il est également une valeur qui guide l'action militaire. À Camerone, les légionnaires du capitaine Danjou prêtèrent tous serment de poursuivre un combat perdu d'avance face à des forces très supérieures en nombre. Il s'agissait pour eux d'être fidèles à leur engagement, quitte à sacrifier leur vie pour le succès de la mission : en mobilisant les forces mexicaines, ils accroissaient les chances du convoi logistique français de ne pas être attaqué. Manquer à cette parole eût été manquer à l'honneur. À Bir Hakeim, la 1^{re} brigade française libre résista à l'Afrika Korps pendant plus de deux semaines, offrant à la 8^e armée britannique le temps de se renforcer et de remporter la première bataille d'El-Alamein. Défaite tactique, indiscutable, victoire stratégique, retentissante, qui porta d'ailleurs bien au-delà du théâtre nord-africain. « Sachez et dites à vos troupes que toute la France vous regarde et que vous êtes son orgueil », écrivit le général de Gaulle à Kœnig.

S'il fallait une autre illustration de l'appartenance de l'honneur aux valeurs et aux vertus militaires, on pourrait évoquer le Code d'honneur du soldat français. Quand le titre de ce code en vigueur dans l'armée de terre fait explicitement de l'honneur la valeur guide des vertus du soldat, son article 2 précise qu'en toutes circonstances, le soldat se conduit « avec honneur, courage et dignité ».

Inspirer la société

Comme l'écrit le général Bachelet⁴, « l'armée française est porteuse d'une culture qui est l'expression militaire d'un humanisme

3. M. Castillo, *op. cit.*

4. J.-R. Bachelet, « D'un socle commun à des convictions partagées », *Inflexions* n° 11, 2009, pp. 13-27.

multiséculaire ». Les armées peuvent, et doivent, jouer un rôle d'inspiration dans notre société moderne, trop souvent portée sur la compassion victimaire et qui accorde une importance démesurée aux traumatismes de tous ordres que la vie peut infliger à chacun de nos concitoyens.

Or les militaires ne sont pas des victimes : ils sont des héros qui acceptent consciemment d'engager leur vie pour défendre la France, ses intérêts et les valeurs qu'elle incarne, partout où c'est nécessaire. Rien ne peut inspirer davantage que la recherche et le sentiment de cette responsabilité partagée dans l'engagement de nos armées, qui est une responsabilité de tous nos concitoyens.

Enfin, les militaires sont ceux qui se sont engagés et qui cultivent des vertus, parce qu'elles sont la garantie de leur efficacité opérationnelle ; ils sont ceux qui maîtrisent en permanence l'exercice de leur violence, au nom des valeurs de la France. Nul doute qu'il y a là matière à nourrir quelque réflexion au sein de la société. ┘



MICHEL GOYA

VALEURS, VERTUS ET VAINQUEURS

La guerre est chose importante et le combat chose risquée. On ne peut s'y engager sans y être poussé ou tiré par quelque chose de plus fort que le danger. On ne part pas se battre sans des valeurs à défendre et des vertus à honorer, le tout dans le cadre d'une vision particulière de la guerre. La bataille est ainsi d'abord une confrontation entre un rôle que l'on croit devoir jouer, voire que l'on aimerait jouer, et la réalité de ce qui est demandé. Dans l'absolu, il devrait y avoir correspondance. Le cadre mental, à la fois guide et moteur de l'action, devrait logiquement partir des missions que l'on aura à mener afin de s'y préparer et de s'y conformer au mieux. C'est parfois le cas, lorsque la forme de la guerre est bien connue, évolue peu et qu'elle se déroule entre adversaires qui se ressemblent. Le fils combattrait alors comme son père et sera initié très tôt dans ce qu'il est convenable et même recommandé de faire pour être honoré dans un tel contexte.

Mais dès que l'on sort de ce cadre précis et que l'on introduit quelques différences ou turbulences, l'accord entre ce qui est prévu et ce qu'il advient réellement disparaît très vite. De fait, comme ces changements sont plutôt fréquents et, qu'inversement, les codes de comportement sont des choses plutôt rigides, la rencontre entre le prévu et le réel tient le plus souvent du hasard, parfois heureux, parfois dramatique, mais presque toujours surprenant. Cette rencontre entraîne en fait très souvent une tension entre le souhaitable, pour être vainqueur, et le souhaité, pour respecter les exigences de son milieu, qui ne s'apaise que lorsque survient un nouvel équilibre précaire.



Pas plus de quatre pas en arrière

Le 16 novembre 1351, le roi de France Jean II dit le Bon fonde l'ordre de l'Étoile, un ordre de chevalerie destiné à rivaliser avec celui de la Jarrettière, qui attire depuis trois ans les meilleurs chevaliers du temps au service du roi d'Angleterre Édouard III. Empreint de l'esprit des *Demandes pour la joute, les tournois et la guerre* de Geoffroi de Charny, Jean le Bon se veut lui-même héros, mais aussi vainqueur dans le conflit permanent qui l'oppose aux prétendants au trône de France, Édouard III et Charles de Navarre. L'ordre de l'Étoile, dont il est le grand-maître, est ainsi conçu aussi pour régénérer une armée royale profondément affectée par le désastre de Crécy cinq ans plus tôt.

La bataille de Crécy a en effet marqué les esprits, car plus de mille cinq cents chevaliers, dont onze de haute noblesse, y sont morts. Une immense surprise à une époque où ceux-ci meurent finalement assez peu sur le champ de bataille, protégés à la fois par leurs armures et par les conventions qui autorisent le paiement d'une rançon en échange de la vie sauve. Cette fois, les chevaliers français ont été fauchés par les archers puis par les fantassins ou les chevaliers anglais à pied qui, pressés par le temps et dans l'incapacité d'emmener avec eux des prisonniers, n'ont eu aucune pitié pour les hommes à terre.

La surprise est donc autant sociale que tactique. Certes, des années plus tôt, en 1302, une autre armée de chevaliers français s'était engluée dans la boue en chargeant à Courtrai, et plusieurs centaines de comtes, de barons et de chevaliers avaient été massacrés par des miliciens flamands, mais on pouvait accorder à ces gueux chanceux l'excuse de l'ignorance de la bonne conduite sur le champ de bataille. La bataille de Courtrai avait donc été classée comme une anomalie, puisque son issue n'était pas celle « normale » d'un affrontement. Mais à Crécy, on se trouvait entre gens du même milieu culturel et les Anglais n'ont « pas joué le jeu » : non seulement ils ont abusé des armes de jet, ces armes si viles par rapport au « vrai combat », celui au corps à corps, mais en plus ils ont tué les nobles.

Déjà les cités grecques de l'époque préclassique (800-500 av. J.-C.) avaient mis beaucoup de temps à instaurer un ensemble de normes et de règles pour régler leurs différends. La guerre se limitait alors à une ou deux batailles d'hoplites, grands chocs très ritualisés de guerriers-agriculteurs qui pouvaient, l'espace de quelques heures, acquérir de la gloire, le *kydos*, avant de repartir travailler aux champs. Mais face à des étrangers à ce cadre commun, comme les Barbares perses, il n'y avait plus aucune convention ni aucune limite à la violence. Puis, à l'intérieur même de ce cadre, certaines cités n'ont plus joué le jeu. En devenant invincible sur le champ de bataille, l'armée spartiate ne donnait plus envie de l'y rencontrer – comment acquérir de la gloire si on est forcément vaincu ? Et en ne dépendant plus de l'agriculture pour vivre, Athènes se moquait que le roi lacédémonien Archidamos détruise les récoltes pour l'obliger au combat. En outre, en écrasant la flotte perse à Salamine (480 av. J.-C.), les Athéniens avaient donné des lettres de noblesse à une autre forme de guerre, aussi pouvaient-ils refuser dans l'honneur la grande bataille hoplitique pour privilégier des expéditions navales¹.

1. Sur cette question voir Victor David Hanson, *Le Modèle occidental de la guerre*, Paris, Les Belles Lettres, 1990, et sa discussion par John Lynn dans le premier chapitre de *Battle : A History of Combat and Culture*, Basic Books, 2003.

Au moins y avait-il eu du côté athénien une réflexion préalable à la guerre. Rien de tel en France au début de la guerre de Cent Ans. En 1346, le conflit a déjà six ans. Il a commencé par un désastre, celui de la flotte française à l'Écluse. En six ans, les Français ont eu tout le loisir d'étudier comment l'armée du roi Édouard III combattait, mais ils n'ont changé en rien leur pratique avant le choc de Crécy. Après celui-ci, il a bien fallu s'interroger. Une analyse froide et rationnelle de la bataille aurait montré que la déroute française était le résultat d'un système tactique anglais très supérieur à celui du roi de France, en grande partie grâce aux barrages constitués de plusieurs milliers d'archers équipés du redoutable arc gallois. Mais l'analyse ne fut pas rationnelle et même largement biaisée.

Dans l'image qui se dégagea de la bataille, l'analyse tactique compta peu au détriment de la comparaison des vertus. On retint donc la « lâcheté » du contingent d'arbalétriers génois, et qu'il fût engagé à la hâte, épuisé, sans protection des pavois, sous une pluie qui rendait délicat l'emploi des arbalètes et sous les milliers de flèches anglaises ne comptait pas. La bataille a même commencé par l'engagement de la chevalerie française contre ces mercenaires, alliés sur le terrain, mais si éloignés socialement et culturellement, qui se repliaient. Elle s'est poursuivie par plus de quinze charges désordonnées et impuissantes, brisées par les traits anglais. Une seule parvint à franchir les pièges, à mettre en fuite quelques archers pour se retrouver finalement arrêtée par les chevaliers anglais à pied et les fantassins disciplinés. Bien au-delà des gens de peu munis d'un arc, qui sont à peine évoqués dans les récits, c'est bien la discipline des « homologues » chevaliers qui est retenue. Aussi Jean le Bon croit-il pouvoir retrouver le chemin de la victoire non pas en créant à son tour un corps d'archers, mais en disciplinant sa chevalerie. Soldés par le roi de France, les membres de l'ordre de l'Étoile doivent ainsi jurer de ne jamais tourner le dos à l'ennemi ; lors de leur première réunion, ils promettent même de ne jamais reculer de plus de quatre pas face à l'adversaire.

Dans le délicat arbitrage entre *virtus*, le courage physique et homérique, et *disciplina*, le courage stoïcien du combattant aligné, que décrit Jon E. Lendon dans *Soldats et Fantômes*, le chevalier peut donc toujours témoigner de sa prouesse dans les duels, mais ceux-ci se feront à pied et en ligne au côté de ses pairs². On connaît la suite. Dix ans après Crécy, l'armée du roi de France rencontre celle du prince de Galles près de Poitiers. Tactiquement, la bataille est une réplique de celle de Crécy, les masses françaises désordonnées se faisant à nouveau étriller par les archers anglais, à pied plutôt qu'à cheval cette fois, mais les résultats stratégiques sont encore plus désastreux puisque le roi, à

2. J. E. Lendon, *Soldats et Fantômes. Combattre pendant l'Antiquité*, Paris, Tallandier, 2009.

la tête de ses chevaliers de l'Étoile, refuse de reculer conformément au code d'honneur. Tous sont donc tués, tel Geoffroi de Charny, ou capturés, tel Jean le Bon, ce qui conduira à une profonde crise dans le pays, au paiement d'une énorme rançon et à la perte du tiers du territoire au profit du roi d'Angleterre. L'attachement forcené d'un homme et d'une catégorie socio-militaire à une forme précise de démonstration du courage homérique, en décalage avec les nécessités du réel, aura ruiné le pays. Pour autant, le courage et l'infortune du roi provoquent une grande sympathie dans le royaume : le « Père, gardez-vous à droite ; Père, gardez-vous à gauche » de son fils cadet, Philippe le Hardy, a été pieusement conservé dans le roman national.

Moins flamboyant, Charles V, d'abord dauphin et régent puis successeur de Jean, n'apparaît jamais sur le champ de bataille. Il considère la défense du royaume comme une valeur supérieure à la démonstration de ses propres vertus guerrières, par ailleurs réduites. Il a aussi l'intelligence, en 1370, de désigner Bertrand du Guesclin comme connétable de France, c'est-à-dire chef des armées. Du Guesclin est l'antithèse d'un Jean de Luxembourg, grand noble chargeant à Crécy aveuglément, au sens premier comme au figuré. Il est même l'un des rares grands chefs français à utiliser la ruse, une qualité jugée vile par la noblesse. Mais nécessité fait alors loi et, à la manière athénienne et avec plus de succès, la ruse d'un du Guesclin permet d'obtenir finalement bien plus de résultats stratégiques que les folles charges droit sur l'ennemi.

L'affaiblissement du royaume avec la folie de Charles VI consacre pourtant le retour de celles-ci. Il y a d'abord la victoire sur les Flamands à Roosebeke, en 1382, revanche de Courtrai, où on s'empresse de massacrer impitoyablement ceux dont les ancêtres avaient trahi les conventions humanitaires de la noblesse. Cette dernière refait enfin de la « vraie guerre » et les choses semblent rentrer dans l'ordre après une parenthèse malheureuse, jusqu'à ce que les mêmes causes produisant les mêmes effets : les charges de chevaliers viennent à nouveau se briser sur les lignes anglaises, à Azincourt cette fois, en 1415.

Épées et machines

La leçon porta, non pas dans la noblesse française, mais chez le roi de France Charles VII et le connétable de Richemont, qui, non sans mal, imposèrent leur autorité et créèrent un nouveau modèle d'armée. Fut alors instauré, presque définitivement, un nouveau contrat social où la bourgeoisie acceptait d'échanger l'impôt contre

la sécurité assurée par l'État détenteur du monopole de l'emploi de la force. Dans une sorte de partenariat public-privé, le roi finançait ainsi une armée encadrée par ordonnances où coexistaient l'aristocratie et l'armée royale faite de mercenaires et d'entrepreneurs, en particulier dans l'artillerie et les armes à feu. La fougue, plus ou moins contrôlée, côtoyait la science et l'esprit de géométrie des jardins à la française, selon des dosages qui allaient varier en fonction des époques.

En ce milieu du XV^e siècle, cet équilibre est plutôt bon et l'armée du roi de France est irrésistible. Elle écrase les Anglais en quelques années, puis, à la fin du siècle, sous la conduite de Charles VIII, pénètre en Italie pour la première fois. Le pays est voisin et pourtant l'apparition des Français y est aussi bouleversante que celle des Turcs dans les Balkans ou des Espagnols chez les Aztèques. Les guerres entre les cités italiennes étaient en effet confiées à des entrepreneurs guerriers, les condottieres, qui prenaient soin du capital humain dont ils avaient le commandement, un peu par humanité, beaucoup par intérêt économique. À l'instar de celles des cités grecques, elles s'y déroulaient selon des règles communes, mais la forme y était inverse, toute de manœuvres et de sièges savants, avec le moins de risques possibles.

L'arrivée des Français bouscule ces équilibres. L'artillerie française met à bas les châteaux avec une grande facilité, et les compagnies de gendarmes, la chevalerie soldée et encadrée ne font pas de quartier. La première guerre d'Italie est, au moins initialement, une guerre éclair pour les Français dont le roi, très chevalier, poursuit le rêve de libérer Jérusalem des mahométans. Et puis les adversaires s'adaptent, imitent leur modèle et les batailles redeviennent indécises – on en fait donc moins –, et les sièges plus difficiles – on y passe à nouveau plus de temps.

On assiste alors à un basculement de valeurs. La conjonction du développement de l'esprit scientifique et des techniques nouvelles, sur terre ou sur mer, transforme les troupes et les navires en grandes machines où le soldat n'est qu'un rouage. La fougue, incarnée par le prince de Condé, vainqueur de la bataille de Rocroi en 1643, reste une valeur sûre, mais la mode est plutôt aux beaux ordonnancements. Pour savoir ce qui est prestigieux en France, il faut observer où se montre le roi. Or, Louis XIV, le « grand roi », n'apparaît que lors des sièges. Les batailles sont confuses et donc déplaisantes à l'esprit du temps ; les sièges en revanche, surtout ceux conduits par Vauban, membre de l'Académie des sciences, sont sûrs et donc beaux – lorsque l'on invente les premières décorations, comme l'ordre de Saint-Louis, celles-ci ressemblent d'ailleurs étrangement à des forteresses en étoiles³.

3. Sur la guerre dans la période classique, voir H. Drévillon, *L'Individu et la Guerre. Du chevalier Bayard au soldat inconnu*, Paris, Belin, 2013.

L'imaginaire demeura longtemps réticent à ce grand basculement. Plus les batailles échappaient au code de chevalerie, plus on demandait de la discipline, et plus on développait joutes et tournois pour montrer sa *virtus*, son courage individuel. Ce qui était au départ un entraînement au combat réel devient une guerre idéale de substitution. Les choses y sont parfaites puisque l'on s'affronte entre pairs, selon des codes bien précis et sous le regard des dames de la noblesse, avant de banqueter. Lorsqu'en 1559 Henri II est tué des suites d'une joute, la schizophrénie est totale. Les tournois ne sont plus qu'un sport, forme très abstraite et aseptisée, quoique toujours violente, des vrais combats que le roi a lui-même conduits en Italie. Il faut ce choc pour éteindre cette lumière résiduelle d'une étoile disparue. La reine Catherine de Médicis interdit tous les tournois et les joutes sur le sol français.

Ils persistent pourtant sous la forme des duels individuels ou collectifs, bien plus excitants pour l'imagination que la laborieuse guerre de siège ou que les batailles à tirs de ligne sous la fumée des poudres. Ce sont des duels que décrit Alexandre Dumas dans *Les Trois Mousquetaires*, pas des batailles rangées ! Par un étrange effet de décalage, duels et joutes sont remplacés dans les cérémonies par des parades et des manœuvres en ordre serré, désormais, et depuis longtemps, encore moins réalistes que les tournois de l'époque d'Henri II. Peut-être en est-il toujours ainsi... La guerre réelle produit une imagerie qui perdure souvent bien au-delà de sa disparition, dans les démonstrations, les films, les sports ou les jeux d'enfants, notamment de ceux qui envisagent d'être soldats et qui sont souvent surpris lorsqu'ils le deviennent.

Turbulences

La réalité du combat change à la fin du XVIII^e siècle avec la transformation de son contexte. Ce n'est alors pas tant une évolution des techniques qui modifie tout qu'un nouveau regard. En prenant modèle sur les cités antiques grecques et romaines, les nouvelles républiques américaine et française considèrent chaque citoyen comme un soldat potentiel, capable d'initiative et de courage, des vertus que jusqu'alors s'arrogeait l'aristocratie. Une vision qui permet d'enrôler des masses inédites de combattants par conscription, mais qui modifie aussi la forme des combats. Les armées des guerres en dentelles étaient étroitement contrôlées et encadrées, car on craignait la désertion ; on était donc réticent à l'emploi des tirailleurs, ces soldats combattant seuls en avant des troupes et surtout à la poursuite de l'ennemi en repli, de peur de disloquer son propre dispositif. Toutes ces craintes

disparaissent dans les armées de la Révolution et de l'Empire, et les affrontements deviennent d'un seul coup plus décisifs. Avec en plus le développement des routes et de la cartographie, l'heure n'est plus aux sièges savants, mais aux manœuvres et aux grandes batailles. Avec de surcroît le génie de Napoléon, un homme qui n'aurait jamais accédé à de hautes fonctions dans un autre système politique, les petites armées professionnelles des monarchies, où le soldat rare et cher est à la fois préservé et contrôlé, sont balayées par les armées françaises avant, une nouvelle fois, de les imiter⁴.

Vient ensuite la transformation des conditions matérielles du combat dans une révolution technique militaire qui s'étend des années 1840 à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Sa première poussée est une augmentation phénoménale de la puissance de feu. Les fusils à âme rayée tirent toujours plus loin, plus vite et plus précisément, suivis des canons et des armes automatiques. Et pendant ce temps on se déplace toujours à pied ou à cheval et on commande avec des messagers. Cela place les penseurs militaires dans la perplexité. Que va-t-on demander aux soldats pour s'adapter au nouveau contexte ? Faut-il combattre de manière dispersée pour échapper aux feux ? C'est l'esprit des bataillons de chasseurs, mais cela suscite de nombreuses réticences. Combattre caché, camouflé voire couché, et qui plus est en tenue terne, est qualifié de « combat d'Indiens » par les adeptes du combat debout, en ligne et en bel uniforme, qui constatent aussi plus sérieusement que les soldats non contrôlés ne parviennent pas à s'emparer d'une position et se contentent de « tirailler ». Il y a donc une autre tendance qui considère qu'il faut surmonter le blocage par un surcroît d'énergie et d'esprit de sacrifice, par des assauts résolus sous la conduite d'officiers ardents⁵.

La nouveauté de l'époque est aussi que l'on sait ce qui se passe ailleurs. En 1905, les Français sont frappés par la victoire des Japonais sur les Russes, et s'identifient facilement à eux face aux Allemands. Le courant « sacrificiel », soutenu par un renouveau spirituel catholique, s'impose et est connu depuis sous l'appellation « offensive à outrance ». L'idée, portée initialement par de jeunes officiers contre leurs anciens, est de terminer la guerre au plus vite, car, croit-on, la France ne peut concurrencer la puissante Allemagne sur la durée ; pour cela il faut faire preuve de la plus grande agressivité possible en portant le maximum de troupes à l'avant et « sauter à la gorge de l'ennemi dès qu'on le rencontrera » selon les mots du colonel de Grandmaison, le

4. J. Lynn, *The Bayonets of the Republic: Motivation and Tactics in The Army of Revolutionary France, 1791-94*, University of Illinois Press, 1984.

5. P. Griffith, *Forward into Battle: Fighting Tactics from Waterloo to the Near Future*, Presidio Press, 2008.

représentant le plus connu de cette école de pensée.

La guerre est un révélateur, et la confrontation de cette vision avec la réalité montre un décalage catastrophique. À la fin du mois d'août 1914, on compte plusieurs milliers de soldats français tués (jusqu'à plus de vingt mille en une seule journée), la plupart dans des assauts stériles. La figure du soldat qu'il aurait fallu former apparaît dans l'épreuve : résistant plus qu'ardent, stoïque plus qu'homérique, travailleur, technicien et tacticien précis sur quelques centaines de mètres encombrés. Dans un mépris peu différent de celui des armées d'Ancien Régime, on avait cru cela impossible. Dans ses deux années de service avant-guerre, le conscrit artilleur n'était formé que sur quatre types de tir au canon de 75 mm. On pensait alors avoir atteint sa limite cognitive. Pendant la guerre, il en fera six fois plus. La contradiction entre la dispersion nécessaire et le contrôle obligatoire des fantassins, qui hantait tant les esprits, est résolue en faisant confiance aux jeunes sergents auxquels on confie le commandement tactique d'un groupe de combat. À l'inverse de la Révolution française, où la redéfinition des valeurs et des vertus, ou plus exactement la redéfinition de ceux qui pouvaient les porter, avait modifié la réalité, c'est cette fois la guerre industrielle qui impose ce qui est désormais vertueux et ceux qui le sont.

Si ce sont les sociétés qui secrètent les valeurs à défendre, ce sont les contextes qui modèlent les vertus qui serviront à cette défense. Or ces contextes, en raison des évolutions politiques, idéologiques, techniques ou autres, sont désormais très changeants. Il faut donc régulièrement se demander si le comportement que l'on croit vertueux sur le champ de bataille est vraiment adapté ou s'il ne va pas conduire à une catastrophe.

Le 9 février 1933, à l'issue d'un débat célèbre de l'Oxford Union Society, les membres de la prestigieuse université, marqués par le souvenir des horreurs de la Grande Guerre, votent à une écrasante majorité leur refus de mourir « pour le roi et la patrie » si ceux-ci se trouvaient menacés. Six ans plus tard, au même endroit, la Royal Air Force viendra recruter des pilotes parmi les étudiants et les volontaires afflueront en masse. Le contexte avait changé, et il est vrai qu'on ne leur demandait pas alors de mourir de la même façon. ─



XAVIER BONIFACE

CAS DE CONSCIENCE : LES INVENTAIRES

En 1907, dans *L'Émigré*, le romancier catholique Paul Bourget relate le cas de conscience d'un officier au moment des inventaires des biens ecclésiastiques, lors de la séparation des Églises et de l'État. Le lieutenant en question choisit de « briser son épée », c'est-à-dire de renoncer à la carrière des armes, plutôt que d'exécuter des ordres visant à assurer le bon déroulement de l'inventaire d'une église, qui heurtent ses convictions religieuses. Cette fiction littéraire fait écho à ce qu'ont accompli en 1906 une vingtaine d'officiers alléguant leur conscience, leur honneur et leur foi pour refuser de telles missions. En revanche, la majorité des militaires requis ont exécuté le maintien de l'ordre attendu, même si certains d'entre eux pouvaient en réprocher l'esprit ou la légitimité, en invoquant le respect de la discipline et le devoir. Dans quelle mesure les références aux notions de valeur et de vertu pourraient-elles éclairer ces différentes attitudes ? La première a une dimension éthique qui renvoie à ce que ces officiers jugent estimable ; la seconde recouvre des qualités reconnues, comme le courage et la conformité à un idéal. La présentation du cadre d'intervention de l'armée, puis des comportements des officiers et enfin de leurs légitimations permettra d'en mesurer la portée.



Un cadre d'intervention réglementé

La loi de séparation des Églises et de l'État (1905) a prescrit la création d'associations cultuelles destinées à recevoir et à gérer les biens ecclésiastiques, dont les lieux de culte, qui appartenaient auparavant à l'État, aux départements ou aux communes. À cette fin, il devait être procédé à leur « inventaire descriptif et estimatif », une disposition technique adoptée d'ailleurs sans polémique lors du débat parlementaire. Mais une instruction d'application de janvier 1906 prévoit que les agents qui allaient en être chargés puissent demander, le cas échéant, l'« ouverture des tabernacles ». Cette mesure suscite en particulier l'opposition d'une partie du clergé et des fidèles, qui perçoivent alors les inventaires comme un sacrilège, une profanation, voire les prémices d'une spoliation rappelant la Révolution. La quasi-totalité des contestations émanent des catholiques, les protestants et les juifs acceptant globalement la séparation.

Si la plupart des inventaires s'effectuent dans le calme, quelques-uns néanmoins donnent lieu à des manifestations et à des blocages d'églises dans plusieurs régions rurales, catholiques et périphériques, dont la Bretagne, la Flandre et le sud du Massif central. Les incidents se produisent surtout après les opérations agitées et médiatisées de quelques paroisses parisiennes, et la condamnation pontificale de la séparation au début du mois de février 1906. Afin de prévenir ou de contenir les troubles lorsque les forces de police ou de gendarmerie risquent d'être dépassées, les préfets requièrent l'armée, comme ils le font habituellement pour le maintien de l'ordre lors de grèves ouvrières ou comme ils ont procédé aussi face à l'agitation provoquée par l'application des lois de 1901 et de 1904 sur les congrégations religieuses. Toutefois, la mort d'un homme à Boeschèpe (Nord), le 6 mars 1906, entraîne la chute du gouvernement puis la suspension des inventaires jusqu'en novembre suivant. L'armée est à nouveau requise à la fin de cette année pour des expulsions de séminaires et d'évêchés, que l'Église perd à la suite de son refus d'instituer les associations cultuelles.

Les principes et les modalités de la réquisition de la force armée contre les attroupements, applicables lors des inventaires, sont définis par les lois des 10 juillet et 26 juillet-3 août 1791, que précisent de nombreux textes ultérieurs, dont une instruction du 24 juin 1903 ainsi que les circulaires des 15 janvier 1905 et 20 mars 1906¹. Ces documents déterminent la territorialité des procédures et fondent la suprématie de l'autorité civile requérante, qui fixe l'objet de la réquisition, vis-à-vis du militaire requis, chargé de l'exécution des mesures ; mais la concertation préalable entre les deux est également demandée. Pour éviter d'éventuelles interrogations ou contestations juridiques de la part des exécutants, les réquisitions civiles sont assimilées à des ordres militaires à partir de 1906. L'usage des armes est étroitement circonscrit.

Les missions dévolues aux détachements armés consistent à prévenir et à repousser les attroupements, à prêter main-forte aux personnels chargés d'ouvrir les portes d'églises quand celles-ci sont barricadées et à protéger les agents de l'administration des finances qui effectuent les inventaires. Les forces engagées vont de la section d'infanterie ou du peloton de cavalerie le plus souvent, notamment pour les opérations menées dans des paroisses rurales, à des troupes dépassant le millier d'hommes lors de quelques grosses et rares opérations en ville, comme à Roubaix et à Tourcoing, ou dans les grands sanctuaires, comme celui

1. Voir X. Boniface, « L'armée et le maintien de l'ordre lors de l'application des lois laïques (1902-1906) », *Inflexions* n° 31, janvier 2016, pp. 183-191.

de Sainte-Anne d'Auray, tandis que plusieurs bataillons quadrillent la Haute-Loire au bord de l'insurrection. Il est en revanche difficile de quantifier le nombre d'inventaires auxquels l'armée a pris part : plusieurs centaines sans doute, en tout cas une part minime par rapport aux quarante ou cinquante mille lieux de culte concernés.

Les attitudes des officiers face aux inventaires

Compte tenu des volumes de forces engagés dans la plupart des opérations, les cadres impliqués sont surtout des officiers subalternes, fantassins et cavaliers². La présence de la troupe suffit bien souvent à empêcher les débordements, et il est rare que les militaires doivent concourir à l'entrée en force dans l'église. En général d'ailleurs, les pouvoirs publics cherchent à éviter tout risque d'affrontement direct avec la population.

Cependant, si les officiers exécutent strictement les ordres reçus, cela ne signifie pas qu'ils y adhèrent. D'une part, les missions de maintien de l'ordre leur pèsent. Avec la recrudescence des conflits sociaux à la Belle Époque, l'armée est en effet très sollicitée pour ces interventions. L'instruction des soldats et des cadres s'en trouve réduite, alors même que les conscrits restent moins de temps à la caserne depuis que le service militaire est passé à deux ans pour tous en 1905. Enfin, la troupe n'est ni formée ni équipée pour ces missions, ce qui peut expliquer certains drames comme celui de Fourmies³ en 1891.

Par ailleurs, depuis l'affaire Dreyfus, la majorité du corps des officiers est considérée comme cléricale et réactionnaire. Cette représentation est toutefois à nuancer au regard de la diversité effective de leurs opinions politiques et religieuses. Elle a pourtant conduit le ministre de la Guerre, le général André (1900-1904), à organiser le fichage des officiers en fonction de leurs idées afin de promouvoir les républicains dont l'avancement aurait été entravé par l'institution. Pour les catholiques, la participation de l'armée aux inventaires, après son implication dans l'expulsion des congrégations religieuses en 1902-1904, est parfois perçue comme une épreuve supplémentaire, voire un test de fidélité qui leur serait imposé par la République. Cette situation explique les réticences, voire les refus de certains d'entre eux à obéir. Ces comportements n'en restent pas moins minoritaires

2. Voir X. Boniface, *L'Armée, l'Église et la République (1879-1914)*, Paris, Nouveau Monde Édition/DPMA, 2012, chapitre 7.

3. Le 1^{er} mai 1891, à Fourmies, dans le nord de la France, la troupe met fin dans le sang à une manifestation revendiquant la journée de huit heures. Le bilan est de dix morts, dont deux enfants, et trente-cinq blessés.

selon l'*Almanach du pèlerin*, qui recense seulement vingt-six militaires sanctionnés ou démissionnaires. Quelques dizaines d'autres avaient déjà fait défection lors de l'application des mesures anticongréganistes.

Au-delà de ces chiffres, il est possible d'esquisser une typologie des modes d'action des officiers opposés à ces opérations. Le premier est la démission, comme celle du capitaine de Porcaro, officier de dragons à Dinan, le 26 mars 1906, le jour même de sa promotion au grade de chef d'escadron. Il justifie publiquement son geste par son refus « d'aider au cambriolage des églises ». Des démissions surviennent également après une participation aux inventaires ; une circulaire de mars 1906 impose d'ailleurs au commandement de ne les accepter qu'après que les intéressés ont exécuté les ordres reçus. Mais de tels gestes ne sont pas toujours motivés par de seules considérations politiques et religieuses. Des officiers quittent aussi l'armée pour des raisons matérielles ou à cause de la stagnation de leur carrière, fréquente à l'époque⁴. Quelques-uns sollicitent une mise à la retraite anticipée.

Une autre attitude est celle de l'esquive ou de l'évitement. Certains officiers, à l'instar de deux lieutenants de hussards à Dinan en novembre 1906, s'absentent, de manière régulière ou pas, à l'annonce de la réquisition : ils peuvent n'encourir dans certains cas qu'une sanction légère, même si cela ne s'est pas toujours vérifié après coup. D'autres se font remplacer par des camarades qui ne partagent pas leurs réticences. Lors des premiers inventaires, un officier du 8^e régiment d'infanterie de Saint-Omer prend la place du capitaine Magniez avec l'accord de leur chef de corps⁵. Quelques-uns se contentent de protestations verbales, parfois même après la mission, comme le lieutenant de dragons Peltureau-Villeneuve, qui exprime à un curé de Reims ses regrets d'avoir dû participer à l'opération visant sa paroisse.

Les actes les plus marquants et les plus médiatisés sont la douzaine de refus d'obéissance, dont les deux tiers se sont produits en Bretagne ou à proximité. Certaines opérations donnent lieu à plusieurs désobéissances successives. À Saint-Servan (Côtes-du-Nord), le 23 février 1906, trois officiers, le commandant Héry puis les capitaines Cléret-Langavant et Spiral⁶, expriment tour à tour leur refus de faire forcer la porte de l'église.

De telles attitudes sont durement sanctionnées, tant du point de vue disciplinaire que pénal. Des officiers incriminés sont mutés

4. Général Pédoya, *L'Armée évolue*. T. III, *Désirs et plaintes des officiers*, Paris, Chapelot, 1909, p. 15.

5. L. Ducrocq, *Sous la hache du bourreau*, Paris, A. Taffin-Lefort, 1909, pp. 104-105.

6. Commandant Héry, *Les Inventaires de Saint-Servan. Le deuxième procès de Rennes*, Niort, G. Clouzot, 1907.

d'office quand ils n'ont fait que protester, les autres sont placés en non-activité par retrait d'emploi et comparaissent devant des conseils de guerre. Les juges militaires se montrent en général compréhensifs et indulgents, d'autant que le droit de réquisition donne lieu à interprétations. En revanche, le capitaine Magniez, le dernier officier à avoir refusé d'obéir en novembre 1906, est condamné à la destitution. Ces procès aident par ailleurs à saisir les motivations des officiers.

Les légitimations des attitudes des officiers

Les officiers qui ont exécuté les ordres sans discuter, mais pas nécessairement sans les réprouver, s'en sont peu justifiés après coup. Le catholique colonel (futur général) d'Amade, alors chef de corps du 77^e régiment d'infanterie, a seulement reconnu, après l'inventaire du séminaire de Beaupréau, que « si désagréable [...] ait été le devoir, c'était le devoir, et chacun l'a rempli ». Mais l'une des objections les plus fréquentes élevées contre les attitudes de refus renvoie à la nature de l'obéissance militaire. Si des soldats ne veulent pas exécuter les missions qui leur déplaisent en période de paix, qu'en sera-t-il en temps de guerre ? Quel modèle d'obéissance est ainsi donné aux subordonnés ? Certains de ces derniers ne pourraient-ils s'en prévaloir pour refuser à leur tour de maintenir l'ordre au moment des grèves ?

Au-delà des arguments juridiques contestant la légalité des réquisitions, les officiers parfois présentés comme « réfractaires » justifient plus profondément leur refus d'obéissance par le primat accordé à la conscience, à l'honneur et à la foi. Le capitaine Magniez affirme ainsi : « Chrétien dans l'âme, j'aimerais mieux être fusillé [...] que de commettre un sacrilège, ou de commander de le commettre. [...] Nul n'a le droit de donner certains ordres dont l'exécution viole la conscience de tous les catholiques. Ce serait, pour moi, renier mon baptême et me rendre parjure⁷. » Le capitaine Spiral est convaincu aussi d'« avoir fait [son] devoir, dicté par [sa] conscience, d'accord avec l'honneur », tandis que le capitaine Cléret-Langavant était prêt « à faire à la patrie tous les sacrifices », mais pas celui de l'honneur, qu'il veut « garder intact »⁸.

Ces officiers jugent leur droit à l'objection de conscience supérieur au devoir d'obéissance, alors que l'ordonnance de 1873 stipule que « la discipline [fait] la force principale des armées » et exige que « les

7. Ducrocq, *op. cit.*, p. 196.

8. Héry, *op. cit.*, pp. 237-238.

ordres soient exécutés littéralement, sans hésitation ni murmure ». Pour dépasser cette contradiction, le monarchiste général Donop explique que « les droits de l'autorité et les devoirs de l'obéissance restent, dans l'armée comme ailleurs, soumis aux lois morales qui constituent toute autorité et toute obéissance ». Or « bon nombre de lois nient Dieu, la loi naturelle et la liberté humaine », ce qui les rend injustes⁹. En alléguant leur conscience, les officiers font en quelque sorte prévaloir l'éthique de conviction sur l'éthique de responsabilité, selon la distinction établie par Max Weber : l'une, radicale, inconditionnelle et absolue, renvoie à celle du croyant ; l'autre est celle du responsable qui cherche à mesurer les conséquences temporelles de ses décisions.

L'argumentaire des « réfractaires » ne fait jamais mention de fidélité aux « valeurs ». Néanmoins, celle-ci peut apparaître comme implicite et sous-entendue par les déclinaisons que ces officiers en font : la justice, la morale et surtout l'honneur, référence chevaleresque prégnante dans la culture militaire. Leur appel à la conscience renvoie par ailleurs au discernement des valeurs auxquelles ils n'entendent pas déroger. Celles-ci font donc l'objet d'une adhésion individuelle et d'une appréciation subjective, même si elles relèvent d'un patrimoine collectif. En l'occurrence, celui-ci pourrait correspondre, selon l'une des catégories distinguées par Monique Castillo, au système de valeurs traditionalistes fondé sur la transcendance¹⁰, dans la mesure où les « réfractaires » font aussi état de leur foi. Ils ne contestent pas non plus ouvertement la loi de séparation ou les inventaires, ni même le régime républicain, mais seulement l'obligation qui leur est imposée de prendre part à certaines missions : c'est le registre personnel qui est mis en avant.

Les officiers qui ont exécuté les ordres ne se réfèrent pas davantage à des valeurs pour justifier leur obéissance. La discipline à laquelle ils consentent fonde leur action : elle n'est pas mythifiée pour autant, mais simplement respectée et appliquée parce qu'elle est réglementaire. Comme l'a résumé le général de Galliffet à la suite de condamnations prononcées par les conseils de guerre à l'encontre de « réfractaires » : *dura lex, sed lex*. Le loyalisme de la majorité peut ainsi suggérer, d'après la typologie de Monique Castillo, son adhésion au système de valeurs modernistes, fondées sur la raison – qui peut contribuer à l'obéissance. Toutes ces valeurs sont pensées au pluriel : elles doivent être distinguées de la valeur singulière, dont l'acception militaire traditionnelle – associée précisément à la discipline dans la devise de la Marine – est le courage : mais il s'agit alors de vertus.

9. Général Donop, *Commandement et Obéissance*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1908, pp. 53 et 69.

10. M. Castillo, *Faire renaissance. Une éthique publique pour demain*, Paris, Vrin, 2016.

Les officiers et leur entourage n'invoquent d'ailleurs pas davantage la vertu (ni les vertus), simplement le « devoir ». À la différence des valeurs, qui supposent une légitimation en partie personnelle, celle-là fait l'objet d'une reconnaissance morale extérieure à celui qui la pratique. Ce peut être la société ou l'institution. À la fin du Second Empire, un petit livre distinguait, parmi les vertus militaires, l'héroïsme, la foi et la piété, ainsi que le courage et le désintéressement. Pour son auteur, « la religion qui prescrit le sacrifice, l'obéissance, le dévouement aux autres, qui défend la mollesse, réprouve l'orgueil, interdit l'égoïsme, est la religion de l'homme de guerre »¹¹. Des propos analogues saluent quarante ans plus tard les « réfractaires », notamment dans les milieux catholiques intransigeants qui les soutiennent et qui présentent leur éviction de l'armée comme un « sacrifice », voire un « martyr ». Cette interprétation religieuse reste néanmoins circonscrite à ces courants. À l'inverse, les officiers qui ont obéi et fait preuve de discipline lors des inventaires incarnent également, auprès de l'armée, de la nation et de l'État, une représentation de la vertu militaire par leur rigueur professionnelle.

Il serait possible enfin de distinguer la légitimité dont se prévalent les « réfractaires » au nom de leur conscience, et la légalité revendiquée par les autres officiers attachés au respect des règlements de discipline.

Les officiers chargés de concourir à l'exécution des inventaires expriment donc, par leur refus ou leur acceptation de cette mission, deux conceptions du devoir et de l'honneur. L'une met en avant le devoir moral imposé par la conscience et à la fidélité duquel s'attache l'honneur ; l'autre insiste au contraire sur le devoir militaire fondé sur le respect strict et sacré d'une discipline librement consentie, ce qui est également une source d'honneur. La référence aux valeurs et aux vertus, même si elle n'est pas explicite chez les protagonistes de cette histoire, peut en partie s'appliquer à la légitimation des actes des uns et des autres. Ces deux notions en effet ne s'opposent pas dans ce contexte particulier : elles se croisent en fonction des interprétations et des points de vue personnels ou collectifs. Ce moment de tensions des inventaires a aussi été une étape dans la réflexion sur la nature de l'obéissance militaire, dont les événements, et les choix qu'ils ont impliqués, en 1940, 1942 ou 1961, ont constitué d'autres jalons plus cruciaux encore. ─

11. J. Aymard, *Les Vertus militaires*, Lille/Paris, Librairie Lefort, 4^e édition 1871.



FRÉDÉRIC GOUT

OPÉRATION SERVAL

« Le soldat de France fonde son action sur une déontologie de la force empreinte de prudence, de tempérance et de justice. Cette force maîtrisée est ainsi la combinaison d'une préparation individuelle, d'un entraînement collectif et d'une force morale »

(Livre vert de l'armée de terre, *L'Alliance du sens et de la force*)

Le 11 janvier 2013, une attaque de djihadistes est lancée au Mali. Déjà maîtres de la partie nord du pays, ils ont l'intention de s'emparer de l'ensemble du territoire. Ils foncent vers le sud et approchent des rives nord du fleuve Niger qu'ils s'apprêtent à franchir. Tout va très vite. Répondant à l'appel du président malien, le président de la République décide d'intervenir. Les forces spéciales sont immédiatement engagées pour donner un coup d'arrêt à ce raid que les forces armées locales ne parviennent pas à freiner. Il faut ensuite faire très rapidement intervenir des forces conventionnelles afin de combattre et de détruire cet ennemi. Le 5^e régiment d'hélicoptères de combat (RHC) est désigné pour être la composante aérocombat de la brigade mise en place. Nous sommes prêts, cela ne fait aucun doute pour le chef de corps que je suis. Nous nous engageons dans le combat, portés par nos valeurs et nos vertus. Comment seront-elles sollicitées et quelles seront celles de notre ennemi ?



Le temps de la préparation

Au moment d'être désigné pour rejoindre ce nouveau théâtre d'opérations, le régiment vient de terminer des engagements en Afghanistan, en Côte d'Ivoire et en Libye, et est en posture d'alerte, c'est-à-dire prêt à être engagé dans toute situation de crise. Tous les soldats sont passés par un cycle complet de montée en puissance, d'acquisition de repères et de savoir-faire techniques et tactiques, mais aussi par une formation physique et mentale intégrant la rusticité pour se préparer au combat dans des conditions qui peuvent être extrêmes. Au-delà des aspects techniques, l'objectif est aussi d'être toujours en mesure de combattre et de vaincre pour les valeurs qui sont les nôtres, pour la défense desquelles nous sommes engagés (l'universalisme de la liberté, de l'égalité et de la fraternité), en respectant les vertus qui y sont attachées (justice, humanité, équité, dignité...) et qui doivent nous guider dans nos actions de combat (discipline, courage, compétence, respect de l'adversaire et des règles de la guerre, générosité...).

Pour cette nouvelle mission, la légitimité est facile à trouver. Le président de la République, chef des armées, répond à la demande du chef de l'État malien. La France s'appuie sur le respect de conventions internationales et sur son appartenance à des organisations internationales légitimes (ONU, UE, OTAN) et, dans ce cas précis, elle met en œuvre des accords de défense bilatéraux. L'objectif de notre engagement et sa finalité sont clairs. Le cadre de notre intervention est maîtrisé et compris.

La rencontre avec l'ennemi

Nous partons donc pour empêcher des groupes djihadistes de s'emparer de tout un pays. Nous sommes d'autant plus déterminés que cet ennemi vient de provoquer la mort au combat, aux commandes de sa Gazelle, d'un camarade du 4^e régiment d'hélicoptères des forces spéciales, notre voisin immédiat sur la base militaire de Pau. L'émotion est prenante, mais il nous faut la dépasser.

Nous sommes tellement concentrés sur la préparation de moyens d'un volume exceptionnel qu'il faut mobiliser en quelques jours que nous sommes peu nombreux au régiment à nous interroger sur la nature de l'ennemi que nous allons devoir affronter. Quel est son but ? Quelle est sa détermination ? Quelle légitimité se donne-t-il ? Quels sont ses modes d'action et, donc, ses vertus dans le combat ? Respecte-t-il le code de la guerre ? Mes spécialistes du renseignement recoupent leurs informations, communiquent avec l'échelon central parisien et me livrent leurs premières conclusions. Dans l'avion qui nous transporte de Bordeaux à Bamako, j'échange avec d'autres spécialistes qui rejoignent le théâtre. Nous devons comprendre ces hommes afin d'être capables d'anticiper leurs réactions.

À peine le temps de remettre nos hélicoptères en état de vol et de récupérer nos munitions que nous sommes déjà en posture de combat. Des groupuscules djihadistes auraient franchi le Niger et seraient sur le point de commettre des attentats à Bamako. Nous avons imaginé devoir affronter des colonnes de véhicules puissamment armés et des effectifs importants en milieu désertique, et nous voici à traquer sur tous les axes menant à la capitale de petites unités qui pourraient mener des actions de terreur en milieu urbain.

Finalement, le *tempo* ne nous laissera jamais le temps de douter. Nos reconnaissances ayant montré l'absence d'unités ennemies, nous rejoignons Sévaré, cinq cents kilomètres plus au nord, car la zone des affrontements à venir est sans nul doute localisée dans cette région. Tombouctou est notre objectif, car nous savons que cette ville, chargée

d'histoire et contrôlée depuis de longs mois par les djihadistes, est fortement défendue. Des otages français pourraient d'ailleurs s'y trouver. La brigade s'apprête donc à conduire une opération délicate, face à un ennemi volumineux, organisé, implanté depuis longtemps et bien armé. Une opération qui demande une coordination minutieuse, sachant que notre logistique principale est encore loin derrière nous. Pourtant, l'ennemi refuse le combat : il a fui la ville, libérée au petit matin sans un coup de feu. La population nous apprend que les djihadistes se sont comportés comme des tortionnaires, appliquant une Charia détournée à leur profit. Ils ont emprisonné de façon arbitraire, pillé, violé, tué... Nos soldats font preuve d'écoute et d'humanité en leur venant en aide.

Nous poursuivons notre périple, cinq cents kilomètres plus à l'est cette fois, vers la ville de Gao. Nous sommes désormais confrontés au Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), qui ne semble pas être lié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), qui a conduit le raid sur Bamako. C'est une surprise. Nous avons maintenant deux ennemis distincts, qu'il va nous falloir combattre en même temps, mais en deux endroits différents. La traque des djihadistes d'AQMI n'est pas terminée, pourtant il nous faut laisser un important volume de forces à Gao afin de contrer la menace locale, très active, et face à laquelle nous allons mener des combats intenses. Les combattants d'AQMI se sont réfugiés dans leur sanctuaire de l'Adrar des Ifoghas, un lieu stratégique dans le contrôle des axes de communication vers le nord de l'Afrique et l'Europe, axes de tous les trafics. Situé près de la frontière algérienne et à proximité de la ville de Tessalit, c'est à la fois un état-major, une garnison, un casernement, un dépôt d'armement... à l'abri des regards. Ce massif montagneux peu élevé est formé de roches noires très érodées, difficiles à franchir. Brûlantes le jour, elles seront la cause de multiples chutes et blessures de nos fantassins. Ce massif sera surtout le lieu de combats très durs, parfois au corps à corps, mètre par mètre, de la mi-février à la fin mars 2013. Déterminés à ne rien lâcher, les djihadistes se résoudront pourtant à la défaite et s'échapperont pour se fondre dans la population.

Face à la ténacité des djihadistes, parfois dans des combats rudes, nos soldats ont fait preuve d'exemplarité, de courage et de volonté quand il a fallu par exemple progresser à pied, comme ce fut le cas pour les légionnaires qui devaient gagner chaque mètre à travers ce sanctuaire féroce ment défendu. Il a fallu de la discipline, de la méthode et de la compétence pour coordonner la conquête de la zone de l'Adrar des Ifoghas que nous attaquions par tous les points cardinaux. L'esprit de décision et l'exemplarité ont aussi permis le respect de nos règles d'engagement et de comportement face à l'ennemi.

Comme chef de corps, je suis bien entendu passé par l'étape indispensable de l'explication et du dialogue avec mes subordonnés, qui avaient besoin de donner un sens très précis à leur action. La cohésion était le facteur déterminant pour partir au combat, en étant capable de faire preuve de discernement quand on est engagé dans l'action, parfois pour donner la mort, hors de portée radio du poste de commandement et donc du chef. La disponibilité et l'adaptabilité me semblaient les autres qualités à cultiver pour prendre de la hauteur de vue afin de proposer au général commandant l'opération des solutions adaptées au contexte du moment. Tout cela, au bénéfice de l'efficacité opérationnelle. Ces vertus qui correspondent aux valeurs qui sont les nôtres (dignité de l'homme, fraternité, respect de tous) s'inscrivent en permanence dans le calme d'une troupe qui ne cherche pas à se venger d'un camarade tué au combat, avec la ferme volonté de ne jamais commettre de dégât collatéral, quitte, comme ce fut le cas parfois, à laisser partir un ennemi armé, mais trop imbriqué avec des femmes et des enfants.

Valeurs et vertus de l'ennemi

En quelques semaines seulement, nous avons eu l'impression d'avoir affaire à plusieurs types d'ennemi. Il y avait surtout des chefs que nous perturbions dans leur vie quotidienne et des exécutants souvent sans autre choix que de se trouver sur le front. Le djihad expliquerait et légitimerait leurs actions. Pourtant, sur le terrain, il nous semble que celui-ci n'est qu'un prétexte et que leur engagement ne cherche ni à propager l'islam ni à le défendre contre un danger. Il suffit de constater le sort réservé à la population pourtant musulmane de Tombouctou pour comprendre à quel point cette explication est peu convaincante. Nous avons plutôt l'impression d'être face à des trafiquants, dont l'objectif est la défense de leurs intérêts et la prospérité de leurs affaires commerciales. Une forme de grand banditisme agissant sous le couvert d'une bannière honorable, notamment pour être accepté par la population locale et pouvoir recruter des combattants. Les exécutants sont en revanche bien souvent motivés par de petits gains pour survivre, ou par une idéologie liée à un conditionnement savamment opéré. Ils n'ont parfois pas d'autre choix, car ils sont menacés ou mis sous pression.

Pour autant, notre ennemi ne s'engage pas dans un combat long et difficile sans respecter des valeurs qui lui sont propres. La première différence qui nous semble évidente, c'est qu'ils n'accordent pas la même importance à la vie que nous. Nous protégeons en effet nos

soldats en évitant des prises de risques ou des expositions inutiles ; nous cherchons à ne jamais perdre l'un d'eux, sans pour autant refuser la confrontation, le combat. Les djihadistes, quant à eux, acceptent plus facilement, individuellement et collectivement, de perdre la vie ; c'est pour eux le sacrifice suprême pour une cause sacrée, l'élimination des ennemis d'Allah. Ce sentiment est d'ailleurs sans doute partagé à la fois par les chefs et les exécutants.

Au combat, ils font donc preuve de courage et de combativité ; ils sont rustiques, parfois audacieux. Si, dans un premier temps, ils ont évité la confrontation directe avec une force plus puissante, ils n'ont pas reculé quand ils se sont retrouvés acculés dans leur sanctuaire de l'Adrar des Ifoghas. Ils n'ont pas hésité à combattre au corps à corps, à s'emboîser dans le désert pour nous surprendre, ce qui va entraîner d'importantes pertes matérielles, de nombreux blessés et provoquer la mort de l'un de nos soldats.

Après leur défaite, ils ont fait preuve d'une grande capacité d'adaptation en changeant de stratégie. Ils ont adopté un mode d'action plus adapté aux forces en présence : l'utilisation d'engins explosifs improvisés (IED) ou de ceintures d'explosifs portées et mises en œuvre par des volontaires transformés en martyrs. Des procédés qui servent à semer la terreur au sein d'une population voire d'une troupe militaire ; des armes redoutablement efficaces. Mais ils utilisent aussi sur les zones de combat, au mépris de l'homme et de toute règle, des enfants soldats âgés d'à peine plus de dix ans, pour la plupart enlevés dans les villages, terrorisés, conditionnés et menacés. Nos soldats doivent alors faire preuve de tempérance et d'humanité pour ne pas traiter ces enfants comme des combattants « classiques ». Il faut être courageux quand ces enfants sont toujours des menaces à sa propre sécurité, car ils peuvent encore déclencher une ceinture d'explosifs ou utiliser une arme dissimulée dans les vêtements.

La valeur collective d'une troupe repose le plus souvent sur une vertu partagée. Dans l'Adrar des Ifoghas, les chefs djihadistes ont donné l'ordre de tenir jusqu'au bout, n'hésitant pas à utiliser massivement des drogues pour donner du courage à leurs soldats. Nous l'avons constaté quand ils brandissaient leur kalachnikov contre un hélicoptère de combat ou un char : ils semblaient alors insensibles à la peur et à la douleur. Ce jusqu'au-boutisme n'était pas le révélateur de la force de caractère de ces hommes ou de leur volonté à tenir face à l'ennemi coûte que coûte, mais le résultat d'un conditionnement très éloigné du sens premier de l'action entreprise. En réalité, individuellement convaincus de lutter pour leur religion, ces hommes permettaient à leurs chefs de conserver un espace géographique de liberté d'action pour leurs trafics. La force de leur engagement en était

d'autant réduite, et cette valeur collective nous est apparue bien faible quand nous avons mis la main sur leur arsenal militaire, en grande partie récupéré en Libye après la chute de Kadhafi. Ils avaient en leur possession tous les types d'armes et de munitions, individuelles et collectives. Ils n'ont pourtant jamais été capables de les utiliser au mieux de leurs capacités. Il aurait fallu pour cela disposer d'une organisation, d'une méthode et d'une motivation véritable.

Les vertus individuelles n'apparaissent ainsi louables que si elles sont naturellement exaltées, partagées par la troupe et les chefs, et surtout transcendées par une valeur collective qui les unit tous. Nous avions le sentiment que c'était le cas pour nous, pas pour notre ennemi, malgré des comportements individuels au combat suscitant le respect.

La bataille sera gagnée à l'été 2013, en moins de six mois. Notre ennemi a alors perdu ce combat : il ne dispose plus de sa liberté de circulation et d'action dans cette région stratégique ; il a perdu son sanctuaire et une importante partie de son arsenal militaire. Sa détermination est, elle, toujours présente, le faisant s'adapter, passer d'un mode d'action d'évitement puis de confrontation directe au harcèlement de nos troupes par de petites équipes mobiles. Quelles vertus met-il alors en œuvre ? La patience est sans doute celle qui nous gênera toujours le plus. Notre investissement au Sahel est considérable et il s'inscrit dans le temps long. Mais ce temps n'a pas la même signification pour cet ennemi, qui mise sur l'effritement de notre motivation collective. À nous de la maintenir vivace.

ROMAIN DESJARS DE KERANROUË, MATTHIEU GRAFF,
PIERRE-FRANÇOIS MITTON

TROIS ARMÉES, TROIS MILIEUX, TROIS EXPÉRIENCES

L'armée est souvent perçue comme un réservoir de valeurs. L'imaginaire collectif y voit un lieu où l'expérience du combat perpétue de grandes traditions, tout en omettant souvent de les définir. Un objet rassurant aux contours assez vagues, permettant à chacun d'y voir ce qu'il souhaite. Si bien que l'on pourrait douter de ce que sont véritablement ces « valeurs ». Mais s'agit-il seulement de « valeurs » ? Tout soldat se réalisant par ses actes, « vertus » serait plus adapté. Une vertu est avant tout pratique. Son caractère moral résulte de ce que l'on en fait. Bien ou mal, un couteau a la vertu de couper.

Pour *Inflexions*, trois officiers de l'École de guerre se sont prêtés à l'exercice difficile de tirer de leurs expériences le socle de valeurs et de vertus qui les ont guidées ou sur lesquelles ils se sont appuyés. Il s'agit d'un pilote de chasse et de drones, d'un spécialiste en lutte anti sous-marine et d'un fantassin. Leurs textes donnent trois visions de ce qu'il faut avoir en soi pour agir dans un milieu donné : aérien, maritime ou terrestre, rugueux ou fluide. Tout y est ordonné à l'accomplissement d'une action. Si bien que l'« excellence », l'« esprit d'équipage » ou la « fraternité d'armes » semblent passer du statut de vertus à celui de valeurs collectives, au service d'une éthique supérieure. Le soldat accepte de la servir et érige pour cela ses vertus pratiques, celles qu'il acquiert puis incarne au quotidien, au rang de véritables valeurs à partager.

Air : respect, intégrité, service, excellence

Entré dans l'armée de l'air et de l'espace par passion, l'élève aviateur découvre un *corpus* de valeurs et de vertus spécifiques d'un milieu réputé inaccessible, qui exige expertise technique et innovation permanente, associé à un rapport au temps particulier. Ainsi, la formation au métier des armes y est longue, car la maîtrise du milieu requiert du temps avant de pouvoir y agir, mais aussi car « la vertu morale est le produit de l'habitude »¹. Connaissance et apprentissage des valeurs et

1. Aristote, *Éthique à Nicomaque*, livre II, Paris, Le livre de poche, « Les classiques de la philosophie », 11^e édition, 2011, p. 77.

des vertus, corollaires indispensables de tout agir humain, s'acquièrent donc avec le temps, et les quatre valeurs socles de l'aviateur (respect, intégrité, service et excellence), choisies et enseignées dès les écoles de formation, n'échappent pas à cette maxime.

Respect, avant tout. Respect de la dignité humaine, valeur cardinale sur laquelle se construit l'éthique de la force. Respect dû à ses chefs ensuite, à ses pairs et à ses subordonnés, dont découle la confiance mutuelle, essentielle pour faire adhérer et cimenter l'esprit de corps, et d'où résultera l'acceptation du devoir, jusqu'à celui de donner la mort sur ordre. Chez les aviateurs, il s'exerce au travers d'un *leadership* plus horizontal, où souvent l'expertise technique et l'expérience opérationnelle dans un domaine particulier prime sur le grade. Ce respect mutuel s'illustre par « l'initiative au combat [qui] est la forme la plus élaborée de la discipline », selon la formule du général Lagarde.

Intégrité ensuite, c'est-à-dire l'exemplarité et la droiture du comportement. Elle garantit la confiance et se travaille au quotidien des débriefings, là où l'humilité est essentielle pour apprendre de ses erreurs, dans un milieu où la frontière entre mission accomplie et accident mortel se joue parfois dans une poignée de secondes. « Chacun est responsable de tous. Chacun est seul responsable. Chacun est seul responsable de tous². » Après chaque vol, le jeune officier pilote est ainsi amené par son instructeur à reconnaître avec honnêteté chacune de ses erreurs, celles-ci pouvant avoir de graves incidences sur les autres, mécaniciens au sol comme équipier en vol. Les analyser fait grandir l'officier tant en sagesse qu'en humilité.

Service : celui d'une cause qui le dépasse. C'est tout le sens de l'engagement au nom de la France, ce qui rend l'adhésion du militaire pleine et entière. C'est par le service du métier des armes qu'il réalise la mission, qui peut aller jusqu'à lui faire endosser la lourde responsabilité de donner la mort sur ordre. Il porte un pouvoir de destruction qui peut provoquer des dommages irréparables et, à ce titre, il est un homme de devoir au nom de la nation. « Le soldat n'est pas un homme de violence. Il porte les armes et risque sa vie pour des fautes qui ne sont pas les siennes. Son mérite est d'aller sans faiblir au bout de sa parole tout en sachant qu'il est voué à l'oubli³. » Expert en son domaine, mais œuvrant au sein d'une équipe, chaque aviateur est une pièce maîtresse et irremplaçable au service de la mission. Pour le chef, « toute autorité est un service », écrit Jean Guitten dans *La Pensée et l'Action*. Il tient cette ligne de crête, celle du bien commun, qui fait coïncider l'intérêt de ses hommes avec celui de l'institution et donc

2. A. de Saint Exupéry, *Pilote de guerre*, Paris, Hachette, 1957, p. 172.

3. A. de Saint Exupéry, *Terre des hommes*, Paris, Gallimard, 1939.

de la France. Préserver les équipages de drone en faisant admettre des temps de repos obligatoires, mais tout en assurant l'ensemble des missions en opérations fut une des illustrations de ce principe de commandement.

Excellence, enfin, celle qui repousse le confort de la médiocrité, et fait rechercher en toutes choses la noblesse des actes et de l'esprit. Excellence, audace et esprit d'équipe, qui se retrouvent dans la précision des effets militaires de la puissance aérienne, celle du raid Hamilton, capable de faire ouvrir le feu simultanément à des équipages décollés de bases différentes, dans une fenêtre de tir de quelques minutes, à plusieurs milliers de kilomètres, sur décision des plus hautes instances de l'État. Cette excellence n'est atteinte qu'au travers d'une action collective, d'un combat collaboratif.

« Tant que l'on n'a pas tout donné, on n'a rien donné », disait l'as de la Grande Guerre Georges Guynemer. Cette forme d'excellence morale est le fruit d'une répétition rigoureuse et exigeante du groupe, dès l'entraînement, des moindres gestes poussés à leur perfection, non pas pour leur simple beauté, mais pour garantir en tout temps et en tout lieu que la mission se réalisera grâce à l'action de tous.

L'officier, dans sa première partie de carrière, fait siennes ces valeurs. « Faire face », la devise de l'École de l'air, en est une belle synthèse, qui englobe les vertus de force, de courage, de prudence et d'humilité qu'il doit pratiquer au quotidien. Confronté à des systèmes de combat complexes, il apprend l'humilité puis, la maîtrise venant, le dépassement de soi pour dompter la technique et en tirer le meilleur parti. Méthode et sang-froid se combinent alors pour acquérir la force de caractère, cette « vertu des temps difficiles », qui allie courage, intelligence et détermination, et emporte la décision comme l'adhésion des subordonnés. Meneur d'hommes à la fois prudent et agile, il s'appuie sur eux pour décider dans l'incertitude et faire face aux éléments contraires, techniques comme naturels. C'est cette force de caractère du chef de détachement qui, par exemple, a convaincu le commandant de la force Barkhane de lancer une opération sur la seule base du travail de renseignement de ses équipages, et ce malgré les aléas météo. Ce ne fut possible que grâce à l'adhésion et à la confiance régnant entre le chef, jeune officier supérieur, et ses subordonnés. Enfin, parce qu'il a charge d'âmes et qu'il peut ordonner de donner la mort, audace et courage moral le soutiennent dans la voie de l'honneur.

Dans un environnement toujours plus connecté et un *tempo* opérationnel s'accéléralant, il est bon de se rappeler que valeurs et vertus sont l'œuvre du temps long. Grâce à celles-ci, l'aviateur forme sa conscience, ultime rempart éthique qui garantit une décision juste face à la violence et au chaos.

Mer : humilité, esprit d'équipage, sens de l'honneur

Le marin du XXI^e siècle évolue dans un monde marqué par une maritimisation croissante alors que la perspective de conflits majeurs en mer semble s'approcher. En parallèle, ces dernières décennies ont vu une forte augmentation des missions d'action de l'État en mer, qui couvrent chaque jour un champ d'application plus vaste (lutte contre les activités illicites de toute sorte, contribution à la protection et à la connaissance de l'environnement marin...). Dans ce contexte en mutation, les vertus fondamentales attendues d'un marin conservent-elles un caractère atemporel ou doivent-elles être reconsidérées et modernisées ?

Depuis la fin du XIX^e siècle, la devise de la Marine nationale est « Honneur, valeur⁴, patrie, discipline ». Ces quatre piliers ne paraissent pas mériter une réelle remise en cause, et constituent bien aujourd'hui encore le socle des traditions et de la cohésion d'ensemble de cette armée. Néanmoins, nous proposons ici un triptyque reposant sur trois vertus (humilité, esprit d'équipage et honneur⁵), qui possèdent une permanence forte dans cette armée.

Tout d'abord, le marin évolue dans un environnement singulier et parfois hostile, qui nécessite de sa part humilité et prudence. Il doit accepter les limites imposées par les éléments : remise en cause d'une idée de manœuvre ou d'un programme d'entraînement établi de longue date, adaptation des mesures de sécurité pour prendre en compte une météo sévère sont monnaies courantes. Parfois, ces mesures sont difficiles à assumer, car elles peuvent remettre en cause la solidité de savoir-faire ou le bon accomplissement de la mission. À titre d'exemple, l'annulation d'un entraînement majeur avec un sous-marin peut peser lourd alors que les créneaux de « concours » sont rarement reprogrammables.

L'humilité s'accompagne donc d'une saine prudence, qui n'est pas un refus de tout risque, mais plutôt l'identification de limites acceptables en fonction de l'enjeu d'une activité donnée ou de la mission. La mise en œuvre d'embarcations de nuit par mer formée pour récupérer un pêcheur en détresse nécessite ainsi de s'interroger sur le niveau de risque qu'il convient de s'autoriser, quitte à repousser certaines limites usuelles. Et bien sûr, la prudence éclaire le choix des mesures à prendre pour réduire les risques pour les marins œuvrant au sauvetage. Si le choix global de réaliser ou non la manœuvre

4. À comprendre au sens de « valeur humaine et technique », idée que l'on retrouve dans les expressions « homme valeureux » ou « homme de valeur ».

5. L'honneur est à la fois un sentiment (fierté, dignité...) et une vertu s'il est pris sous l'angle du « sens de l'honneur ».

revient au commandant conseillé par son officier de manœuvre et son second, à chaque niveau de la hiérarchie de mise en œuvre, certaines adaptations ou mesures de réduction des risques sont à prendre. Les vertus nécessaires dans ce cadre sont principalement l'humilité et la prudence. Elles doivent parfois s'accompagner d'audace, vertu fondamentale dans le cadre du combat naval dont la fulgurance et le caractère décisif imposent bien souvent de savoir engager en premier.

Le marin s'attache également à développer un solide esprit d'équipage. C'est sur lui que se fonde l'unité d'action qui caractérise le bâtiment. La vie commune partagée dans un espace réduit (deux mille marins pour trente mille mètres carrés pour le porte-avions par exemple), sur une plateforme en perpétuel mouvement et sur une longue durée nécessite en effet une endurance spécifique qui se développe de manière collective : acceptation de la gêne occasionnée par les relèves de quart, remplacement d'un camarade indisposé par le mal de mer, promiscuité dans les lieux de repas ou de détente... Animé par un but commun et stimulé par une cohésion solide, l'équipage mettra ainsi davantage d'engouement dans l'accomplissement des tâches quotidiennes et dans la réalisation de sa mission. L'un des leviers majeurs dans le développement de cet esprit d'équipage repose sur le compagnonnage humain et technique, qui est au cœur des traditions de la Marine.

La responsabilité du commandement et des « anciens » pour favoriser et entraîner de manière parfois volontariste cet esprit d'équipage est ainsi cruciale. À ce titre, les *personal technologies* doivent faire l'objet d'une vigilance particulière en raison du risque élevé d'atomisation de la collectivité et, paradoxalement, d'accroissement du sentiment de solitude qu'ils suscitent⁶. À l'image de la société française, les marins du XXI^e siècle⁷ présentent en effet une forte acculturation à ces technologies modernes.

Enfin, le sens de l'honneur couronne les vertus du marin. Empreint de droiture, de loyauté et de fierté, il guide avec assurance celui-ci dans l'accomplissement de sa mission.

Ces traits sont symbolisés dans le pavillon national, qui flotte à la corne ou à la poupe du navire, et qui confère à l'équipage et à son commandant une responsabilité particulière dans la manière de représenter la patrie. « Il s'agit de défendre l'honneur du pavillon », apprennent les élèves officiers lors de leurs premières vocalises à l'École

6. Sur les effets indésirables des *personal technologies* (smartphones et accès aux réseaux sociaux pour l'essentiel) : T. Lavernhe, « Équipes et *personal technologies* : derrière l'opportunité, le danger ? », *Revue Défense nationale* n° 836, 2021, pp. 51-60.

7. En 2021, la moyenne d'âge des marins embarqués étant de vingt-huit ans, le taux d'acculturation de cette population à ces technologies est ainsi vraisemblablement supérieur à la moyenne nationale.

navale⁸ ! C'est par son sens de l'honneur du pavillon qu'un commandant réagira avec son meilleur « instinct » face à des provocations en mer ou lorsque la fulgurance du combat naval ressurgira.

En outre, ce sens de l'honneur prend une teinte particulière chez le commandant, qui bénéficie d'une réelle liberté d'action. Si en quelques décennies, les moyens de communication modernes l'ont quelque peu érodée, cette liberté n'a pas totalement perdu sa substance et continue d'irriguer le principe de subsidiarité. Elle se matérialise par exemple dans une certaine latitude laissée au pacha pour programmer des activités d'entraînement, pour choisir ses lieux de patrouille, pour adopter les dérogations nécessaires à la poursuite de la mission malgré une avarie machine... La confiance accordée par ses chefs, alliée au sens personnel de l'honneur qu'il cultive, crée dans son esprit les meilleures conditions pour que s'épanouisse et se diffuse ensuite au sein de l'équipage le sens bien compris de la mission.

Terre : courage, esprit de corps, commandement

Les valeurs et les vertus dont se revendiquent les militaires sont évidemment partagées par d'autres corps de l'État, mais à des degrés divers. Ces derniers se retrouvent assez naturellement dans les référentiels éthiques et guerriers que se forment les différentes armées. En effet, elles déclinent, selon leurs particularismes, leur histoire et leurs expériences, les valeurs et les vertus indispensables à la cohésion et à la solidité de la troupe, conduisant *in fine* à la puissance de combat et à la maîtrise de la force.

Parce que le combat terrestre requiert le contact direct avec l'ennemi, confrontant ainsi chaque soldat à la mort, la sienne ou celle de l'adversaire, l'armée de terre s'est dotée d'un riche *corpus* de références listant les valeurs et les vertus autour desquelles se construit tout combattant, et cernant trois sujets fondamentaux : l'identité militaire, l'esprit de corps et le commandement. Tous ces textes mettent en exergue que la victoire de demain ne pourra se faire que « pour » et « par » les valeurs et les vertus que requiert le combat terrestre.

Le combat au sol et près du sol frappe par sa complexité, ayant pour origine la rugosité du milieu, le nombre important d'acteurs qui y gravitent et l'extrême variété des matériels employés. Mais encore aujourd'hui, l'une de ses caractéristiques majeures, au regard des autres espaces, reste que le combat au sol nécessite une rencontre avec l'ennemi, à portée des armes.

8. Extrait du *Chant de l'aspirant*, chant de tradition de l'École navale.

Cette rencontre avec l'ennemi, dont ne peut sortir qu'un seul vainqueur, met tout combattant au contact de la mort et donc de la peur. Face à elles, « la guerre glorifie le courage plus que toute autre vertu », soutient le philosophe Jesse Glenn Gray⁹. Ce courage aura pour but de dominer les réflexes de protection, qui préconiseraient davantage la fuite que l'engagement volontaire et résolu. Mais pour dépasser l'instinct de survie, il devra se conjuguer à une véritable folie sauvage, une rage guerrière qui dépasse la raison, qu'Ernst Jünger a parfaitement décrite dans *Orages d'acier* : « Je bouillais d'une fureur qui m'est aujourd'hui incompréhensible. Le désir irrésistible de tuer me mettait des ailes aux pieds¹⁰. »

Cependant, pour vaincre, cette folie sauvage doit être contrôlée. Pour être opérationnellement efficace d'abord, il faut agir avec lucidité. Pour être éthiquement irréprochable ensuite, il faut maîtriser cette force destructrice. La bravoure et la fougue au combat ne doivent jamais se faire au détriment des valeurs défendues, qui, comme le rappelle Monique Castillo, ne doivent pas être que des intentions, mais des actions¹¹. Il s'agit donc de maîtriser sa propre violence.

Nul ne peut être sûr d'être infaillible au moment fatidique, malgré l'entraînement, l'aguerrissement et le *drill*. Mais la deuxième caractéristique du combat terrestre est que l'action reste d'abord collective. Elle l'est avant tout pour des raisons opérationnelles : l'efficacité vient de l'utilisation intelligente de la complémentarité des effets des armes, dès les plus bas niveaux tactiques. Le combat est donc avant tout collectif.

Mais cette dimension collective fait que le soldat agit en permanence au sein d'un groupe, sous l'œil de ses pairs, de ses chefs ou de ses subordonnés. Ces regards obligent, tactiquement d'abord, car chaque rôle compte dans la manœuvre, mais ils obligent également éthiquement et moralement. Les regards rappellent à chacun le respect des valeurs défendues. Ils sont sources d'exigence, et de là jaillit les plus belles vertus militaires comme le courage, la fraternité d'armes et l'honneur. « Le groupe devient souvent la vraie patrie au nom de laquelle chacun est prêt à tuer ou à mourir¹². » L'héroïsme naît de la solidarité que crée la confrontation collective à la mort, solidarité qu'Ardant du Picq décrit comme « une confiance intime, ferme, consciente », qui « permet d'aller où vont les autres, sans plus trembler qu'un autre ».

9. J. G. Gray, *Au combat. Réflexions sur les hommes à la guerre*, Paris, Tallandier, 2013.

10. E. Jünger, *Orages d'acier : journal de guerre*, Paris, Christian Bourgois, 1989.

11. M. Castillo, « Existe-t-il des valeurs propres aux militaires ? », *Inflexions* n° 30, 2015, pp. 151-158.

12. C. Barrois, *Psychanalyse du guerrier*, Paris, Hachette, 1993.

Cependant, la psychologie des groupes a mis en évidence que les modifications psychiques d'un individu incorporé dans un groupe sont en tous points analogues à celles qu'il subit dans l'hypnose¹³, notamment par l'imitation que celui-là impose. L'« influence normative du groupe » fait qu'il peut s'auto-intoxiquer en s'appropriant son propre récit : c'est alors l'affolement collectif, l'aveuglement, la perte de repères éthiques et moraux, le rejet des valeurs et l'oubli des vertus.

Comment sortir de l'imitation, de la simple reproduction que le groupe semble imposer, qui peuvent conduire aux pires dérives, de la défaite militaire aux fautes contre l'éthique ? C'est le rôle du chef, qui est « à la fois au-dessus des autres et comme les autres »¹⁴, et qui doit faire montre de vertu, de caractère et de hauteur de vue. Sa mission est certes d'abord de susciter l'esprit de corps, générateur de performance opérationnelle. Mais le commandement, « aboutissement d'un travail de longue haleine »¹⁵, c'est aussi l'indépendance d'esprit et le courage intellectuel, qui seuls permettent de s'adapter aux circonstances mouvantes et de dépasser le stade de la simple reproduction des idées et des comportements du groupe.

La gestion du feu au combat est un exemple très représentatif de ce rôle du chef. Au cours d'un combat, sous le feu ennemi, que ce soit en Afghanistan ou au Mali, il est facilement tentant pour chaque tireur de n'agir que par reproduction du comportement de ses camarades, et il est alors possible que le tir se poursuive alors que la menace est déjà traitée. Le chef militaire doit être celui qui voit, qui comprend et qui guide malgré la situation chaotique. Il doit en permanence se conformer à la circonstance, ce qui fait certes sa grandeur, mais aussi toute la difficulté de sa tâche.

Le chef doit pour cela faire preuve de courage intellectuel et de caractère pour s'adapter. Il doit faire sienne la vertu du doute, non systématique, mais méthodique. Il s'agit, pour établir une vérité, de suspendre les intuitions fournies par les sens ou les préjugés du groupe, de comprendre les contingences au-delà des apparences. Mais pour comprendre les signes, encore faut-il « discerner dans les choses l'essentiel de l'accessoire, [...] s'élever à ce degré où les ensembles apparaissent sans préjudice des nuances »¹⁶. C'est le rôle de la culture générale, qui ne « consiste pas à tout savoir, ni à savoir un peu de tout, mais à dominer les choses pour les savoir d'un point de vue supérieur »¹⁷.

13. G. Lebon, cité par S. Moscovici, *L'Âge des foules*, Paris, Fayard, 2005.

14. C. Barrois, *op. cit.*

15. Ch. de Gaulle, *Vers l'armée de métier*, 1934.

16. Ch. de Gaulle, *Le Fil de l'épée*, rééd. Paris, Place des éditeurs, 2015.

17. G. Courtois, *L'Art d'être chef*, 5^e édition, E. Pigelet, 1953.

En conclusion, nous voyons que le *corpus* de références aussi riche soit-il de valeurs et de vertus (courage, force, honneur, fraternité d'armes), permet de supporter collectivement le choc avec l'ennemi, mais ne sera jamais qu'une base sur laquelle tout chef doit s'appuyer pour adapter son action aux contingences, dans une réflexion sans cesse renouvelée. ┐



FRANCK CHATELUS ET PATRICK COLLET

FORMATION DU CHEF MILITAIRE : EXIGENCE DE VALEURS ET DEVOIR DE VERTUS

La formation initiale des chefs dévoile dans toutes les armées du monde bien plus qu'une modalité technique de préparation au premier emploi. L'institution y exprime aussi sa nature profonde, le sens de sa fonction sociale et le cadre politique qui organise l'emploi de la force légitime. Car la guerre est un art simple et tout d'exécution dans lequel le chef militaire doit disposer dès les premiers instants d'une compréhension nette de ce qui fait sa profonde singularité. En d'autres termes, le façonnage des cœurs et des esprits des jeunes chefs est un révélateur très pertinent de ce qui sous-tend notre militarité. Au-delà des aspects pratiques du métier, cette formation initiale pose également, dans des formes différentes selon les niveaux, les bases déontologiques du métier. Les valeurs qui soudent les unités, motivent et justifient l'engagement y côtoient les vertus militaires qui en encadrent les modalités. Bien entendu, la formation initiale du chef militaire reste d'abord une *praxis*, une combinaison d'expériences, de réflexions, et de mises en situation, qui doit élever chaque élève jusqu'au seuil attendu, y compris dans le domaine éthique. Laissons donc la parole à l'École nationale des sous-officiers d'active de Saint-Maixent et à l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan pour nous dévoiler comment l'armée de terre intègre cette dimension dans ses cursus de formation.



ENSOA : « S'élever par l'effort »

Parce qu'être sous-officier de l'armée française oblige, nos cadres subalternes doivent refléter et porter certaines valeurs (principes ou normes de comportement) et certaines vertus (qualités à acquérir, à cultiver, à transmettre), en conformité avec l'éthique qui irrigue nos armées. En outre, à l'ère de la communication instantanée et globale où l'exigence de résultats et d'images positives est prégnante, la faute éthique peut avoir des conséquences stratégiques. Dès lors, former un jeune chef militaire à ces notions constitue une entreprise essentielle. Il s'agit d'imprimer en lui les références qui le guideront dans l'action et qui poseront les limites à ne pas franchir. Cette formation, véritable parcours jalonné d'épreuves à surmonter et d'étapes à dépasser, est

l'une des missions de l'École nationale des sous-officiers d'active (ENSOA), creuset unique des sous-officiers de l'armée de terre afin d'assurer l'homogénéité et la cohésion de ce corps. Et la méthode de formation ou de transmission des valeurs s'avère aussi importante que le contenu afin de s'appliquer efficacement et de construire la stature du jeune sous-officier.

Le *corpus* de doctrine de l'armée de terre s'est étoffé ces dernières années afin de fixer les grands axes de la formation comportementale de ses soldats. L'opuscule *L'Alliance du sens et de la force* met en avant certaines valeurs militaires ainsi que celles de la République (liberté, égalité, fraternité), associées à l'honneur et à la patrie. Les vertus qu'il décrit sont la discipline, le courage et la générosité. Elles ont été complétées au printemps 2020 dans la vision stratégique du chef d'état-major de l'armée de terre (CEMAT) par le sens du devoir, l'adhésion à l'intérêt supérieur et le commandement par l'exemple. Le Code d'honneur du soldat français, quant à lui, pose dix règles, formulées simplement pour être compréhensibles par tous, et met l'accent sur des valeurs à chérir (honneur, franchise) et des vertus à cultiver (tempérance, ouverture d'esprit, altruisme, patriotisme). Cette synthèse ambitionne de guider le soldat dans sa démarche intellectuelle, de l'orienter dans la maturation de son engagement et de donner du sens à son action, en opération comme au quotidien.

Les vertus voisines du courage que sont la bravoure, la persévérance ou la ténacité sonnent parfaitement dans la musicalité du guerrier. On les retrouve au premier plan des exploits héroïques de l'armée française, comme ceux des poilus de Verdun ou des soldats de la division bleue lors des combats de Bazeilles.

Le général de Gaulle soulignait le caractère essentiel de la culture générale dans les facultés de discernement et d'analyse du chef militaire. La capacité à apprendre, à s'imprégner de l'environnement dans lequel il évolue, favorise l'action du chef dans son commandement en facilitant son acculturation à son milieu. Dans cette perspective, la créativité, la curiosité, l'ouverture d'esprit, l'amour de l'apprentissage et la sagesse apparaissent comme des qualités décisives.

Enfin, les vertus philosophiques classiques indiquent une voie qui peut surprendre pour un militaire, apportant la prudence, la force d'âme et la justice. Même au plus petit échelon, la prudence est au cœur de la conception de la manœuvre, qui nécessite d'être précédée de collecte de renseignements, de mise en place d'appuis et de liaisons... C'est que le chef engage la vie des hommes qui lui sont confiés. Cette caractéristique singulière du soldat, qui peut être conduit à donner la mort ou à la recevoir au nom de son pays, justifie cette nécessaire réflexion qui prend toute sa place dans sa formation

initiale. Pour autant, la prudence ne doit pas brider l'audace et la prise de risque, révélateurs de la force d'âme, sans quoi l'action militaire ne peut pas être. La justice étant, elle, l'une des vertus propres au chef qui se respecte.

Au bilan, la dimension morale reste un axe central de la formation de tout militaire. S'appuyant sur ces considérations conceptuelles, le *corpus* doctrinal pose clairement les différents principes du comportement, s'inscrivant dans trois cadres d'évolution : le militaire dans l'exercice quotidien de son métier, le militaire dans le milieu civil et le militaire en opération. L'exigence est très élevée et correspond sans conteste à une ligne de conduite à cultiver, une sorte d'idéal à poursuivre. Ces notions foisonnantes, parfois très abstraites pour certains, se concrétisent pour et dans l'action militaire. Leur assimilation a pour but de préparer de façon concrète des soldats à des interventions dures. Elles donnent du sens à l'engagement et permettent aux jeunes de mûrir leur réflexion sur leur état, leurs devoirs et leurs responsabilités.

L'exigence dans la formation d'un chef est encore plus élevée que pour le combattant commun. Car être un chef, c'est être à la tête et guider. C'est montrer la bonne direction, rassurer et encourager ses hommes et parfois imposer sa volonté. C'est fédérer en créant la cohésion de son unité d'abord par l'éducation, puis par la formation et l'entraînement, avec comme objectif constant d'obtenir le meilleur de chacun, quel que soit le niveau de départ. Un chef se doit d'être fort et fier de ce qu'il fait et de ce qu'il incarne. Évoquant l'honneur, le général Bentégeat écrit : « Il est la colonne vertébrale de nos armées, le pilier indispensable qui les tient droits et dignes. Une armée sans honneur n'est rien de plus qu'une milice, une bande de terroristes sans foi ni loi¹. »

Le jeune chef en formation a besoin de consolider sa stature ; dans son parcours initiatique, il comprend la nécessité de gagner en autorité pour être parfaitement épanoui dans ses futures fonctions. Le *Guide de l'exercice du commandement*, édité en 2016, balise un cheminement intellectuel en présentant six principes fondamentaux déclinés en vingt qualités de chef : décision, compétence, confiance, justice, humanité, exigence sont les principes structurants, des valeurs (justice...) conjuguées à certaines vertus (confiance...).

« L'école te formera, dans un creuset d'acier, mais toi seul trouveras l'esprit guerrier. » Ces paroles du chant des élèves de l'ENSOA illustrent parfaitement l'action de formation de l'école. Sa devise, « S'élever par l'effort », renforce la nécessité d'un engagement déterminé de la part

1. H. Bentégeat, *Aimer l'armée, une passion à partager*, Paris, Dumesnil, 2012, p. 44.

du jeune sous-officier, sans lequel l'action des formateurs aura une portée moindre.

Dans ce contexte, l'école est confrontée à de nouvelles exigences opérationnelles depuis la multiplication des opérations extérieures dures, et à une jeunesse française marquée par les bouleversements sociétaux ; son action est *de facto* rendue ambitieuse et délicate. La génération Z, éprise d'éthique et de responsabilité sociale, engagée mais relativiste, et remettant aisément en cause l'autorité, requiert une attention particulière en vue de préserver tout son potentiel ainsi qu'une pédagogie adaptée pour mettre en place certains repères perdus, voire non acquis, dans ce monde en déséquilibre, au sein d'une société parfois heurtée.

Dans la question de la transmission des valeurs et du développement des vertus militaires, l'école doit donc prendre en compte une jeunesse qui dispose toujours d'un potentiel fantastique, mais qui souffre souvent du mal de son époque. L'institution militaire, le plus souvent à contre-courant de ce que l'élève rencontre dans sa sphère privée, doit évoluer pour « former en quantité et en qualité les cadres dont l'armée de terre a besoin ». Le creuset, rigide, mécanique, a dû s'adapter ; accentuer l'apprentissage de ses principes et de ses valeurs non négociables en adaptant les outils pédagogiques.

L'école s'appuie donc sur des parcours spécifiques afin de développer le potentiel de chaque élève. Les règles de vie en collectivité, la discipline imposée et vécue par tous ainsi que la pratique de l'ordre serré, associées à une mise en situation précoce mais progressive, concourent à développer les vertus d'obéissance, de responsabilité et d'exercice de l'autorité : savoir commander et savoir obéir.

Les volets tactiques et physiques, domaines très classiques de la formation militaire, contribuent à structurer le jeune stagiaire en lui inculquant des savoir-être en même temps que des savoir-faire. Les vertus guerrières sont exaltées, mais surtout mises en pratique grâce au parcours « aguerrissement » qui fait progresser les élèves sur le plan physique et travailler leur force de caractère. Ce parcours est construit avec les séances d'apprentissage sur la piste du risque de l'école, les marches nocturnes, les séjours en camps durant lesquels les conditions de vie deviennent de plus en plus rustiques, les épreuves de résistance à l'effort effectuées après un mois de classes puis en milieu de formation, et il trouve son aboutissement à travers le stage en centre d'aguerrissement d'une quinzaine de jours placé le sixième mois de formation et l'examen final, toujours très éprouvant. Ces épreuves et ces stages permettent de développer la force, le courage, l'endurance et la volonté. Ainsi, avec le temps, l'entraînement portant ses fruits,

les progrès permettent à chacun de trouver sa stature de chef. Tous développent alors la résistance au stress imposé par le milieu ou la situation, acquièrent la volonté d'agir en dépit de la contrainte et de la fatigue.

Le parcours de tradition, empreint de la même progressivité, s'articule en différentes étapes imbriquées dans le parcours de formation, favorisant ainsi l'intégration et la maturation du jeune chef. La remise de l'arme, la remise du képi, la présentation au drapeau, le baptême de promotion et la remise des galons marquent l'intégration des élèves dans le corps des sous-officiers. Possédant chacune une valeur symbolique propre, ces étapes servent à inculquer, renforcer ou conforter l'amour de la France, le sens du devoir et celui de l'honneur, et à donner du sens en s'appuyant sur l'Histoire.

La remise de l'arme se déroule dans les premiers jours de la formation. Au cours de cette cérémonie très simple, les jeunes élèves sous-officiers mesurent la portée de leur engagement. Ils prennent conscience que, quelle que soit leur spécialité, ils seront des combattants qui serviront les armes à la main et détiendront le pouvoir de l'usage de la force létale pour le service de la France. La remise du képi, ou du tricorne, a lieu à l'issue de l'évaluation intermédiaire de formation (EIF) et d'une marche exigeante, après deux mois de formation. Elle est le symbole de l'accès au statut de soldat professionnel. Les élèves sous-officiers sont invités à servir et à se comporter conformément à l'éthique militaire. La veillée au drapeau, suivie de la présentation au drapeau, est ensuite une étape importante qui survient dans le troisième mois de la formation. Si la veillée au drapeau a pour but de permettre aux élèves d'affirmer leur vocation en méditant sur les valeurs que représentent les couleurs nationales, ainsi que sur l'acceptation du sacrifice pour une cause qui les dépasse, la cérémonie de présentation au drapeau est, elle, la cérémonie de reconnaissance de l'aptitude des élèves sous-officiers à recevoir le mandat de défendre la nation conformément à ses lois et traditions. C'est donc une cérémonie d'échange entre la nation et la promotion. La cérémonie de baptême de la promotion a lieu après la présentation au drapeau. Elle vise à ancrer les élèves dans le concret en leur donnant un modèle : le parrain est un aîné dont l'exemple des vertus militaires doit inspirer le comportement des jeunes générations. Tradition, par excellence, elle est transmission de valeurs et d'idéaux entre un parrain et une promotion.

Ce cheminement trouve une véritable efficacité par l'action continue des cadres de contact et des instructeurs qui, par l'exemple et l'exigence bienveillante, forment tous les élèves sous-officiers, quel

que soit leur type de recrutement, et compensent les lacunes qu'ils peuvent avoir avant d'arriver à Saint-Maixent. Ils permettent enfin de les conforter dans leur choix de carrière tout en créant la cohésion du corps des sous-officiers.

Vient enfin la remise des galons, qui acte leur aptitude à exercer des responsabilités de commandement et leur devoir de servir avec discipline, honneur et fidélité. Cette cérémonie a toujours lieu après que les élèves ont réussi avec succès les épreuves de fin de formation. Elle voit le jeune chef recevoir ses galons de sous-officier puis ses cadres formateurs quitter la place d'armes, signe tangible de la transmission de témoin.

Ainsi l'École nationale des sous-officiers d'active, forte de ses belles traditions à la rigueur et à la solennité éprouvées, s'appuyant sur le cérémonial militaire et sur une véritable éducation, impose-t-elle sa marque et imprègne-t-elle les nouvelles générations de cadres de l'armée de terre des valeurs et vertus qui sont le socle de son identité.

Saint-Cyr Coëtquidan : « S'instruire pour vaincre »

L'ambition pédagogique de l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan a été présentée en 2020 dans un opuscule intitulé *ESCC 2030*. Prenant acte de l'évolution du monde, de la guerre et de la société, ce document décrit comment structurer l'apprentissage du commandement afin de préparer au mieux nos jeunes officiers aux engagements tels qu'ils se dessinent. Or une lecture attentive révèle que les termes de valeur et de vertu n'y sont que très peu employés, et qu'ils ne figurent pas parmi les enjeux clefs. Est-ce à dire que la formation morale des élèves officiers est accessoire, que les valeurs et les vertus ne participent pas à leur édification de soldats, de chefs, d'officiers et d'hommes ? Bien évidemment, non. En affirmant que la formation des officiers réside dans un subtil équilibre entre éducation et maturité, l'Académie militaire intègre en filigrane les notions de valeur et de vertu. L'éducation donne à l'officier la culture élargie qui lui permet d'identifier des qualités particulières donnant du sens à son action : des valeurs. La maturité trempe son caractère et lui permet de dominer l'émotion par l'intelligence, développant ainsi sa disposition à bien agir, c'est-à-dire sa vertu. Valeurs et vertus constituent une boussole parfois insuffisante pour guider l'officier, mais que la formation dispensée à Coëtquidan apprend à maîtriser par l'éducation et la maturité.

■ Une boussole parfois insuffisante

La noblesse des intentions ou des actes ne peut suffire à guider l'action militaire. Appréhender les limites de l'apport des valeurs et des vertus est donc un préalable important.

En premier lieu, les valeurs ne légitiment pas les actes. Cela est vrai dans les relations internationales où, de saint Augustin au droit des conflits armés, l'« intention droite » n'est que l'une des conditions de la guerre juste. Cela est vrai plus simplement dans chacune de nos actions, qui ne sont morales pour saint Thomas d'Aquin qu'à condition d'associer une intention, une matière et des circonstances. L'adage « toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire » trouve ici son fondement philosophique, la noblesse de la franchise pouvant être dénaturée par une volonté de nuire. Pour un officier, ces réflexions ne sont pas neutres. Elles montrent que les valeurs, prénantes dans les armées, ne confèrent aucun droit et ne permettent aucune justification. Elles mettent dès lors en lumière la responsabilité, individuelle et collective, liée à chaque acte.

D'autre part, la vertu doit parfois s'effacer devant l'efficacité opérationnelle. À Coëtquidan, où l'idéal de l'officier est autant associé à l'héroïsme et au panache qu'au culte de la mission, cette nuance peut dérouter. Il est pourtant capital de l'enseigner aux jeunes officiers, qui devront rapidement mettre en œuvre l'approche indirecte, la ruse et la diversion. Diffuser de fausses informations est un mensonge. Pourtant, c'est aussi un mode d'action pertinent pour tromper l'ennemi, le faire réagir, le forcer à dévoiler son dispositif. Là encore, comme pour les actes du quotidien, la légitimité dépend des circonstances et des enjeux. Il demeure que la défense des intérêts supérieurs – la défense des valeurs collectives finalement – peut faire primer la fin sur les moyens, l'efficacité sur la vertu. L'opération Fortitude doit inspirer tout autant que le serment de 14 !

Enfin, la technologie croissante du champ de bataille pourrait limiter la place de la vertu au combat. Certes, l'intelligence artificielle et la robotisation ne feront pas disparaître du terrain toute présence humaine. Toutefois, en éloignant de nombreux combattants des coups directs de l'ennemi, en augmentant le nombre de décisions prises de manière autonome par un système d'armes, en modifiant même les capacités physiques ou psychiques des soldats, la technologie va inévitablement changer les équilibres actuels entre compétences techniques, morales et physiques des combattants. Il ne s'agit pas de se soustraire à cette évolution comme le concile de Latran a interdit l'arbalète, mais d'en mesurer les conséquences sur les vertus. Un cybercombattant qui infiltre un réseau ennemi a probablement besoin de moins de courage que le commando qui infiltre un point d'appui.

L'enjeu pour lui est de conserver la même perception des enjeux, le même sens des responsabilités et la même humanité en s'éloignant du danger.

Les valeurs et vertus motivent les actes, mais ce sont bien *in fine* des actes seuls dont chacun est responsable et redevable : cela recadre la morale sans rien lui ôter de sa pertinence.

■ L'éducation pour former aux valeurs

Les valeurs sont impératives pour générer l'action d'un groupe, tout particulièrement lorsque ce groupe doit s'engager au combat. À Coëtquidan, les élèves peuvent les appréhender grâce à l'effort porté sur l'éducation.

Toute communauté humaine qui veut vivre harmonieusement s'appuie naturellement sur des valeurs. Différentes selon les cultures, elles constituent le fondement même du contrat social qui vise à garantir la liberté civile et l'égalité. Elles inspirent les lois ou normes qui régissent le fonctionnement de la communauté. Le besoin de valeurs est donc universel. Dans la moindre entreprise, sans confiance, sans respect, sans justice, les frictions humaines dégradent d'abord l'ambiance de travail puis la productivité.

Dans le métier de soldat, l'importance de valeurs communes est d'abord affaire de promiscuité. Une section peut partager pendant six mois le même quotidien du matin au soir, le même inconfort, la même vie tout simplement, sans échappatoire individuelle. Peu de groupes humains connaissent une telle communauté de destin. Dans ces conditions, la cohésion n'est plus un simple facteur de productivité, elle devient un élément clef de la réussite de la mission. Elle tire sa force de valeurs partagées.

Surtout, l'importance des valeurs est décuplée par la singularité du métier des armes. Le soldat est contraint à donner la mort en acceptant l'idée de la recevoir lui-même. Cette spécificité proprement « extra ordinaire » est intolérable dans une perspective uniquement individualiste. L'assumer impose de trouver un sens profond à son engagement, des valeurs qui transcendent sa propre existence et justifient si nécessaire son propre sacrifice. C'est encore plus vrai pour l'officier, qui non seulement doit donner la mort mais aussi l'expliquer à ses hommes, l'ordonner puis assumer ses actes.

Avant même de les aborder intellectuellement ou de chercher à les nommer, Saint-Cyr initie les élèves officiers aux valeurs de manière très concrète. D'abord, en développant leur propre esprit de corps, dans la difficulté et dans l'effort, au travers d'une formation militaire exigeante. Ensuite, de manière très simple, en portant un effort particulier sur le caractère militaire du camp de Coëtquidan.

Le cérémonial est en effet riche de sens, et le beau précède le fort. Inclure dans la scolarité des séquences au musée de l'Officier destinées à expliquer la symbolique militaire, remettre en vigueur la garde d'honneur et rythmer la journée par les sonneries réglementaires sont autant de mesures qui permettent de dépasser le cérémonial pour accéder aux valeurs qu'il manifeste et incarne. Les élèves comprennent par exemple pourquoi les drapeaux et les étendards ne s'inclinent que devant le président de la République : cela manifeste à la fois leur dignité – ils portent dans leurs plis et leurs décorations le sacrifice de ceux qui sont tombés en les défendant –, mais aussi le principe de soumission au pouvoir politique et finalement le principe de discipline. De même, la solennité poignante de la sonnerie aux morts manifeste l'adieu aux camarades tombés, à qui on rend en même temps les honneurs en présentant les armes, tout en soulignant l'acceptation du sacrifice suprême par la simplicité d'un cérémonial épuré, reproduit des milliers de fois sur tous les champs de bataille, parfois dans le plus grand dénuement.

Enfin, l'effort porté sur un enseignement pluridisciplinaire mêlant philosophie, culture générale, histoire ou stratégie favorise une bonne compréhension du phénomène guerrier comme de la société. Il permet une réflexion personnelle et profonde sur le sens de l'engagement. Cette réflexion passe nécessairement par l'identification plus précise des valeurs à cultiver. Elle montre qu'un même sujet peut être à la fois une valeur ou une vertu, selon que l'on considère respectivement la finalité ou le moyen. Il en est ainsi, entre autres, de la sincérité ou de la justice.

Passé ce premier constat, existe-t-il une hiérarchie des valeurs ? Entre la devise de la République française, celles des régiments, les valeurs inscrites sur les plis des emblèmes ou mises en avant dans le Code d'honneur du soldat, les quatre défis du commandement identifiés par l'Académie militaire (combativité, autorité, intelligence, humanité), qui pourraient constituer autant de valeurs, faut-il choisir ? Sans doute pas, et pour deux raisons. La première est que le questionnement personnel sur ce sujet est finalement plus important que la réponse. La seconde est que les valeurs font appel aussi bien à l'esprit qu'à l'âme et au corps. Leur assimilation et leur maturation ne sont donc qu'individuelles : elles portent l'empreinte de notre civilisation, à la fois grecque, romaine et chrétienne, mais s'enrichissent aussi de notre expérience, de notre culture, le cas échéant de notre foi. Savoir si l'honneur doit être enseigné avant ou après la fidélité importe peu. La finalité est que chaque officier puisse éclairer son intelligence et encadrer son action par une morale exigeante.

■ La maturité pour favoriser la vertu

Tendre vers une conduite vertueuse impose un travail sur soi permanent, qui est favorisé dans la formation des officiers par l'exemple des chefs passés et présents, ainsi que par la maturation des caractères.

La vertu, comme le courage, s'entretient. Plus que cela : si l'on se réfère à la définition d'Aristote dans l'*Éthique à Nicomaque*, la vertu s'obtient par l'entraînement ! Elle est en effet « une disposition bonne, acquise par répétition d'actes, qui pousse à agir avec plaisir et facilement »². Aussi, la réflexion morale se doit d'être permanente, diffuse, et d'irriguer toute la formation. Elle revêt chez le militaire une importance accrue du fait des décisions exceptionnelles qu'il est appelé à prendre au combat. Celui qui ne s'est jamais soucié de la dignité de la vie humaine et du respect de l'ennemi agira difficilement dans l'honneur quand la perte brutale de ses hommes et la violence de la guerre verront ses émotions le ramener naturellement vers la loi du talion.

À Coëtquidan, la vertu se transmet en grande partie par l'exemple, actuel et passé. L'exemplarité du chef est un principe cardinal du commandement dans l'armée de terre. Sans constituer une singularité de la formation des officiers, elle demeure d'une pertinence intemporelle pour faire grandir un élève officier et lui montrer le chemin du commandement. Cette figure du chef actuel se complète avantageusement par celles des officiers qui nous ont précédés et ont affronté des circonstances exceptionnelles. Dans cette perspective, l'histoire militaire et le culte des anciens occupent une place importante, illustrée par le choix des parrains de promotion. Les chants composés à leur intention, la solennité des cérémonies de baptême et l'héritage mûri de leurs parcours contribuent à faire d'eux de véritables héros qui modèlent les promotions.

L'effort porté sur la maturité favorise quant à lui une conduite vertueuse. Forger son caractère, prendre de l'épaisseur humaine, c'est parvenir à une vraie maîtrise de soi qui est la base de la vertu. Être maître de soi, c'est dominer les émotions internes et les phénomènes extérieurs pour les subordonner à l'intelligence et à la volonté. Dans cette maturation vertueuse des élèves, l'exigence générale de la formation multiplie son efficacité car elle développe également la volonté. L'exigence dans la recherche académique, dans l'engagement physique, dans la rigueur de la tenue représente autant d'incitations à bien agir par répétition d'actes. L'exigence impose la bonne action et

2. À la différence du vice, son contraire : disposition mauvaise, acquise par répétition d'actes, qui pousse à agir avec plaisir et facilement.

en donne le goût ; il reste alors au caractère ferme de se l'approprier pour que la disposition à bien agir devienne un réflexe personnel et non plus imposé.

Les soldats n'ont le monopole ni des valeurs ni des vertus. Ils ont cependant un besoin supplémentaire de valeurs pour donner du sens à un engagement hors du commun qui peut aller jusqu'à la mort, et un devoir supplémentaire de vertu, car porter les armes de la Cité est une responsabilité exorbitante. La formation morale des soldats, et tout particulièrement des futurs chefs militaires, est donc décisive. La grande école du commandement s'appuie pour la délivrer sur un modèle éprouvé de formation intégrée : à Coëtquidan, un jeune élève officier devient d'abord un soldat, puis un meneur d'hommes et enfin un officier conscient de la complexité du monde et de la singularité de ses responsabilités. L'Académie militaire perfectionne ce modèle en mettant en œuvre une pédagogie globale qui s'adresse autant au corps qu'à l'esprit. ─



MARC VIGIÉ

NEC PLURIBUS IMPAR

À l'occasion du carrousel qu'il donne les 5 et 6 juin 1662, Louis XIV adopte pour son règne la devise que, déclare-t-il à son fils, « vous voyez en tant de lieux »¹. Le divertissement offert à la Cour devant les Tuileries met ainsi en scène un choix de la plus grande importance politique. Conformément à l'art emblématique de ce temps, chargé de références historiques et mythologiques, ladite devise se compose d'un « corps » figuré par l'astre solaire auquel viennent s'ajouter un globe terrestre et, dans un phylactère entourant le tout, la sentence latine *Nec pluribus impar* qui en est l'« âme ». Dès le printemps du règne personnel du souverain, cet ensemble est peint, gravé, sculpté, toujours et partout, afin de « faire juger avantageusement », autant « par ce que l'on voit » que par ce « que l'on ne voit pas », celui dont elle exprime la suréminence et à qui elle enjoint de s'« exciter éternellement » à remplir ses devoirs.

Au-delà d'une ambition personnelle, et bien davantage qu'un simple programme de gouvernement, l'allégorie aussi bien que la sentence expriment une philosophie politique. Elles fixent les termes de l'éthique de son pouvoir à un souverain « né pour l'être » et qui se veut absolu. Elles lui signifient – et tout autant à son entourage – ce qu'être roi veut dire par l'énoncé, plus ou moins explicite, des vertus et des valeurs qui, dès lors, doivent régler sa conduite.

Il est en effet aisé d'en interpréter le « corps ». Louis XIV n'a d'ailleurs aucune peine à inventorier précisément les caractères qu'il attribue au « plus noble de tous les astres », c'est-à-dire à lui-même, ajoutant à sa noblesse inégalable son unicité, son éclat lumineux et « le partage égal et juste qu'il fait de sa lumière », son efficience bénéfique produisant « sans cesse de tous côtés la vie, la joie et l'action », son mouvement « constant et invariable », enfin. Ces vertus fondent la « puissance d'agir » de l'astre, donc du souverain, ainsi qu'Antoine Furetière l'indique dans son *Dictionnaire universel* (1690).

En revanche, proposer une exégèse de l'« âme » est une tâche plus ardue. Le roi d'ailleurs en convient : « Je sais que l'on a trouvé quelque obscurité dans ces paroles. » De fait, la formule autorise bien des interprétations. Pour certains, qui proposent de la traduire par « À

1. Louis XIV, *Mémoires pour l'année 1662*. Nous nous référons ici à l'édition donnée par J. Longnon, *Mémoires de Louis XIV*, Paris, Tallandier, 1978. Elle rassemble les *Mémoires* pour les années 1662, 1666, 1667 et 1668 (1669-1670), ainsi que les *Réflexions sur le métier de roi* (1679), les *Instructions au duc d'Anjou* (1700) et, le *Projet de harangue* (1710). Toutes les citations du roi en sont extraites. La dernière édition en date est due à Joël Cornette (Tallandier, 2012).

nul autre pareil » ou encore « Au-dessus de tous », elle accompagne la démesure de l'image solaire, et exprime surtout l'incommensurable orgueil d'un homme persuadé que tout lui est possible et qui aspire à un « empire » universel. D'autres commentateurs, plus favorables au « Roi-Soleil », préfèrent y lire l'expression de l'asservissement au « métier » de roi, que l'intéressé présente encore à l'automne de son règne comme « grand, noble et délicieux »². La traduction la plus fidèle à la pensée de Louis XIV serait alors « Suffisant seul à tant de choses », du moins à en croire le père Ménestrier, qui se targue de le tenir de la meilleure source qui soit³. Un lecteur attentif des *Mémoires pour l'instruction du dauphin* ne peut que partager cette version. Ces textes et quelques autres, toujours supervisés par le roi qui les corrige et parfois les écrit de sa propre main, tout autant que le gigantesque programme iconographique mis en œuvre à partir de 1663, et dont le plafond de la galerie des Glaces est la sublime acmé, procèdent d'un dessein pédagogique. Ils désignent le système des vertus et des valeurs par lesquelles le roi se représentait sa position exceptionnelle dans le monde et, par-là, s'empêchait autant qu'il s'obligeait.

Un roi très chrétien

La vertu est l'un des termes clefs de la philosophie morale et politique du Grand Siècle. Louis XIV l'emploie avec parcimonie, mais toujours dans le sens que lui donnent les lexicographes et les moralistes (comme Furetière et La Bruyère), héritiers des traditions aristotélicienne et augustinienne. Qu'elle soit chrétienne ou profane, une vertu demeure une « puissance de l'âme » qui dispose à faire le bien, à suivre les enseignements de la loi – entendons la loi divine, mais aussi la loi naturelle, que tout sujet peut invoquer, et la loi positive du royaume – et manifeste le triomphe de la raison. Elle est encore « héroïque » lorsqu'elle concerne des « grands hommes », qui n'agissent qu'en connaissant la vérité de la situation et se soucient de la valeur morale de leur acte avant de se préoccuper d'en retirer de l'honneur et de la gloire. La motivation rend l'action vertueuse et l'homme vertueux n'obéit qu'à ses devoirs. Ainsi comprise, une vertu combine une bonne manière d'agir avec une bonne raison d'agir.

Le principe de l'absoluité de la souveraineté se réclame du droit divin. Le roi, par la grâce de Dieu, devient son mandataire. « Oint du Seigneur », il ne rend compte de ses actes que devant celui-ci.

2. *Réflexions sur le métier de roi*, édition J. Longnon, *op. cit.*

3. Cl.-Fr. Ménestrier, *La Devise du Roy justifiée*, Paris, 1679.

L'évidence est si forte que Louis XIV ne s'y attarde pas, préférant sans doute laisser à Bossuet, auquel il a confié la formation du dauphin, le soin de développer les incidences de cette relation organique entre politique et religion⁴. Toutefois, la théorie du droit divin en appelle une autre, étroitement corrélée mais distincte, à laquelle il accorde une même importance, mais qu'il entend cette fois expliciter lui-même : paré de l'investiture divine, le roi est un prince chrétien.

La première des vertus royales est donc la volonté d'entrer dans une authentique vie spirituelle, de se vouloir un homme de prière, toujours soucieux de son perfectionnement chrétien. Le roi recommande à son fils de se livrer avec régularité à des exercices de piété, comme lui-même l'a appris de sa mère. La même injonction vaut trente ans plus tard pour le duc d'Anjou devenu Philippe V d'Espagne : « Ne manquez à aucun de vos devoirs, surtout envers Dieu. » De plus, l'exercice du pouvoir est justifié par la pratique des vertus théologales (foi, espérance, charité) ou cardinales (justice, prudence, tempérance, force), fréquemment énoncées au fil de la plume selon les besoins de la démonstration. La spiritualité tridentine est essentielle à l'idéologie monarchique, car elle voue le prince, éclairé par les lumières divines, au service du bien commun. Parce qu'il vénère Dieu et respecte ses droits, le souverain devient l'instrument de la providence divine, qui lui inspire le sens de la justice, le goût de la tempérance et un bon sens indispensable dans la conduite des affaires du royaume. Le sacre établit solidement cette doctrine. Le roi prononce alors un serment qui l'engage envers son peuple auquel il jure d'apporter la justice, la paix, la miséricorde, la défense de la foi. « Nous devons considérer le bien de nos sujets bien plus que le nôtre propre. » Toutefois, cette promesse de bonheur ne va pas sans rappeler auxdits sujets leur devoir de soumission et d'obéissance : « Il est bon de mériter d'eux le nom de père avec celui de maître », puisque « comme nous sommes à nos peuples, nos peuples sont à nous ». La conscience que le prince chrétien a de ses devoirs légitime son action. Elle postule aussi que tout, désormais, doit passer par l'État.

Au service de l'État

Le service de l'État est la grande obsession de Louis XIV, qui ne cesse d'y revenir jusqu'à sa mort. « L'intérêt de l'État doit marcher le premier » pourrait être sa seconde devise. S'il importe d'avoir le

4. J.-B. Bossuet, *La Politique tirée des propres paroles de l'Écriture sainte* (1709), texte issu des leçons données au dauphin.

souci constant des « soins les plus grands de la royauté », encore faut-il préciser les principes du bon gouvernement. La première règle dicte en quelque sorte toutes les autres : pour gouverner bien, il faut que le roi « connaisse ses affaires à fond » et renonce pour cela à l'oisiveté. Travailler assidûment, « c'est toujours par là que l'on règne, pour cela que l'on règne ». Le travail fonde ainsi la réputation du prince et réunit les conditions de sa puissance. Il autorise l'action, délivre la « connaissance de ses propres forces » et donne du courage. Il permet encore de laisser agir le « bon sens » et de se fier à son instinct.

Toutefois, le travail ne suffit pas. « Tout l'art de la politique est de se servir des conjonctures ». Il convient donc de ne jamais s'empêcher de raisonner, de toujours se montrer sage, de se refuser à céder à des passions humaines trop impétueuses qui font oublier le sens de l'État, tels le ressentiment, la colère, la vengeance, et de leur préférer, par exemple, la justice et la clémence, « la plus royale de toutes les vertus », en un mot, « sacrifier au bien de son empire tous ses mouvements particuliers ».

Par son travail et son jugement, enfin, le roi est en mesure de ne pas laisser les ministres décider à sa place. « Les rois sont seigneurs absolus » ; ils gouvernent sans contrôle (mais non pas sans liens), ne partagent pas la souveraineté et gardent pour eux seuls la « puissance ». Pour autant, « décider seul de ce qu'il faut faire » n'exige pas d'être livré à la relativité de son seul discernement et de n'écouter personne. Il est donc nécessaire de savoir s'entourer de gens fidèles, peu nombreux, sages et compétents, capables de conseiller justement, et de partager avec eux sa confiance dans l'exécution de ses ordres.

Le service de Dieu et celui de l'État exigent une fermeté d'âme, une vigueur dans l'action, qui contribuent pareillement à l'élévation de celui qui s'y consacre. C'est pourquoi le langage des valeurs, comme celui des vertus, procède d'exigences morales. Toutefois, bien qu'il soit étroitement associé à un idéal idéologique, il se veut davantage un outil de propagande. En ce sens, il n'exprime pas exclusivement l'*ethos* d'un homme attaché à l'accomplissement de sa grandeur. Il dit la perfection du roi et son parfait usage de sa souveraineté. De la sorte, il contribue lui aussi à rappeler aux sujets leur devoir de soumission et d'obéissance.

Gloire et honneur

Le roi gouverne par lui-même (1661) est la plus grande des compositions ornant la voûte de la galerie des Glaces. Placée en son centre, elle apparaît à ceux qui la contemplent comme le « nœud principal de

tout »⁵. La gloire, désignée par Mars, domine le roi, qui la regarde, et lui tend une couronne d'étoiles pour le récompenser de ses mérites exceptionnels – parmi lesquels la prudence et la sagesse que figure Minerve – dans la conduite de l'État, symbolisé par un gouvernail. Louis XIV revendique évidemment la gloire comme la première des valeurs et nous dit aujourd'hui encore pourquoi « l'amour pour la gloire », « la chose au monde qui m'est la plus précieuse », l'enflamme.

Cette gloire, qui l'héroïse, n'exprime pas seulement la démesure d'un *ego* cornélien – « Je sais ce que je suis et ce que je dois faire/Et j'ai pour seul objet ma gloire à satisfaire⁶ » –, car le roi s'attache aussi à délivrer un message précisément adapté au contexte politique. D'abord parce qu'il s'en réserve le monopole et qu'il indique qu'elle ne procède pas seulement de la forte estime qu'il a de sa personne. Certes, la gloire mise en scène avec autant d'ostentation fait intervenir implicitement la renommée, la réputation, la grandeur, la magnanimité ; elle recourt à de multiples allégories, dont celle du courage, de la justice et de la paix. Cependant, si elle consacre le dépassement de l'homme, elle exalte avec la même vigueur la transcendance de l'État. En opposition aux conceptions de Machiavel, elle réconcilie de la sorte la vertu et l'exercice du pouvoir tout en justifiant la dimension coercitive et dominatrice de la puissance étatique.

Fidèle interprète de la commande de son auguste maître, Le Brun explique encore par le jeu subtil de sa composition que la gloire s'acquiert autant à l'extérieur, dans les prouesses de la guerre, qu'à l'intérieur, dans la paix et l'administration bien réglée du royaume. Celui qui s'en revêt peut dès lors affronter sans crainte le jugement de la postérité. Autrement dit, cette gloire « qu'il faut aimer » postule le sentiment de la responsabilité de ses actes, les succès comme les échecs, devant l'Histoire. C'est pourquoi elle est immarcescible.

Il est une valeur d'essence aristocratique dont Louis XIV accepte le partage, car il la situe en dessous de la gloire : l'honneur. Bossuet lui a consacré son sermon du 24 mars 1666⁷. Nul doute que le roi s'y montra sensible. Associé lui aussi aux exigences de la conscience morale, l'honneur commande le sentiment que l'on a de sa dignité comme il engendre la responsabilité de son appréciation de la réalité et de son action. Il conforte la justesse de l'esprit et, autre héritage cornélien, postule le dévouement, la fidélité, la loyauté, l'exemplarité. Fondamental pour quiconque représente plus que soi, l'honneur est pour le roi bien plus que la valeur attribuée par la tradition aux

5. La formule est de Claude Nivelon, dessinateur auprès de François Le Brun.

6. P. Corneille, *Sophonisbe*, III-5, 1663.

7. J.-B. Bossuet, « Sermon sur l'honneur prêché à Saint-Germain-en-Laye », *Œuvres complètes*, édition de J. Lebarq, Paris, Desclée de Brouwer, 1922, tome V, pp. 41-64.

grands hommes. Montesquieu reprendra cette antienne selon laquelle l'honneur épargne au souverain de se corrompre pour devenir un despote aveugle au bien public.

La science de régner

Tout cela est-il autre chose qu'un rêve d'ordre et d'harmonie, voire qu'une utopie destinée à donner un sens au réel ? Cette question nourrit depuis plus de trois siècles une littérature aussi foisonnante que contrastée. Il reste que Louis XIV se veut sincèrement « roi-soleil » autant que « roi-providence ». Contrairement à ce qui lui a été souvent reproché, la conscience qu'il se fait de ses devoirs et de ses vertus ne le conduit pas à prétendre à l'infailibilité. Il entend enseigner à son fils la « science de régner » et ne lui dissimule pas sa crainte de n'être pas à la hauteur de ce qui est attendu de lui, et de ce qu'il attend de lui-même, voulant le convaincre que « faire en toutes choses ce que l'on peut » n'est jamais « sans utilité ni sans gloire ». Pourtant, et malgré qu'il en ait, les leçons de Corneille, de Bossuet et de La Bruyère semblent bien, lors des trois dernières décennies d'un si long règne, ne pas résister à la brutalité des faits. Beaucoup parmi ses contemporains lui reprochèrent alors, et non sans arguments, de s'abandonner à son *hubris*, de céder à des passions aveuglantes, contraires aux vertus et aux valeurs si hautement proclamées. De fait, si la gloire cesse d'être la conséquence des actes pour devenir leur seule finalité, le roi est-il encore vertueux ? La guerre est-elle toujours juste, c'est-à-dire conforme aux intérêts de l'État et « des peuples » ? Le roi ne fut pas hermétique à ce débat. Ainsi en 1710, poussé par les drames de la guerre de Succession d'Espagne, il envisagea de s'adresser au royaume pour expliquer sa politique. Ce fut l'étonnant *Projet de harangue*.

Ce système théologico-politique heurte les conceptions constitutionnelles auxquelles nous sommes aujourd'hui attachés. Il fait néanmoins partie de notre patrimoine et, bien qu'il soit profondément ancré dans le temps, il serait trop rapide de le percevoir comme un simple archaïsme monumental. Toujours soucieux d'honorer sa devise, Louis XIV se montra un modernisateur parmi les plus décisifs de notre histoire, acharné à poursuivre avec une remarquable efficacité l'effort séculaire de la monarchie pour s'affranchir de considérations exclusivement théologiques et permettre à des concepts éthiques d'investir le champ politique. Ce faisant, il s'oblige autant devant l'État que devant Dieu. En enseignant à son fils qu'il n'est pas de roi vertueux qui ne « s'empêche », il lui indique que le pouvoir absolu

ne se justifie plus par la seule affirmation de son origine divine. La raison d'État, cette maxime selon laquelle, depuis Richelieu, l'État agit, règle désormais sa conduite au roi qui affirme même qu'elle est « la première des lois ».

L'irruption de la raison dans les affaires de l'État accélère le processus de sécularisation dans l'art de gouverner et autonomise le politique de la morale religieuse. C'est pourquoi la raison du roi se veut non pas contemplative, mais bel et bien active et prudentielle. Déjà en 1679, certains esprits déploraient qu'il n'y eût « rien de fort spirituel » dans la devise choisie pour le règne. L'absence de référence aux textes sacrés dans les *Mémoires* n'est pas moins notable. En 1701, le roi, désormais vieillissant, demande à Hyacinthe Rigaud de le représenter revêtu de son costume de sacre. Sur son indication, le sceptre qu'il tient fermement est non pas dressé vers le ciel mais retourné vers la terre, la fleur de lys reposant sur le coussin qui supporte la couronne... Ce portrait fut celui qu'il préféra à tous les autres.

De la même façon, la sacralisation de l'État illustre son règne : celui-là ne se réduit pas à la seule personne du roi, qui ne fait que l'incarner. « Quand on a l'État en vue, on travaille pour soi, le bien de l'un fait la gloire de l'autre. » Le roi n'est pas l'État. Au fond, le bénéficiaire de la doctrine de la monarchie absolue fut plus l'État que le roi puisque la nation divorça d'avec celui-ci et non d'avec celui-là. L'État-providence s'est substitué au roi-providence. Aujourd'hui encore, n'attendons-nous pas que ceux qui nous gouvernent aient le sens intransigeant de l'État et qu'ils professent assez de vertus pour conserver intactes les valeurs de la République ? ■



HERVÉ GAYMARD

DE GAULLE : PENSER POUR AGIR

C'est, somme toute, une étrange idée que de s'interroger sur les « valeurs » du Général ! Ce terme si volontiers employé aujourd'hui, et pas seulement par les sociologues, ce « système de représentation » permettant d'appréhender le monde et d'en déduire une éthique de comportement, de Gaulle en effet s'en défie : il considère les idées, les intérêts, le caractère, mais semble rétif à tout système normatif. La « valeur », sous sa plume, renvoie à la qualité, au cuir, d'un homme ou d'un matériel : on songe par exemple au « regroupement de toutes les valeurs pour la guerre et le salut » que Paul Reynaud cherche vainement en juin 1940, lui-même étant une « grande valeur, injustement broyée par des événements excessifs »¹. Si l'on doit considérer une valeur suprême chez de Gaulle, c'est bien évidemment la France, plus exactement la « fierté anxieuse » que ne cesse de lui inspirer notre pays².

Le terme de « vertu », lui, est plus fréquent, abondamment employé dans ce manuel de caractère qu'est *Le Fil de l'épée*. « Le caractère, vertu des temps difficiles »³, les armes, « de quelles vertus elles ont enrichi le capital moral des hommes » : là où précisément de Gaulle se dresse contre l'esprit émoullent de temps troublés, la vertu est un rebond, un élan, une volonté forte d'agir, d'être en prise avec le réel et, déjà, de résister au déclin. La fierté, l'anxiété face au déclin, le caractère comme colonne vertébrale pour s'opposer à tout renoncement, à terme destructeur : le cadre est déjà posé.

Qu'on veuille bien pardonner ce petit exercice de lexicographie, qui a cependant l'intérêt de faire partir notre réflexion des écrits du Général et non des idées que l'on a pu parfois lui prêter, à tort ou à raison. Il ne s'agira donc certainement pas ici de résumer à grands traits une personnalité pleinement révélée par l'action, mais fondée sur un socle inébranlable : un caractère fort et une culture générale vaste, vivante et précise. Notre ambition sera plus modeste : comment passer de la pensée à l'action ? Comment se fonde la décision chez le Général ? Quel est le ressort de l'engagement ? Car chez de Gaulle, le système de représentation et d'appréhension du monde est mis au service de l'engagement. L'intellectuel ne se sépare jamais de l'homme de décision. Toute la spécificité du Général parmi les

1. Ch. de Gaulle, *Mémoires de guerre* [1954], Paris, Plon, 2016, pp. 164 et 166.

2. « La première des vertus est le dévouement à la patrie. »

3. Ch. de Gaulle, *Le Fil de l'épée* [1932], Paris, Perrin, 2010, p. 31.

grands hommes du XX^e siècle réside sans doute dans le refus de cette opposition systémique, et sans doute est-elle également l'élément central permettant de comprendre pourquoi il reste rétif aussi bien à toute idéologie qu'à tout portrait qui se voudrait définitif : là où l'on croit le saisir, il continue, non pas de se dérober, mais de nous résister, et reste par là même vivant. Les grandes plumes qui se sont récemment penchées sur son cas, comme Julian Jackson⁴, convergent autour de cette conclusion.

On ajoutera que pour concevoir le lien entre la pensée et l'action, de Gaulle est, des grands du XX^e siècle, sans doute l'exemple le plus éloquent, puisqu'il a théorisé cette question dans les années 1920 et 1930, puis l'a mise en pratique, bien évidemment, du sursaut fondateur de 1940 au crépuscule de 1969, avant d'en tirer les leçons sous la forme d'un véritable testament politique parmi les plus marquants qui soient. On se bornera donc à aborder deux questions. D'abord, comment se conçoit la décision ? Quel est le moteur qui conduit de l'appréhension d'un problème à sa solution ? Ensuite, quelles sont les qualités particulières de De Gaulle dans l'action, et comment le *leadership* militaire influe sur le *leadership* politique ? C'est par ce biais, et à travers quelques exemples, que l'on comprend le lien entre les valeurs (comment appréhender un problème et quelle stratégie pour le résoudre ?) et les vertus (quelles qualités mobiliser ?).

« Le caractère est la vertu des temps difficiles », écrit de Gaulle dans *Le Fil de l'épée*. Alors à l'aube de la quarantaine, progressant de manière incertaine et laborieuse dans la carrière militaire, il est déjà mû par une certitude profonde : « Préparer la guerre, c'est préparer les chefs. » Or l'homme de caractère se définit précisément par sa capacité à « recourir à lui-même » en temps de crise. Mais précisément, qu'est-ce qui fait un tel homme ? Chacun porte-t-il ces ressources en lui-même ? Et quel portrait en creux de Gaulle nous offre-t-il de lui-même à cette occasion ?

« L'intelligence, c'est la destruction de la comédie, plus la capacité de jugement, plus l'esprit hypothétique », confiait Malraux à Roger Stéphane. Le parallèle est troublant : pour de Gaulle, l'art de la décision est le révélateur des caractères. Et dans *Le Fil de l'épée*, il suit, ou précède plus exactement, cet énoncé malrucien. La première étape de la décision est l'appréhension de la situation. Le chef est, d'abord, celui qui, dans le chaos initial, voit plus vite, plus large, qui sait de son regard saisir, fixer un contexte mouvant, incertain, anxiogène. Il y a bien évidemment ici une part d'instinct : de Gaulle exalte ce « flair »,

4. J. Jackson, *De Gaulle. Une certaine idée de la France*, Paris, Le Seuil, 2019.

ce « coup d'œil » qui n'est pas donné à tous⁵, et qui permet d'appréhender l'inédit. Mais la capacité à voir vite et large se développe, s'enrichit : c'est ici que la culture générale joue son rôle. L'histoire, la littérature façonnent un cadre, un faisceau de pressentiments, « la connaissance raisonnée du terrain aide la conception ».

N'oublions pas non plus que de Gaulle se méfie instinctivement de l'intelligence, sans verser dans l'anti-intellectualisme, voie étroite entre l'éther et la tripe. Avait-il entendu Bergson, un jour, à la table familiale, évoquer l'intelligence « dont la nature est de saisir et de considérer le constant, le fixe, le défini, et de fuir le mobile, l'instable, le divers » ? En décembre 1927 il avait écrit à son mentor, le colonel Mayer : « Que "faire" avec l'intelligence ? Prétentieuse impuissante. Mars était beau, fort et brave, mais il avait peu d'esprit. » Fascinante mobilité de la pensée, qui sait pourtant se cristalliser pour agir.

Le caractère et la culture se combinent chez l'homme de caractère pour « détruire la comédie » ambiante et voir juste, tracer sa propre voie face à la crise. C'est là l'esprit initial du gaullisme. L'Appel du 18 juin est avant tout un constat, une explication, fondée sur une intuition forte. Là où tant condamnent une faiblesse ontologique de la France face à l'Allemagne, ou attendent avec une joie mauvaise l'occasion de tuer la « gueuse », là où le pétainisme pointe l'infériorité morale de la France comme cause de la défaite, de Gaulle impose son analyse lucide : c'est une infériorité technologique et donc stratégique qui conduit à l'effondrement militaire de juin 1940. En saisissant le réel tel qu'il est, sans affect, de Gaulle ramène ceux qui savent l'entendre aux réalités : il leur restitue donc leur capacité de mobilisation et d'action.

Mais au service de quelle vision et selon quelles modalités ? C'est ici qu'intervient l'esprit « hypothétique », que de Gaulle définit comme une capacité à envisager l'ensemble des possibles, et surtout à les envisager en conservant une liberté de penser, de questionner, de conjecturer, sans filtre idéologique, mais avec le soutien d'une armature morale, dont la foi inconditionnelle dans le destin de la France constitue la substance. Là aussi, l'intelligence ne vaut que si elle s'articule avec un constat initial juste, sans concession. Mais elle ouvre les chemins vers la solution de la crise. Et cette capacité à penser, à conjecturer sans céder au sentimentalisme donne un coup d'avance sur l'adversaire et même sur les partenaires.

De nombreux exemples le montrent, mais le plus saisissant est sans doute celui que de Gaulle donne lors de la crise de Cuba : alors

5. « Qu'un politique, un soldat, un homme d'affaires conçoive comme il faut, c'est-à-dire en accord avec ce qui est, on proclame qu'il a le "sens des réalités", ou le "don", ou du "coup d'œil", ou du "flair". Rien ne peut, dans l'action, remplacer cet effort de la nature même » (*Le Fil de l'épée, op. cit.*, p. 64).

que les dirigeants européens, de MacMillan à Adenauer, s'affolent d'une montée des tensions qui serait incontrôlable, de Gaulle seul dispose d'une grille d'analyse qui le met à l'abri de toute panique, parce que construite à la fois sur sa compréhension profonde des objectifs historiques des deux grands, États-Unis et Union soviétique, et sur une appréhension fine du rapport de force, nourrie de sa connaissance personnelle des dirigeants, Kennedy et Khrouchtchev, qu'il a tous deux rencontrés et sondés, notamment l'année précédente lors de la crise de Berlin.

L'esprit hypothétique, c'est alors une capacité à envisager rapidement toutes les hypothèses, à se mettre en lieu et place des potentiels belligérants, car on a compris en profondeur leur mode de fonctionnement et leurs objectifs stratégiques. Jamais l'Union soviétique ne s'estimera en mesure de mener un conflit conventionnel avec les États-Unis. En revanche, les Américains accepteront des concessions en Europe (le retrait des missiles en Turquie) afin de sécuriser définitivement le continent américain. Dès lors, la crise de Cuba doit être conçue comme un conflit régional et le respect de la souveraineté des États-Unis sur leur zone doit nourrir l'exigence d'un respect réciproque de la souveraineté des Européens sur leur territoire : c'est là, à grands traits, la leçon simple à tirer d'une situation qui ne l'est pas, et que de Gaulle formule précocement aux ambassadeurs européens. Sa sérénité et la lucidité de son analyse constituent paradoxalement un élément de désescalade des tensions et donc de sortie de crise.

Cependant, l'analyse, aussi nourrie et pertinente soit-elle, ne fait pas la décision. En dernier lieu, c'est la capacité de jugement qui prévaut, celle qui permet de se lancer dans le champ de l'inconnu, particulièrement quand « la responsabilité prend un tel poids que peu d'hommes sont capables de la supporter tout entière ». De Gaulle le résume de la tranchante formule du *Fil de l'épée* : « En dernier ressort, la décision est d'ordre moral⁶. » C'est en effet le courage, une certaine armature morale, une capacité à déplaire aussi, qui permettent d'être fidèle et cohérent avec ses analyses. C'est aussi pour cela que de Gaulle se méfie des esprits « purement spéculatifs » et ne se range pas parmi eux. « Au commencement était le verbe ? Non ! au commencement était l'action. » Tel est l'exergue du *Fil de l'épée*. En effet, « les esprits qui consacrent à la spéculation une activité exclusive perdent le sentiment des nécessités de l'action » : au contraire, chez lui la culture et la réflexion nourrissent l'action et ne la freinent jamais. Il y a dans le

6. « Sans doute l'intelligence y aide, sans doute l'instinct y pousse, mais, en dernier ressort, la décision est d'ordre moral » (*Le Fil de l'épée*, op. cit., p. 74).

choix de l'action une part impondérable de risque, d'incertitude, de fausse route, aussi solide soit l'analyse à laquelle les contingences ne se soumettent pas nécessairement. Combien ont dressé le même constat lucide que de Gaulle en juin 1940 ? Combien l'ont suivi ?

On ne saurait conclure ce trop rapide portrait sans ajouter un point, particulièrement mis en valeur par Julian Jackson dans sa récente biographie du Général : celui-ci pourrait apparaître, à travers cet austère portrait, comme un homme nourrissant son ardeur d'une solitude méditative. La passion exclusive et jalouse de peser sur les événements se nourrit d'une force d'âme, d'une volonté d'avoir raison envers et contre tous. Pourtant, de Gaulle est aussi un homme qui sait écouter les points de vue de ses collaborateurs, s'en nourrir, parfois même accepter de s'être trompé, et distinguer ceux qui ont su avoir raison contre lui et le leur faire savoir. C'est peut-être sur ce point que l'on se doit de distinguer le capitaine qui rédige *Le Fil de l'épée*, au début des années 1930, amer de ne voir se dresser aucune figure à la hauteur de l'idéal du chef auquel il aspire, et le chef de l'État des années 1960, porteur d'une vision, mais capable de l'infléchir si certaines initiatives lui paraissent relever d'une vision erronée de l'intérêt national. Le soutien et le conseil de ceux qu'anime le service de la France et de son État, des gardiens des grands équilibres et de l'action publique du temps long lui sont un précieux adjuvant : exiger beaucoup d'eux, une loyauté et une efficacité sans limites, n'empêche nullement de les entendre.

C'est donc l'idée centrale qui revient au moment de répondre : la cohésion constante entre la pensée et l'action est le socle sur lequel de Gaulle bâtit son œuvre, dans une lignée que ne renierait pas Bonaparte écrivant : « C'est la volonté, le caractère, l'application et l'audace qui m'ont fait ce que je suis. » Intellectuel dans l'action, il résiste, encore et toujours, à toute tentative de systématisation. Il nous échappe précisément car le lien entre valeurs et vertus, entre moyens d'appréhension et qualités dans l'action reste toujours vivant, vibrant, mobile. C'est sans doute ce qui explique cette « prise sur les âmes » qu'a pu exercer le général de Gaulle, et qu'il exerce encore. ─



ALEXANDRE MARTIN

NIETZSCHE OU L'ÉPREUVE DE LA GUERRE

« On a renoncé à la grande vie lorsque l'on renonce à la guerre »

Friedrich Nietzsche (*Le Crépuscule des idoles*, « La morale comme antinature »)



Le siège de Metz ou la naissance d'une philosophie de la guerre

En 1870, l'Europe entre dans l'une de ses phases les plus dévastatrices ; et cela commence par le sort réservé à l'Alsace et à la Moselle, attisant les haines entre Français et Allemands, qui auront les conséquences catastrophiques que l'on connaît et qui, aujourd'hui encore, constituent une plaie béante. C'est au cœur de cette année terrible que Nietzsche, dans une lettre à Erwin Rödhe, exprime son effroi : « Voici un terrible coup de tonnerre. La guerre franco-allemande est déclarée et toute notre civilisation, râpée jusqu'à la corde, se précipite entre les bras du plus terrible démon¹. » En pleine montée des nationalismes, mais également de l'antisémitisme, sidéré par l'événement qui s'annonce et honteux de son inactivité, il prend la décision de s'engager. Le 11 août 1870, il quitte Bâle pour rejoindre l'hôpital militaire d'Erlangen, au nord de l'État de Bavière, où il reçoit une formation de soignant. Ambulancier, il s'occupe des blessés de la bataille de Woerth à quelques encablures du champ de bataille. Il se déplace à Bischwiller et à Haguenau d'où il aperçoit les incendies provoqués par le siège de Strasbourg. Les victoires pour les armées allemandes s'enchaînent. La place forte de Metz, où l'armée française s'est positionnée sur ordre du maréchal Bazaine, est à présent visée. La suite n'est que trop connue : le 29 octobre 1870, les troupes du général von Kammern entrent triomphalement dans la ville.

C'est sous les murs de Metz que Nietzsche acquiert, à ses propres yeux, le statut de philosophe existentiel. Revenant sur l'ouvrage publié en 1872, il écrit : « Prise en main avec quelque impartialité, *La Naissance de la tragédie* a l'air très inactuelle. On n'imaginerait pas qu'elle a été commencée sous les coups de canon de la bataille de Woerth. J'ai réfléchi à ces problèmes sous les murs de Metz, pendant de froides

1. Ces éléments biographiques s'appuient sur l'article de Y. Porte, « Le siège de Metz en 1870. La guerre de Nietzsche comme expérience intérieure », *Le Portique*, 21, 2008.

nuits de septembre, tout en remplissant mes fonctions d'infirmier². »

La guerre apparaît ici dans toute son ambivalence, dans toute sa contradiction : événement meurtrier et destructeur, qui suscite chez les hommes un sentiment de rejet et de répudiation, mais également événement catalyseur et créateur de nouvelles valeurs. Cette contradiction interne à la guerre constitue, comme à l'accoutumée chez Nietzsche, le lieu d'une mise à l'épreuve : celle des pulsions qui trouvent à s'exprimer dans tel ou tel type de guerre.

Car, pour Nietzsche, depuis sa rencontre avec Héraclite d'Éphèse, avec Homère et avec son éducateur Arthur Schopenhauer, le monde est une lutte, l'*agôn* perpétuelle des pulsions entre elles en vue d'acquiescer de la puissance. Il revient en effet à Héraclite l'Obscur de voir la réalité comme une lutte, un combat des contraires et dont l'harmonie, toujours provisoire, exprime « la suprématie momentanée de l'un des deux combattants. [...] Les choses elles-mêmes ne sont que les éclairs et les étincelles qui jaillissent d'épées brandies, elles sont la lueur dans la lutte des qualités qui s'opposent »³. Cette lutte perpétuelle, Schopenhauer la nommera « volonté de puissance »⁴, c'est-à-dire la volonté voulant la puissance qui caractérise telle ou telle organisation où telle ou telle pulsion est parvenue à avoir plus de puissance, quand bien même cet équilibre ne serait que temporaire et fragile. La guerre est ambivalente, tête de Janus, sans que l'une des faces, négative et destructrice, n'accompagne nécessairement l'autre, positive et créatrice comme son ombre portée. La guerre n'est pas un concept univoque, mais l'expérience révélatrice d'un certain type d'homme.

Car au fond, ce sont deux types d'hommes qui pratiquent deux types de guerres. Celle destructrice, dévastatrice, est portée, justifiée, exaltée par des hommes incapables de spiritualiser, de sublimer leurs pulsions. Ou pire, elle est justification *a posteriori* des pulsions qui affaiblissent, qui meurtrissent, et ce au nom même de la vie. C'est bien en ce sens que le nazisme parvint à détourner les mots ou, tout du moins, à leur insuffler un nouveau sens, comme l'a bien montré Victor Klemperer dans *LTI. La langue du III^e Reich*⁵. Ainsi en va-t-il de la guerre, élevée au rang d'activité nécessaire en vue de défendre l'espace vital.

2. F. Nietzsche, *Ecce Homo*, « La naissance de la tragédie », § 1, *Œuvres complètes*, Paris, R. Laffont, « Bouquins », 1993, p. 1553.

3. F. Nietzsche, *La Philosophie à l'époque tragique des Grecs*, Paris, Gallimard, « Folio essais », 1990, p. 31.

4. A. Schopenhauer, *Le Monde comme volonté et comme représentation*, Paris, PUF, 1998.

5. V. Klemperer, *LTI. La langue du III^e Reich*, Paris, Pocket, 2003.

Mais le concept de vie⁶ se trouve ici aux antipodes de la vie conçue par Nietzsche. La guerre créatrice est au contraire pratiquée par un type d'homme capable, non pas seulement de maîtriser ses pulsions, mais de leur conférer un maximum de puissance afin qu'elles produisent des valeurs surhumaines. Il s'agit de comprendre la position nietzschéenne de la manière suivante : faire la guerre à tout ce qui détruit, à tout ce qui avilit, à tout ce qui affaiblit ; faire la guerre au nom de la vie. Ainsi, loin d'être une fin, la guerre n'est qu'un moyen, qui suppose la pratique d'une certaine vertu au nom de valeurs tout entières tournées vers la vie. C'est la vie elle-même qui « évalue par notre entremise lorsque nous posons des valeurs »⁷.

Brutalité des récits homériques

Les images de la guerre et des pulsions qui y sont à l'œuvre ont tendance à provoquer chez nombre de nos semblables un sentiment négatif, qui vient heurter notre morale de la compassion. Selon Nietzsche, cette morale s'est bâtie en s'éloignant de la tragédie de l'existence, dont il trouve la première expression dans les récits d'Homère. Que se cache-t-il sous la beauté de l'*Iliade* et de l'*Odyssée* ? La « force », selon le terme emprunté à Simone Weil, est « le principal sujet de l'*Iliade* »⁸. Le fond atroce du monde grec est évoqué par l'une des pensées les plus sombres qui se trouve gravée sur les tablettes de plomb du poème didactique d'Hésiode *Les Travaux et les Jours* : « Il y a sur terre deux déesses Éris⁹. » La première, la mauvaise Éris, renvoie à la discorde cruelle, à l'irrationalité insensée, à l'action atroce ; la seconde, la bonne Éris, est celle qui stimule les actions des hommes, encouragés à agir par des instincts guerriers. Cette émulation est rendue possible par l'affrontement des contraires qui, au lieu de se détruire, s'accordent pour créer de belles formes, de belles œuvres, qui appellent toujours leur dépassement. D'Héraclite à Schopenhauer en passant par Homère, se dessine un courant souterrain de la guerre porteur et créateur de valeurs vitales. « C'est la bonne Éris d'Hésiode érigée en principe universel, c'est la conception de la joute propre à l'homme grec et à la cité grecque¹⁰. »

6. Sur ce concept central du nazisme, voir l'article de J. Chapoutot, « La nazisme ou la vie comme norme », *Le Moment du vivant*, 2016, pp. 223-237 ; « La violence nazie », *Inflections* n° 31, 2016, pp. 11-21.

7. F. Nietzsche, *Le Crépuscule des idoles*, § 85, *Œuvres complètes*, Paris, R. Laffont, « Bouquins », 1993.

8. S. Weil, « L'*Iliade* ou le poème de la force », *Œuvres complètes*, II-3, Paris, Gallimard, 1988, p. 227.

9. Cité par Nietzsche, *op. cit.*, p. 198.

10. F. Nietzsche, *La Philosophie à l'époque tragique des Grecs*, *op. cit.*, p. 31.

Les Grecs ont inventé les olympiades, la dialectique, l'éristique¹¹ : il s'agit des champs où la mauvaise Éris est sublimée dans et par la bonne Éris, capable d'imiter la lutte réelle des choses et de la transformer en une belle représentation symbolique. La joute permet à l'homme grec de se sauver de la mort, du repos, par le moyen de la compétition. C'est en ce sens, et uniquement en ce sens, que la guerre est créatrice de valeurs comprises comme dépassement. Mais pour cela, il faut savoir choisir son ennemi, celui qui, par sa force et par son courage, poussera le guerrier à se dépasser et à faire de l'adversaire une partie de lui-même. Ainsi l'ennemi est celui que l'on remercie d'avoir participé au dépassement de soi, non celui que l'on anéantit ou que l'on abolit. « Ce qu'il vous faut, ce sont des ennemis haïssables, non des ennemis méprisables. Il faut que vous puissiez être fiers de votre adversaire. Alors les succès de votre adversaire seront aussi vos succès¹². » C'est en ce sens que Deleuze, commentant Nietzsche, distingue deux modalités du combat : le « combat-contre », qui cherche à détruire, à anéantir une force, et le « combat-entre », qui cherche à s'adjoindre une force contraire et à former ainsi un complexe de forces plus élargi, toujours en mouvement, toujours au combat¹³.

Si la guerre, la bonne Éris, est porteuse et créatrice de valeurs par le type de forces qu'elle impose à ses ennemis, reste à savoir quelle est la vertu qui est à l'œuvre ?

Vertu nietzschéenne et *virtù* machiavélienne : savoir choisir sa guerre

Nietzsche va puiser aux sources de la Renaissance florentine cette recherche de la vertu guerrière. « Non le contentement mais encore de la puissance, non la paix avant tout mais la guerre ; non la vertu mais la valeur [vertu, dans le style de la Renaissance, *virtù*], vertu dépourvue de moralisme¹⁴. » Et c'est plus précisément chez l'auteur du *Prince*, et du moins connu *L'Art de la guerre*¹⁵, qu'il va s'armer contre ce qu'il appelle la « moraline », cet ersatz de morale qui cache les pulsions qui affaiblissent et qui nous empêche d'accéder aux vertus guerrières. Principale qualité du prince, la *virtù* désigne tantôt l'« énergie », la

11. L'art de la controverse, qui prend son nom d'Éris.

12. F. Nietzsche, *Ainsi parlait Zarathoustra*, « De la guerre et des guerriers », *op. cit.*, p. 318.

13. G. Deleuze, « Pour en finir avec le jugement », *Critique et clinique*, Paris, Éditions de Minuit, 1993, p. 165. Il conviendrait toutefois de cerner avec davantage de précision les distinctions entre guerre, combat et joute, sachant que le vocabulaire de Nietzsche se fera de plus en plus martial, comme en témoigne *Ainsi parlait Zarathoustra*.

14. F. Nietzsche, *L'Antéchrist. Imprécation contre le christianisme*, *op. cit.*, § 2.

15. N. Machiavel, *L'Art de la guerre*, Paris, Perrin, « Tempus », 2011.

« bravoure », la « vaillance », le courage physique et la puissance conquérante permettant de triompher au combat. C'est exactement en ces termes que Nietzsche l'utilise pour désigner cette « vertu extraordinaire », cet antidote aux vertus chrétiennes qui, tant pour Machiavel que pour lui, sont inefficaces pour affronter la puissance de la fortune, ce mouvement incessant qui constitue la *verità effettuale della cosa*. En effet, pour Machiavel, la *virtù*, quand bien même serait-elle immorale, est la qualité grâce à laquelle le prince est en mesure d'affronter ce qui détruit et d'en faire une force, sa propre force. La fortune appelle la vertu guerrière.

Le second trait de la *virtù* du prince, celui de la férocité, de l'absence de pitié, est un thème récurrent chez Nietzsche. À propos de l'empereur Sévère, Machiavel écrit qu'il fut un « lion très féroce »¹⁶, désignant ainsi la part bestiale de l'homme, indispensable au prince : « Il est nécessaire au prince de savoir user de la bête et de l'homme »¹⁷. » C'est cette cruauté que regrette Nietzsche, notre morale ayant rejeté trop loin cette part bestiale. Il est d'ailleurs intéressant de noter l'usage qu'il fait de la figure du lion dans « Les trois métamorphoses de l'esprit »¹⁸ : il occupe une place intermédiaire entre le chameau, qui porte le poids du passé, de la morale, et l'enfant, tout entier porté par l'oubli vers le devenir de l'innocence. Le lion vient articuler ces deux figures antithétiques, et désigne le moment et l'épreuve de la guerre. « Créer des valeurs nouvelles – le lion même ne le peut pas encore : mais se rendre libre pour la création nouvelle –, c'est ce que peut la puissance du lion. Conquérir le droit à créer des nouvelles valeurs – c'est la plus terrible conquête pour un esprit patient et respectueux »¹⁹. » Le lion n'est pas la fin de la métamorphose, mais uniquement son moment intermédiaire, qui doit nécessairement déboucher sur le devenir innocent et créateur de valeurs nouvelles.

Chez Machiavel, cette férocité désigne la part bestiale de l'homme, indispensable au prince, mais qui ne saurait être utilisée qu'à bon escient et uniquement dans les circonstances qui s'imposent. Chez Nietzsche, cette même férocité est au service du surhomme, concept pris non pas en un sens biologique mais métaphysique, en tant qu'inventeur d'une nouvelle forme d'humanité qu'il s'impose à lui-même et dont le bonheur se trouve dans « le sentiment que la puissance grandit, qu'une résistance est surmontée »²⁰. À l'amollissement des civilisations, qui est une suite nécessaire de la morale (trop)

16. Cité par C. Bouriau, « Nietzsche et la réappropriation des normes de la Renaissance », *Philosophia Scientia*, 12-2, 2008.

17. N. Machiavel, *Le Prince*, chapitre 18.


18. F. Nietzsche, *Ainsi parlait Zarathoustra*, « Les trois métamorphoses de l'esprit », *op. cit.*, p. 301.

19. F. Nietzsche, *ibid.*, p. 353.

20. F. Nietzsche, *L'Antéchrist*, *op. cit.*, § 2.

chrétienne, Nietzsche oppose la *virtù* du guerrier, qui lutte contre le dernier homme qui, lui, ne cherche que le confort, la tranquillité, le repos, la paix. La guerre, la bonne Éris, est donc lutte contre le déclin, mais également lutte contre la mauvaise Éris qui emporte les hommes dans un chaos pulsionnel destructeur. C'est pourquoi, enseigne Zarathoustra, « vous devez chercher votre ennemi et faire votre guerre, une guerre pour vos pensées »²¹.

Regarder la guerre en face

Affronter avec probité et rigueur la conception nietzschéenne de la guerre est une épreuve, une expérience dont on ne sort pas indemne tant elle nous interroge sur le style de vie que nous menons, voulons ou devons mener. Car la guerre vient interroger la vie, cette norme à laquelle toutes les valeurs sont rapportées, interrogées et, parfois, dynamisées. Le vocabulaire résolument et volontairement martial de Nietzsche peut constituer un repoussoir. Mais, à qui voudra et acceptera de le lire, alors la guerre deviendra l'épreuve du style de vie qui nous échoit. S'en détourner, c'est se détourner de la vie. 

21. *Ibid.*, p. 319.



JEAN-LUC LELEU

À L'ÉPREUVE DE LA DICTATURE. LE NAUFRAGE MORAL DE LA WEHRMACHT EN GUERRE

Les idées reçues sont tenaces. Celle d'une Wehrmacht qui aurait su garder les mains propres dans la guerre hitlérienne en est une. Dans cette version de l'Histoire écrite par les généraux allemands après le conflit, les troupes SS inféodées au régime national-socialiste auraient assumé seules les dévoiements conduisant aux pires massacres, sur le front comme dans les territoires occupés.

Inlassablement battue en brèche par les historiens allemands depuis les années 1970, cette présentation a fini par s'effondrer et la vérité s'est imposée outre-Rhin à une société qui a eu le courage de regarder en face son passé au tournant du siècle. Qu'une institution militaire soit devenue aussi aisément l'instrument docile de la guerre d'anéantissement menée à l'Est questionne néanmoins les fondements de ses « valeurs » et de ses « vertus »¹.

Continuités culturelles

L'histoire est bien davantage faite de continuités que de ruptures radicales. Créée en 1935 à partir de la Reichswehr, la Wehrmacht était l'héritière de l'armée impériale qui avait dominé l'Europe à la fin du XIX^e siècle avant de s'effondrer en 1918. Dans cette armée, l'objectif primait sur les moyens d'y parvenir. Aussi les efforts menés à la conférence de la Paix de La Haye (1899) pour tenter de réglementer l'exercice de la violence s'étaient heurtés à l'hostilité de l'état-major général. « Une guerre menée avec énergie ne peut pas seulement se tourner [...] contre les combattants de l'État ennemi. Les prétentions humanitaires, c'est-à-dire le ménagement des gens et des biens, ne peuvent seulement venir en question que dans la mesure où la nature et l'objectif de la guerre le permettent². »

1. Les propos de ce texte sont pour l'essentiel tirés d'un mémoire inédit pour l'habilitation à diriger des recherches (« Combattre en dictature. Les forces armées allemandes et le « second front » à l'Ouest, 1940-1944 ») qui sera prochainement publié.

2. « *Kriegsbrauch im Landkriege, Kriegsgeschichtliche Einzelschriften* », hg. v. *Groß en Generalstab*, 1902, p. 1, cité par M. Messerschmidt, « *Völkerrecht und "Kriegsnotwendigkeit" in der deutschen militärischen Tradition seit den Einigungskriegen* », *German Studies Review*, 6/1983, pp. 239-240.

Conjugée à la hantise du franc-tireur héritée de la guerre de 1870, cette violence assumée a conduit à l'exécution de quelque six mille cinq cents civils belges et français lors de l'invasion en 1914³. Également présents dans les rangs de l'armée impériale au début du siècle, l'antisémitisme et le racisme antislave ont plus tard trouvé dans l'idéologie nationale-socialiste le terreau à leur épanouissement⁴. Exacerbés par l'anticommunisme, ces fondements culturels ont conduit à ce que les directives données par Hitler en avril 1941 en prévision de la guerre d'anéantissement voulue à l'Est soient largement acceptées et appliquées. La plupart des commissaires politiques de l'Armée Rouge tombés entre les mains allemandes ont été exécutés. Et deux des trois millions de prisonniers de guerre soviétiques capturés au cours des premiers mois de la campagne étaient déjà morts de faim ou de maladie au début de 1942.

Auxiliaire du génocide mis en œuvre par la SS, la Wehrmacht a joué un rôle actif dans la répression. Celle-ci s'est déclinée sous forme d'exécutions sommaires à grande échelle, d'opérations antipartisans, ou encore d'évacuations de larges territoires (« zones mortes ») où il pouvait ensuite être tiré à vue. À partir de 1943, les replis se sont enfin accompagnés d'une politique de « terre brûlée » destinée à priver l'Armée Rouge de la moindre ressource. Pour la seule Biélorussie, on recense ainsi deux cent neuf villes et neuf mille deux cents villages incendiés sous l'occupation allemande, dont six cent vingt-huit avec leurs habitants. En ce sens, la destruction d'Oradour-sur-Glane en France et ses six cent quarante-trois civils tués doivent être considérés pour ce qu'ils ont réellement représenté : une transposition circonstancielle de méthodes de guerre qui avaient largement cours à l'Est⁵.

Il existait toutefois une différence notable entre les formations de la Wehrmacht et celles de la SS. Les premières ont plus fréquemment épargné les femmes et les enfants, là où la violence des secondes s'est exercée aveuglément dans toute sa radicalité idéologique⁶.

Quand l'obéissance devient asservissement

À l'été 1944, les services de renseignement anglo-américains étaient unanimes. Après avoir interrogé plusieurs milliers de soldats allemands capturés, ils concluaient qu'une proportion très

3. J. Horne et A. Kramer, 1914. *Les atrocités allemandes*, Paris, Tallandier, 2005 (éd. anglaise, 2001).

4. W. Wette, *Die Wehrmacht. Feindbilder, Vernichtungskrieg, Legenden*, Frankfurt/Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 2005 (2002).

5. J.-L. Leleu, *La Waffen-SS. Soldats politiques en guerre*, Paris, Perrin, 2007, pp. 784-795.

6. P. Lieb, *Konventioneller Krieg oder NS-Weltanschauungskrieg? Kriegführung und Partisanenbekämpfung in Frankreich 1943/44*, Munich, Oldenbourg, 2007, p. 507.

élevée d'entre eux pouvaient être décrits comme « des robots ou des automates militaires »⁷. Ce constat s'appliquait non seulement aux hommes du rang, mais également aux officiers.

C'était là le produit d'une éducation autoritaire. C'était surtout la conséquence d'une sélection qui produisait pleinement ses effets dans la cinquième année de guerre. En 1938, la « mise au pas » de l'armée avait consisté à en écarter les chefs sinon hostiles au régime, du moins assez lucides pour éviter l'aventure guerrière que souhaitait le dictateur. La véritable sélection au sein du corps des officiers s'est en réalité faite plus tard, au cours de l'hiver 1941-1942. L'interdiction de battre en retraite s'est accompagnée d'une politique de dégagement des cadres, qui a touché à grande échelle le corps des officiers supérieurs et généraux. Dans la guerre d'anéantissement menée contre l'Union soviétique, les commandants d'unité devaient tenir leurs positions sans esprit de manœuvre et accepter en corollaire de voir leurs troupes fondre dans la fournaise de la bataille. La mission primait en faisant abstraction de sa pertinence et de son coût humain. Ceux qui n'en étaient pas capables ont été relevés de leur poste.

De ponctuelle, cette injonction à tenir les positions est devenue systématique lorsque le Reich s'est borné à une défense sans stratégie sur tous les fronts à partir de 1943. Elle a été appliquée par des officiers promus sur des critères qui faisaient désormais la part belle aux seules compétences techniques et à l'application zélée des ordres. Il en a résulté un corps aux indiscutables capacités professionnelles et tactiques. En corollaire, la réflexion et le doute étaient désormais bannis de l'institution militaire.

La présence dans les rangs d'un noyau dur d'individus adhérant intimement aux idées du régime assurait le contrôle social. Ces hommes réduisaient la possibilité de discussions politiques et même militaires au sein des unités. Numériquement très minoritaires, de l'ordre de 15 % parmi les prisonniers aux mains des Alliés, ils étaient particulièrement présents parmi les cadres de contact, et leur influence était bien plus considérable que ne le laisserait supposer leur effectif. Ils permettaient ce faisant de museler toute pensée divergeant de la *doxa* du régime.

Les hochets

Pour faciliter le consentement, Hitler s'est appuyé sur les faiblesses humaines. La corruption a ainsi été institutionnalisée au sein de l'élite militaire. Maréchaux et généraux d'armée ont été achetés

7. The National Archives (Kew), WO 171/221: Second Army, Intelligence Summary n° 32, 6/7/1944, Appendix A (Notes on PW captured on Second Army Sector... 6/6-4/7/1944).

au lendemain de la défaite française par la grâce d'indemnités de représentation défiscalisées. Tenues secrètes, elles étaient révocables d'un mot. Surtout, elles doubleraient *de facto* les revenus, pour leur part lourdement fiscalisés, des quelques dizaines de bénéficiaires. Des dotations exceptionnelles de deux cent cinquante mille reichsmark permettaient également d'acheter les consciences, à une époque où le salaire moyen d'un ouvrier s'élevait mensuellement à cent soixante reichsmark. Cela n'a d'ailleurs pas suffi aux plus âpres au gain. À force de manœuvres, le maréchal Keitel et le général Guderian ont ainsi converti leur chèque en somptueuses propriétés foncières, triplant voire quadruplant au passage leurs bénéfices.

La spécificité du national-socialisme est toutefois d'avoir favorisé la promotion de simples soldats comme gradés du rang, ce qui permettait aux conscrits de prétendre à une rémunération avantageuse pour eux et pour leur famille, sous réserve de conditions d'ancienneté et de comportements respectueux de la discipline. Le dénombrement des tués permet de bien saisir la structure hiérarchique très inhabituelle qui en a résulté. Près de 45 % des soldats morts en Normandie à l'été 1944 étaient des gradés du rang (caporaux, caporaux-chefs et grades équivalents), contre 25 % de soldats de première et deuxième classes. Au final, c'était un excellent instrument de contrôle et de motivation des conscrits.

Le dictateur a par ailleurs habilement agité les « hochets » qui font marcher les hommes. Tournant le dos à une solide tradition d'anonymat dans l'accomplissement du devoir, les services de la propagande de la Wehrmacht comme ceux du ministère de Goebbels ont multiplié les coups de projecteur sur les troupes et sur leurs chefs, contribuant largement à leur postérité. Rommel est l'archétype du chef de guerre porté aux nues par la propagande. Et la réputation d'élitisme de la Waffen-SS doit beaucoup à sa mise en scène médiatique : fin 1941, 40 % des articles sur la guerre parus dans la presse allemande étaient consacrés aux troupes SS, alors qu'elles représentaient à peine 5 % des effectifs combattants au front.

La dictature nazie s'est enfin révélée prodigue en médailles, distribuées par quintaux pour motiver les hommes et conduire leurs chefs à privilégier l'objectif à son coût humain. Ainsi, l'armée allemande a attribué davantage de croix de fer pendant les trois semaines de combats qui ont suivi le débarquement en Normandie que la 1^{re} armée américaine n'a décerné de décorations à ses GI's pendant sept mois de campagne en Europe. La plus remarquable performance de la Wehrmacht a dans ce cas été de ne pas dévaloriser ses médailles en dépit de leur généreuse distribution.

« Vertu » des temps difficiles : l'explosion de la violence coercitive

D'une manière ou d'une autre, toute institution militaire fait devoir à un supérieur de maintenir la discipline et d'imposer sa volonté à ses subordonnés dans le cadre de la mission fixée. Sans surprise, les dictatures s'y révèlent plus radicales : là où les démocraties anglo-américaines ont procédé à quelques dizaines d'exécutions de leurs soldats pendant la Seconde Guerre mondiale (quarante dans l'armée britannique, cent quarante-six dans l'armée américaine), l'Allemagne en a effectué au moins vingt mille (avec une inflation au cours de la seconde moitié du conflit), le Japon vingt-deux mille deux cent cinquante-trois et l'Union soviétique cent cinquante mille⁸.

Au-delà de cette répression à visage légal, toujours trop tardive aux yeux des plus radicaux, les deux dernières années de la guerre ont vu une explosion de la violence coercitive au sein des forces armées du Reich. Ouverte par une directive de Hitler en mars 1943, la possibilité, mais aussi le devoir, pour un supérieur d'abattre sur-le-champ un subordonné pour rétablir une situation de crise a conduit à une multiplication des exécutions sommaires sur le front. Que ce soit à l'Est ou en France après le débarquement en Normandie, des officiers ont ainsi de plus en plus fréquemment abattu les hommes qui se repliaient ou qui cherchaient à cesser le combat.

Cette violence est jusqu'à présent demeurée largement ignorée. D'une part, les directives ont été fréquemment détruites lorsqu'elles ont été consignées par écrit. D'autre part, les officiers allemands qui ont largement participé à l'écriture de l'histoire militaire du conflit ont passé sous silence cette violence dans leurs mémoires écrites. Dans des situations opérationnelles critiques, elle a pourtant été ordonnée, à l'image de la directive émise par le commandant de la 1^{re} armée blindée lorsque ses troupes ont été encerclées en Ukraine au printemps 1944. « Aussi longtemps qu'il a encore une arme, chaque soldat allemand qui n'obéit plus ou ne combat plus est tout autant notre ennemi que chaque Russe, et doit être traité de la même manière par les officiers et les sous-officiers ! J'attends qu'il soit fait un usage impitoyable des armes contre la panique, le manque de combativité et l'indiscipline⁹. »

Les derniers jours de combat pour le camp retranché de Cherbourg en juin 1944 illustrent également le processus. Complètement isolé et

8. M. Messerschmidt, *Die Wehrmachtjustiz 1933-1945*, Paderborn, Schöningh, 2008 (2005), pp. 21, 160-173.

9. E. Fritze, *Unter dem Zeichen des Äskulap. Tagebuch 1940-1945 eines Soldatenarztes bei der 6. Panzer-Division*, Bochum, Europäischer Universitätsverlag, 2004, pp. 327-328.

sommé de tenir le port aussi longtemps que possible avec des troupes éprouvées par deux semaines d'engagement, le commandant de la garnison a ordonné à ses subordonnés d'exécuter tout homme qui chercherait à quitter la ligne de front ou à abandonner le combat – consigne appliquée dans nombre de cas. Une étude serrée à l'échelle de la bataille de Normandie à l'été 1944 révèle ainsi que tous les corps de troupe ont été concernés, depuis ceux dits d'« élite » étroitement liés au régime (parachutistes et Waffen-SS) jusqu'aux unités ordinaires de l'infanterie.

Désobéissance et mensonges

Dans une guerre classique entre États-nations, le rapport de force repose d'abord sur une réalité humaine et matérielle à laquelle les belligérants ne peuvent se soustraire. Or, l'absence de véritable stratégie a rapidement conduit l'Allemagne nazie à l'impasse. Puissance industrielle moyenne, elle a successivement déclaré la guerre en 1941 aux deux plus grandes puissances économiques mondiales de l'époque : l'Union soviétique et, surtout, les États-Unis. Trois ans plus tard, ces dernières étaient en mesure d'aligner des moyens considérables dans un rapport de force écrasant, variant selon les cas de un à quatre (pour les tirs d'artillerie) jusqu'à un à vingt (pour les sorties aériennes).

En dernier recours, la dictature nazie s'est enfoncée au cours des dix-huit derniers mois du conflit dans une « stratégie » de défense coûte que coûte sur tous les fronts. Sa seule finalité était de durer et d'infliger à la coalition alliée des pertes à ce point insupportables qu'elle abandonnerait la lutte. Mais en imposant régulièrement à ses troupes de tenir leurs positions « jusqu'au dernier homme », le haut commandement allemand leur fixait une mission de sacrifice à la fois absurde et difficile à assumer psychologiquement. Lorsque la poursuite du combat se trouvait compromise par le niveau de pertes (ou par un risque d'encerclement), le rapport coût/bénéfice plaidait clairement pour l'esquive, sous une forme ou sous une autre.

La réalité du champ de bataille s'est ainsi imposée aux soldats allemands du « III^e Reich » comme elle s'était auparavant imposée aux soldats français de la III^e République lors de la Grande Guerre. « Si les ordres avaient toujours été obéis à la lettre, on aurait massacré toute l'armée française avant août 1915 », analysait sobrement l'ancien poilu Jean Norton Cru en faisant référence à la politique d'offensive

à outrance du commandement¹⁰. De même, si les ordres répétés de Hitler de combattre « jusqu'au dernier » avaient été réellement respectés, il ne serait plus resté un seul soldat allemand en vie en mai 1945.

Avec 10 % des effectifs allemands morts lors des combats en Normandie à l'été 1944, le consentement au sacrifice était bel et bien présent. Pourtant, le principe de réalité a fini par s'imposer aux états-majors sur place après les premières semaines de combats.

La seule demande de repli par la voie officielle ayant abouti à la destitution du général qui en était l'auteur, les différents états-majors sur place ont donc été contraints de taire leurs agissements en masquant leurs actes de désobéissance par le biais de faux rapports. La rhétorique et le sophisme ont envahi les comptes rendus. Certains replis ont été dûment scénarisés, des attaques alliées inventées ou exagérées pour justifier l'abandon des positions. Après avoir été âprement défendues, des villes comme Caen ou Saint-Lô ont ainsi été abandonnées presque sans combats, en dépit des rapports qui affirmaient le contraire. Et le signal du repli a été donné en Normandie plusieurs jours avant qu'Hitler n'en donne formellement l'autorisation, le 16 août 1944.

Conclusion

La tentation de prêter une plus grande efficacité aux forces armées d'un régime autoritaire dissimule souvent une méconnaissance profonde de leur fonctionnement interne. En ce sens, la propagande nazie s'est révélée habile à masquer les faiblesses et les dévoiements du régime et de son institution militaire. Après-guerre, les généraux allemands se sont tout aussi habilement défaussés de leurs responsabilités dans leurs Mémoires. Pourtant, ils ont largement adhéré à la politique du régime et ont souvent mis en œuvre les mesures de répression et de persécution dans les territoires occupés.

Au-delà des questions morales, le refus du haut commandement de tirer les conclusions d'un rapport de force stratégique totalement déséquilibré a conduit les forces engagées sur le front à renier les principes élémentaires habituellement en vigueur au sein des institutions militaires. D'un côté, les cadres de contact ont été incités à tourner leurs armes contre leurs propres hommes pour réprimer tout signe de faiblesse. D'un autre, les responsables du front ont été de plus

10. J. N. Cru, *Du Témoignage*, Paris, Allia, 1989, p. 40. Voir L. V. Smith, *Between Mutiny and Obedience. The Case of the French Fifth Infantry Division during World War I*, Princeton University Press, 1994 ; E. Saint-Fuscien, *À vos ordres ? La relation d'autorité dans l'armée française de la Grande Guerre*, Paris, EHESS, 2011.

en plus contraints de prendre une liberté croissante avec la vérité afin de se ménager la marge de manœuvre que le haut commandement leur refusait. En réalité, plus fortes sont les contraintes exercées sur les acteurs sociaux, d'autant plus grande est la tentation de désobéir chez les exécutants, particulièrement lorsque les directives ne respectent pas (ou plus) le principe de réalité. Cette vérité, somme toute basique, méritait d'être rappelée. ┐



THIERRY MARCHAND

UN IMPÉRATIF D'ÉQUILIBRE

La vertu est force d'alignement entre l'âme et l'action. Une force intérieure qui rétablit en l'homme une continuité déontologique. Profane ou religieuse là n'est pas la question, car elle permet d'exprimer le règne du devoir au-delà de toute posture morale. De manière allégorique, elle est la voile qui permet la mise en mouvement, l'énergie potentielle de toute existence. La puissance est sa mesure et la liberté sa principale force d'expression.

La valeur, elle, est puissance d'entraînement entre l'esprit et l'action. Elle cristallise le point visé, le but, l'idéal qui permet à chacun de se fixer une référence stable dans un monde en perpétuel changement. Elle est donc le gouvernail qui oriente nos vies, la résistance au réel qui force les circonstances à la mesure de notre volonté. La pureté est son étalon et le tempérament son instrument principal.

Valeur et vertu se mêlent dans l'action qui reste l'unité de compte. Dans l'épopée comme dans l'action la plus banale on en trouve traces dans un dosage inégal. Leur intensité n'est pas corrélée. Les deux muses peuvent se mouvoir indépendamment l'une de l'autre et toutes les combinaisons sont dans la nature. L'homme seulement vertueux ou uniquement valeureux restera impuissant car il ne pourra jamais aligner les forces pour faire empreinte.

Le malheur vient de la disproportion de ces deux polarités. Apparaissent alors les plus grandes folies, car une valeur sans vertu est utopie agressive et une vertu sans valeur une brutalité sans frein. Les deux cas nous renvoient à un impératif d'équilibre. Une éducation qui fait civilisation.

Lorsque la valeur et la vertu se mettent en résonance, alors apparaissent deux profils. Côté grand vent et grande escadre, les géants qui marquent l'histoire des hommes. Ceux qui nous dévoilent la puissance infinie d'une force libre et engagée.

De l'autre, la grande cohorte des saintetés invisibles qui peuple dans l'humilité notre quotidien. Petite voile et petit vent poussent un gouvernail de fortune à faire sans cesse des bords. Là se dévoile dans l'indifférence du monde, la grandeur des sans grades, qui dans un effort dérisoire tentent de rapprocher à chaque instant le désir pur et les circonstances. Là se situe toute leur noblesse qui n'a rien à envier à celle des grands hommes. ┘

L POUR NOURRIR LE DÉBAT



THOMAS FRESSIN

LA RECHERCHE HISTORIQUE « AUGMENTÉE » PAR LES HUMANITÉS NUMÉRIQUES

Avec la mutation généralisée de la société liée à l'essor du numérique et d'Internet, de nombreuses activités se trouvent transformées. Sous l'influence conjointe d'Internet, des nouvelles potentialités des technologies de l'information et de la communication, mais également de la volonté d'hommes engagés dans cette convergence numérique¹, les sciences humaines et sociales n'échappent pas à cette révolution. Depuis le début des années 2010, les « humanités numériques » prennent de l'importance et offrent aux chercheurs de nouveaux dispositifs permettant une meilleure dynamique collaborative de recherche, notamment par l'échange de données ouvertes, par des innovations participatives ou encore la structuration de groupes apprenants par intelligence collective.

Même si l'alliance entre le numérique et les humanités est bien plus ancienne que les années 2010, adopter les humanités numériques n'est plus aujourd'hui pour les chercheurs qu'une question de simple choix. Cela est souvent présenté comme une rupture des usages qu'il convient d'adopter afin de permettre des pratiques de recherche plus efficaces et davantage en phase avec le reste de la société². Enjeu notamment confirmé par le caractère interdisciplinaire des humanités numériques³, mais aussi par sa dimension internationale⁴.

Après avoir défini ce que sont les humanités numériques, nous mettrons en évidence dans cet article plusieurs enjeux actuels, en les illustrant à l'aide de plusieurs projets de recherche concrets liés à l'histoire militaire et développés par l'auteur.

1. G. Michel, *Management des nouvelles technologies et e-transformation*, Paris, Economica, 2016. p. 16.

2. C'est en réalité à partir des années 1960-1970 que l'alliance entre l'informatique et les humanités a pris de l'ampleur, essentiellement en linguistique, en histoire et en anthropologie. Au sujet de l'histoire critique des humanités numériques, voir P. Mounier. *Les Humanités numériques. Une histoire critique*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2018.

3. Sur le questionnement de l'interdisciplinarité des humanités numériques, voir A. Béné. « Quelle interdisciplinarité pour les "humanités numériques" ? », *Les Cahiers du numérique*, vol. 10, n° 4, 2014, pp. 103-132.

4. L. Bouzidi et S. Boulesnane, « Les humanités numériques. L'évolution des usages et des pratiques », *Les Cahiers du numérique*, vol. 13, n° 3-4, 2017, pp. 19-38.

Les humanités numériques

Comme l'a montré dès 2011 le *Manifeste des digital humanities*⁵, le tournant numérique pris par la société a permis de modifier et d'interroger les conditions de production et de diffusion des savoirs. Sans faire table rase du passé, les humanités numériques, au croisement de l'informatique et des sciences humaines et sociales, s'appuient sur l'ensemble des paradigmes, savoir-faire et connaissances propres à ces disciplines, tout en mobilisant les outils et les perspectives singulières du champ du numérique. Pouvant être vues comme une « transdiscipline », elles sont porteuses de méthodes, de dispositifs et de perspectives heuristiques liés au numérique dans le domaine des sciences humaines et sociales.

Également appelées « sciences humaines numériques » ou « humanités computationnelles », l'expression « humanités numériques » se présente comme un oxymore⁶, qui caractérise des méthodes et des pratiques en sciences humaines et sociales liées au développement ainsi qu'à l'utilisation de méthodes et d'outils informatiques. Développées aussi bien en ligne que hors ligne, elles s'attachent également à étudier les nouveaux contenus et médias numériques, au même titre que des objets d'étude plus traditionnels. De part leur grande ouverture sur les humanités et le numérique, elles s'enracinent généralement dans un mouvement en faveur de la diffusion, du partage et de la valorisation du savoir.

Permettant de répondre à des questions de recherche impliquant les sciences humaines et sociales, ce mouvement se fonde essentiellement sur deux types d'usages complémentaires du numérique : ceux d'ordre documentaire (constitution, partage et utilisation raisonnés de bases de données et de corpus) et ceux d'ordre herméneutique, c'est-à-dire d'interprétation des textes (utilisation de méthodes informatiques ou mathématiques appliquées à des grands volumes de données ou de documents).

Par ces usages, ce mouvement tend aujourd'hui à redéfinir les contours de plusieurs disciplines universitaires, en premier lieu l'histoire, la linguistique, la littérature, la sociologie, l'art ou encore la géographie. Ne se cantonnant pas uniquement à ces disciplines, ce renouveau concerne également plusieurs secteurs de l'information et de la communication, comme l'archivistique, les bibliothèques et la documentation. Appliquées à l'histoire militaire, les humanités numériques vont pouvoir démultiplier les perspectives de recherche.

5. M. Dacos, « Manifeste des digital humanities », *That Camp*, 2010 (non-conférence sur les Digital Humanities, 26 mars 2011).

6. M. Dacos et P. Mounier. *Humanités numériques. État des lieux et positionnement de la recherche française dans le contexte international*, Paris, Open Editions/Institut français, 2014, p. 5.

La constitution collaborative de jeux de données

Dans le cadre de recherches liées aux humanités numériques, la donnée constitue inévitablement la matière première du projet. Une fois collectée, informatisée, traitée, elle doit être transformée et analysée, pour potentiellement prendre de la valeur et être considérée comme un « actif clé ».

Pour ne pas avoir à mettre en place d'écosystèmes coûteux et pour mutualiser les données, la nouvelle génération d'historiens et d'amateurs d'histoire se reposera de plus en plus sur des systèmes collaboratifs et mutualisés de jeux de données, hébergés et soutenus par des particuliers ou par des institutions. La mémoire « locale » sera ainsi partagée au plus grand nombre.

Dans le domaine de l'histoire militaire, le projet Mémoire des hommes⁷ est sans aucun doute l'un des meilleurs exemples de ce nouvel usage collaboratif. Depuis 2003, le ministère des Armées propose aux internautes volontaires d'y annoter les pages de certains documents numérisés. Une fois les données indexées, la recherche en histoire locale ou en généalogie s'en trouve grandement facilitée. Le succès est d'ailleurs tel que l'indexation collaborative s'est ouverte à plusieurs périodes de l'histoire, jusqu'au lancement en 2020 de l'annotation des registres de contrôle de troupes de l'Ancien Régime. Comme le souligne Louise Merzeau, qui a étudié ce site, cette mémoire partagée est alors comprise à la fois comme une condition et comme une résultante de toute mise en commun. Selon des règles et pour une finalité que le groupe d'annotateurs détermine lui-même, la mise en partage résulte d'une volonté de réunir ou d'échanger des ressources mémorielles⁸. Ressources qui forment un réservoir de données alimentant des portails de ressources en faveur de recherches généalogiques, d'études historiques, de projets pédagogiques et mémoriels et enfin de mise en valeur des territoires⁹.

Avec des objectifs similaires, le projet collaboratif de médiation culturelle et scientifique Immersailles¹⁰, lancé en 2019 avec le Centre de recherche du château de Versailles et mis à disposition au deuxième semestre 2021, propose à des contributeurs volontaires d'identifier les anciens locataires du château sur plusieurs plans d'époque. Un jeu de données qui permettra d'en savoir plus sur les différentes familles

7. Site internet de Mémoire des hommes : <https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr>

8. L. Merzeau, *Mémoire partagée* (Préciser les références) in M. Cornu, F. Orsi et J. Rochfeld. *Dictionnaire des biens communs*, Paris, PUF, 2017. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01546678>

9. S. Aufray, « Le site Mémoire des hommes et ses évolutions : entre mémoire et histoire », *La Gazette des archives*, n° 236, 2014-4. « Commémorer », pp. 71-83.

10. Page descriptive du projet : <https://chateauversailles-recherche.fr/francais/recherche/projets-scientifiques-et-recherche-appliquee/projet-fressin-2019-2022>

ayant vécu à la Cour, sur leur environnement, leurs activités... Et, parmi eux, il sera possible d'identifier les officiers et officiers généraux ayant séjourné au château, d'étudier leur proximité spatiale avec le roi...



Figure 1 : Projet Immersailles

Pour finir, citons une dernière initiative, en cours de développement, qui s'intéresse au problème de la gestion de données historiques spatialisées à travers l'histoire de la gendarmerie nationale : la constitution d'un jeu de données ouvertes fondé sur des registres d'inspection et des états annuels des brigades de la maréchaussée (pour l'époque moderne), puis de la gendarmerie nationale (pour l'époque contemporaine). Outre la mention de la présence de telle brigade dans telle localité à telle date, les jeux de données constitués conserveront également toutes autres informations pouvant se révéler utiles pour d'autres historiens : adresse précise de la brigade dans la ville, noms des militaires servant dans la brigade, état et prix des chevaux/véhicules utilisés, nombre de logements, missions particulières réalisées localement...

La valorisation des jeux de données

La transformation numérique en matière de recherche n'est pas un phénomène de surface ; il induit bel et bien un changement de paradigme. Sans culture de la donnée, les chercheurs finiront par buter contre des difficultés qui les empêcheront de mettre en place une exploitation généralisée de la donnée.

La numérisation n'étant visible qu'à travers les effets qu'elle produit, il nous revient de présenter ici quelques exemples concrets de

valorisation de données historiques grâce aux humanités numériques. En effet, en connaissant les possibilités offertes par les jeux de données disponibles, il est envisageable de les manipuler pour en réaliser plusieurs visualisations (cartographies, diagrammes...), répondant à des objets de recherche différents. Citons ici deux exemples.

Si, par exemple, on souhaite faire ressortir les brigades de gendarmerie présentes dans des villes depuis trois cents ans en croisant un jeu de données constitué sur les brigades en 1720 et un autre jeu de données sur les unités opérationnelles en 2020, il est possible d'extraire une liste des quatre cent vingt-trois brigades et de construire la cartographie associée¹¹ – ces données historiques ont pu être valorisées par la gendarmerie dans le cadre du tricentenaire de la sédentarisation des brigades de la maréchaussée.

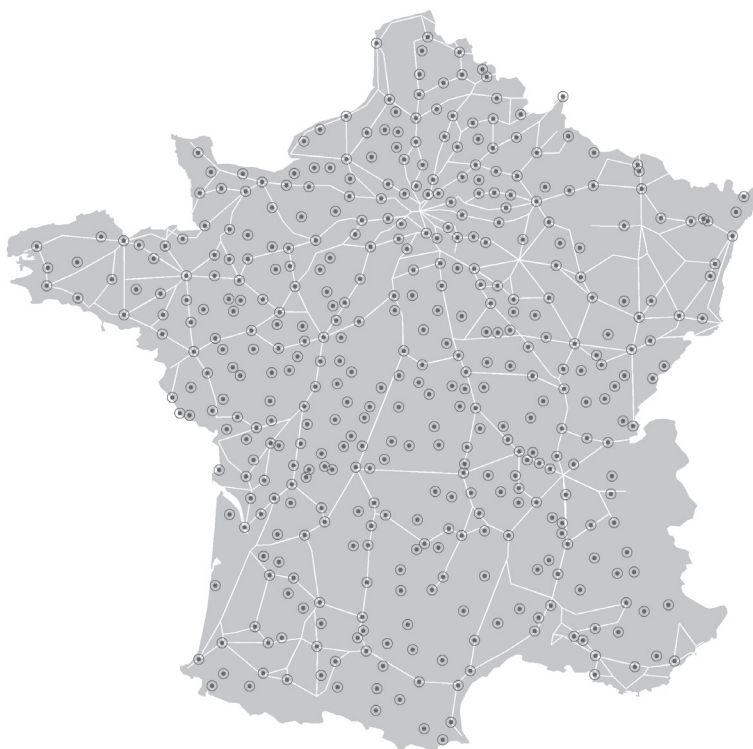


Figure 2 : Carte des villes ayant une brigade de gendarmerie depuis plus de trois cents ans

11. T. Fressin. « Carte des 423 villes ayant une brigade de maréchaussée/gendarmerie en 1720-2020 », 2020. Sources utilisées : GR YB 858 (SHD) et liste des unités opérationnelles de la gendarmerie en 2020 (gendarmerie nationale).

Brigades tricentenaires

Pour continuer à illustrer l'exploitation de jeux de données à « miner », présentons maintenant un tout autre cadre de recherche : l'analyse computationnelle de l'évolution, dans les siècles passés, de l'intérêt des militaires pour certaines formes de sociabilité comme, par exemple, la franc-maçonnerie. L'existence en ligne du Fichier Bossu, qui comporte cent soixante-sept mille neuf cent vingt-trois fiches sur des francs-maçons, essentiellement français, des années 1750-1850¹², permet d'extraire les données utiles contenues sur le site où ce fichier est publié (*web scraping*), de réaliser une reconnaissance optique des caractères de ces fiches (*optical character recognition* ou OCR), d'indexer le contenu textuel (pour pouvoir y faire aisément des recherches) et d'en extraire des entités nommées (lieux, dates, noms de personnes, noms de loges...) à l'aide de traitement automatique du langage naturel. Une fois ces données à disposition, il est possible de fouiller le contenu textuel des fiches. Sur la seule base de quelques termes liés à une affectation militaire et des principaux grades existant entre la fin de l'Ancien Régime et la II^e République¹³, trente et un mille quatre cent onze fiches peuvent être isolées. En d'autres termes, sachant que la qualité de l'OCR n'est pas parfaite et que la liste des termes retenus n'est pas exhaustive, cette simple analyse révèle malgré tout qu'au moins 18,7 % des fiches de ce fichier mentionnent des militaires.

En continuant à fouiller les données isolées, on peut découvrir d'autres conclusions intéressantes, qu'il convient alors de confronter à l'historiographie. En poursuivant notre exemple, une analyse quantitative des dates extraites des fiches concernées permet d'établir un histogramme et d'identifier que la fin de l'Ancien Régime et le Premier Empire furent *a priori* les deux périodes ayant connu le plus de francs-maçons militaires. Âges d'or confirmés par Jean-Luc Quoy-Bodin, l'un des rares chercheurs s'étant intéressé au sujet¹⁴, il y a maintenant près de quarante ans, quand l'informatique ne permettait pas les traitements actuels.

12. Fichier disponible sur la bibliothèque en ligne Gallica de la Bibliothèque nationale de France. Suite à une manipulation opérée sur ce site (*hack*), il a été réalisé un moteur de recherche pour faciliter les recherches dans le fichier Bossu, disponible à cette adresse : <https://fichier-bossu.fr/>

13. Dans le cadre de cet exemple, les lemmes suivants et leurs flexions ont été retenus pour cette analyse : régiment, militaire, infanterie, cavalerie, mousquetaire, gendarmerie, maréchaussée, cuirassier, hussard, dragon, chasseur, artillerie, génie, marine, colonel, major, capitaine, lieutenant, adjudant, sergent. Les termes polysémiques, comme général ou maréchal, ont été écartés.

14. Voir notamment J.-L. Quoy-Bodin, « Le militaire en maçonnerie (XVIII^e-XIX^e siècle) », *Histoire, économie & société*, 2-4, 1983, pp. 549-576.

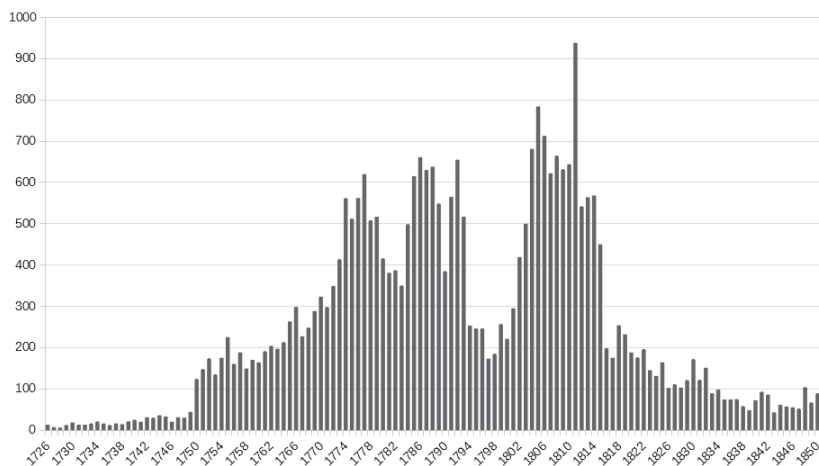


Figure 3 : Occurrences des dates extraites des fiches du Fichier Bossu comportant un terme militaire

Pour finir sur un dernier exemple de valorisation des données du Fichier Bossu, présentons un dernier diagramme qui catégorise cette fois-ci les militaires initiés selon leur armée et leur arme d'appartenance. Cette visualisation effectuée sur des données massives est très intéressante, car elle permet une toute nouvelle approche. Avec les moyens à sa disposition en 1983, Jean-Luc Quoy-Bodin a étudié les loges militaires. De l'Ancien Régime jusqu'au Premier Empire, sur un total de deux cent trente-sept recensées, il a remarqué que 43 % d'entre elles sont liées à des régiments d'infanterie et 11 % à des régiments de cavalerie. Jusqu'alors, ce bilan laissait supposer que les militaires en franc-maçonnerie étaient très largement issus de l'infanterie. En fouillant les données du Fichier Bossu, qui concernent aussi bien des loges civiles que militaires, on découvre que la réalité devait être tout autre. Le nombre de fiches liées à la cavalerie (quatre mille deux cent cinquante-sept) est ici proche de celles liées à l'infanterie (cinq mille vingt-cinq). Et nous constatons par ailleurs que les officiers de la Marine furent également beaucoup plus nombreux que ce que laissait entrevoir le nombre de loges « à bord des vaisseaux du roi ». Ces différences s'expliquent tout simplement par le fait que les frères militaires ne fréquentaient pas uniquement les loges militaires ; beaucoup ont été reçus dans des loges civiles. Ainsi, le traitement massif de données réalisable aujourd'hui permet de renouveler les travaux antérieurs.

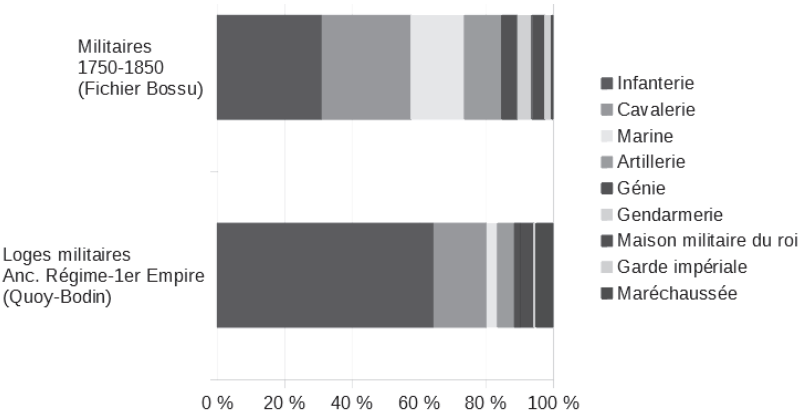


Figure 4 : Répartition des militaires selon leur armée/arme

L'ouverture des données

Au-delà de ces différents exemples, qui montrent les possibilités offertes par les humanités numériques pour faciliter la catégorisation, le ciblage et la représentation de données historiques, l'ouverture des données constitue sans aucun doute le dernier enjeu majeur pour permettre une « augmentation » de la recherche historique.

Dans la continuité de la démarche d'analyse des données, la nouvelle génération d'historiens sensibilisés ou formés aux humanités numériques se veut naturellement favorable à la diffusion, au partage et à la valorisation du savoir. Pour cela, elle s'efforce de rendre ses jeux de données « ouverts », c'est-à-dire structurés, compréhensibles et appropriables par tous sans restriction.

Concrètement, pour revenir à l'ensemble des projets cités précédemment, les données historiques, en plus d'être représentées à l'aide de cartographie, diagrammes et tableaux, seront également partagées publiquement en fin de projet. À l'aide de formats de fichiers interopérables (xml, json, csv), leur exploitation par des tiers s'en trouvera facilitée, et offrira au public et aux chercheurs de nouvelles options de recherche.

En guise de conclusion

Récemment, Patrick Boucheron confiait à des étudiants de master 2 que « chaque historien et historienne a deux missions : produire du

savoir et le rendre socialement partageable»¹⁵. Avec la démocratisation des humanités numériques, ce principe n'a aucune raison d'évoluer. Ceci étant, les historiens, en « augmentant » leurs recherches par le numérique, pourront assurément aborder différemment la production de savoir et faciliter le partage de celui-ci au plus grand nombre, tout en y associant les jeux de données exploités. En somme, les humanités numériques ouvrent de nouvelles perspectives de recherche, aussi nombreuses que passionnantes. ┘

15. P. Boucheron, « L'historien face au grand public », conférence à la semaine de formation « Au-delà de l'université, le chercheur et ses publics », Graduate School « Humanités sciences du patrimoine » de l'université Paris-Saclay, 14 janvier 2021.



BENOÎT TAHON

L'UNIVERS SONORE DES COMBATTANTS DE LA GRANDE GUERRE

« C'est un caractère curieux de cette guerre qu'on l'entend beaucoup plus qu'on la voit. Contrairement à ce qui a lieu dans la vie pacifique, les sensations auditives y sont bien plus nombreuses et intenses que les visuelles. » Reconnu avant-guerre pour ses travaux sur les ondes hertziennes, l'astronome Charles Nordmann définit ainsi les « bruits de la bataille » dans une série d'articles publiés en 1916 dans la *Revue des deux mondes*¹. Le déroulement du conflit, qui impose de produire des armes dont la puissance sonore pouvait traduire, aux oreilles des combattants, la puissance destructrice², modifie en même temps la perception de ce qui n'était déjà plus le « champ de bataille » habituellement pensé et figuré : l'ennemi, hors de la vue, se camoufla et les batteries de tir se défilèrent. Dans ces conditions, poursuit Charles Nordmann, « l'ouïe précède la vue parce que le seuil des sensations auditives produites par chacun des engins et des divers phénomènes de combat est atteint bien avant le seuil des sensations visuelles correspondantes »³.

Replacer l'ouïe au centre des sens mobilisés dans le combat moderne, c'est affirmer que le champ de bataille est d'abord un champ sonore qui influe sur le corps des combattants et engage, avant tout autre mobilisation sensorielle, la sensibilité auditive⁴. La captation d'un monde en guerre exige une mobilisation différentielle des sens ou, comme le souligne Odile Roynette dans *Les Mots des tranchées*, « un réaménagement des priorités sensorielles en faveur de l'auditif »⁵. C'est dans cette perspective qu'il convient de s'interroger sur l'importance des perceptions sonores dans la « physicalité du fait guerrier »⁶.

L'appréciation des sons ou des bruits perçus, leur enregistrement par l'oreille et leur interprétation relèvent de l'« acoustique

1. Ch. Nordmann, « Le bruit de la bataille », *Revue des deux mondes*, 86^e année, 6^e période, t. 35, 1^{er} septembre 1916.

2. J. Yaron, « "Silenced Power", Warfare Technology and the Changing Role of Sounds in Twentieth-Century Europe », *Zeithistorische Forschungen/Studies in Contemporary History* 8, Göttingen, 2011, pp. 178–197.

3. Ch. Nordmann, *op. cit.*, p. 228.

4. J. M. Daughtry, *Listening to War: Sound, Music, Trauma and Survival in Wartime Iraq*, Oxford University Press, 2015. L'auteur qualifie les bruits de la guerre de « belliphoniques ».

5. O. Roynette, *Les Mots des tranchées. L'invention d'une langue de guerre*, Paris, Armand Colin, 2010, p. 153.

6. S. Audoin-Rouzeau, *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre moderne (xix^e-xx^e siècle)*, Paris, Le Seuil, 2008.

physiologique » ou « psycho-acoustique »⁷, discipline qui s'intéresse à la manière dont l'oreille perçoit les sons, depuis l'oreille externe jusqu'à l'oreille interne, et à la fabrication par le cerveau d'« images auditives ». Claude Bailblé décrit avec une grande précision ce processus : « L'événement sonore enclenche une image – pas seulement visuelle [...] – aussitôt rapportée à son origine, à la fois spatiale et temporelle : un mouvement routinier, un incident, les phases d'un processus. [...] Intermittente, continue ou isolée, l'émission acoustique reflète nécessairement une cause énergétique : naturelle (tempête, bord de mer...), sociale (circulation, travaux...) ou domestique (bouilloire, sonnerie...). La plus intéressante est l'activité humaine. [...] Il reste que la pertinence interprétative [...] provient de savoirs antérieurs expérimentés et de l'appréciation adéquate du contexte⁸. »

Il n'est pas impossible de transposer ces différentes chaînes de transmission aux mécanismes de perception des combattants sur le champ de bataille des guerres modernes : ils repèrent des sons (sourds, brefs, isolés, en rafales) dont ils tentent d'identifier la « cause énergétique » (canon lourd, canon de 75, fusil, mitrailleuse) en s'appuyant sur l'habitude et des « savoirs antérieurs expérimentés », qui leur donnent la possibilité de les interpréter avec plus ou moins de justesse et de pertinence. Il s'opère alors une forme d'interaction entre le « milieu » sonore et le soldat qui se trouve en mesure de prélever des informations capables de lui permettre de s'y adapter de la manière la plus appropriée. Il devient moins « une machine qui répond par des mouvements à des excitations » qu'un « machiniste qui répond à des signaux par des opérations ». Le milieu dans lequel il évolue fonctionne comme une *Umwelt* pour tout organisme vivant, un « milieu de comportement propre, [...] un ensemble d'excitations ayant valeur et signification de signaux »⁹. L'interprétation qu'il lui est possible de mettre en œuvre à l'écoute des sons et des bruits conditionne son aptitude à faire face aux dangers qui l'environnent.

Cependant, avec la guerre de position et l'installation durable des combattants dans les tranchées, l'accoutumance aux bruits des différents types d'obus crée en réalité des « réflexes provisoires ou durables » face à des « dangers de même espèce, se répétant de la même façon », par exemple pour des obus de même calibre. « Chez l'homme de guerre, la sommation des excitations nerveuses est tellement forte et chronique qu'il en arrive à l'anesthésie. Le système nerveux, central

7. Ch. Gelis, *Biophysique de l'environnement sonore*, Paris, Ellipses, pp. 8-9.

8. Cl. Bailblé, *Revue de la ligue Braille belge*, novembre 2005, p. 6.

9. G. Canguilhem, *La Connaissance de la vie*, Paris, Vrin, 2015, pp. 185-186 (« Le vivant et son milieu »).

et périphérique, est ébranlé par tant d'émotions et de sensations [...] que l'influx nerveux s'en écoule comme une hémorragie. [...] À la longue, les excitations sensorielles périphériques, visuelles et auditives, mettent un temps considérable pour provoquer des réactions psychomotrices et émotives, ou même n'en provoquent plus du tout, d'où des imprudences¹⁰. »

Cette « anesthésie » des fonctions sensorielles bombardées par des *stimuli* visuels et auditifs aboutit progressivement à la création d'un état cérébral que les neuroscientifiques désignent par l'expression vaise d'« habitude », qui se traduit par une « diminution de la réponse neuronale ». Les comportements automatiques ou habituels que les combattants ont maintes fois évoqués s'effectuent alors dans un espace sensible « familier » que rien, ou presque, ne vient perturber. Que le danger prenne une autre voix et « il faut une nouvelle accoutumance pour le surmonter » : « À chaque nouveau *stimulus*, l'attention est éveillée, ce qui amène le cerveau à traiter de nouvelles informations sensorielles et à les confronter aux données déjà acquises¹¹. »

Bien des paramètres interviennent dans le comportement des soldats confrontés aux bruits de la guerre : fatigue, durée du temps passé dans les tranchées, état émotionnel. Dans *Au-delà du principe de plaisir*, publié en 1920, Sigmund Freud évoque la distinction qu'il faut établir entre la peur, l'angoisse et l'effroi, qu'il différencie en fonction de leur rapport au danger : « L'angoisse désigne un état caractérisé par l'attente du danger et la préparation à celui-ci, même s'il est inconnu ; le terme de peur suppose un objet défini ; quant au terme d'effroi, il désigne l'état qui survient quand on tombe dans une situation dangereuse sans y être préparé ; il met l'accent sur le facteur surprise¹². »

C'est l'effroi qui conduit au traumatisme, qui « déroute » les hommes, les surprend et cause les attitudes de paralysie, de fuite, de délire. Ce dernier état, en partie déclenché par l'a-perception de l'onde, brutalement surgie, rend impossible, par le fait même de son surgissement, la fabrication d'une « image-prospection » susceptible d'identifier et de localiser la source sonore¹³. C'est par exemple le cas lorsque l'éclatement de l'obus précède le bruit du coup de départ en raison de la vitesse de l'obus supérieure à la vitesse du son. Tout

10. L. Barras, *Souvenirs d'un médecin sur la plus grande guerre. Essai psycho-physiologique*, Paris, Maloine, 1925, pp. 175-176.

11. J. Fagard, « Le développement », in Th. Collins, D. Andler et C. Tallon-Baudry (dir.), *La Cognition, du neurone à la société*, Paris, Gallimard, 2018, pp. 148-149.

12. S. Freud, *Essai de psychanalyse*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1981, p. 56.

13. J. von Uexküll utilise la cloche pour illustrer « l'image-perception » et « l'image prospection », *Milieu animal et milieu humain*, Paris, Bibliothèque Rivages, pp. 138-139.

au long de la guerre, les soldats ont maintes fois relevé la crainte qu'occasionnaient les obus dont on ne pouvait pas percevoir le coup de départ. De manière identique, la saturation totale de l'espace sonore lors de bombardements particulièrement appuyés rend impossible la reconnaissance des multiples modulations produites par les tirs des canons : « Avant, on reconnaissait au sifflement, à l'éclatement ; maintenant, on ne reconnaît rien. Ce n'est plus une succession de bruits, c'est un chaos écrasant, envahissant et tel qu'on ne sait plus si l'on vit¹⁴. »

Apprentissage

Dès lors, la nécessité de mobiliser un savoir sensoriel capable d'identifier le maximum d'objets sonores de son environnement apparaît au soldat comme un moyen de prévenir les mauvaises surprises, de se protéger des multiples dangers et de parer toute défaillance psychique : « Qu'est-ce qui cause le bruit des projectiles dans leur vol ? Le chant modulé de l'obus, le son des balles qui semblent éclater ? Quelles sont leurs diverses vitesses par rapport au son ? Je me vois en novembre 1914 lisant dans la tranchée, au moulin du ruisseau de Forges, quelques bons articles de presse sur ces questions. Ces notions acquises me prémunirent contre certaines légendes, en particulier la légende des balles explosives¹⁵. »

Que tous les combattants, comme le fit Jean Norton Cru, aient poussé la curiosité jusqu'à se procurer des articles de presse pour expliquer un certain nombre de phénomènes acoustiques et se « prémunir contre certaines légendes », on peut en douter, mais exercer son ouïe aux différents sifflements d'obus « que l'on suit à l'oreille » peut devenir une qualité sensorielle utile, au point que l'on peut même, d'après Paul Lintier, faire perdre à l'obus « beaucoup de son effet moral »¹⁶. Cet avantage n'est envisageable que dans le cas où les signaux acoustiques orientent l'attention du combattant et le prédisposent à l'anticipation par une acuité extrême à son environnement sonore. Plutôt que d'être aboli, l'espace sensible perçu se trouve cette fois élargi et l'oreille se tend (la dimension directionnelle étant essentielle) pour rechercher les indices sonores qui structurent son territoire, quand bien même cet ordonnancement ne serait que provisoire.

14. P. Tuffrau, 1914-1918. *Quatre années sur le front*, Paris, Imago, 2004, pp. 54-58.

15. J. Norton Cru, *Lettres du front et d'Amérique*, Aix-en-Provence, Publications de l'université de Provence, 2007, p. 3.

16. P. Lintier, *Ma pièce. Avec une batterie de 75. Souvenirs d'un canonnière*, 1914, Paris, Plon, 1916, p. 148.

Cette disposition de l'oreille à discriminer certains sons au milieu d'un univers sonore donné correspond à une « compétence » auditive dite « analytique » distincte de l'écoute naturelle ou « holiste ». Cette aptitude dépend à la fois de la « sensation auditive » proprement dite (intensité, fréquence...), mais aussi de la « perception auditive », c'est-à-dire la capacité du cerveau à déchiffrer l'information sonore pour la traiter en message et lui donner du sens¹⁷. Or cette dernière est le fruit d'une expérience que les mille configurations du combat amènent à renouveler de manière constante. Cette reconnaissance permet au soldat de circonscrire progressivement un espace sonore qui s'apprécie aussi par les distances que les hommes évaluent, mémorisent par les sons et essaient d'exploiter dans des circonstances nouvelles : « J'écoutais le crépitement des fusils ennemis, écrit Maurice Genevoix. Il résonnait avec netteté face à nous, exactement. Mais une grande distance l'atténuait. Je me rappelais la ruée de la Vaux-Marie, les coups de feu tirés à trente mètres, puis à dix, puis à bout portant. Ce n'était pas cela. J'étais sûr à présent que les Allemands n'avaient pas quitté leurs tranchées et qu'ils ne les quitteraient pas¹⁸. » De même, les soldats apprennent-ils à évaluer la distance de la batterie ennemie ou à « compter les coups », ce qui permet parfois de déterminer le type de bombardement.

Cependant, les sons qui jouent un rôle primordial au combat ne sont perçus que de manière lacunaire, sans que les souvenirs de l'instruction militaire, des exercices effectués lors des grandes manœuvres puissent être d'une complète utilité. Il en est finalement de même de l'enseignement des « anciens » sur le front, tels les sifflements d'un sergent qui transcrit pour Pierre Chainé « en les imitant avec la voix les différents bruits des obus selon le calibre et la distance ; et aussi les sons variés que produisent les balles, selon qu'elles ricochent ou qu'elles arrivent de plein fouet ou qu'elles se retournent d'elles-mêmes dans leur trajet ou qu'elles éclatent en l'air par la dilatation du métal ». Pourtant, au milieu du combat, c'est la surprise qui saisit l'auteur des *Mémoires d'un rat*, incapable d'identifier dans le feu de l'action les bruits des éclatements d'obus que son instructeur avait auparavant imités¹⁹ !

17. J. Candau, M.-B. Le Gonidec (dir.), *Paysages sensoriels. Essais d'anthropologie de la construction et de la perception de l'environnement sonore*, Paris, cths, 2013, p. 13. On lira avec profit la contribution de V. Battesti, « "L'ambiance est bonne" ou l'évanescence rapport aux paysages sonores au Caire », *ibid.*, pp. 71-95.

18. M. Genevoix, *Ceux de 14*, Paris, Flammarion, 1950, pp. 164-165.

19. P. Chainé, *Les Mémoires d'un rat, 1914-1918*, Paris, Les éditions de France, 1917, p. 224.

Perceptions naturelles et perceptions acquises

Au début du ^{XX}^e siècle, le sociologue Georg Simmel souligne combien la multitude des *stimuli* qui bombardent l'habitant des grandes villes engendre chez lui des impressions variées, changeantes et contradictoires. Cette « intensification de la vie nerveuse » aboutit, contrairement à ce qui se passe dans la petite ville et le milieu rural, tout entier dominé par l'« harmonie tranquille d'habitudes ininterrompues », à un usage plus intensif de l'« intellect » comme moyen de protection. L'air « blasé » et la réserve affichés par les habitants des grandes villes trahissent alors les symptômes de la vie moderne. La ville, en émoussant des sens trop excités par un environnement sonore saturé de bruits, favorise l'« intellectualité de la vie »²⁰. Peut-on transposer à l'univers des combattants une telle modélisation des comportements perceptifs ?

Dans le cadre d'une enquête d'« anthropologie sensorielle »²¹ qui s'attache à déterminer le rôle des sensations auditives dans le comportement des hommes au combat, on distinguera d'abord ce qui relève d'aptitudes naturelles, les qualités d'une audition, et ce qui dépend de comportements instruits et qui ont fait l'objet d'une éducation ou d'une transmission, à savoir les qualités d'une écoute. Les pédagogues du ^{XIX}^e siècle distinguent d'ailleurs les « perceptions acquises » des « perceptions naturelles ». Si ces dernières relèvent de données physiologiques, l'écoute est en revanche le fruit d'une attention exercée ou non par des habitudes antérieures de sensibilisation à un environnement sonore²².

Pour évaluer l'audition des conscrits, les conseils de révision procèdent à un examen de l'oreille externe et moyenne ainsi qu'à une évaluation de « la portée du champ de l'audition pour le langage » et du « degré d'acuité de l'ouïe pour les bruits faibles et réguliers »²³. Mais, comme le notent Danielle et Rémy Cazals dans leur étude sur les populations ouvrières du canton de Mazamet dans la seconde moitié du ^{XIX}^e siècle, on « se heurte aux obstacles les plus délicats : "subjectivité" des conseils de révision, nombreux manques de données [...] et insuffisance des connaissances médicales des chercheurs »²⁴. Cela apparaît d'autant plus vrai pour les déficiences auditives que les

20. G. Simmel, *Les Grandes Villes et la vie de l'esprit, suivi de Sociologie des sens*, Paris, Payot, 2013 [1989], pp. 41-43 et pp. 49-51.

21. M.-L. Gélard, « L'anthropologie sensorielle en France. Un champ en devenir ? », *L'Homme* n° 217, 2016, pp. 91-107.

22. « L'attention est qualifiée d'acte volontaire, et l'attention auditive exige un effort mental contrairement à l'audition permanente qui est générée par l'environnement sonore et ne demande aucun effort », Ch. Gelis, *op. cit.*, p. 109.

23. *Manuel des conseils de révision : nouvelle législation du recrutement de l'armée*, Paris, J. Dumaine Éditeur, 1878, pp. 178-183 ; *Instruction du 22 octobre 1905 sur l'aptitude physique au service militaire*, 2^e édition mise à jour au 15 juillet 1908, Lavauzelle, 1908, pp. 15-18.

24. D. et R. Cazals, « Registres de conscription et histoire sociale. Recherches sur les ouvriers de la région mazamétaine au ^{XIX}^e siècle d'après les registres de conscription », *Annales du Midi* n° 133, juillet-septembre 1977, pp. 311-346.

moyens scientifiques d'exploration, notamment de l'oreille interne, restent insuffisants et que la suspicion se généralise à l'égard des « simulateurs » et autres « provocateurs ».

La faiblesse des cas d'exemption pour surdité (3-4 % au milieu du XIX^e siècle ; autour de 1 % à la veille de la Grande Guerre²⁵) ne traduit cependant pas un état clinique sans doute plus contrasté. Mais elle s'explique par le fait que les surdités unilatérales n'interdisent pas nécessairement l'incorporation dans le service armé ou auxiliaire, et que l'ajournement permet de reporter un avis qui peut s'avérer trop rapidement définitif. Outre l'évolution de la législation concernant le recrutement, et qui a influé sur les procédures de révision, le déroulement de ces conseils ne se prête pas davantage à un examen approfondi des conscrits. Dans *La Lanterne*, en 1913, on ironise sur ces parodies de visite : « Hier, ils [les conseils de révision] opéraient sur la rive gauche, à la mairie du 14^e arrondissement. Il y avait à examiner sept cent quatre jeunes ; la visite commencée à 8 h était complètement terminée à 10 h 35. C'est-à-dire que dans cent cinquante-cinq minutes, les médecins militaires avaient eu le temps de reconnaître les bons parmi les sept cent quatre appelés en consacrant en moyenne un peu plus de treize secondes par homme²⁶ ! »

Seules les surdi-mutités « congénitales » et de « notoriété publique » entraînent à coup sûr l'exemption et la réforme. Puisque les moyens d'évaluation de l'ouïe restent superficiels et ne peuvent être véritablement déployés dans un laps de temps aussi court, on s'en remet soit à l'arbitraire d'un médecin rarement spécialiste en otologie, soit au « certificat de notoriété » que fournit le conscrit. Pour autant, les conditions d'exercice de certains métiers manuels comme la nature de certaines professions exposées à des bruits continuels ou d'intensité élevée aggravent les risques de surdité. Ainsi, connaît-on bien au XIX^e siècle la « maladie des chaudronniers » et des « ouvriers calfats », la « surdité plombique », la « maladie des caissons » ou bien encore, à l'armée, la « piqure », ce « son piquant particulier, très vibrant, produit par le frottement du boulet sur le métal à la sortie du canon » et qui frappe l'oreille de l'artilleur qui charge les canons par la gueule jusqu'en 1861²⁷. À la jeune recrue, on recommande de « regarder avec les yeux la bouche du canon qui va faire

25. D'après J.-C. Chenu, *Recrutement de l'armée et population de la France*, Paris, J. Dumaine Éditeur, 1867, tableau pp. 68-69 (séries statistiques continues de 1850 à 1864). Jules Maurin évalue les « infirmes auditifs » à 1 % des infirmes héraltais et à 3 % de ceux de la Lozère, *Armée. Guerre. Société. Soldats languedociens (1889-1919)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2013 [1982], p. 197.

26. Cité dans *La Médecine sociale* n° 57, octobre 1913 ; autre exemple dans *Le Paris médical. La semaine du clinicien* n° 10, 1913.

27. E. Ferrand, *L'Oreille et le Bruit, ou traumatisme de l'organe par vibrations violentes. Moyen préventif à double effet, conservant l'audition de la parole au milieu du bruit par lui atténué (hygiène professionnelle et militaire)*, Association topographique, Lyon, 1890, p. 23 ; E. Gélinau, *Hygiène de l'oreille et des sourds*, 1897, pp. 81-82.

feu. Il y a aussi, dans l'espèce, une répartition plus égale de l'ébranlement sur les deux oreilles. D'autre part, au même moment, on lui enjoignait l'ordre de fermer la bouche, c'est évidemment pour diminuer de ce côté la communication interne de l'air par la trompe d'Eustache s'ouvrant sur la partie supérieure du pharynx»²⁸.

Stimulus et signal sonore	Signes auditifs			Réponses/ réactions =	A	Espace sensible perçu
				Action/ intention =		
	« Image-prospection »				B	
Ondes sonores	Sons identifiés et localisés	Visualisée	Blasement, indifférence (objet indéfini)	« Diminution progressive de la réponse neuronale » ou habituation → réflexes, imprudences	A	Familier, routinier
Ondes sonores	Sons identifiés mais non localisés	Partiellement visualisée	Peur (objet défini)	Sensibilité auditive en éveil → écoute, veille, attention, vigilance	B	Élargi
Ondes sonores	Sons non identifiés, non localisés, mais réitérés	Partiellement visualisée	Angoisse (objet mal défini)	Corps replié, organes de la perception protégés → attente	B	Restreint
Ondes sonores	Sons non identifiés et non localisés (surges- sement, saturation)	Non visualisée	Effroi, frayeur (objet non défini)	Troubles des fonctions sensorielles, rupture psychique → « déprise » corporelle, terreur (tremblements, paralysie, panique...)	A	Aboli

Du stimulus à l'espace sonore perçu

28. E. Ferrand, *op. cit.*, p. 7.

Si de telles pratiques relèvent d'un apprentissage professionnel, l'« éducation des sens » devient dans la seconde moitié du XIX^e siècle l'un des débats concernant les réformes pédagogiques à mettre en œuvre dès le plus jeune âge. Inspirés des principes d'éducation de Jean-Jacques Rousseau dans *Émile*, un certain nombre de spécialistes prônent la méthode que l'on nomme indifféremment « intuitive », « naturelle » ou « sensorielle ». Afin de conduire progressivement l'enfant vers le raisonnement et l'abstraction, il faut d'abord développer chez lui l'« intuition sensible » grâce aux « leçons de choses ». Pour l'écoute, des exercices concrets doivent lui permettre non seulement de reconnaître la nature des sons, leur intensité, leur timbre, mais aussi d'acquiescer à la longue « la faculté de reconnaître la direction et la distance des sons ». À cet égard, la pédagogue Marie Pape-Carpantier regrette que l'on exerce encore si peu l'oreille des enfants à l'écoute, « qualité pourtant précieuse et fort rare ».

En même temps que s'imposent les visées pratiques de cet usage des sens, la dimension esthétique, politique et morale n'échappe pas aux pédagogues, qui voient dans cet entraînement les moyens de fortifier la volonté et de juguler la « contagion » négative des émotions qui peuvent se répandre au sein d'une collectivité²⁹. On mesure combien cette « culture de l'écoute », publique ou privée, scolaire ou professionnelle, plus qu'urbaine ou rurale, et davantage que l'instruction militaire, bien plus pauvre dans ce domaine, peut entrer en résonance avec des techniques que les futurs combattants mettront en œuvre et développeront pendant la guerre.

Cette acuité sensorielle étonne l'intellectuel Robert Hertz, qui rappelle ce temps où « les grands-parents initiaient leurs petits-enfants et leur faisaient comprendre le chant des oiseaux », un temps « où l'enfant (et l'adulte) s'exerçaient à reconnaître et à reproduire le rythme et le ton des chants des différents oiseaux ». Peut-être pouvait-il apparaître utile et rassurant, puisque relevant finalement d'une aptitude auditive ancestrale, de considérer les sifflements des balles et des obus comme un langage à déchiffrer, au même titre que celui des oiseaux³⁰. Pour autant, le « basculement » qu'introduit au milieu du XIX^e siècle la guerre moderne dans le rapport entre sons « anthropiques » (voix, cris, musique) et sons « technologiques » (bruit des machines et des armes) conduit-il les combattants à développer des stratégies d'écoute radicalement nouvelles ?

29. E. Rayot, *La Composition de pédagogie. Cours complet de pédagogie théorique et pratique sous forme de plans de développements, à l'usage des aspirants au certificat d'aptitude pédagogique, au diplôme de fin d'études normales...*, Paris, P. Mellottée, 1920.

30. R. Hertz, *Mélanges de sociologie religieuse et folklore*, Paris, 1928, p. 11 (introduction d'Alice Hertz citant une lettre de son mari accompagnant les *Contes et Dictons recueillis sur le front, parmi les poilus de la Mayenne et d'ailleurs (campagne 1915), 1917*).

Les enseignements tirés de la guerre visent à fournir une aide au combattant pour lui éviter de répéter les erreurs commises dans l'appréciation des distances ou des directions, celles qui assimilent le claquement d'une balle au bruit d'un projectile contre un mur, ou celles qui confondent l'emploi d'une balle explosive avec l'écho qu'un projectile peut produire sur une oreille non avertie. Dans ces situations, le soldat peut perdre dans le combat « l'utilisation efficace de son feu et l'avantage du terrain. Il en pourra résulter une impression d'impuissance qui, jointe à l'action du claquement sur le système nerveux, sera susceptible de diminuer considérablement la valeur offensive de cette unité ».

L'intensité variable du claquement d'une balle conduit à des erreurs d'appréciation, par exemple celle de croire qu'un feu est dirigé contre un soldat, même « s'il est dans un angle mort, protégé par une masse couvrante de quelques mètres de hauteur ». Dans le cas d'une balle de fusil, on insiste sur l'action que ce claquement peut opérer sur les nerfs en raison de l'intensité extraordinaire du « clac » (traduction par onomatopée de la sonorité de la détonation balistique) à distinguer du « poum », moins fort et plus sourd de la détonation de bouche : « Il produit sur les nerfs une très grosse impression au point que, même averti et maître de lui, un observateur ne pourra éviter certains réflexes au moment où une balle, tirée de quatre cents mètres, par exemple, passera près de lui. Sur les natures plus sensibles, ces réflexes iront même jusqu'à la peur physique, jusqu'à ce "tremblement de la carcasse" dont parlait Turenne. »

Les risques augmentent dans le cas des tirs de mitrailleuse dont les « claquements très stridents, très impressionnants, vont couvrir les bruits de départ »³¹. À la peur suscitée par les variations multiples des sons et du danger que ceux-ci produisent dans l'esprit des combattants, s'ajoute l'impossibilité de localiser correctement les batteries ennemies, sinon de manière erronée. Il est donc indispensable, non pas simplement de s'en remettre à l'expérience des hommes dans le combat, mais d'« éduquer la troupe » par une série d'exercices afin de lui rendre ces sonorités familières, et lui permettre de repérer les angles morts et de tirer de manière efficace : « habituer ses nerfs à l'impression du claquement », « lui faire constater l'existence de deux sons "clac" et "poum" » pour éviter la confusion entre l'« explosion de bouche » et l'onde de choc qui conduit à retarder ou à avancer l'arrivée d'un obus, ou à faire croire à l'usage d'un type de matériel qui en réalité n'existe pas³².

31. Exemples et citations extraits d'« Étude succincte sur le claquement de la balle », *La revue d'infanterie*, 30^e année, vol. 59, n° 346, pp. 169-181 et pp. 274-288.

32. *Ibid.*, p. 284.

La maîtrise des émotions liées à la perception par l'oreille des détonations des obus ou des balles devient la pierre angulaire du comportement du soldat au combat. Néanmoins, les « mirages » sonores prennent des formes variées que peuvent accentuer les conditions météorologiques (vent, neige...) ou les aspérités du relief (ravins, collines et montagnes...). La nuit accentue la difficulté à identifier les sons, qui deviennent alors, par une multitude d'interprétations, d'éventuelles sources de tension et de nervosité : « J'appris, note Marc Bloch dans ses *Souvenirs de guerre*, à discerner les sons qui composent le grand murmure de la nuit : le tap-tap des gouttes de pluie sur le feuillage, si semblables au rythme de pas lointains, le froissement un peu métallique des feuilles très sèches tombant sur un sol déjà jonché, que les hommes prirent tant de fois pour un chargeur introduit dans une culasse allemande³³. »

La maîtrise de l'« alphabet des sons » permet, dans certains cas et pour un moment au moins, de traduire en « langage plus clair » le cours de la bataille³⁴ et d'en tracer certaines évolutions. Cette connaissance s'acquiert par l'expérience : « Dès qu'il se passe quelque chose d'anormal, je crois que je le sens. [...] Je décompose les sensations qui ont causé en moi cette certitude : des signes visuels et auditifs inconsciemment enregistrés³⁵. » L'acuité auditive des combattants devient un outil essentiel pour « enregistrer, distinguer les rumeurs, les bruits confus qui se mêlent au roulement de la canonnade », et certains soldats, à l'ouïe plus affûtée et aguerrie, sont chargés de prévenir en cas de bombardement par un signal sonore (voix, trompette, sifflet). Dans ce domaine, les analogies puisent habituellement dans le registre de la chasse, de la ruse indienne, voire même des techniques ancestrales des hommes primitifs qui doivent faire face à de multiples risques³⁶.

La reconfiguration spatiale qu'impose au combattant la multiplicité des sources de dangers s'opère prioritairement par l'ouïe, qui circonscrit un territoire d'écoute dont la maîtrise suppose l'adaptation permanente des techniques corporelles et une interaction constamment révisée avec l'environnement sonore. Si l'écoute des bruits de la guerre forme une qualité plus ou moins bien partagée par les soldats au front et relève tout autant de la transmission d'un savoir ancestral que d'un apprentissage expérimenté dans les conditions extrêmes du combat, les états-majors, les responsables politiques ainsi

33. M. Bloch, *Souvenirs de guerre*, in *L'Histoire, la Guerre, la Résistance*, Paris, Gallimard, « Quarto », 2006, pp. 143.

34. J. Meyer, *La Biffe*, Paris, Albin Michel, 1928, pp. 192-193.

35. *Ibid.*, p. 279.

36. M. Bloch, *op. cit.*, p. 143.

que les savants qui se mirent à leur service furent très attentifs, dès le début de la guerre, à l'exploitation technique qu'il était possible de faire du son comme moyen d'optimiser les chances de réussite des opérations militaires³⁷. ┐

37. Martina Schiavon, *Itinéraires de la précision*, Nancy, PUN, 2013, pp. 426-599 (chapitre 6 « Le repérage par le son en France et en Italie ») ; B. Tahon, « Champ sonore et nouvelles pratiques d'écoute durant la Première Guerre mondiale », *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 280, Paris, PUF, 2020/4, pp. 81-100 ; *idem*, « Le clairon Perrin et la liaison acoustique », *Actes du colloque 2018 « Message reçu. 150 ans de transmissions militaires »*, UNATrans, Paris, Historien-Conseil, 2019, pp. 159-175.

L TRANSLATION IN ENGLISH

FRANÇOIS LECOINTRE

VALUES TO FIGHT FOR, VIRTUES TO FIGHT WITH

In *Les Arts et les dieux* (“*The Arts and the Gods*”), Alain writes: “Value. In the full sense, it means courage, that is, what is most admirable in a man. And indeed, what are the other virtues without courage? [. . .] All virtues are values.” For Monique Castillo¹, “military values are not simply intentions, but actions; they are not simply ideals, but virtues.” So, according to Castillo, value is a virtue, if all virtues are values? We can see here some uncertainty, even confusion, when it comes to making a distinction between these two notions.

Etymology is of little help here. The Latin *valor*, which became *valor* in Old French, appears in the *chansons de geste* in the 11th century to designate the bravery and valour of the noble man in combat. *Vertu* comes from the Latin *virtus*, which originally referred to the physical courage that a soldier must show on the battlefield. . .

Values, the prism through which the soldier views the mission received

Thus, someone who is courageous in the face of hardship proves his value. In medieval literature, this is the model of the aristocrat. It is only from the 13th century onwards that the word designates the measurable quality of a thing or good, the basis of an exchange. In the 19th century, the two meanings merged to evoke what was considered true, beautiful and good, which was to become moral values. It is this meaning that we are concerned with here.

Values relate to a set of beliefs and internalised norms, which make it possible both to create a framework for individual and collective behaviour and to create links between the people who share them. In this sense, they are the expression of the society in which we live.

In France, our values are enshrined in Article 1 of the 1789 Declaration of the Rights of Man and of the Citizen: “Men are born and remain free and equal in rights.” Article 1 of the Universal Declaration of Human Rights of 1948 adds: “All human beings [. . .] are endowed with reason and conscience and should act towards one another in a spirit of brotherhood.” Liberty, equality, fraternity: these

1. M. Castillo, « Existe-t-il des valeurs propres aux militaires ? », *Inflexions* no. 30, 2015/3, pp. 151-158.

values form the motto of the Republic, inscribed on the pediment of public buildings since 1880.

Fundamentally, these values, which have their origins in France's Christian heritage, enshrine human dignity. Above all, their universal scope goes beyond the sole framework of French history. The drafters of the 1948 declaration, by drawing so heavily on the 1789 declaration, were well aware that the French Revolution had expressed something universal, embodying the French spirit. It is in the name of the universal nature of this spirit that we commit ourselves everywhere on the side of peace and against injustice. France and its armed forces would be betraying themselves if they ceased to embody these values, if war for them were merely the defence of particular interests. Despite what some may say, the French commitment in the Sahel is profoundly altruistic: there are no political or even less economic benefits, immediate or simply short-term, to be reaped. There are in fact only risks to be taken, but we are doing it for the stability of our partner nations and the security of Europe.

As an expression of society, values are the responsibility and interest of every citizen, not those of a particular group or community. Every soldier adheres to them to the extent of his convictions, but he does so on a personal basis and not in the context of fulfilling his vocation of armed service for France. Even today, soldiers still distinguish value in its original sense of valour, of bravery in combat, but they do not identify "military values". The Cross for Military Valour—a decoration that is ranked immediately after the national orders and the *Croix de Guerre* in the order of precedence—rewards such bravery.

Another point that can be made here concerns the difficulty that everyone experiences in realising these values. It is not easy to establish a direct link between one's everyday attitude and the pursuit of an ideal of freedom or equality, for example. The multitude of actions that one performs in the course of a day or an activity are rarely—and certainly not directly—based on such abstract values. Finally, values are essential for the soldier in that they are the prism through which he views the mission he has been given. To what extent is the mission entrusted to him in line with the values of the society he has undertaken to defend? To what extent does it contribute to defending, strengthening or promoting them?

This is a fundamental obligation for all military personnel, and even more so for those in command, carrying responsibility for others. For without this coherence, there can be no acceptable mission, at least from an ethical point of view. As General Bachelet writes², "the

2. J.-R. Bachelet, « L'action militaire : sens et contresens », *Inflexions* no. 1, 2005, pp. 47–65.

meaning of military action is the expression of inalienable values of civilisation.” Having established this dual principle of values that are ideal and difficult to translate into action, our thoughts naturally turn to the notion of virtue.

The soldier lays claim to the virtues that underlie his effectiveness

After designating courage in combat, virtue, according to the *Académie française*, is that firm, constant disposition of the soul, which leads us to do good and avoid evil. This state of mind brings us back to the notion of moral strength. By acquiring strength in number, virtue gradually becomes virtues; the disposition is made up of qualities, with the cardinal virtues of Antiquity—prudence, justice, strength, temperance—complemented later by the theological virtues—faith, hope, charity. The virtues are references that enable proper behaviour: it is the public nature of their practice that leads to the obligation to be upright.

Virtues thus appear as something concrete, something practical, and everyone knows intuitively the exact moment when he fails to live up to one of them. Moreover, they form a whole that cannot be broken down. The virtuous man, the one we trust, cannot be considered in parts: more prudent than just, a little less temperate than strong, he is a whole. The mediocre man is mediocre in all areas, unless he experiences a final wake-up call, a revelation in the face of adversity. Common sense understands this: virtue is a monolith. The exercise of these virtues is practised on a personal basis, and this exercise is by no means limited to military life. The exceptional nature of military life is ultimately based more on the legal, physical and moral constraints it generates. It would be wrong to consider these virtues as the prerogative of the military. However, the demands inherent to this particular profession give an absolutely essential dimension to their practice and respect.

This is why military personnel will spontaneously talk more about virtues than about values. In *L'Alliance du sens et de la force* (“The Alliance of Meaning and Strength”), a seminal text for the French Army, we read that “values set an objective, virtues constitute the strength of an army” and that “the army defends the values that underlie the national community”.

The mission of the armed forces is to defend the nation, the French people and national territory against any existential threat by using force, even to the point of killing if necessary. This mission is extreme

for two reasons. On the one hand, what is at stake is strictly existential insofar as any failure would call into question the survival of the nation. On the other hand, killing, even when it is carried out by delegation from society and therefore in the name of all French people, is the most extreme act of all. To fulfil this role and carry out the missions entrusted to them, the armed forces must be effective. Their *raison d'être* is operational engagement, during which the adversary can only be defeated on this condition. Effectiveness is based on principles, which constitute the military singularity. Among them are an ethic and a culture, broken down into carefully nurtured virtues, which set the framework for the use of force: one cannot sacrifice everything in the name of operational results.

These virtues constitute the psychological and moral framework for relations between individuals within the military institution, in form and in substance. Some of them are claimed to be specifically military, due to a form of appropriation resulting from long practice. It should be recalled that these virtues are by no means exclusive to the military. They are found in all those who commit themselves to the service of others at the risk of their lives, policemen, firefighters, etc. Moreover, military personnel do not cultivate these virtues for the sake of it or out of detachment: everything is conditioned by the overriding need for efficiency.

The “military” virtues which are the foundation for an army’s strength find their origin in an element to which the military have always paid great attention: experience. One could even formulate the hypothesis that the virtues valued by the military are the result of a rather Darwinian process of successive elimination, over the course of history, and more often than not even over the course of defeats. The less relevant virtues are abandoned: thus French knights during the Hundred Years’ War, regularly decimated by Welsh archers because they had to charge for the sake of honour, finally resigned themselves to changing their system of references.

Today, after several millennia of confrontations, it is relatively easy to distinguish the main military virtues, which constitute a sort of shared pool for most of the world’s armed forces: discipline, rigour, courage, mutual trust (dependence), fraternity of arms, team spirit, endurance, etc. During the First World War, French soldiers endured the terrible ordeals of the front line and found the moral strength necessary to continue to fight. The real but rare episodes of mutiny in 1917 should not obscure the magnificent virtues they displayed. In 2013, during the intervention in Mali, French units accompanied by Chadian units moved into the *Adrar des Ifoghas* to neutralise the armed terrorist groups that had taken refuge there. This phase of Operation Serval took place

in hellish conditions: extreme heat (temperatures regularly exceeded 50 °C), moving into very hostile terrain—the mountainous terrain made progress difficult and favoured the enemy, logistical support was complicated by the distances involved. Moreover, from the outset of the fighting, the enemy showed he was determined to fight to the death. However, this had no effect on the morale and operational capability of French units. Some of the fighting took place at a distance of just a few metres, sometimes in hand-to-hand combat, with soldiers forced to take off their body armour in order to slip into the crevices that sheltered the enemy. Successive operations took place over 10 days without interruption. The battle groups finally took control of the entire area. Beyond indispensable skills and technical capabilities, this success was due to the excellence of the military virtues that had been nurtured precisely for these situations. It is because it was motivated by the finest of these that the Serval brigade triumphed over adversity and the enemy.

Military virtues, between fantasy and inspiration

The military world exerts a certain form of fascination on the rest of society, and in particular on its political elites. Faced with the difficulty of implementing public action, they readily turn to what they consider to be the model for action. It is interesting that this tendency grows as politicians belong to a generation whose familiarity with the armed forces is limited to the Defence and Citizenship Day (DDC), at best. The management of the Covid-19 epidemic confirmed this collective appetite for military efficiency, which some people believe should have led the armed forces to take charge of the vaccination campaign. It was as if the required skills did not exist within the ministries or as if the indispensable expertise could not be obtained from health and logistics professionals.

This fascination probably originates in the military practice of thinking about action while respecting the values of society and carrying out action while respecting the virtues that condition operational effectiveness. The real or imagined harshness of military training also plays a role. But here again, the pragmatic approach of the institution should not be overlooked: the harshness, real even if relative, is never gratuitous; it aims to encourage learning of these military virtues. It is thus linked above all to the repetition *ad nauseam* of elementary gestures and operational procedures—the famous Anglo-Saxon drill—and to the controlled use of force.

In the 11th century, knights trained from childhood to know how to ride while holding a heavy lance, to absorb the shock and then strike

with the sword. At the beginning of the 16th century, the arquebus spread through European armies; to ensure effective rolling fire, it was necessary to impose an exhausting drill on the shooters, to push their bodies to breaking point in order to adapt them to the repetitive gestures of firing and reloading.

Harshness is not the fantasy of an adolescent who wants to show his virility, but an operational requirement. Today, a young officer cadet at Coëtquidan, a young non-commissioned officer cadet at the Saint-Maixent or a young person enrolled in any rank-and-file training centre will experience the difficulty of long night marches, with weapon and combat kit, or of commando training or obstacle courses. By reaching their physical or psychological limits, they will fully understand the importance of rigour, which means maintaining one's weapon before taking care of oneself; the importance of discipline, which ensures that the order received is executed precisely to avoid the risk of jeopardising the unit's manoeuvre; the importance of trust, when one relies on one's comrades for support in the face of the enemy. Military virtues cannot be a catch-all model for institutions in search of reform, because their purpose is very different: endurance, patience, fortitude are all oriented towards the tragic hypothesis of killing, or even being killed.

The French armed forces fight for values, they fight for virtues. One of the most striking manifestations of this principle is the ability to control violence. With deeply rooted virtues nurtured on a daily basis, in training and in operations, French forces constantly demonstrate this control. In 1993 in Mogadishu, Colonel de Saqui de Sannes was leading a detachment of Operation Oryx. Engaged in support of Moroccan peacekeepers, he chose not to fire heavy weapons at enemy combatants who were taking cover behind civilians during the fighting, which lasted several hours. Preferring to use precision fire, he controlled the violence and thus avoided the collateral damage and escalation that American forces were to experience a few months later in more or less similar conditions.

In contrast to this fascination with the armed forces seen through the prism of action, one also sees in politicians a recurrent suspicion, fuelled by a supposed temptation to set oneself up as a repository of outdated values or virtues. It is true to say that the virtues that the armed forces nurture—and often lay claim to—are regularly challenged by the rapid evolution of a civil society that is quicker to challenge. A brief reflection on loyalty can go some way to answering this suspicion.

Respect for this virtue is fundamental to the military profession: loyalty to one's word, to comrades, to leaders and to subordinates. A requirement that does not stop at the boundaries of the neighbourhood

or the entrance to the base. In some theatres of operation, the tactical situation allows soldiers to enjoy opportunities to relax and recharge their batteries, sometimes off-base. Temptations may then arise, testing the personal commitment of certain individuals, formally or informally pledged to a person generally left behind in metropolitan France. The need for seduction, intimacy or simply exchange can then flood into the cracks in the resolution; some take the plunge, despite pledges given. But the demand for loyalty is total and cannot be negotiated: how can one think that someone who breaks his personal commitment will respect the one that binds him to his brothers in arms and to his unit? It is not a question of judging the conduct of individuals, but of demanding total coherence from those in whose hands we place our lives and the success of the mission. In this sense, the promotion of virtues has much more to do with operational efficiency than with conformity to a moral model.

Nevertheless, it is essential for the armed forces to remain connected to society and its developments. This is the case in practice, since the military's vital forces are formed by young people who, when they join the ranks, bring with them their freshness and dynamism. It is therefore necessary to carefully monitor this fundamental link between the armed forces and the nation, with no concessions on the "bedrock", at the risk of losing operational efficiency. With no concessions, because that would open the door to the trivialisation of the armed forces and the military profession, notably calling the military status into question.

Honour, virtue in action and military value *par excellence*

There is, however, an exception, which would confirm the proposed rule of values to fight for and virtues to fight with. Honour could be considered as both a value and a virtue. The flags and standards of the units of the French armed forces all bear the inscription "*Honneur et Patrie*" ("honour and the motherland"). If Monique Castillo writes that honour is a virtue in action³, it is clear that it is also a value that guides military action. At Camerone, Captain Danjou's legionnaires all took an oath to continue a battle they were certain to lose against forces that were far superior in numbers. It was a matter of being faithful to their commitment, even if it meant sacrificing their lives for the success of the mission: by mobilising the Mexican forces, they increased the chances of the French logistics convoy avoiding attack. To

3. M. Castillo, *op. cit.*


break this pledge would have been a breach of honour. At Bir Hakeim, the 1st Free French Brigade resisted the Afrika Korps for more than two weeks, giving the British 8th Army time to call up reinforcements and win the first battle of El Alamein. It was an indisputable tactical defeat and a resounding strategic victory that sent ripples far beyond the North African theatre. “Be assured and tell your troops that all of France is watching you and that you are its pride”, wrote General de Gaulle to Koenig.

If we needed another illustration of the fact that honour belongs to military values and virtues, we could mention the Code of Honour of the French soldier. While the title of this code in force in the French Army explicitly makes honour the guiding value of the soldier’s virtues, its Article 2 specifies that in all circumstances the soldier should act “with honour, courage and dignity”.

Inspiring society

As General Bachelet writes⁴, “the French Army embodies a culture that is the military expression of a centuries-old humanism.” The armed forces can—and must—play an inspiring role in modern society, which is too often inclined towards compassion for the victim and which attaches undue importance to the traumas of all kinds that life can inflict on each of our fellow citizens.

Soldiers are not victims: they are heroes who knowingly accept to commit their lives to defend France, its interests and the values it embodies, wherever necessary. There can be no greater source of inspiration than the search for and the experience of this shared responsibility in the commitment of our armed forces, which is a responsibility of all our fellow citizens.

Finally, military personnel are those who have committed themselves and who cultivate virtues, because those virtues are the guarantee of their operational effectiveness; military personnel are the ones who constantly control the exercise of violence, in the name of the values of France. This undoubtedly offers food for thought within society. 

4. J.-R. Bachelet, « D’un socle commun à des convictions partagées », *Inflexions* no. 11, 2009, pp. 13–27.



HERVÉ GAYMARD

DE GAULLE: THINK IN ORDER TO ACT

It is, all in all, a strange idea to wonder about the General's "values"! De Gaulle in fact was wary of this term so readily used today, and not only by sociologists, this "system of representation" by which we apprehend the world and on that basis deduce an ethic of behaviour: he considered ideas, interests, character, but seemed to resist any normative system. "Value", in his writings, refers to the quality of a man or a piece of equipment: one thinks for example of the "regrouping of all values for war and salvation" that Paul Reynaud sought in vain in June 1940, himself being a "great value, unjustly crushed by excessive events."¹ If there is a supreme value for de Gaulle, it is obviously France, or more precisely the "anxious pride" that our country never ceases to inspire in him².

The term "virtue" is more frequent, and is abundantly used in the manual of character that *Le Fil de l'épée* («*The edge of the sword*») represents. "Character, the virtue of difficult times"³, weapons, "with what virtues they have enriched the moral capital of men": precisely where de Gaulle is a bulwark against the emollient spirit of troubled times, virtue is a rebound, an impetus, a strong will to act, to engage with reality and, already, to resist decline. Pride, anxiety in the face of decline, character as a backbone against any renunciation that would ultimately be destructive: the framework is already in place.

Please, forgive this little exercise in lexicography, which has the advantage of starting our reflections from the General's writings and not from the ideas that have sometimes been attributed to him, rightly or wrongly. Our aim here is certainly not to summarise in broad strokes a personality fully revealed by his actions, but built on an unshakeable bedrock: a strong character and vast, lively and precise general knowledge. Our ambition will be more modest: how to proceed from thought to action? What is the basis for the General's decisions? What drives his commitment? For in the case of de Gaulle, the system by which he represents and apprehends the world contributes to his commitment. The intellectual never separates himself from the man of decision. The specificity of the General among the great men of the 20th century undoubtedly lies in the refusal of this systemic opposition, and it is undoubtedly also the

1. Ch. de Gaulle, *Mémoires de guerre* [1954], Paris, Plon, 2016, pp. 164 and 166.

2. «The primary virtue is devotion to the motherland.»

3. Ch. de Gaulle, *Le Fil de l'épée* [1932], Paris, Perrin, 2010, p. 31.

key to understanding why he continues to defy any ideology as well as any portrait that is intended to be definitive: where we think we have grasped him, he continues, not to elude us, but to resist us, and thus remains alive. The great writers who have recently examined his case, such as Julian Jackson⁴, agree on this conclusion.

It should be added that when it comes to conceiving the link between thought and action, de Gaulle is undoubtedly the most eloquent example among the great men of the 20th century, since he theorised this question in the 1920s and 1930s, then put it into practice, obviously, from the rallying call of 1940 to the twilight of 1969, before drawing the lessons from it in the form of a true political testament that is among the most remarkable of all. We will therefore limit ourselves to two questions. First, how is the decision conceived? What is the driving force that leads from the comprehension of a problem to its solution? Secondly, what are De Gaulle's particular qualities in the realm of action, and how does military leadership influence political leadership? It is in this way, through a few examples, that we understand the link between values (how to comprehend a problem and what strategy to solve it?) and virtues (what qualities to mobilise?).

« Character is the virtue of difficult times », wrote de Gaulle in *Le Fil de l'épée*. Close to 40 years old, making uncertain and laborious progress in his military career, he was already moved by a deep conviction: "To prepare for war is to prepare the leaders." A man of character is defined precisely by his ability to "rely on his own resources" in times of crisis. But what precisely makes such a man? Does everyone possess these resources within themselves? And, reading between the lines, what portrait of himself does de Gaulle offer us on this occasion?

"Intelligence is the destruction of playacting, plus the capacity for judgement, plus the spirit of hypothesis", Malraux confided to Roger Stéphane. The parallel is troubling: for de Gaulle, the art of decision reveals character. And in *Le Fil de l'épée*, it follows, or more precisely precedes, Malraux's statement. The first stage of the decision is the comprehension of the situation. The leader is, first of all, the one who, in the initial chaos, quickly sees the broad picture, who knows at a glance how to seize and grasp a shifting, uncertain, alarming context. There is obviously an element of instinct here: de Gaulle exalts this "intuition", this "perception" which is not given to all⁵, and which allows one to comprehend an unprecedented situation. But the ability to quickly see the broad picture can be developed and enriched: this is

4. J. Jackson, *De Gaulle. Une certaine idée de la France*, Paris, Le Seuil, 2019.

5. « If a politician, a soldier or a businessman appreciates things properly, i.e. in accordance with what they are, it is said that he has a 'feeling for reality', or a 'gift', or 'perception', or 'intuition'. In the realm of action, nothing can replace this effort that comes from nature itself. » (*Le Fil de l'épée*, *op.cit.*, p. 64.).

where general knowledge plays its role. History and literature build a framework, a set of premonitions, and “lucid knowledge of the terrain helps comprehension.”

Let us not forget either that de Gaulle instinctively distrusted intelligence, without being anti-intellectual, a narrow path between ether and gut reaction. Had he heard Bergson, one day at the family table, mention intelligence “whose nature is to seize and consider what is constant, fixed, definite, and to steer clear of what is mobile, unstable, diverse”? In December 1927, he wrote to his mentor, Colonel Mayer: “What can we ‘do’ with intelligence? Impotent pretender. Mars was handsome, strong and brave, but he had little spirit.” Fascinating mobility of thought, and yet able to crystallise in order to act.

Character and knowledge join forces in the man of character to “destroy the playacting” of others and to see things as they are, to trace his own path in the face of crisis. This is the initial spirit of Gaullism. The Appeal of 18th June is above all an observation, an explanation, based on a strong intuition. Where many condemned France’s ontological weakness in the face of Germany, or waited with malicious joy for the opportunity to kill the “wench”, where Petain pointed to France’s moral inferiority as the cause of the defeat, de Gaulle imposed his lucid analysis: it was technological, and therefore strategic, inferiority that led to the military collapse of June 1940. By grasping reality as it was, without affect, de Gaulle brought those who knew how to listen to him back to reality: he thus restored their capacity for mobilisation and action.

But to pursue what vision and in what way? This is where the spirit of “hypothesis” comes in, which de Gaulle defines as a capacity to envisage all the possibilities, and above all to envisage them while retaining freedom to think, to question, to conjecture, without an ideological filter, but with the backing of a moral framework, of which unconditional faith in the destiny of France constitutes the substance. Here too, intelligence is only worthwhile if it is linked to a faithful initial observation, without concessions. But it opens the way to the solution of the crisis. And this capacity to think, to conjecture without giving in to sentimentality, gives an edge over the adversary and even over partners.

There are many examples of this, but the most striking one is undoubtedly that given by de Gaulle during the Cuban Missile Crisis: while European leaders, from McMillan to Adenauer, were panicking about a rise in tensions that they thought could get out of control, de Gaulle alone possessed an analytical framework that shielded him from any panic, because it was built on both his deep understanding of the historical objectives of the two great powers, the

United States and the Soviet Union, and an acute understanding of their power-based relationship, based on his personal knowledge of the leaders, Kennedy and Khrushchev, both of whom he had met and sounded out, particularly during the Berlin crisis the previous year.

The spirit of hypothesis, then, is an ability to quickly consider all hypotheses, to put oneself in the place of potential belligerents, because one has understood in depth their mode of operation and their strategic objectives. The Soviet Union would never consider itself capable of conducting a conventional conflict with the United States. On the other hand, the Americans would accept concessions in Europe (the withdrawal of missiles from Turkey) in order to ensure the security of the American continent once and for all. Thus, the Cuban crisis had to be viewed as a regional conflict, and respect for the sovereignty of the United States over its zone had to be accompanied by a reciprocal respect for the sovereignty of the Europeans over their territory: this was, broadly speaking, the simple lesson to be drawn from a situation that was not simple, and which de Gaulle formulated to the European ambassadors at an early stage. His serenity and the lucidity of his analysis paradoxically contributed to de-escalating tensions and thus ending the crisis.

But analysis, however well-founded and relevant it may be, does not constitute a decision. Ultimately, it is the capacity for judgement that prevails, the capacity that allows one to throw oneself into the unknown, particularly when “responsibility takes on such a weight that few men are capable of bearing it all.” De Gaulle summed it up in an incisive phrase in *Le Fil de l'épée*: “In the last resort, the decision is a moral one.”⁶ It is indeed courage, a certain moral fibre, and a capability to displease, which allow one to be faithful and coherent with one's analyses. This is also why de Gaulle distrusts “purely speculative” minds and does not consider himself as such. “In the beginning was the word? No! In the beginning was action.” Such is the epigraph of *Le Fil de l'épée*. Indeed, “minds that devote themselves exclusively to speculation lose the feeling of the need for action”: on the contrary, for him, knowledge and reflection nourish action and never slow it down. In choosing action, however solid the analysis, there is an unknown part of risk, of uncertainty, of the wrong path, to which contingencies do not necessarily apply. How many made the same lucid observation as de Gaulle in June 1940? How many followed him?

We cannot conclude this overly rapid portrait without adding a point, particularly highlighted by Julian Jackson in his recent biography of

6. « Intelligence undoubtedly helps, instinct impels us, but in the last resort, the decision is a moral one. » (*Le Fil de l'épée*, op. cit., p. 74).

the General: he could appear, through this austere portrait, as a man feeding his ardour through meditative solitude. The exclusive and jealous passion to influence events is nourished by a strength of mind, by a will to be right against all the odds. However, de Gaulle was also a man who knew how to listen to the viewpoints of those he worked with, to feed off them, sometimes even to accept that he was wrong, and to discern those who were right to stand up to him and to let them know it. It is perhaps on this point that we must distinguish between the captain who wrote *Le Fil de l'épée* in the early 1930s, who was bitter at not seeing any figure rise to the ideal of the leader to which he aspired, and the head of state of the 1960s, who had a vision but was capable of adjusting it if certain initiatives seemed to him to be based on an erroneous vision of the national interest. The support and advice of those who wanted to serve France and the French State, the guardians of the overall balances and public action in the long term, were a precious aid to him: excessive demands on those people, unlimited loyalty and efficiency, did not prevent them from being heard.

This is therefore the central idea that comes up when answering the question: the constant cohesion between thought and action is the foundation on which de Gaulle built his work, in a tradition that Bonaparte would not disavow when he writes: "It is willpower, character, application and audacity that have made me what I am." An intellectual in action, he still resists any attempt at systematisation. He eludes us precisely because the link between values and virtues, between means of comprehension and qualities in action, still remains alive, vibrant, mobile. This is undoubtedly what explains the "hold on our souls" that General de Gaulle exerted, and still does. ┘

COMPTES RENDUS DE LECTURE

Depuis longtemps se faisait attendre un récit permettant de suivre la Légion étrangère sur tous les théâtres d'opérations où la France est engagée. *La Lune est claire* est un ouvrage collectif, écrit par neuf officiers de la Légion. Avec élégance, ils y retracent le parcours de leurs hommes. Le croisement des points de vue donne une profondeur de champ intéressante à qui veut en savoir davantage sur les opérations contemporaines et plus précisément à « monsieur légionnaire ». Au fil des pages, nous suivons celui-ci de son recrutement à son engagement au combat. De l'Afghanistan au Mali, en passant par la Centrafrique, des fermes d'instruction du pays chaurien aux forêts primaires de Guyane, chaque chapitre offre un regard sur la vie, les épreuves et les rencontres des unités déployées. Dès les premières lignes se forme une galerie de figures de la Légion : les sous-officiers. Ils sont les premiers visages que l'on rencontre, les plus saisissants. Ils sont pour le jeune légionnaire comme pour le lecteur de ce livre le premier contact avec l'institution. Ces visages jalonnent le récit de leurs personnalités imposantes, aux accents slovaque, polonais ou encore castillan. Avec eux, mais aussi sur les pas de jeunes légionnaires ou officiers, de la jungle guyanaise à la *green zone* afghane, à travers la mort au combat, une dimension épique se dégage du livre. C'est à la fois le témoignage d'une époque, dix ans de combats, et en filigrane une réflexion profonde sur la condition de soldat.

Jean Assier-Andrieu

Pour qui s'intéresse à l'histoire militaire, l'armée italienne est un peu une mal-aimée. L'expression « char italien » désigne plus ou moins un cercueil roulant tandis que la mémoire de la guerre en Afrique du Nord laisse un souvenir guère flatteur des performances de cette armée, battue par les Britanniques, se tenant dans l'ombre des Allemands. La réalité est évidemment bien différente.

La thèse de l'auteur est simple : l'armée italienne est indissociablement liée au processus de construction du sentiment national. En effet, dès 1861, elle constitue l'un des leviers du jeune État dans sa démarche unitaire : la conscription est autant un moyen de lever des troupes que de permettre un brassage des populations originaires des différentes régions de la péninsule. Elle possède de plus un rôle symbolique fort, comme le souligne l'auteur à travers les citations d'hommes politiques italiens contemporains : c'est par la guerre que l'Italie s'est unifiée et, à ce titre, l'instrument militaire trouve d'emblée sa place dans les racines du *Risorgimento*. Mais une thèse simple ne signifie pas un sujet simple. Hubert Heyriès s'attelle à la complexe tâche de mêler trois grands thèmes : la place de l'armée dans la construction nationale de l'Italie, le militaire italien et une synthèse de l'histoire militaire italienne. Sur ce point, le défi est relevé. L'ouvrage brosse un panorama clair et synthétique de cette jeune armée qui vit au rythme de l'Italie et de sa tumultueuse histoire. *L'Histoire de l'armée italienne* peut être divisée en

La Lune est claire La Légion étrangère au combat (2008-2018)

Collectif
Paris, Les Belles Lettres, 2020



Histoire de l'armée italienne

Hubert Heyriès
Paris, Perrin, 2021



trois grandes parties correspondant plus ou au moins aux périodes suivantes : du *Risorgimento* à la Première Guerre mondiale ; le *Ventennio* fasciste et la Seconde Guerre mondiale ; de la guerre froide à nos jours. Si l'armée de terre est sur le devant de la scène, la Marine et l'armée de l'air ne sont pas oubliées.

L'ouvrage se lit aisément. L'auteur prend soin de problématiser chaque chapitre et donne ainsi du liant à ses trois grands thèmes. Il nous explique en introduction l'important travail fait en termes de recherche dans les sources (archives et bibliographie), dont la richesse démontre le dynamisme de l'histoire militaire en Italie. Que nous apporte un tel ouvrage ? Pourquoi s'intéresser à l'histoire des forces armées d'un pays voisin ? Tout d'abord pour redonner sa juste place dans l'histoire à une armée dont la valeur combative est loin d'avoir été négligeable. Ensuite, car le rapport entretenu entre la société italienne et son armée permet de réfléchir sur ce même rapport à l'échelle de la société française.

Maxime Yvelin

Mission : tenir De l'armée à l'Assemblée nationale

Lætitia
Saint-Paul
avec Céline
Cabourg
Paris, Jean-
Claude Lattès,
2021



« Mission : tenir ». « Tenir », c'est résister ; c'est, selon la terminologie de l'OTAN, « conserver par la force une position ou une zone ». Voilà qui augure de la bagarre, de la difficulté et des nombreux assauts de l'adversité contre l'auteur qui figure en treillis sur la photo. Le regard est droit, le visage, encore juvénile, ne sourit pas ; tout annonce la détermination. Le sous-titre est explicite : Lætitia Saint-Paul est la première militaire et femme militaire en activité à devenir parlementaire depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Si le lecteur connaît le monde militaire et la difficulté pour les femmes d'y prendre toute leur place, il peut anticiper les obstacles qu'une jeune officier doit surmonter pour devenir députée. L'éditeur accroche le lecteur en annonçant en quatrième de couverture : « Elle raconte ici sa bataille, dans un étonnant parallèle entre armée et politique. » On attendrait presque une succession de recettes pour devenir parlementaire en s'inspirant de la culture militaire. Or ce livre est tout autre. Et c'est bien !

Tout l'ouvrage retrace en effet le parcours de Lætitia Saint-Paul, aujourd'hui députée, vice-présidente de l'Assemblée nationale, hier officier saint-cyrienne servant dans l'arme du matériel, d'abord dans les troupes montagne, puis à la brigade franco-allemande. En trente-trois chapitres tous très courts, le lecteur découvre non seulement un parcours que l'on pourrait qualifier banalement de « combattant », mais aussi une personnalité, une culture et une réflexion personnelle. Trente-trois chapitres pour parler de ce qu'est un officier, comment il est formé, quelles sont ses responsabilités, ses aspirations, et comment cela est transposable dans l'action politique. On aurait aimé avoir une table des matières pour y revenir aisément.

Chaque chapitre balance entre les deux aspects de la vie de l'officier devenue députée. Ceux et celles qui auront lu son autoportrait dans le n° 46 d'*Inflexions* retrouveront les convictions de la femme, la culture de l'officier. On parle entre autres d'audace – il en a fallu pour oser se présenter à la députation alors qu'on prépare l'École de guerre –, d'aguerrissement, de savoir-vivre en « fond de sac », de reconnaissance avant l'action, d'humilité, de motivation, de loyauté, de justice, de représentativité, de terrain tant politique que militaire, de brouillard de la guerre et d'ingratitude...

À chaque fois, sans prétention aucune, Laetitia Saint-Paul explique ce qu'elle a appris et comment elle s'attache à l'appliquer au quotidien dans ses nouvelles responsabilités. On découvre qu'elle n'oublie pas d'où elle vient, mais surtout qu'elle cherche à faire fructifier ses connaissances par son travail de réflexion personnel, son organisation du travail, son sens des responsabilités. Chaque

chapitre est introduit par une citation qui souligne son éclectisme. Nous y trouvons Charles de Gaulle et son *Fil de l'épée*, mais aussi Foch, Dorgelès, pour ce qui a trait à la chose militaire, Pagnol, Lamartine, Camus, Newton avec « Les hommes élèvent trop souvent des murs, pas assez de ponts », Pascal, mais aussi Beauvoir pour parler du *Deuxième Sexe* toujours actif et en activité, Malraux, Maupassant, sans oublier Blum, L'Écclésiaste ou Hugo. Des citations parfaitement adaptées aux propos qui suivent. Il est très intéressant de lire en fin d'ouvrage, comme une proposition de réflexion complémentaire, une citation sur l'engagement issue du livre *L'Exercice du commandement dans l'armée de terre* paru en 2016, un extrait de la conférence d'Ernest Renan « Qu'est-ce qu'une nation ? » et « Être jeune » du général Mac Arthur.

Progressivement se dresse le portrait d'une femme volontaire, tenace, qui joue collectif, possède un véritable sens de l'intérêt général, au point qu'elle s'afflige des candidatures qu'elle reçoit pour venir rejoindre son équipe (p. 102). Pas une seule pique, si ce n'est à l'égard de Benjamin Griveaux auquel elle envoie un mot soulignant les dégâts provoqués par l'une de ses déclarations lors de la crise des gilets jaunes. L'anecdote relatée pages 178 et 179 montre la volonté de la députée de faire remonter les informations du terrain. La façon dont elle raconte révèle aussi une sensibilité très forte face à une forme de condescendance, si ce n'est de mépris. Voilà une femme qui ne renonce pas, qui est fière de son parcours, une femme indépendante, de conviction, qui défend avec ténacité ses idées humanistes et européennes et n'oublie pas sa famille. Mais dans ce livre, point de trace de résistance au sens que pourrait donner le titre, au contraire : on trouve de la vie, du dynamisme sans prétention, de la volonté. Une belle figure d'officier et de saint-cyrienne, un bel espoir pour notre vie politique.

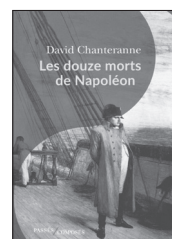
Jean-Luc Cotard

Cet ouvrage offre une approche pour le moins originale de la vie de l'Empereur, puisque David Chanteranne (rédacteur en chef du magazine *Napoléon 1^{er}. Revue du Souvenir napoléonien* et auteur de plusieurs ouvrages remarquables) retrace les quelque vingt années du parcours du général Bonaparte devenu Napoléon 1^{er}, à partir des moments où il a manqué perdre la vie. L'aventure exceptionnelle aurait en effet pu s'interrompre beaucoup plus tôt ! David Chanteranne commence par raconter dans le détail les conditions dans lesquelles l'Empereur, qui vient de signer sa seconde abdication, quitte l'île d'Aix, passe par Plymouth puis, malgré ses protestations, est transféré à Sainte-Hélène. Retour en arrière. Tout en contextualisant à chaque fois les circonstances particulières qui entourent les événements, l'auteur revient sur les blessures reçues pendant le siège de Toulon, sur le risque de peste à Jaffa, sur les boulets passés trop près ou les coups de feu ennemis sur les champs de bataille, la machine infernale et le couteau du candidat au meurtre, dans le Kremlin en flammes, voire même une tentative de suicide en 1814 lors de la première abdication. Le livre se termine par le récit des derniers jours et des dernières heures de l'Empereur déchu, et par le rappel des circonstances particulières dans lesquelles il fut « extrait » du champ de bataille de Waterloo par ses grognards. Constatant en conclusion que « ce qui le distingua avant tout de ses contemporains, c'est qu'à de multiples reprises il défia la mort », Chanteranne rappelle qu'au-delà des quarante victoires, « ce qui vivra éternellement, c'est le Code civil, ce sont les procès-verbaux du Conseil d'État ». Finalement, « Napoléon ne meurt jamais » !

PTE

Les Douze Morts de Napoléon

David Chanteranne
Paris, Passés
composés, 2021



Les Ors de la République

Souvenir de sept ans à l'Élysée

Henri Bentégeat

Paris, Perrin, 2021



Un témoignage d'un général pris dans les arcanes du pouvoir est toujours intéressant, surtout lorsqu'il évoque l'intensité des relations personnelles avec les deux présidents dont il a été successivement le chef d'état-major particulier : François Mitterrand et Jacques Chirac. Les portraits de ceux-ci, en particulier celui de Jacques Chirac, avec lequel il a noué une affection réciproque, révèlent ce tressage de familiarité et de décisions historiques. L'histoire semble se faire par la relation personnelle entre deux personnes qui tiennent ou ne tiennent pas compte des avis de leur entourage. Le général Bentégeat a su faire respecter son statut tout en ne s'offusquant pas de certaines situations parfois embarrassantes. Le lecteur s'étonne parfois de ces questions d'étiquette, de préséance dignes du Grand Siècle qui s'infiltrèrent dans des décisions toujours lourdes de conséquences. La réflexion concernant le Rwanda surprend ainsi un peu par son détachement. Un détachement qui tranche avec les moments d'émotion que le lecteur ressent à la lecture de cet ouvrage écrit par un grand serviteur de l'État, qui enrichit l'histoire de la V^e République.

Didier Sicard

Parmi la littérature du Second Empire, tout particulièrement celle touchant à la guerre franco-prussienne de 1870-1871, la loi Niel occupe une place de choix. Mais qui se cache derrière ce nom ? Qui est l'homme qui a donné son nom à une loi, à un palais, à des avenues ? Je distingue deux grands axes dans cet ouvrage. Le premier permet de suivre la carrière d'un rejeton de bonne famille, polytechnicien devenu officier d'une arme savante, le génie. Né sous le Consulat, entré dans l'armée sous Charles X, Adolphe Niel accède au maréchalat sous le Second Empire après avoir servi la monarchie de Juillet et la II^e République. Cette riche et brillante carrière l'amène en Algérie, au large de la Finlande, en Crimée et en Italie. Il se distingue comme officier du génie, technicien des fortifications, mais également comme chef tactique, notamment à Solferino à la tête d'un corps d'armée. L'homme paraît remarquable et il est intéressant de voir la manière dont il semble irriguer la réflexion plus générale de Stéphane Faudais sur l'état d'officier. Suivre ainsi le parcours d'Adolphe Niel permet de se plonger dans différentes facettes du métier d'officier dans l'armée française du XIX^e siècle, à des fonctions et des grades différents, en métropole ou à l'étranger. À travers cette riche carrière, c'est également une histoire de l'armée française que nous laisse entrevoir Stéphane Faudais.

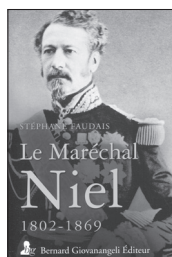
L'autre grand axe consiste en une analyse de l'œuvre réformatrice d'Adolphe Niel, centrée sur la loi portant son nom. Appelé au ministère de la Guerre par Napoléon III, il est responsable de la mise en œuvre d'une réforme du système de recrutement visant à rééquilibrer les effectifs par rapport à ceux du potentiel adversaire prussien. Le livre prend ici un aspect plus technique, contre coup des débats agités qui confrontent points de vue de l'Empereur, des militaires ou des politiques. De manière plus générale, le passage de Niel au ministère de la Guerre est l'occasion d'un état des lieux de l'armée française à la veille de la défaite de 1870. Refus de l'innovation, sclérose du commandement, formation des officiers : malgré ce qu'il proclame (dans sa position, il ne peut en réalité dénigrer l'armée dont il provient), l'armée impériale n'est pas à la hauteur du choc futur. Confrontée à l'actualité, cette partie du livre prend un relief particulier. Il ne s'agit pas d'établir ici un strict parallèle entre les dernières années du Second Empire et la situation actuelle, mais de méditer la manière dont les chefs militaires et les décideurs politiques français ont réfléchi et œuvré pour se préparer à un conflit imminent.

Écrite dans un style clair et simple, cette biographie est donc l'opportunité d'aborder à la fois une carrière militaire et une œuvre réformatrice alors que la

Le Maréchal Niel, 1802-1869

Stéphane Faudais

Paris, Bernard Giovanangeli éditeur, 2021



tempête menace. Las, la mort précoce de Niel (dans des conditions similaires à celle de Napoléon III : des suites d'une opération de la maladie de la pierre) stoppe net les chantiers qu'il a lancés. Aurait-il pu inverser le cours des choses ? La réponse de Stéphane Faudais : *a priori* non.

Maxime Yvelin

Qu'est-ce qu'une uchronie ? Terme forgé par un Français, Charles Renouvier, en 1857, il désigne un genre qui imagine ce que serait le monde si certains événements avaient eu lieu ou non. Tite-Live en son temps se demandait déjà ce qui aurait pu se passer si Alexandre s'était tourné vers l'ouest plutôt que vers l'est. Ce roman appartient de plein droit à ce genre. En juillet 1940, l'Allemagne, après avoir découvert une possible coopération entre l'armée française et l'armée suisse, décide d'envahir le pays neutre : c'est l'opération Tannenbaum.

Quelle est la recette d'une bonne uchronie ? La question est complexe. Certaines sont un prétexte à parler d'autre chose que d'histoire. Ainsi *Le Maître du haut château*, souvent considéré comme le chef-d'œuvre du genre, décrit une société dictatoriale où les États-Unis sont soumis à leurs maîtres nazis et japonais, avec les obsessions propres à l'auteur, Philipp K. Dick (glissement entre des univers parallèles, illusions et faux-semblants...). La remarque est identique pour *Fatherland*, de Robert Harris qui raconte l'enquête d'un inspecteur dans une Allemagne qui a gagné la Seconde Guerre mondiale. Le but de l'auteur : raconter le plus grand crime de l'histoire et comment le régime nazi l'a fait disparaître des mémoires. D'autres uchronies étudient les conséquences d'un point de divergence sur la suite du déroulement des événements. Éric-Emmanuel Schmitt (*La Part de l'autre*), comme Norman Spinrad (*Rêve de fer*) s'intéressent aux conséquences d'un Hitler qui ne devient pas un dictateur. Le meilleur exemple est sans doute le livre (et le forum) *1940, la France continue la guerre*. *Opération Tannenbaum* appartient à cette seconde catégorie. Jean-François Amblard imagine les heures qui précèdent l'attaque et leurs conséquences sur les journées qui suivent. Il adopte pour ce faire un procédé classique : multiplier les points de vue (officiers suisses, allemands, civils ou politiques...), ce qui lui permet, en évitant un ton didactique, d'embrasser l'ensemble de l'action.

Mais un autre élément est nécessaire pour faire une bonne uchronie : elle doit parler au lecteur. Les récits décrivant une victoire de l'Allemagne nazie sont courants, car cette période est, même de façon superficielle, familière. *A contrario*, pour un lecteur français, la prise des Round Top à Gettysburg par la division de Hith, le 1^{er} juillet 1863, évoquera bien peu de choses. C'est peut-être la limite de cet ouvrage. Avouons-le, pour nous autres Français, l'histoire de la Suisse est *Terra Incognita*, à l'exception de Guillaume Tell et de la bataille de Marignan. Or il manque justement ici un aspect didactique : qui est le général Guisan ? Comment fonctionne la Confédération helvétique ? On peut par ailleurs s'interroger sur le réalisme de certaines situations : comment une armée, qui n'a pas combattu depuis les guerres napoléoniennes, arrive-t-elle, certes difficilement, à résister à des troupes aguerries par une campagne victorieuse et dotées d'un matériel supérieur ? L'auteur a sans doute une autre idée en tête dans ce récit.

Certaines uchronies servent aussi à réparer une histoire qui apparaît souvent comme cruelle. *Opération Tannenbaum* célèbre l'esprit de résistance de la Suisse, ce que son histoire prouve. Mais l'ouvrage veut montrer aussi, et c'est l'un des personnages qui l'explique, que la Suisse n'a pas été qu'un pays de profiteurs épargnés par sa neutralité et dont l'attitude fut plus qu'ambiguë durant tout le conflit : autant d'opinions qui entachent encore la Confédération. Le lecteur y trouvera le plaisir de la lecture à travers un récit trépidant.

Yann Andruétan

Opération Tannenbaum

Jean-François Amblard

Paris, Éditions du Toucan, 2021



La Guerre du roi aux portes de l'Italie

1515-1559

Julien Guinand

Presses universitaires de Rennes, 2020



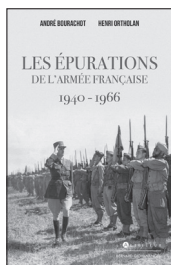
Sous les règnes de François I^{er} et d'Henri II, le royaume de France mène campagne dans le nord de l'Italie. Sans se limiter au récit chronologique de ces opérations, Julien Guinand décrit l'organisation, le soutien, le commandement, l'emploi de l'armée royale et permet d'approcher le quotidien des hommes sous les armes. L'ouvrage est divisé en neuf grands chapitres pour l'essentiel thématiques. Le premier permet de faire le point sur ce cycle de guerre de près de quarante-cinq ans. Les chapitres deux à quatre détaillent la composition des armées du roi, du sommet à la base, et sa logistique, encore embryonnaire mais réelle. Les chapitres cinq à sept permettent de faire le point sur la fortification de la frontière avec la création d'un réseau de places fortes, sur le financement de ces guerres (avec un chiffrage de leur coût) par la fiscalité, les contributions exceptionnelles et le crédit, ainsi que sur l'art militaire du temps dans des secteurs très montagneux, des combats « mesurés » donnant la priorité à la défense. Les deux derniers chapitres sont, eux, consacrés à « la guerre au quotidien » à travers les exemples de quelques capitaines et la description d'une « bataille-type », des premières escarmouches à sa conclusion. On apprécie la présence de tableaux synthétiques très utiles, d'une belle bibliographie et d'un index très complet. Un livre indiscutablement passionnant.

PTE

Les Épurations de l'armée française, 1940-1966

André Bourachot, Henri Ortholan

Paris, L'Artilleur, 2021



Entre 1940 et 1966, l'armée française a connu trois épurations successives. La première sous Vichy, la deuxième de 1943 jusqu'aux années qui ont suivi la Libération, la troisième de la fin de la guerre d'Algérie jusqu'à la veille de Mai-68. Moins connue que celle du monde civil à la Libération, l'épuration militaire présente ainsi un caractère presque continu durant plus d'un quart de siècle. L'ouvrage est centré sur le conflit de valeurs vécu par la plupart des officiers fidèles au Maréchal, soumis à des choix contradictoires auxquels ils peinent à faire face. Cette fidélité ira pourtant jusqu'à la collaboration déshonorante, pour certains jusqu'au port de l'uniforme allemand. Nombre d'entre eux, même les généraux Juin et de Lattre, tarderont à se défaire de leur serment d'engagement. Le débarquement en Afrique du Nord aurait pourtant pu être un désastre si l'armée vichyste n'avait pas rapidement cédé devant les forces anglo-américaines. Mais son abnégation n'a pas supprimé les rivalités qui sont demeurées vives, chacun des officiers se prévalant d'une forme d'honneur que les auteurs placent sur un curseur favorable aux vichystes en insistant sur leur fidélité. Le lecteur civil que je suis ne peut s'empêcher de penser que l'honneur était plutôt dans la guerre à outrance contre les nazis ! Que certains officiers aient succombé à une fascination pour la Révolution nationale est compréhensible, mais tenter sans cesse de leur trouver des circonstances atténuantes fait fi de l'image d'un de Gaulle tellement solitaire qui a réussi à renverser quasiment à lui seul l'histoire d'un pays, et de l'inexcusable, Phalange africaine, Milice, Légion des combattants, Légion de volontaires français, division Charlemagne... Cet ouvrage fait œuvre nécessaire en révélant toute l'ambiguïté des juges militaires aux titres de résistance bien modestes, voire absents. La réhabilitation de certains officiers accusés à tort est importante. Mais il n'en demeure pas moins troublant de tisser un fil rouge entre la résistance de De Gaulle en 1940 et celle de l'OAS. Faire de ces officiers perdus sinon des héros, des hommes courageux et animés par l'« honneur » n'est-il pas excessif ? De même que dénoncer les seuls communistes comme ivres de vengeance ne falsifie-t-il pas l'histoire ? Un sentiment de tristesse envahit le lecteur à la fin de sa lecture de ce livre remarquablement écrit et informé. La France est-elle vraiment le pays où le conflit droite/gauche ne finira jamais,

où l'armée s'auto-épure ? Un espoir cependant : depuis près de trente ans, l'armée de métier échappe aux idéologies meurtrières et est une armée unie. Gardons-en l'augure.

Didier Sicard

Si le corps des officiers a fortement retenu l'attention des chercheurs et a fait l'objet de travaux devenus classiques (Girardet, Serman, Mariot...), force est de constater que celui des sous-officiers de l'armée de terre a suscité relativement moins d'intérêt. C'est à ce déficit de connaissances que s'attelle, à l'heureux croisement de l'histoire et de la sociologie, des sources archivistiques et de la littérature, cet ouvrage, en retraçant le « problème public » que pose cette population à la Belle Époque. Tandis que les événements politiques et les circonstances sociales bousculent la figure du citoyen-soldat et l'idéal du brassage social dans les casernes, les sous-officiers sont ici retenus comme une entrée pour suivre tant les modalités de construction de l'autorité et de l'obéissance ainsi que leurs limites effectives dans les pratiques et les relations quotidiennes, que les difficultés, d'une étonnante actualité, d'une institution face aux évolutions de la société.

S'attachant d'abord à la question du recrutement et aux origines sociales, l'auteur signale, à grand renfort de données quantitatives extrêmement fines (par métier, par grade...), que la démocratisation des élites militaires et les résistances à son endroit n'excluent pas l'existence et le rôle actif de hiérarchies officieuses sur les diverses activités, fonctions et avantages variables octroyés aux prétendants au galon, jusqu'à conditionner, selon la cote d'amour capitalisée par certains, l'accès à l'épaulette. Le niveau scolaire et le mérite attisent, à titre de critères désormais officiels de l'appartenance, des concurrences de légitimité, une redistribution des compétences entre et au sein des corps, et conduisent à des repositionnements identitaires selon l'extraction, singulièrement de certains officiers qui surenchérissent sur la noblesse de leur magistère moral et social.

Parallèlement, les solutions que l'armée trouve dans les écoles des enfants de troupe pour remédier au déficit d'attractivité invitent à analyser le (ré) engagement et la fidélisation des personnels moins par l'argument de la vocation, par l'adhésion à des « valeurs » ou par le souci institutionnel d'intégrer la marginalité sociale, que par les formules plus prosaïques du besoin individuel et du choix raisonné. Rapporté à la diversité des situations (familiales, géographiques...) et à la contrainte d'un investissement scolaire désormais important, cet attachement sur la durée s'entretient au quotidien d'un espoir d'une reconnaissance symbolique ou d'une promotion prochaine et de l'accès immédiat à des avantages matériels tirés d'un mode de vie confortable, bourgeois même, et à bien des égards très proche des standards civils.

Loin d'être cette institution « totale », dépersonnalisante et rustique, l'armée, même si elle conserve des traces anciennes d'un mode de domination de type patrimonialiste pour faire encore place aux faveurs, aux grâces et à des réflexes paternalistes, offre aussi des espaces d'action collective et d'affirmation individualiste au sous-officier. À la politique de bienveillance envers les subordonnés qui se diffuse pour une meilleure considération de sa personne et de son rôle, à la place centrale de la force morale appelant chacun à l'autonomie et à l'initiative s'ajoutent, dans un contexte sociopolitique favorable (solidarisme, radicalisme), ces lieux d'expression voire de protestations et de revendications que sont les journaux spécialisés, ainsi que des formes de proto-syndicalisme visant l'obtention de nouveaux droits et

**Distinguer
et soumettre**
**Une histoire
sociale de
l'armée
française
(1872-1914)**
Mathieu Marly
Presses
universitaires de
Rennes, 2019

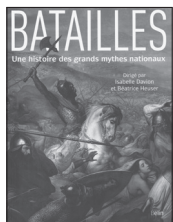


la défense de ses intérêts professionnels. Par ailleurs, l'auteur montre bien que la fabrique de la discipline et de l'obéissance, souvent objets d'analyses caricaturales, réside dans un mode de gouvernance de soi qui, idéalement indexé à la conscience d'un devoir citoyen librement consenti, autorise en fait des adhésions variables, des interprétations et des marges de manœuvre de part et d'autre. Des normes infra-juridiques supplantent de fait le strict règlement, et la prévention la franche répression des actes. L'exercice de l'autorité et son desserrement procèdent de dispositifs de concertation et de négociation, permettant ainsi toute une gamme d'arrangements et de contournements de la règle.

Alliant ambition théorique et richesse du matériau empirique mobilisé, cet ouvrage propose donc une analyse de la construction de l'identité militaire au moyen d'une articulation fine et équilibrée entre valeurs et intérêts. L'actualité du propos se mesure aussi aux problématiques qu'hier l'armée connaissait déjà, telles que le recrutement et le *turn-over* des personnels, les motivations à l'engagement, la civilianisation des mœurs militaires, mais aussi la doctrine tactique de la décentralisation du commandement qui augure du combat collaboratif que le système Scorpion exige aujourd'hui.

Éric Letonturier

Batailles
 Une histoire de
 grands mythes
 nationaux
 Isabelle Davion
 et Béatrice
 Heuser (sd)
 Paris, Belin, 2020



Une exclamation contemporaine et enthousiaste, comme par exemple «Waoouh», pourrait permettre d'exprimer un ressenti à la fermeture de ce livre. De façon plus classique, c'est une magistrale leçon d'histoire, à la fois par les connaissances qu'il apporte et par les rappels incessants de méthodologie, le tout présenté sur un support de très grande qualité, tant en iconographie qu'en mise en page ou choix du papier. Le plaisir à se saisir de cet ouvrage pour le savourer n'en est que plus grand.

Dix-neuf chercheurs se sont réunis pour un colloque. Dix-neuf enseignants (ou presque) qui voulaient, sous la direction d'Isabelle Davion, maîtresse de conférences à Sorbonne-Université et chercheuse associée au Service historique de la défense, et de Béatrice Heuser, titulaire de la chaire relations internationales à l'université de Glasgow, analyser quelques grands mythes nationaux qui reposent sur des batailles. Le titre de l'introduction d'Isabelle Davion est limpide : il s'agit non pas de savoir comment se déplaçaient les unités sur le champ de bataille, quels ordres les généraux ont pu donner, ou combien d'hommes se sont entre-tués, mais bien d'élaborer une sorte d'«histoire culturelle de l'Europe écrite par le glaive». L'idée de départ repose sur un constat connu : «L'Europe se donne comme un continent guerrier et la conflictualité traverse son histoire.» Mais à partir de ce constat, l'ensemble des chercheurs montre comment l'événement guerrier qu'est la bataille est plus qu'un rapport de force tactique. Il s'inscrit dans le temps long et vient révéler «le destin d'un peuple ou les transformations d'un continent». La bataille apparaît alors comme «un événement carrefour [qui] éclaire les évolutions qui l'ont rendu possible, [qui] cristallise [et donc révèle] des forces profondes».

Chaque épisode relaté en une dizaine de pages repose les questions inhérentes à la méthodologie, à l'étonnement réjouissant et stimulant de l'historien. Pourquoi ? Comment ? Comment est-on arrivé à cette situation ? Quelles sont les ruptures techniques ? Quelles sont les lectures de l'époque ? Comment ont évolué les perceptions de l'événement ? En quoi la psychologie des chefs militaires ou de leurs dirigeants a été dirimante ? En fait, de façon magistrale, cet ouvrage prend prétexte de la bataille pour montrer l'historien au travail d'observation, de comparaison d'analyse avec un point de vigilance bien

mis en valeur par Cédric Michon dans la conclusion de son « Marignan 1515 » : l'historien « doit prendre garde, en tuant [une] légende, [à] ne pas appauvrir la complexité des faits et de l'homme dont il parle ».

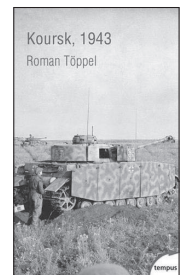
Les lecteurs français sont familiers des batailles de Marathon, d'Alésia, de Poitiers ou de Bouvines. Ce qui est passionnant, c'est de les découvrir sous le regard des autres, comme celles de Verdun ou Waterloo pour laquelle Alan Forrest souligne que le vaincu remporte sur le vainqueur, dans les esprits européens, la bataille de la mémoire. Le militaire, surtout celui qui a servi au Kosovo, sera très intéressé par la présentation du mythe romantique de la bataille de Kosovo Polje et du rôle des Français dans son développement. Il sera aussi instruit par la déconstruction de la bataille de Cannes, contre-exemple parfait de la bataille décisive. La bataille de Courtrai est devenue elle aussi importante politiquement dans l'imaginaire flamand, alors que son mythe n'est véritablement apparu qu'au XIX^e siècle. Verdun, de « citadelle érigée contre l'envahisseur, [devient] sanctuaire de la mémoire puis rempart contre l'oubli » et même, avec le centenaire de la Grande Guerre, « les Thermopyles de l'Europe contemporaine ». Jochen Böhrer nous présente la bataille de Varsovie de 1920 comme un événement propice à la valorisation de l'unité et de la lutte pour la liberté de la nation, alors que la société polonaise est confrontée à son passé et qu'elle est divisée actuellement en deux camps apparemment inconciliables. La bataille de Stalingrad, présentée par François-Xavier Nérard, montre comment le mythe naît pendant le combat lui-même et la distorsion de perception contemporaine entre le symbole soviétique, et aujourd'hui russe, et son effacement progressif dans le souvenir occidental. Trafalgar est un prétexte élégant pour montrer ce que peut représenter un événement guerrier dans la tradition militaire d'un pays, mais aussi dans l'affirmation d'une politique de rayonnement et de puissance. La perspective très européenne de cet ouvrage ne veut pas dire que toutes les batailles traitées ont une importance dans la perception politique ou symbolique européenne. Il en est ainsi de la bataille de Culloden ou de celle de Raclawice. Cependant, celle de la Montagne blanche ou celle de Mohacs ne doivent pas être oubliées tant elles ont une influence sur la perception que les Tchèques ou les Hongrois ont d'eux-mêmes et de leur environnement.

Jean-Luc Cotard

Ce livre important, paru en 2018 aux éditions Perrin, est désormais disponible en format de poche. Une bonne occasion de se lancer dans la lecture de ce remarquable travail de l'historien allemand Roman Töppel, qui a également contribué à l'édition critique de *Mein Kampf* établie par l'Institut d'histoire contemporaine de Munich. Dans cet ouvrage, il analyse la bataille de Kursk, nommée ainsi par les Soviétiques, qui débute le 5 juillet 1943 par l'opération Citadelle et se termine le 23 août lors de la prise de Kharkov par les Russes. Neuf cent mille soldats allemands font alors face à plus de deux millions de soviétiques. Comme l'explique dans la préface Jean Lopez, spécialiste français du front germano-soviétique et traducteur de cet ouvrage, Roman Töppel a entrepris un « assainissement » salutaire de l'historiographie de cette bataille en éliminant les légendes construites par les deux camps – notamment à travers les mémoires des chefs militaires – grâce à la consultation des archives, et a réussi une « percée » en répondant à bien des questions que l'on pouvait encore se poser.

Quasiment la moitié du livre (cent vingt pages) est consacrée à la genèse et à la longue préparation de l'opération. L'auteur remet d'emblée en question certains mythes. Non, Hitler n'a pas repoussé la date de l'opération pour

Kursk,
1943
Roman Töppel
Paris, Perrin,
« Tempus », 2021



renforcer ses unités en Panzer. Il n'est pas non plus tout à fait à l'origine de la bataille, contrairement à ce que diront certains généraux allemands après la guerre. Hitler souhaitait initialement une offensive plus au sud, dans le Donbass, mais il se laisse convaincre par ses généraux. Tout au long de ses développements, Roman Töppel s'attache à vérifier les chiffres, allant aux meilleures sources allemandes et russes pour en terminer avec les estimations « fantasmagoriques ». Il démontre, par exemple, que le nombre de chars et d'automoteurs allemands présents au début de la bataille a été régulièrement sous-estimé. Il cherche également à mieux établir les pertes des deux camps. Il explique notamment que les Allemands n'ont pas soixante-dix mille tués pendant la phase défensive de Citadelle, mais plutôt dix mille (avec quarante-six mille blessés et deux mille disparus). Son bilan dans ce domaine est par ailleurs édifiant : le rapport entre les pertes subies par les Allemands et celles des Soviétiques est d'un à six. Cette différence est surtout le résultat de la maîtrise tactique de la *Wehrmacht* et des faiblesses de l'Armée Rouge, elle qui, entre autres, attaque presque toujours par groupes isolés de vingt à trente chars. L'auteur ne dédaigne d'ailleurs pas se plonger dans la technique en étudiant dans le détail certains engins utilisés pendant la bataille. À cette occasion, il souligne que les chasseurs de char Ferdinand ont été beaucoup plus efficaces que ce que l'on a bien voulu dire jusqu'ici. Loin d'une focalisation sur les opérations terrestres, il fait très bien ressortir que Koursk a aussi été un immense affrontement aérien.

À la lecture de ce livre remarquable, on voit bien que Koursk n'a pas été une bataille décisive du point de vue stratégique, mais « un tournant, en ce sens qu'elle rend visible à tous le retournement décisif sur le front de l'est ». Ce qui s'est révélé funeste pour la capacité de combat allemande, ce n'est pas Citadelle « mais l'ensemble des combats de l'année 1943 ».

Rémy Hémez

Trafalgar,
21 octobre
1805
Rémi Monaque
Paris, Passés
composés, 2021



Trafalgar n'est guère populaire dans la mémoire française. Avec Waterloo, cette bataille navale serait l'un des clous du cercueil des ambitions françaises. En 2005, année du bicentenaire de Trafalgar et Austerlitz, beaucoup de choses furent dites et écrites sur la participation inégale de la France à ces deux commémorations. Le bicentenaire de la mort de Napoléon en mai 2021 a démontré une nouvelle fois la sensibilité de la question des commémorations liées au Premier Empire. Heureusement, pour le lecteur désireux d'un traitement dépassionné du sujet, Rémi Monaque, officier de Marine et historien, propose avec son *Trafalgar, 21 octobre 1805*, un ouvrage remarquable. Publié une première fois en 2005 à l'occasion du bicentenaire de Trafalgar, il est réédité en mai 2021 par les éditions Passés composés à l'occasion de l'année Napoléon. Certains pourraient s'offusquer de la coïncidence du bicentenaire de la mort de l'exilé de Sainte-Hélène et du rappel de la défaite cinglante infligée à la France. C'est au contraire, à mon sens, un excellent prétexte pour se plonger dans l'histoire de cette bataille et lever le voile qui occulte sa mémoire. Long de quatre cents pages (notes et bibliographie comprises), cet ouvrage n'en consacre qu'une cinquantaine à la bataille proprement dite. Le reste est une passionnante mise en perspective de l'affrontement, qui passe en revue, de manière synthétique mais précise, les forces en présence, les stratégies, les opérations préliminaires, les matériels, les hommes (chefs et équipages), le bilan et la postérité de la bataille. L'analyse de Rémi Monaque se fait à travers un triple prisme, celui des nations participantes : Royaume-Uni, France, Espagne. Le tout s'appuie sur un vocabulaire marin précis (un glossaire en début d'ouvrage guide

le lecteur non familier). Le propos met en relief le rôle des chefs dans la conception et la conduite des opérations : Nelson, brillant tacticien ; l'amiral français Villeneuve, officier très inégal, pessimiste, qui ne croit pas en ce qu'il fait ; des capitaines talentueux dont les initiatives individuelles ne permettent pas de forcer le sort ; enfin, Napoléon. Loin de se désintéresser de la stratégie navale, l'Empereur raisonne celle-ci comme une manœuvre terrestre et fige ses amiraux dans un état de passivité fatale. Rémi Monaque est sans appel sur le sujet dans sa conclusion. Enfin, de copieuses annexes approfondissent la lecture sur des points techniques. L'ensemble du propos est équilibré. L'auteur énonce et argumente ses thèses, reste mesuré quand les sources ne permettent pas de trancher (par exemple, la mort de Villeneuve, suicide ou meurtre ?). La lecture de cet ouvrage permet de dissiper de nombreuses idées fausses entourant cette bataille navale. *Trafalgar, 21 octobre 1805* se distingue par les qualités d'écriture de Rémi Monaque qui nous offre un texte fluide, agréable à lire. Le récit de la bataille est remarquable.

Maxime Yvelin

Ce livre avait eu deux éditions, en 1983 et 2011. Celle-ci les complète par l'apport de nouvelles archives civiles et militaires, qui précisent notamment les réactions de l'Élysée et de Matignon, de témoignages et de documents exhumés, dont celui, incisif et très émouvant, de Pierre Racine, alors directeur du cabinet du Premier ministre Michel Debré et partisan d'une négociation avec le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) et même, *in fine*, d'un souvenir d'ego histoire de Maurice Vaisse lui-même, à l'époque en hypokhâgne au lycée d'Alger, et très au fait alors et depuis lors de toutes les souffrances engendrées par la guerre. Ce qui nous vaut un livre à la fois neuf, dense et haletant, qui fait le point et pour longtemps.

Le *pronunciamento*, ce fut le mot de De Gaulle, dura quatre jours et cinq nuits, d'avril 1961, à l'appel d'un « quarteron » de généraux, Challe, Zeller et Jouhaud rejoints par Salan, proclamant à la radio vouloir tenir « le serment de l'armée de garder l'Algérie pour que nos morts ne soient pas morts pour rien », prenant le contrôle d'Alger avec quelques unités de paras et de légionnaires, défiant Paris et son « gouvernement d'abandon ». Leur crainte ? Qu'une Algérie indépendante soit, demain, la preuve tragique d'une trahison venue de Paris ; d'un désaveu de la maîtrise militaire du terrain et du ralliement de katibas entières que Challe, il est vrai, était en passe d'établir ; l'annonce d'un massacre des supplétifs musulmans et de la « vengeance des rebelles » du FLN sur les Européens, Mers el-Kébir et Alger devenant des bases « soviétiques » : en somme, l'armée française trahie, abandonnée, déshonorée.

Maurice Vaisse décrit d'abord, minutieusement, ces heures terribles, la surprise d'Alger le samedi 22, la panique et le sursaut de Paris le 23, le tournant du 24 dans la soirée, l'échec patent le mardi 25. Puis il les replace dans la longue histoire, de 1940 à 1961, de la politisation et des malentendus qui ont distendu les liens entre l'armée et la Nation ; dans celle de l'Algérie pantelante et dans l'impasse politique ; dans l'ambition obsessionnelle chez certains gradés d'avoir à éviter tout nouveau Dien Bien Phu ou d'avoir à refaire un 13 mai 1958 salvateur. Il détaille aussi les raisons de l'échec des putschistes, sans chef entraînant, sans stratégie de rechange face à celle du général de Gaulle de nouveau en uniforme, sans soutiens ni emprise sur les populations civiles et les unités hors d'Alger, sur les préfets et l'administration. Ce fut un putsch à un seul mort, sans barricades ni ébranlement de masse, sans « franquisme » ni vision d'avenir hors celle du colonel Argoud et de quelques « cathos » intégristes : un baroud d'honneur.

Le Putsch d'Alger

Maurice Vaisse
Paris, Odile Jacob,
2021



Mais il a ébranlé l'État pendant quelques heures, révélé certaine « porosité » de sa vindicte, dit Vaïsse, dans une armée qui a trop misé sur les « grandes opérations » et le bouclage des frontières, doutant de son action sociale en faveur d'une réconciliation, saisie désormais par la lassitude et l'espoir de la « quille ». Il a marqué la V^e République, car il a conforté de Gaulle, hanté plus que jamais par le temps qui presse et qui passe, dans son idée qu'il fallait faire désormais très vite pour courir à l'essentiel : faire de la France une « puissance mondiale », quitte à laisser l'Algérie courir sa propre chance.

Le livre pourrait passer moins vite sur les réactions du contingent et de ses officiers, avec leurs transistors et leur sens du devoir, sur lesquelles il est vrai les études manquent tant. Sur, aussi, l'opinion en métropole et surtout à Paris, saisie par la crainte d'un saut des paras, et notamment sur certain soir où l'on distribua pour leur faire face des équipements militaires dans la cour de l'hôtel Matignon : ce qui, j'en atteste, ne tint pas du folklore comme on l'a dit après-coup. Ou encore, il pouvait signaler les prémices de la future OAS déjà manifestes. Il n'empêche : c'est un fier livre et Maurice Vaïsse a bien travaillé.

Jean-Pierre Rioux

L SYNTHÈSES DES ARTICLES

F JEAN BAECHLER **L'ÉTHIQUE DU GUERRIER**

L'éthique porte sur les devoirs et les vertus afférents à chaque état humain. Celle propre à l'état de guerrier est fixée par ce qui le définit, à savoir le risque d'être tué et le droit de tuer. Mettre sa vie en danger au service du bien commun, c'est se sacrifier jusqu'à l'héroïsme et dans le sentiment de l'honneur. Exercer le droit de tuer exige de le faire sans haine, en épargnant les non-combattants et en respectant l'humanité de l'ennemi.

F ANTOINE BONDZ **CHINE. DES VALEURS AU SERVICE DU PARTI**

Dénoncées par Mao Zedong, qui considérait avec mépris la « vieille société », les valeurs traditionnelles sont désormais instrumentalisées par le régime chinois pour se légitimer auprès de la population, combattre toute influence étrangère, mais aussi rassurer à l'étranger sur ses intentions. Pékin ne semble pas mettre en œuvre une stratégie fondée sur des valeurs, contrairement à ce qui est affirmé, mais met en avant des valeurs en fonction de sa stratégie.

F WASSIM NASR **« VALEURS ET VERTUS » DANS LE DJIHAD ARMÉ**

Le djihad armé moderne est une quête du « salut de l'humanité » à travers et pour l'islam. À cette fin, il met en œuvre des vertus au service de valeurs souvent universelles qu'il rend exclusives à une communauté de croyants ou d'adeptes. Cela même dans son mode opératoire dit terroriste, une qualification dont les djihadistes se vantent et qui est en adéquation avec leur « devoir de terroriser les ennemis d'Allah ».

F MICHAËL FÆSSEL **LA MORALE MILITAIRE : UNE QUESTION DE REGARDS ?**

Pourquoi l'action morale est-elle si souvent représentée comme un combat intérieur ? Il existe entre la guerre et la vertu un lien : se conduire moralement, c'est mener une lutte contre ses pulsions qui réclame du courage. Plus qu'un autre, le soldat n'agit pourtant pas sous son seul regard. Celui de ses frères d'armes, et parfois même celui de ses ennemis, lui rappelle que la guerre n'est pas seulement un combat à mort, mais aussi un partage d'humanité.

F SOPHIE COTARD **L'IDÉAL DU CITOYEN-SOLDAT DANS LA POÉSIE ÉLÉGIAQUE GRECQUE**

L'épopée n'a pas le monopole de l'évocation guerrière dans la poésie grecque antique. Certains poètes élégiaques de la fin du VIII^e et du milieu du VII^e siècle avant notre ère ont également fait de ce sujet le cœur de leur chant. Mais plus que célébrer des héros et narrer des combats du passé, ils invitent les soldats à l'action en ne louant jamais les vertus, comme le courage ou le sens du sacrifice, pour elles-mêmes, mais seulement dans la mesure où elles sont au service de l'intérêt public, de la communauté, de la cité, du peuple.

BENOÎT ROSSIGNOL **L'ARMÉE ROMAINE, EN QUÊTE D'HONNEUR**

Les valeurs et les vertus de l'armée romaine sont d'abord celles d'une armée issue d'une cité guerrière, censitaire et aristocratique. La vaillance militaire (*virtus*) et la victoire permettent le prestige (*honos*) dans la cité. L'empire réorganise ce cadre culturel au profit du prince et de ses liens aux soldats, sans abandon du cadre civique. Du soldat, on attend courage (*virtus*), respect (*pietas*), loyauté (*fides*), compétence (*disciplina*), obéissance (*obsequium*) et effort (*labor*). Pour le soldat romain, l'armée est le lieu de l'intégration civique et de l'affirmation d'une vaillance masculine. L'aristocratie romaine utilise aussi les valeurs pour manifester sa dignité face au prince et dénier aux soldats un rôle politique.

BÉNÉDICTE CHÉRON **LES FRANÇAIS, LES VALEURS ET LES VERTUS MILITAIRES : LE GRAND MALENTENDU**

Depuis une vingtaine d'années, le mot et la notion de « valeurs » ont acquis en France une place remarquable tant dans les discours publics que dans les conversations privées. Cet enthousiasme pour le mot n'épargne pas les armées. Au fil des décennies, les fameuses « valeurs militaires » ont remporté un succès croissant au point d'envahir le débat public. Brandie comme un étendard ou comme une solution à tous les dysfonctionnements de la société, l'expression appelle pourtant un examen critique : alors que la société française se perçoit comme une société en crise aiguë de cohésion et que les armées occupent une place renouvelée en son sein, il semble bien que ce succès repose sur un malentendu tenace dont le corollaire est l'absence dans ces mêmes débats du mot de vertu.

JOSÉPHINE STARON **UNION EUROPÉENNE : RETROUVER LE COURAGE DE LA SOLIDARITÉ**

L'Union européenne se trouve à la croisée des chemins : face à la crise sanitaire, sociale et économique, elle peut soit se renforcer, soit se déliter et disparaître. Pour qu'elle soit à la hauteur des défis du XXI^e siècle et des attentes des peuples européens, elle doit retrouver le courage de la solidarité et redéfinir, à l'aune des nouveaux enjeux, sa raison d'être. Ainsi, cet article identifie la solidarité comme valeur et principe fondateur de l'UE, et le courage comme vertu originelle de la construction européenne, qu'il devient urgent de remobiliser.

FRANÇOIS LECOINTRE **COMBATTRE POUR DES VALEURS, COMBATTRE PAR DES VERTUS**

Portées par l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », liberté, égalité, fraternité sont les valeurs qui forment la devise de la République et qui sont inscrites au fronton des édifices publics depuis 1880. Fondamentalement, elles consacrent la dignité de l'homme. Et par leur portée universelle, elles dépassent le seul cadre de l'histoire de France. Pour leur défense, les militaires cultivent des vertus, garantes de leur efficacité opérationnelle.

MICHEL GOYA **VALEURS, VERTUS ET VAINQUEURS**

La guerre est une chose trop sérieuse pour être laissée à des gens sans valeurs ni vertus. On ne s'engage au combat qu'avec un cadre mental prédéfini, qui indique à peu près comment les choses doivent se passer et le rôle que l'on doit y jouer. Ce cadre mental est cependant en tension permanente entre les nécessités terribles du champ de bataille et les obligations socio-culturelles de l'« arrière », deux champs instables. L'accord entre tous ces besoins parfois contradictoires tient donc le plus souvent du hasard et de l'éphémère.

XAVIER BONIFACE

CAS DE CONSCIENCE : LES INVENTAIRES

En 1906, alléguant leur conscience, leur honneur et leur foi, certains militaires refusèrent d'exécuter les ordres visant à assurer le bon déroulement des inventaires des églises prescrits par la loi de séparation des Églises et de l'État ; d'autres, la majorité, ont obéi, invoquant le respect de la discipline et le devoir. Examinons comment les références aux notions de valeur et de vertu peuvent éclairer ces différentes attitudes.

FRÉDÉRIC GOUT

OPÉRATION SERVAL : VALEURS ET VERTUS DES COMBATTANTS

En janvier 2013, le président malien demande à la France d'intervenir pour protéger son pays d'une attaque djihadiste qui menace Bamako. Les forces spéciales puis une brigade sont engagées. Le 5^e RHC en sera la composante aérocombat. Mais qui sont ces ennemis ? Au nom de quelles valeurs combattent-ils ? Avec quelles vertus ? En quoi sont-elles différentes de celles qui animent et sont mises en œuvre par les soldats français ? Témoignage.

ROMAIN DESJARS DE KERANROUË, MATTHIEU GRAFF, PIERRE-FRANÇOIS MITTON

TROIS ARMÉES, TROIS MILIEUX, TROIS EXPÉRIENCES

Trois officiers de l'École de guerre, un pilote de chasse et de drones, un spécialiste en lutte anti sous-marine et un fantassin, se sont prêtés à l'exercice difficile de tirer de leurs expériences le socle de valeurs et de vertus qui les guident ou sur lesquelles ils s'appuient. Leurs textes donnent trois visions de ce qu'il faut avoir en soi pour agir dans un milieu donné. Tout y est ordonné à l'accomplissement d'une action. Si bien que l'« excellence », l'« esprit d'équipage » ou la « fraternité d'armes » semblent passer du statut de vertus à celui de valeurs collectives, au service d'une éthique supérieure. Le soldat accepte de la servir et érige pour cela ses vertus pratiques, celles qu'il acquiert puis incarne au quotidien, au rang de véritables valeurs à partager.

FRANCK CHATELUS ET PATRICK COLLET

FORMATION DU CHEF MILITAIRE : EXIGENCE DE VALEURS ET DEVOIR DE VERTUS

La formation initiale des chefs dévoile bien plus qu'une modalité technique de préparation au premier emploi. L'institution y exprime aussi sa nature profonde, le sens de sa fonction sociale et le cadre politique qui organise l'emploi de la force légitime. Au-delà des aspects pratiques du métier, cette formation initiale pose également, dans des formes différentes selon les niveaux, les bases déontologiques du métier. Les valeurs qui soudent les unités, motivent et justifient l'engagement y côtoient les vertus militaires qui en encadrent les modalités. Laissons la parole à l'École nationale des sous-officiers d'active de Saint-Maixent et à l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan pour nous dévoiler comment l'armée de terre intègre cette dimension dans ses cursus de formation.

MARC VIGÉ

NEC PLURIBUS IMPAR

En choisissant dès 1662 la célèbre devise de son règne, Louis XIV énonce une vraie philosophie politique : un système de vertus et de valeurs cohérent attaché à la science de régner. « Roi-soleil » autant que « roi-providence », il permet à des concepts éthiques d'investir le champ politique. Ce faisant, il proclame sa volonté de s'obliger autant devant l'État que devant Dieu, et conforte l'irréversible processus de sécularisation du politique. Il se montre ainsi l'un des modernisateurs les plus décisifs de notre histoire.

HERVÉ GAYMARD **DE GAULLE : PENSER POUR AGIR**

Dès l'entre-deux-guerres, de Gaulle a théorisé la question du lien entre la pensée et l'action, avant de la mettre en pratique, du sursaut fondateur de 1940 au crépuscule de 1969, et d'en tirer les leçons sous la forme d'un véritable testament politique parmi les plus marquants qui soient. Alors, comment se conçoit la décision ? Quel est le moteur qui conduit de l'appréhension d'un problème à sa solution ? Quelles sont les qualités particulières de De Gaulle dans l'action ? Comment le militaire influe sur le politique ? C'est par ce biais, et à travers quelques exemples, que l'on comprend le lien entre les valeurs (comment appréhender un problème et quelle stratégie pour le résoudre ?) et les vertus (quelles qualités mobiliser ?).

ALEXANDRE MARTIN **NIETZSCHE OU L'ÉPREUVE DE LA GUERRE**

La méthode généalogique de Nietzsche interroge la guerre du point de vue des pulsions qu'elle mobilise. En ce sens elle met à l'épreuve le type d'homme qui la pratique. C'est pourquoi une lecture probe et rigoureuse de son œuvre, qui se situe par-delà son dévoiement nazi, doit nous amener à réfléchir à la manière dont la guerre, si l'on sait la choisir, est créatrice de valeurs, et suppose l'exercice et l'appropriation de certaines vertus.

JEAN-LUC LELEU **À L'ÉPREUVE DE LA DICTATURE.** **LE NAUFRAGE MORAL DE LA WEHRMACHT EN GUERRE**

Que la Wehrmacht soit devenue l'instrument docile de la guerre d'anéantissement menée à l'Est questionne les fondements de ses « valeurs » et de ses « vertus ». Les héritages anciens ont en réalité ouvert la voie à l'application radicale de l'idéologie nazie. La corruption et les honneurs ont facilité le consentement. Et le spectre de la défaite a finalement conduit aux derniers reniements avec l'explosion de la violence coercitive et l'institutionnalisation du mensonge pour masquer les actes de désobéissance.

THIERRY MARCHAND **UN IMPÉRATIF D'ÉQUILIBRE**

La vertu est force d'alignement entre l'âme et l'action. La valeur, elle, est puissance d'entraînement entre l'esprit et l'action. Le malheur vient de la disproportion de ces deux polarités. Apparaissent alors les plus grandes folies. L'équilibre est un impératif.

THOMAS FRESSIN **LA RECHERCHE HISTORIQUE « AUGMENTÉE »** **PAR LES HUMANITÉS NUMÉRIQUES**

Les recherches en histoire n'échappent pas aujourd'hui au phénomène de transformation numérique. Les possibilités offertes par les humanités numériques révolutionnent les usages et les pratiques des historiens. Cet article s'intéresse à cette mutation, en présentant plusieurs cas concrets de constitution, d'exploitation, de valorisation et de partage de jeux de données liées à l'histoire militaire.

BENOÎT TAHON **L'UNIVERS SONORE DES COMBATTANTS DE LA GRANDE GUERRE**

Placer l'ouïe au centre des sens mobilisés dans le combat moderne, c'est affirmer que le champ de bataille est d'abord un champ sonore qui influe sur le corps des combattants et engage, avant toute autre mobilisation sensorielle, la sensibilité auditive. Il convient alors de s'interroger sur l'importance des perceptions sonores dans la « physicalité » du fait guerrier.

TRANSLATION OF THE SUMMARY IN ENGLISH

JEAN BAECHLER **THE ETHICS OF THE WARRIOR**

Ethics are concerned with the duties and virtues pertaining to each human state. The ethics of the warrior are determined by what defines that state, namely the risk of being killed and the right to kill. To put one's life in danger in the service of the common good is to sacrifice oneself to the point of heroism and with a sense of honour. Exercising the right to kill requires doing so without hatred, sparing non-combatants and respecting the humanity of the enemy.

ANTOINE BONDAZ **CHINA. VALUES IN SUPPORT OF THE PARTY**

Denounced by Mao Zedong, who regarded the "old society" with contempt, traditional values are now exploited by the Chinese regime to legitimise itself with the population, to fight any foreign influence, but also to reassure foreigners of its intentions. Beijing does not seem to implement a strategy based on values, contrary to what is claimed, but promotes values according to its strategy.

WASSIM NASR **"VALUES AND VIRTUES" OF ARMED JIHAD**

Modern armed jihad is a quest for the "salvation of humanity" through and for Islam. To this end, it applies virtues to support values that are often universal, but which are rendered exclusive to a community of believers or followers. This is true even in describing its as so-called terrorism, a term that jihadists boast of and which is in keeping with their "duty to terrorise the enemies of Allah".

MICHAËL FÆSSEL **MILITARY MORALITY: A QUESTION OF PERSPECTIVE?**

Why is moral action so often represented as an internal struggle? There is a link between war and virtue: to behave morally is to struggle against one's impulses, which requires courage. However, the soldier, more than anyone else, is not the only one to see his actions. The eyes of his brothers in arms, and sometimes even those of his enemies, remind him that war is not only a fight to the death, but also a sharing of humanity.

SOPHIE COTARD **THE IDEAL OF THE CITIZEN-SOLDIER IN GREEK ELEGiac POETRY**

The epic does not have a monopoly on the evocation of war in ancient Greek poetry. Some elegiac poets of the late eighth and mid-seventh centuries BCE also place this subject at the core of their songs. But rather than celebrating heroes and recounting past battles, they call soldiers to action, never praising virtues such as courage or sacrifice for their own sake, but only insofar as they serve the public interest, the community, the city, the people.

BENOÎT ROSSIGNOL **THE ROMAN ARMY. IN SEARCH OF HONOUR**

The values and virtues of the Roman army were first and foremost those of an army born of a warlike, tenancy-based and aristocratic city. Military valour (*virtus*) and victory ensured prestige (*honos*) in the city. The empire reorganised this cultural framework in favour of the prince and his links to the soldiers, without abandoning the civic framework. Soldiers were expected to show courage (*virtus*), respect (*pietas*), loyalty (*fides*), competence (*disciplina*), obedience (*obsequium*) and effort (*labor*). For the Roman soldier, the army was the place of civic integration and the affirmation of masculine valour. The Roman aristocracy also used values to show its dignity in the face of the prince and to deny soldiers a political role.

BÉNÉDICTE CHÉRON **THE FRENCH, MILITARY VALUES AND VIRTUES: THE GREAT MISUNDERSTANDING**

Over the last 20 years, the word and the notion of “values” have acquired a remarkable place in France, both in public discourse and in private conversations. The military has not been exempt from this enthusiasm for the word. Over the decades, much-vaunted “military values” have become increasingly popular to the point of invading public debate. Brandished as an emblem or as a solution to all the dysfunctions of society, the expression nevertheless calls for critical examination: while French society perceives itself as a society undergoing an acute crisis of cohesion and while the armed forces have re-established their place within it, it seems that this success is based on a persistent misunderstanding, the corollary of which is the absence of the word virtue in these same debates.

JOSÉPHINE STARON **EUROPEAN UNION: REDISCOVERING THE COURAGE OF SOLIDARITY**

The European Union is at a crossroads: in the face of the health, social and economic crisis, it can either strengthen itself or fall apart and disappear. If it is to be equal to the challenges of the 21st century and, to the expectations of the peoples of Europe, it must rediscover the courage of solidarity and redefine its in the light of the new challenges. Thus, this article identifies solidarity as a value and founding principle of the EU, and courage as the original virtue of European construction, which it is becoming urgent to remobilise.

FRANÇOIS LECOINTRE **VALUES TO FIGHT FOR, VIRTUES TO FIGHT WITH**

The values of the Republic are enshrined in the first article of the 1789 Declaration of the Rights of Man and of the Citizen (“Men are born and remain free and equal in rights”) and have been inscribed on the pediment of public buildings since 1880: liberty, equality, fraternity. Fundamentally, they enshrine human dignity. And because of their universal scope, they are not restricted to the history of France. To defend these values, the military cultivate virtues that guarantee their operational effectiveness.

MICHEL GOYA **VALUES, VIRTUES AND VICTORS**

War is too serious a matter to be left to people without values or virtues. To go into battle, one needs a predefined mental framework, which indicates roughly how things should happen and what role one should play. This mental framework is, however, in constant tension between the terrible necessities of the battlefield and the socio-cultural obligations of the “rear”, both of which are unstable. Harmonising all these sometimes contradictory needs is therefore most often a matter of chance and transience.

XAVIER BONIFACE **CONSCIENTIOUS OBJECTORS: INVENTORIES**

In 1906, on the grounds of conscience, honour and religion, some soldiers refused to carry out orders to ensure the proper conduct of the church inventories prescribed by the French law on the Separation of the Churches and the State; others, the majority, obeyed, invoking respect for discipline and duty. Let us examine how references to the notions of value and virtue can shed light on these different attitudes.

FRÉDÉRIC GOUT **OPERATION SERVAL: VALUES AND VIRTUES OF COMBATANTS**

In January 2013, the Malian president asked France to intervene to protect his country from a jihadist attack that threatened Bamako. The Special Forces were engaged, followed by a brigade. The 5th RHC will be the rotary wing combat component. But who are these enemies? In the name of which values are they fighting? With which virtues? In what way are they different from those which motivate and are implemented by French soldiers? Testimony.

ROMAIN DESJARS DE KERANROUË, **MATTHIEU GRAFF, PIERRE-FRANÇOIS MITTON** **THREE BRANCHES OF THE ARMED FORCES,** **THREE DOMAINS, THREE EXPERIENCES**

Three officers from the —a fighter and UAV pilot, an anti-submarine warfare specialist and an infantryman—have taken on the difficult exercise of drawing from their experiences the basic values and virtues that guide them or on which they rely. Their texts give three visions of what one must have within oneself to act in a given domain. Everything is focused on the action to be accomplished. So much so that “excellence”, “team spirit” or “brotherhood of arms” seem to progress from the status of virtues to that of collective values, in the service of a higher ethic. The soldier accepts the service of this higher ethic and therefore elevates his practical virtues, those he acquires and then embodies on a daily basis, to the rank of real values to be shared.

FRANCK CHATELUS AND PATRICK COLLET **TRAINING THE MILITARY LEADER:** **VALUES ARE A REQUIREMENT; VIRTUES ARE A DUTY**

The initial training of leaders reveals much more than a technical method of preparation for the first job. The institution also expresses its profound nature, the meaning of its social function and the political framework for the use of legitimate force. Beyond the practical aspects of the profession, this initial training also lays down the ethical foundations of the profession—in different forms depending on the level. The values that bind units together, motivate and justify the engagement, are juxtaposed with the military virtues that set the framework for the modalities of engagement. The Saint-Cyr Coëtquidan Military Academy and the Saint-Maixent National School for active Non-Commissioned Officers (NCOs) reveal how the French Army integrates this dimension into its training programmes.

MARC VIGIÉ **NEC PLURIBUS IMPAR**

In choosing the famous motto for his reign in 1662, Louis XIV expressed a true political philosophy: a system of virtues and values coherent with the science of ruling. A “sun king” as well as a “providence king”, he allowed ethical concepts to enter the political field. In doing so, he proclaimed his willingness to be as committed to the State as to God, and confirmed the irreversible process of secularisation of politics. He thus proved to be one of the most decisive modernisers in our history.

HERVÉ GAYMARD **DE GAULLE: THINK IN ORDER TO ACT**

During the inter-war period, de Gaulle theorised the question of the link between thought and action, before putting it into practice, from the rallying call of 1940 to the twilight of 1969, and drawing lessons from it, in the form of a true political testament that is among the most remarkable of all. So how is the decision conceived? What is the driving force that leads from the comprehension of a problem to its solution? What are De Gaulle's particular qualities in action? How does military leadership influence political leadership? It is by this means, and through a few examples, that we understand the link between values (how to comprehend a problem and what strategy to solve it?) and virtues (what qualities to mobilise?).

ALEXANDRE MARTIN **NIETZSCHE OR THE ORDEAL OF WAR**

Nietzsche's genealogy method looks at war from the point of view of the impulses it mobilises. In this sense, it is an ordeal for the type of man who goes to war. This is why a careful and rigorous reading of his work, which goes beyond its Nazi misrepresentation, should lead us to reflect on the way in which war, if we know how to choose it, creates values and implies the exercise and appropriation of certain virtues.

JEAN-LUC LELEU **THE ORDEAL OF DICTATORSHIP.** **THE MORAL COLLAPSE OF THE AT WAR**

The fact that the became the docile instrument of the war of annihilation waged in the East calls into question the foundations of its "values" and "virtues". The old legacies actually paved the way for the radical application of Nazi ideology. Corruption and honours facilitated compliance. The spectre of defeat finally led to the ultimate disavowals with the explosion of coercive violence and the institutionalisation of deceit to cover up acts of disobedience.

THIERRY MARCHAND **AN IMPRESCINDIBLE BALANCE**

Virtue brings soul and action into line. Value is a force driving mind and action together. Misfortune results from the disproportion between these two polarities. Major extravagances therefore emerge. Balance is mandatory.

THOMAS FRESSIN **HISTORICAL RESEARCH "AUGMENTED" BY DIGITAL HUMANITIES**

Historical research today is not immune to the phenomenon of digital transformation. The possibilities offered by the digital humanities are revolutionising the methods and practices of historians. This article looks at this transformation by presenting several concrete cases of the creation, exploitation, enhancement and sharing of data sets related to military history.

BENOÎT TAHON **THE AUDITORY ENVIRONMENT** **OF COMBATANTS IN THE GREAT WAR**

By placing hearing at the centre of the senses mobilised in modern combat, we assert that the battlefield is first and foremost a sound field that influences the bodies of combatants and engages auditory sensitivity ahead of any other sensory mobilisation. It is therefore appropriate to question the importance of auditory perception in the "physicality" of warfare.

L BIOGRAPHIES

LES AUTEURS

■ Jean ASSIER-ANDRIEU

Voir rubrique « comité de rédaction »

■ Jean BAECHLER

Sociologue, professeur (retraité) de l'université de Paris-Sorbonne et membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques, section Morale et sociologie), Jean Baechler est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment *Précis d'éthique* (Hermann, 2014) et *Que valent nos connaissances ?* (Hermann, 2019).

■ Antoine BONDAZ

Diplômé de Sciences Po Bordeaux, de l'université Hankuk des études étrangères (Séoul) et de l'université nationale Sun Yat-Sen (Kaohsiung), Antoine Bondaz est chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) et enseignant à Sciences Po. Il travaille sur la politique étrangère de la Chine et des deux Corées, et sur les questions stratégiques en Asie de l'Est. Il a publié *Corée du Nord. Plongée au cœur d'un État totalitaire* (Le Chêne, 2016) et, avec Juliette Morillot, *L'Avenir de la Corée du Nord* (Institut Diderot, 2017).

■ Xavier BONIFACE

Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Picardie-Jules-Verne, membre du Conseil scientifique de la recherche historique de la Défense, Xavier Boniface est également officier de réserve au Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC). Il a notamment publié : *L'Armée, l'Église et la République (1879-1914)* (Nouveau Monde Éditions/DMPA, 2012) et *Histoire religieuse de la Grande Guerre* (Fayard, 2014), ainsi que la partie consacrée à 1870-1914 dans le tome II de *Histoire militaire de la France* dirigée par Hervé Drévillon et Olivier Wieviorka (Perrin, 2018).

■ Franck CHATELUS

Saint-cyrien, fantassin, le général de brigade Franck Chatelus a servi au 126^e et au 1^{er} régiment d'infanterie, qu'il a commandé, et à la 6^e brigade légère blindée, comme chef d'état-major notamment. Au cours de ces affectations, il a été engagé dans des missions de courte durée et en opérations extérieures, au Tchad, au Rwanda, en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, au Mali et en Centrafrique. Outre ce volet opérationnel, diverses affectations à la DRHAT lui confèrent une réelle expertise en gestion des ressources humaines. Il possède enfin une expérience dans le soutien interarmées acquise comme commandant de base de défense à Clermont-Ferrand. Il commande actuellement l'École nationale des sous-officiers d'active.

■ Bénédicte CHÉRON

Voir rubrique « comité de rédaction »

■ Patrick COLLET

Saint-cyrien de la promotion général Monclar (1984-1987), le général de division Patrick Collet a servi principalement

dans les troupes aéroportées. Il a commandé le 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes (2005-2007) et la 11^e brigade parachutiste (2017-2019), avant de prendre le commandement des Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan de 2019 à 2021.

■ Sophie COTARD

Ancienne étudiante de l'ENS Lyon et professeur agrégé, Sophie Cotard enseigne, depuis 2016, les lettres classiques dans un collège REP de la banlieue melunaise. Ses travaux de recherche étaient consacrés à la poésie lyrique grecque (VII^e au V^e siècle av. J.-C.).

■ Romain DESJARS DE KERANROUË

Officier de l'air, pilote de chasse et de drones Reaper, le lieutenant-colonel Romain Desjars de Keranrouë a servi à l'escadron de reconnaissance 2/33 « Savoie » comme commandant d'escadrille puis adjoint au chef des opérations. Affecté à l'état-major de l'armée de l'air, il y a exercé successivement les fonctions d'officier traitant puis chef par suppléance de la division retour d'expérience. Après sa réussite au concours d'entrée de l'École de guerre, il est affecté à l'escadron de drones 1/33 « Belfort », dont il prend le commandement en 2018. En 2019, il prend le commandement de la 33^e escadre de surveillance, de reconnaissance et d'attaque, qui regroupe alors deux escadrons de drones, dont son ancienne unité. Il réalise ensuite sa scolarité École de guerre. Il a été projeté une dizaine de fois en missions et en opérations extérieures (Afghanistan, Tchad, Émirats arabes unis, Libye, Mali et Niger). Il totalise environ mille trois cents heures de vol sur avion de combat, dont cent cinquante missions.

■ Michaël FÆSSEL

Normalien, agrégé, professeur de philosophie à l'École polytechnique, Michaël Fæssel est spécialiste de philosophie allemande ainsi que de philosophie morale et politique. Il a notamment publié *Après la fin du monde. Critique de la raison apocalyptique* (Le Seuil, 2012), *Le Temps de la consolation* (Le Seuil, 2015), *Les Aventures de la liberté. De Rousseau à Hegel* (PUF, 2018).

■ Thomas FRESSIN

Commandant de la gendarmerie nationale, Thomas Fressin est chef du pôle recherche et relations académiques du Centre de recherche de l'École des officiers de la gendarmerie nationale (CREOGN). Docteur en histoire moderne, il a soutenu en 2020 une thèse s'intéressant à la quête de notabilité des bourgeois à travers leur engagement militaire au sein de compagnies privilégiées de la milice bourgeoise sous l'Ancien Régime : « Les compagnies de chevaliers des nobles jeux de l'arc, de l'arbalète et de l'arquebuse. » Maître de conférences associé en informatique à l'université Gustave-Eiffel et chercheur associé en histoire au Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine (université Côte d'Azur), il travaille aujourd'hui essentiellement sur l'étude de la maréchaussée au XVIII^e siècle, mais également sur le traitement, l'analyse et la valorisation de données historiques grâce aux humanités numériques.

■ Hervé GAYMARD

Juriste, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'ENA (promotion Diderot), Hervé Gaymard a été plusieurs fois élu député entre 1995 et 2017 et ministre des gouvernements Chirac et Raffarin. Il est aujourd'hui président du conseil départemental de Savoie et président de la Fondation Charles de Gaulle. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont, dernièrement, *Un homme en guerres. Voyage avec Bernard B. Fall* (Les Équateurs, 2019).

■ Frédéric GOUT

Voir rubrique « comité de rédaction »

■ Michel GOYA

Voir rubrique « comité de rédaction »

■ Matthieu GRAFF

Sorti de l'École navale en 2008, le capitaine de corvette Matthieu Graff est spécialisé en lutte anti sous-marine. Il a servi sur sous-marin nucléaire d'attaque, frégate et aviso avant de prendre le commandement du bâtiment de soutien et d'assistance outre-mer (BSAOM) *Dumont d'Urville* en 2019. Il a participé notamment aux opérations Harmattan, Chammal, Arromanches ou Atalante, ainsi qu'aux déploiements de longue durée de la FREMM *Provence* (jusqu'en mer de Chine méridionale) et du BSAOM *Dumont d'Urville* (Atlantique et Caraïbes).

■ François LECOINTRE

Voir rubrique « comité de rédaction »

■ Jean-Luc LELEU

Historien au CNRS, membre du conseil scientifique du Mémorial de Caen, Jean-Luc Leleu a soutenu son doctorat avec une thèse intitulée « Soldats politiques en guerre : sociologie, organisation, rôles et comportements des formations de la Waffen-SS, 1940-1944 ». Il a notamment publié *La Waffen-SS* (Perrin, 2010, rééd. « Tempus » 2014) et, en collaboration, *La France pendant la Seconde Guerre mondiale. Atlas historique* (Fayard/ministère de la Défense, 2010) et *Le Débarquement. De l'événement à l'épopée* (Presses universitaires de Rennes, 2018).

■ Thierry MARCHAND

Voir rubrique « comité de rédaction »

■ Alexandre MARTIN

Agrégé de philosophie et professeur de droit, Alexandre Martin est chargé de cours à l'université de Bordeaux-Montaigne. Ses recherches et publications se situent à l'articulation du droit, de la philosophie et de la littérature. Il est également conseiller scientifique auprès d'organisations culturelles internationales.

■ Pierre-François MITTON

Saint-cyrien et fantassin, le chef de bataillon Pierre-François Mitton a servi au 2^e régiment étranger de parachutistes comme chef de section, officier adjoint et commandant d'unité. Affecté ensuite à l'EMIAZDS-Île de France, il y a exercé la fonction de chef J35 avant de rejoindre l'École de guerre-terre puis l'École de guerre. Il a été projeté à plusieurs reprises en missions et en opérations (Afghanistan, Djibouti, Gabon, Mali, Tchad et Niger).

■ Wassim NASR

Diplômé en « Défense, sécurité et gestion de crise » de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS)

et en « Relations internationales approfondies » du Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS), Wassim Nasr est journaliste à France 24, spécialiste des mouvements et mouvances djihadistes. Il a publié *État islamique. Le fait accompli* (Plon, 2016).

■ Benoît ROSSIGNOL

Agrégé d'histoire, Benoît Rossignol est maître de conférences à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne (UMR 8210 ANHIMA-Anthropologie et histoire des mondes antiques). Il est spécialiste de l'histoire militaire, sociale et politique de l'Empire romain, domaine dans lequel il a publié de nombreux articles. Il a publié une biographie de Marc Aurèle aux éditions Perrin en 2020.

■ Joséphine STARON

Docteure en philosophie politique (Sorbonne université), Joséphine Staron a soutenu une thèse en juin 2020 intitulée « Solidarité intra-européenne : questions de principes et stratégie d'application pour une refondation du projet européen ». Directrice des études et des relations internationales du *think tank* Synopia, le laboratoire des gouvernances, elle publie régulièrement des articles de vulgarisation de ses recherches dans la presse écrite ainsi que dans des revues universitaires. Elle est également jeune auditeur de l'IHEDN (113^e cycle).

■ Benoît TAHON

Agrégé d'histoire, Benoît Tahon enseigne en lycée et à l'université de Lille. Il mène actuellement un travail de recherche sur « L'environnement sonore des combattants de la Première Guerre mondiale ».

■ Marc VIGIÉ

Ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, agrégé d'histoire, habilité à diriger des recherches en histoire moderne, Marc Vigie a été professeur dans l'enseignement secondaire et chargé de cours à l'université Paris-X-Nanterre avant d'exercer des fonctions d'inspecteur d'académie jusqu'à son départ à la retraite en 2018. À Versailles, il a notamment été responsable du trinôme Éducation-Défense, référent mémoire et citoyenneté, et responsable du comité académique du centenaire de la Grande Guerre. Il a publié de nombreux ouvrages et articles scientifiques ou didactiques, et contribué à de multiples colloques nationaux et européens consacrés à l'enseignement de sa discipline dans ses rapports avec les enjeux des sociétés contemporaines.

LE COMITÉ DE RÉDACTION

■ Yann ANDRUÉTAN

Issu de l'École du service de santé des armées (ESSA) Lyon-Bron, le médecin en chef Yann Andruétan a servi trois ans au 1^{er} régiment de tirailleurs d'Épinal, avec lequel il a effectué deux missions au Kosovo en 2000 et 2002. Il a ensuite rejoint l'HIA Desgenettes afin d'effectuer l'assistanat de psychiatrie. En 2008, il est affecté à l'HIA Sainte-Anne de Toulon comme médecin-chef adjoint du service de psychiatrie. En 2009, il a effectué un séjour en Afghanistan. Chef du service psychologique de la Marine jusqu'à l'été 2021, il est aujourd'hui coordinateur national du service médico psychologique des armées. Il est aussi titulaire d'un master 2 en anthropologie.

■ Jean ASSIER-ANDRIEU

Né en 1982, le commissaire principal Jean Assier-Andrieu entre à l'École militaire supérieure d'administration et de management (EMSAM) de l'armée de terre en 2006 (promotion « Intendant général Bailly »), après des études de droit à la faculté de Montpellier. Il a principalement servi au sein d'unités parachutistes, en tant que directeur administratif et financier du 2^e régiment étranger de parachutistes, puis au sein de l'état-major tactique du 2^e régiment de parachutistes d'infanterie de Marine. Avec ces unités, il a participé à des engagements opérationnels (Afghanistan) et à des missions de coopération internationale. Il occupe de 2013 à 2016 le poste de chef du bureau finances de la direction du commissariat d'outre-mer de La Réunion-Mayotte, avant de rejoindre la direction des affaires financières du ministère des Armées en tant que chef de section synthèse. Il intègre la 26^e promotion de l'École de guerre en 2018. Après avoir servi à l'EMA de 2019 à 2021, il est actuellement affecté à la représentation militaire française auprès de l'OTAN et de l'Union européenne en tant que chef de cabinet. Il vient de publier *La Trace du soldat. Recherche d'une narration* (Éditions de l'École de guerre, 2021).

■ John Christopher BARRY

Né à New York, diplômé d'histoire et de sciences politiques aux États-Unis (UCLA et NYU), de philosophie et de sociologie de la défense et d'études stratégiques en France (Paris-X et EHESS), John Christopher Barry a co animé durant plusieurs années un séminaire de recherche intitulé « La globalisation sécuritaire » à l'EHESS. Il est aujourd'hui chargé de cours à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr Coëtquidan. Il publie régulièrement dans *Les Temps modernes*, *Inflexions*, les *Études de l'IRSEM* et *Global Society*.

■ Marc-Antoine BRILLANT

Diplômé de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr et de l'École de guerre, titulaire du mastère spécialisé « Business performance management » de l'ESCP, le lieutenant-colonel Marc-Antoine Brillant est actuellement directeur adjoint de *Vigintum*, le service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères rattaché au SGDSN. Dans ses affectations précédentes, il a notamment commandé des unités de combat en Afghanistan et au Liban, avant de servir comme analyste performance opérationnelle pour l'armée de terre puis, plus récemment, comme chef des opérations d'un groupement tactique de sept cents hommes au Sahel. Il a coécrit avec Michel Goya *Israël contre le Hezbollah. Chronique d'une défaite annoncée* (Éditions du Rocher) ainsi que de nombreux articles pour la *Revue des deux mondes*, la *Revue Défense nationale* et *Stratégique*.

■ Bénédicte CHÉRON

Bénédicte Chéron est historienne. Elle a fait sa thèse sur le cinéma de Pierre Schoendoerffer, soutenue à la Sorbonne (Paris IV) en 2012, et a publié *Pierre Schoendoerffer* (CNRS Éditions) en 2012, réédité en collection de poche (Biblis) en 2015. Chercheuse partenariaire au SIRICE (UMR 8138), maître de conférences à l'Institut catholique de Paris, elle mène ses recherches sur le traitement médiatique du fait militaire français (médias d'information, reportages, documentaires et fictions) et sur les relations armées-société. Elle fait régulièrement bénéficier de son expertise des organismes dépendant du ministère des Armées. Elle a aussi publié « L'Image des militaires français à la télévision, 2001-2011 » (IRSEM, 2012), ainsi que de nombreux articles et chapitres d'ouvrages collectifs sur ses sujets de recherche. *Le Soldat méconnu. Les Français et leurs armées : état des lieux* est paru à l'automne 2018, chez Armand Colin.

■ Patrick CLERVOY

Élève au collège militaire de Saint-Cyr-l'École puis à l'École du service de santé des armées de Bordeaux, le docteur Patrick Clervoy a été médecin d'unité pendant quatre années au profit de régiments de la 9^e division d'infanterie de marine. Il a participé à plusieurs opérations qui l'ont amené à intervenir sur des théâtres extérieurs en Afrique centrale, en Guyane, en ex-Yougoslavie, en Afghanistan, au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Il est professeur de médecine à l'École du Val-de-Grâce et fut, de 2010 à 2015, titulaire de la chaire de psychiatrie et de psychologie clinique appliquée aux armées. Il est l'auteur de publications sur les thèmes du soutien psychologique des forces – *Les Psy en intervention* (Doin, 2009) – et de la prise en charge des vétérans – *Le Syndrome de Lazare. Traumatisme psychique et destinée* (Albin Michel, 2007), *Dix semaines à Kaboul. Chroniques d'un médecin militaire* (Steinkis, 2012). Il a fait paraître *L'Effet Lucifer. Des bourreaux ordinaires* (CNRS Éditions, 2013), *Traumatismes et blessures psychiques* (Lavoisier Médecine, 2016) et *Les Pouvoirs de l'esprit sur le corps* (Odile Jacob, 2018).

■ Jean-Luc COTARD

Saint-cyrien ayant servi dans l'arme du génie, le colonel Jean-Luc Cotard a choisi de se spécialiser dans la communication après avoir servi en unité opérationnelle et participé à la formation directe de saints-cyriens et d'officiers en général. Il est titulaire d'une maîtrise d'histoire contemporaine, d'un DESS de techniques de l'information et du journalisme, et a réfléchi, dans le cadre d'un diplôme universitaire à l'Institut français de la presse, aux relations entre les hommes politiques et les militaires de 1989 à 1999. Il a publié des articles qui ont trait à son expérience dans les revues *Histoire et défense*, *Vauban* et *Agir*. Il a servi en Bosnie en 1992-1993, au Kosovo en 2001 (Mitrovica) et 2008 (Pristina), ainsi qu'en Côte d'Ivoire en 2005-2006. Après avoir eu des responsabilités au SIRPA-Terre, il a conseillé le général commandant la région terre Nord-Est. Il a choisi de quitter l'uniforme en 2010, pour créer son entreprise de communication spécialisée dans la communication de crise.

■ Catherine DURANDIN

Catherine Durandin est historienne et écrivain. Après de nombreux ouvrages consacrés à la France, aux relations euro-atlantiques et à la Roumanie, elle s'oriente vers une recherche portant sur la mémoire des Français et leur relation à la guerre, avec un roman, *Douce France* (Le

Fantastope, 2012), puis *Le Déclin de l'armée française* (François Bourin, 2013). Elle a récemment publié *Ismène. Point* (Dacres Éditions, 2015) et *La Guerre froide* (PUF, « Que sais-je ? », 2016).

■ Benoît DURIEUX

Né en 1965, Benoît Durieux est officier d'active dans l'armée de terre. Saint-cyrien, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'université de Georgetown (États-Unis), il a effectué l'essentiel de sa carrière au sein de la Légion étrangère, avec laquelle il a participé à plusieurs opérations dans les Balkans (1995 et 1996) et en Afrique (Somalie 1993). Après un passage à l'état-major des armées, il a été chef de corps du 2^e régiment étranger d'infanterie jusqu'à l'été 2010. Ancien auditeur au Centre des hautes études militaires (CHEM), puis adjoint « terre » au cabinet militaire du ministre de la Défense, puis directeur du CHEM, le général Durieux a commandé la 6^e brigade légère blindée basée à Nîmes avant d'être nommé chef du cabinet militaire du Premier ministre en juillet 2017. Depuis l'été 2021, il est directeur de l'IHEDN. Docteur en histoire, il est l'auteur de *Relire De la guerre de Clausewitz* (Economica, 2005), une étude sur l'actualité de la pensée du penseur militaire allemand. Pour cet ouvrage, il a reçu le prix L'Épée et La Plume. Récemment paru sous sa direction : *La Guerre par ceux qui la font. Stratégie et incertitude* (Éditions du Rocher, 2016) et le *Dictionnaire de la guerre et de la paix* (PUF, 2017).

■ Brice ERBLAND

Né en 1980, le lieutenant-colonel Brice Erbland est un officier saint-cyrien qui a effectué son début de carrière au sein de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT). Chef de patrouille et commandant d'unité d'hélicoptères de combat *Tigre* et *Gazelle*, il a été engagé plusieurs fois dans la corne de l'Afrique, en Afghanistan et en Libye. Il a ensuite servi au cabinet du ministre de la Défense, avant de rejoindre l'École militaire pour sa scolarité de l'École de guerre. Après une formation d'ingénieur d'essais en vol à l'École du personnel navigant d'essais et de réception (EPNER) à Istres, il a été affecté au cabinet du chef d'état-major de l'armée de terre en mobilité extérieure à l'audit de la SNCF, puis au 1^{er} RHC comme chef de BOI. Il est aujourd'hui commandant de bataillon de l'ESM de Saint Cyr. Il a publié en 2013 un livre de témoignages et de réflexions sur ses opérations, intitulé *Dans les griffes du Tigre* (Les Belles Lettres), qui a reçu le prix L'Épée et La Plume, le prix spécial de la Saint-Cyrienne et la mention spéciale du prix Erwan Bergot, et « *Robots tueurs* ». *Que seront les soldats de demain ?* (Armand Colin, 2018).

■ Hugues ESQUERRE

Saint-Cyrien, breveté de l'École de guerre, Hugues Esquerre a servi vingt ans dans les troupes de marine jusqu'au grade de lieutenant-colonel. Ancien auditeur de la 10^e promotion du Cycle des hautes études pour le développement économique (CHEDE), il est aujourd'hui inspecteur des finances. Sociétaire de l'association des écrivains combattants, il est l'auteur de *La société créole au travers de sa littérature* (SdÉ éditions, 2005), *Remplacer l'armée dans la nation* (Economica, 2012) et *Dans la tête des insurgés* (éditions du Rocher, 2013), ouvrage pour lequel il a reçu en 2015 le prix L'Épée et La Plume, et *Quand les finances désarment la France* (Economica, 2015).

■ Isabelle GOUGENHEIM

Diplômée de Sciences Po Paris, ancienne élève de l'ENA (promotion Solidarité), Isabelle Gougenheim a travaillé durant plus de vingt ans dans l'audiovisuel public, au CSA puis à France 3, puis a dirigé l'ECPAD, centre des archives et de production audiovisuelle du ministère de la Défense pendant six ans. Auditrice de l'IHEDN, présidente de la 53^e session nationale, membre du bureau de l'AAIHEDN, elle a également travaillé dans la coopération internationale et la gestion des crises (SGDN et ministère des Affaires étrangères). Après avoir été en charge pendant trois ans de la promotion des femmes dans l'activité économique et les nouvelles technologies au ministère du Droit des femmes, elle a travaillé dans les structures en charge des politiques publiques de l'économie sociale et solidaire (ESS), au sein de la direction générale du Trésor du ministère des Finances et au ministère de la Transition écologique et solidaire. Elle est aujourd'hui administratrice générale au secrétariat général du ministère des Finances. Possédant de longue date un fort engagement associatif bénévole, elle a été élue en 2013 à la présidence d'IDEAS.

■ Frédéric GOUT

Entré à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr en 1988, breveté de l'enseignement militaire supérieur, le général Gout a passé la majeure partie de sa carrière au sein de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT). À l'issue d'une mobilité externe au ministère des Affaires étrangères et d'un poste au sein du cabinet du chef d'état-major de l'armée de terre, il prend le commandement du 5^e régiment d'hélicoptères de combat de 2011 à 2013. Il est ensuite auditeur de la 63^e session du Centre des hautes études militaires (CHEM) et de la 66^e session de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), puis assistant spécial du président du Comité militaire de l'OTAN à Bruxelles. Après avoir servi à l'état-major des armées, il a commandé la 4^e brigade aérocombat. Depuis l'été 2021, il est officier général « haut encadrement militaire » de l'armée de terre. Il a publié *Libérez Tombouctou ! Journal de guerre au Mali* (Tallandier, 2015).

■ Michel GOYA

Issu du corps des sous-officiers, Michel Goya a été officier dans l'infanterie de Marine de 1990 à 2014. Après dix ans d'expérience opérationnelle, il suit, en 2001, une scolarité au sein de l'Enseignement militaire supérieur scientifique et technique puis il intègre, en 2003, le Collège interarmées de défense. Officier au Centre de doctrine d'emploi des forces terrestres (CDEF), il est assistant militaire du chef d'état-major des armées de 2007 à 2009. Il a dirigé ensuite le domaine « Nouveaux Conflits » au sein de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), puis le bureau recherche du CDEF, avant de quitter l'institution pour se consacrer à l'enseignement et à l'écriture. Titulaire d'un doctorat d'histoire, le colonel Goya est l'auteur de *Res Militaris. De l'emploi des forces armées au XXI^e siècle* (Economica, 2010), d'*Irak. Les armées du chaos* (Economica, 2008), de *La Chair et l'Acier. Invention de la guerre moderne, 1914-1918* (Tallandier, 2004, rééd., 2014), sur la transformation tactique de l'armée française de 1871 à 1918, de *Sous le feu. La mort comme hypothèse de travail* (Tallandier, 2014), *Israël contre Hezbollah. Chronique d'une défaite annoncée 12 juillet-14 août 2006* (avec Marc-Antoine Brillant, Éditions du Rocher, 2014) et *Les Vainqueurs. Comment la France a gagné la Grande Guerre*, paru aux

éditions Tallandier en août 2018. Il a obtenu trois fois le prix de l'Épaulette, le prix Sabatier de l'Enseignement militaire supérieur scientifique et technique, le prix d'histoire militaire du Centre d'études d'histoire de la Défense et le prix Edmond Fréville de l'Académie des sciences morales et politiques. Son dernier ouvrage, *S'adapter pour vaincre. Comment les armées évoluent*, est paru aux éditions Perrin en 2019.

■ Rémy HÉMEZ

Né en 1980, le lieutenant-colonel Rémy Hémez est officier de carrière dans l'armée de terre. Saint-cyrien, il appartient à l'arme du génie où il a servi comme lieutenant et capitaine au 3^e régiment du génie. Il a été engagé en opérations extérieures en Côte d'Ivoire et au Liban. Il a ensuite servi à l'état-major de force n° 1 et a suivi la scolarité de l'École de guerre (2013-2014). De 2015 à 2017, il a été détaché en tant que chercheur au sein du Laboratoire de recherche sur la défense (LRD) de l'Institut français des relations internationales (IFRI). Il a servi, de nouveau, au 3^e régiment du génie, en tant que chef du bureau opération et instruction de 2018 à 2020. Il est aujourd'hui affecté à l'Inspection de l'armée de terre. Il est l'auteur de nombreux articles et études portant sur la stratégie, la tactique, l'histoire militaire et la Corée du Sud.

■ Armel HUET

Professeur émérite de l'université Rennes-II, Armel Huet a fondé le Laboratoire de recherches et d'études sociologiques (LARES) et le Laboratoire d'anthropologie et de sociologie (LAS) qu'il a dirigé respectivement pendant quarante ans et quinze ans. Il est aujourd'hui le directeur honoraire. Outre un master de recherche sociologique, il a également créé des formations professionnelles, dont un master de maîtrise d'ouvrage urbaine et immobilière ; il a dirigé le comité professionnel de sociologie de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF). Armel Huet a développé dans son laboratoire plusieurs champs de recherche sur la ville, les politiques publiques, le travail social, les nouvelles technologies, le sport, les loisirs et les questions militaires. Il a créé des coopérations avec des institutions concernées par ces différents champs, notamment avec les Écoles militaires de Coëtquidan. Ces dernières années, il a concentré ses travaux sur le lien social. Il a d'ailleurs réalisé à la demande de l'État-major de l'armée de terre, une recherche sur la spécificité du lien social dans l'armée de terre.

■ Haïm KORSIA

À sa sortie du séminaire israélite de France et après avoir obtenu son diplôme rabbinique en mars 1986, Haïm Korsia termine son parcours universitaire par un DEA à l'École pratique des hautes études en 2003. Jusqu'en 2004, il a été directeur de cabinet du grand rabbin de France. Le grand rabbin Haïm Korsia est aumônier en chef des armées, aumônier en chef de l'armée de l'air, membre du comité consultatif national d'éthique, membre du comité du patrimoine culturel au ministère de la Culture, administrateur national du Souvenir français et secrétaire général de l'Association du rabbinat français. En juin 2014, il est élu grand rabbin de France (il est réélu en juin 2021) et le 15 décembre de la même année à l'Académie des sciences morales et politiques. Derniers ouvrages parus : *Gardien de mes frères*, *Jacob Kaplan* (Édition Pro-Arte, 2006), *À corps et à Toi* (Actes Sud, 2006), *Être juif et français : Jacob Kaplan, le rabbin de la République* (Éditions Privé,

2005), *Les Enfants d'Abraham. Un chrétien, un juif et un musulman dialoguent* (avec Alain Maillard de La Morandais et Malek Chebel, Presses de la Renaissance, 2011). Il vient de publier *Réinventer les aurores* (Fayard, 2020).

■ François LECOINTRE

Né en 1962, François Lecointre est officier de carrière dans l'armée de terre. Saint-cyrien, il appartient à l'arme des Troupes de Marine où il a servi comme lieutenant et capitaine au 3^e régiment d'infanterie de Marine et au 5^e régiment inter-armes d'Outre-mer. Il a été engagé en Irak lors de la première guerre du Golfe (1991), en Somalie (1992), en République de Djibouti dans le cadre de l'opération Iskoutir (1991-1993), au Rwanda dans le cadre de l'opération Turquoise (1994) ainsi qu'à Sarajevo (1995), et a ensuite servi à l'état-major de l'armée de terre, au sein du bureau de conception des systèmes de forces. Il a commandé le 3^e régiment d'infanterie de Marine stationné à Vannes et à ce titre le groupe tactique interarmes 2 (GTIA2) en République de Côte d'Ivoire d'octobre 2006 à février 2007. Ancien auditeur puis directeur de la formation au Centre des hautes études militaires (CHEM), il a été jusqu'à l'été 2011 adjoint « terre » au cabinet militaire du ministre de la Défense, puis a commandé la 9^e brigade d'infanterie de Marine jusqu'à l'été 2013. Officier général synthèse à l'État-major de l'armée de terre jusqu'au 31 juillet 2014 puis sous-chef d'état-major « performance et synthèse » à l'EMAT et chef du cabinet militaire du Premier ministre, le général d'armée Lecointre était chef d'état-major des armées (CEMA) jusqu'en juillet 2021.

■ Éric LETONTURIER

Après des études en histoire, en sociologie et en philosophie, Éric Letonturier est actuellement maître de conférences en sociologie à l'université Paris-Descartes-Sorbonne et chercheur au Centre de recherche sur les liens sociaux (CERLIS/UMR 8070). Il a été responsable du RT8 (sociologie du milieu militaire) à l'Association française de sociologie (AFS) et chargé de mission auprès du chef d'état-major de l'armée de terre (2001-2003). Il est par ailleurs responsable chez CNRS Éditions des collections « Les Essentiels d'Hermès » et « CNRS communication ». Ses travaux portent sur les articulations existant entre les dimensions culturelles et organisationnelles au sein de l'institution militaire, mais également, de façon pluridisciplinaire, sur la communication, notamment sur le concept de réseau. Dernier ouvrage paru : *Guerre, armées et communication* (CNRS Éditions, 2017).

■ Thierry MARCHAND

Diplômé de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr en 1987 (promotion « Général Monclar »), Thierry Marchand choisit de servir dans l'infanterie. À l'issue de sa scolarité, il rejoint la Légion étrangère au 2^e régiment étranger d'infanterie (REI) de Nîmes. Il est engagé en République centrafricaine (EFAO) en 1989 et en Guyane en 1990. Il participe à l'opération Daguet en Arabie saoudite et en Irak (septembre 1990-avril 1991), à l'opération Iskoutir en République de Djibouti puis est engagé par deux fois en Somalie (opérations *Restore Hope* en 1992 puis ONUSOM II en 1993). Il est engagé en opérations à quatre reprises au cours de son temps de commandement (opération Épervier en 1994, au sein de la Force de réaction rapide en Bosnie en 1995, au Gabon et en République centrafricaine, opération Almandin II – en 1996). Il sera engagé

avec son régiment au Kosovo (KFOR) en 2003. Affecté au cabinet du ministre de la Défense entre 2003 et 2006 (cellule terre du cabinet militaire), il est promu au grade de colonel en 2005. Entre 2006 et 2008 il commande la 13^e DBLE à Djibouti. De 2008 à 2009, il est auditeur du Centre des hautes études militaires (CHEM) et de l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN). Il est ensuite affecté pour une année au Centre interarmées de concepts et de doctrines (CICDE) et rejoint en 2010 la Délégation aux affaires stratégiques en qualité de sous-directeur aux questions régionales. En 2012, il est chef de la cellule relations internationales du cabinet militaire du ministre de la Défense. Nommé général de brigade le 1^{er} août 2014, puis général de division le 1^{er} avril 2018, il a été en charge du recrutement au sein de la Direction des ressources humaines de l'armée de terre avant de prendre le commandement des forces armées en Nouvelle-Calédonie jusqu'à l'été 2018. Puis, il a été chargé de mission auprès du chef d'état-major de l'armée de terre. Actuellement, il sert au sein de la direction de la coopération de sécurité et de défense.

■ Jean-Philippe MARGUERON

À sa sortie de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr en 1978, le général Margueron choisit l'artillerie antiaérienne. Il y occupe tous les grades et sert tour à tour en métropole, à l'outre-mer et en opérations extérieures. Promu colonel en 1997, il commande le 54^e régiment d'artillerie stationné à Hyères, avant d'être responsable du recrutement pour la région parisienne et l'outre-mer au tout début de la professionnalisation des armées. Auditeur de l'Institut des hautes études de la Défense nationale en 2001, il est ensuite conseiller militaire au cabinet du ministre de la Défense durant trois ans avant de commander, comme officier général, la 7^e brigade blindée de Besançon, tant en métropole qu'en opérations extérieures. Chef de cabinet du chef d'état-major de l'armée de Terre jusqu'en 2008, il est promu général inspecteur de la fonction personnel, avant d'être nommé major général de l'armée de Terre, en charge notamment de la conduite des restructurations de 2010 à 2014. Général d'armée, inspecteur général des armées auprès du ministre de la Défense en 2015, il a ensuite rejoint la Cour des comptes comme conseiller maître en service extraordinaire, jusqu'en 2021. Il a été directeur de la revue de 2008 à 2015.

■ Jean MICHELIN

Né en 1981, le lieutenant-colonel Jean Michelin est saint-cyrien et officier d'infanterie. Chef de section au 1^{er} régiment de tirailleurs puis commandant de compagnie au 16^e bataillon de chasseurs, il a servi en opérations au Kosovo, au Liban, en Guyane et en Afghanistan avant de rejoindre le Corps de réaction rapide-France. Après avoir effectué sa scolarité de l'École de guerre au sein de l'*US Army Command and general Staff College*, à Fort Leavenworth (Kansas), il a servi deux ans comme plume du général d'armée aérienne Denis Mercier, commandeur allié de la transformation de l'OTAN, à Norfolk (Virginie). Il a rejoint en 2018 le pôle rayonnement de l'armée de terre, à Paris. Actuellement il sert au sein de 92^e régiment d'infanterie comme chef B01. En 2017, il a publié *Jonquille* aux éditions Gallimard, récit en forme de galerie de portraits de son expérience de commandant de compagnie en Afghanistan, ouvrage qui a reçu le Prix des cadets en juillet 2018.

■ Hervé PIERRE

Né en 1972, Hervé Pierre est officier d'active dans l'armée de terre. Saint-cyrien, breveté de l'enseignement militaire supérieur, il a suivi aux États-Unis la scolarité de l'*US Marines Command and Staff College* en 2008-2009. Titulaire de diplômes d'études supérieures en histoire (Sorbonne), en philosophie (Nanterre) et en science politique (IEP de Paris), il est l'auteur de trois ouvrages, *L'Intervention militaire française au Moyen-Orient 1916-1919* (Éd. des Écrivains, 2001), *Le Hezbollah, un acteur incontournable de la scène internationale ?* (L'Harmattan, 2009) et il vient de publier avec Roland Beaufre, *Le général Beaufre. Portraits croisés* (Ed. Pierre de Taillac, 2020). Ayant effectué l'essentiel de sa carrière dans l'infanterie de marine, il a servi sur de nombreux théâtres d'opérations, notamment en Afghanistan (Kapisa en 2009, Helmand en 2011), et a été officier rédacteur des interventions du général major général de l'armée de terre. De 2013 à 2015, il a commandé le 3^e régiment d'infanterie de marine (Vannes) avec lequel il a été engagé, à la tête du groupement tactique interarmes « Korrigan », au Mali (2013) puis en République de Centrafrique (2014). Après avoir dirigé la cellule stratégie politique du cabinet du chef d'état-major de l'armée de terre de 2015 à 2017, le colonel Hervé Pierre était auditeur du Centre des hautes études militaires (CHEM) et de l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN) avant d'être affecté au cabinet militaire du Premier ministre de 2018 à 2021. Il est, aujourd'hui, le représentant de Barkhane auprès de la force conjointe du G5 Sahel.

■ Emmanuelle RIOUX

Historienne, auteur de différentes publications sur les zozous pendant la Seconde Guerre mondiale, Emmanuelle Rioux travaille dans l'édition depuis 1990. Elle a été secrétaire de rédaction à la revue *L'Histoire*, directrice de collection « Curriculum » chez Liana Levi et responsable éditoriale à l'Encyclopaedia Universalis. Elle a également mis son savoir faire au service de la Mission pour le bicentenaire de la Révolution française, du Festival international du film d'histoire de Pessac, de l'Association pour la célébration du deuxième centenaire du Conseil d'État et des Rendez-vous de l'histoire de Blois. Elle est aujourd'hui chargée de mission auprès du général chef d'état-major de l'armée de terre, directrice de la rédaction et rédactrice en chef de la revue *Inflexions. Civils et militaires : pouvoir dire*.

■ François SCHEER

Né en 1934 à Strasbourg, François Scheer est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié en droit, titulaire de trois DESS (droit public, économie politique et science politique) et ancien élève de l'École nationale d'administration (1960-1962). De 1962 à 1999, il alterne les postes en administration centrale et à l'étranger. Premier ambassadeur de France au Mozambique en 1976, il sera successivement directeur de cabinet du président du Parlement Européen (Simone Veil) et du ministre des Relations extérieures (Claude Cheysson), ambassadeur en Algérie, ambassadeur représentant permanent auprès des communautés européennes, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et ambassadeur en Allemagne. Ambassadeur de France, il a été de 1999 à 2011 conseiller international du président directeur général de Cogema, puis du président du directoire d'Areva.

■ Didier SICARD

Après des études de médecine, Didier Sicard entre dans la filière des hôpitaux de Paris : externat, internat, clinicat, nomination comme praticien hospitalier. Professeur agrégé, il devient le chef de l'un des deux services de médecine interne de l'hôpital Cochin de Paris. Il créera (avec Emmanuel Hirsch) l'Espace éthique de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris. Par décret du président Jacques Chirac, il succède en 1999 à Jean-Pierre Changeux (qui avait lui-même succédé à Jean Bernard) à la tête du Comité consultatif national d'éthique, institution qu'il préside jusqu'en février 2008 et dont il est aujourd'hui président d'honneur. Il a notamment publié *La Médecine sans le corps* (Plon, 2002), *L'Alibi éthique* (Plon, 2006) et, avec Georges Vigarello, *Aux origines de la médecine* (Fayard, 2011). Depuis 2008, Didier Sicard préside le comité d'experts de l'Institut des données de santé.

■ Philippe VIAL

Philippe Vial est agrégé et docteur en histoire de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne. À la charnière de l'histoire des relations internationales, de l'histoire militaire et de l'histoire politique, sa thèse s'intitulait « La mesure d'une influence. Les chefs militaires et la politique extérieure de la France à l'époque républicaine ». Après avoir été chef de la division recherche, études et enseignement du Service historique de la Défense, il est désormais maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, détaché auprès de la direction de l'enseignement militaire supérieur (DEMS). Il intervient à l'École de guerre comme au Centre des hautes études militaires, dont il est le référent académique, mais aussi à Sciences-Po Paris et Rennes.

■ Julien VIANI

Après des études à l'École du service de santé des armées de Lyon-Bron et à l'université Lyon-I, le médecin en chef Julien Viant a servi comme médecin d'unité dans différentes formations militaires de la région sud-ouest entre 2004 et 2012. Il a notamment été projeté en Afghanistan en 2009 en tant que médecin chef de l'état-major de la Task Force Korrigan et du poste médical de Nijrab. Titulaire de la capacité de médecine d'urgence depuis 2006 et praticien attaché au service d'accueil des urgences du centre hospitalier de Tarbes jusqu'en 2012, il détient également une maîtrise de sciences biologiques et médicales (2002), les capacités de médecine de catastrophe (2004) et de médecine tropicale (2006), ainsi que le diplôme interuniversitaire de médecine d'urgence en montagne (2010). En 2012, nommé praticien confirmé en médecine d'armée dans la spécialité des « techniques d'état-major » (TEM), il a commencé un cursus de formation dans cette orientation professionnelle. Il a depuis validé le master 2 en gestion publique coréalisé par l'École nationale d'administration et l'université Paris-Dauphine en 2014 et réussi le concours de praticien certifié TEM. Après avoir suivi le cursus de l'École de guerre pour l'année universitaire 2015-2016, il a été responsable de l'organisation, de la gestion prévisionnelle des ressources humaines et de la manœuvre RH à la direction centrale du Service de santé des armées (SSA) pendant quatre ans. Actuellement, il sert au sein de l'état-major interallié pour la transformation de l'OTAN, aux États-Unis, sur la base militaire de Norfolk, comme expert médical et « project coordinator (Healthcare & MEDEVAC) ».

INFLEXIONS

civils et militaires : pouvoir dire

NUMÉROS DÉJÀ PARUS

L'action militaire a-t-elle
un sens aujourd'hui ? n° 1, 2005

Mutations et invariants,
« soldats de la paix »,
soldats en guerre n° 2, 2006

Agir et décider en situation
d'exception n° 3, 2006

Mutations et invariants,
partie II n° 4, 2006

Mutations et invariants,
partie III n° 5, 2007

Le moral et la dynamique
de l'action, partie I n° 6, 2007

Le moral et la dynamique
de l'action, partie II n° 7, 2007

Docteurs et centurions, actes
de la rencontre du 10 décembre
2007 n° 8, 2008

Les dieux et les armes n° 9, 2008

Fait religieux et métier
des armes, actes de la journée
d'étude du 15 octobre 2008 n° 10,
2008

Cultures militaires,
culture du militaire n° 11, 2009

Le corps guerrier n° 12, 2009

Transmettre n° 13, 2010

Guerre et opinion publique
n° 14, 2010

La judiciarisation
des conflits n° 15, 2010

Que sont les héros
devenus ? n° 16, 2011

Hommes et femmes,
frères d'armes ?

L'épreuve de la mixité n° 17, 2011

Partir n° 18, 2011

Le sport et la guerre n° 19, 2012

L'armée dans l'espace
public n° 20, 2012

La réforme perpétuelle n° 21, 2012

Courage ! n° 22, 2013

En revenir ? n° 23, 2013

L'autorité en question.

Obéir/désobéir n° 24, 2013

Commémorer n° 25, 2014

Le patriotisme n° 26, 2014

L'honneur n° 27, 2014

L'ennemi n° 28, 2015

Résister n° 29, 2015

Territoire n° 30, 2015

Violence totale n° 31, 2016

Le soldat augmenté ? n° 32, 2016

L'Europe contre la guerre n° 33,
2016

Étrange étranger n° 34, 2017

Le soldat et la mort n° 35, 2017

L'action militaire,
quel sens aujourd'hui ? n° 36, 2017

Les enfants et la guerre n° 37, 2018

Et le sexe ? n° 38, 2018

Dire n° 39, 2018

Patrimoine et identité n° 40, 2019

L'allié n° 41, 2019

Guerre et cinéma n° 42, 2019

Espaces n° 43, 2020

Héroïsme en démocratie.

Hommage à Monique Castillo
n° hors série, 2020

La beauté n° 44, 2020

L'échec n° 45, 2020

S'engager n° 46, 2021

Le secret n° 47, 2021

INFLEXIONS

civils et militaires : pouvoir dire

À retourner à Pollen / Difpop

81, rue Romain-Rolland 93260 LES LILAS

Acheter un numéro, s'abonner, c'est simple :

@ En ligne :
abonnement@pollen-diffusion.com

☒ Sur papier libre
ou en remplissant
ce bon de commande
à retourner à l'adresse ci-dessus

📶 www.pollen-difpop.com

☎ Téléphone 01 43 62 08 07
Télécopie 01 72 71 84 51

Bulletin d'abonnement et bon de commande

Je m'abonne à **Inflexions**

un an / 3 numéros

- ☐ France métropolitaine (TTC) **32,00 €**
☐ Europe* (TTC) **35,00 €**
☐ DOM-TOM-CTOM et RP** (HT) **33,40 €**
☐ Autres pays **34,20 €**
☐ Supplément avion **6,25 €**

* La TVA est à retrancher pour les pays n'appartenant pas à l'Union européenne et aux pays du Maghreb.
** RP (Régime particulier) : pays de la zone francophone de l'Afrique (hors Maghreb) et de l'océan Indien.

Je commande les numéros suivants d'**Inflexions**

Au prix unitaire de **13,00 €** livraison sous 48 heures

..... pour un montant de €
participation aux frais d'envoi + 4,95 €
Soit un total de €

Voici mes coordonnées

☐ M. ☐ M^{me} ☐ M^{lle}

Nom : Prénom :

Profession :

Adresse :

Code postal : Ville :

Mél

Ci-joint mon règlement de €

☐ Par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de : POLLEN

☐ Par mandat administratif (réservé aux administrations)

☐ Par carte bancaire N°

Date d'expiration :

N° de contrôle

(indiquez les trois derniers chiffres situés au dos de votre carte bancaire, près de votre signature)

Date

Signature

✂

Informatique et libertés : conformément à la loi du 6.1.1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant et les rectifier en écrivant au Service Promotion et Action commerciale de La Documentation française. Ces informations sont nécessaires au traitement de votre commande et peuvent être transmises à des tiers sauf si vous cochez ici ☐

Impression

Ministère des Armées

Secrétariat général pour l'administration / SPAC Impressions

Pôle graphique de Tulle

2, rue Louis Druliolle – CS 10290 – 19007 Tulle cedex